

DÉBATS

Un entretien avec M. Jorge Semprun

« La société dans laquelle nous vivons est un horizon indépassable »

M. Jorge Semprun partage à nouveau son temps entre Paris et Madrid, après une expérience politique active qui lui a permis d'exercer les fonctions de ministre de la culture dans le gouvernement de M. Felipe Gonzalez, de 1988 jusqu'en mai de mars dernier.

Né à Madrid en 1923, il a passé une grande partie de sa vie en France après que sa famille ait quitté l'Espagne durant la guerre civile. Résistant, déporté à Buchenwald, il change de front à la Libération et participe activement à la lutte antifranquiste. Dirigeant communiste à l'époque de la clandestinité, sous le nom

de guerre de Federico Sanchez, exclu du PCE en 1965 par M. Santiago Carrillo pour délit d'aurocommuniste, il n'est pas pour autant devenu socialiste. Il a constamment plaidé pour que la social-démocratie européenne adopte enfin son idéologie et ses théories à sa politique modérée.

Entre les deux périodes, celle de la clandestinité et celle de l'exercice du pouvoir, il avait abandonné la politique pour se consacrer à la littérature et au cinéma, notamment pour Alain Resnais et Costa-Gavras. Il nous livre ses réflexions sur les conséquences pour la gauche européenne de l'effondrement du système communiste.



« La social-démocratie peut-elle sortir indemne de l'effondrement du communisme ? A-t-elle même un avenir dans les pays dits de l'Est ? »

— Dans son débat historique avec le communisme, la social-démocratie a eu raison. Ceux qui, en 1920, ont gardé la vieille maison, comme disait Léon Blum, ont eu raison. Cette approche est juste, sans doute. Mais elle est insuffisante à éclairer l'avenir.

La social-démocratie va, en fait, subir le contrecoup de l'effondrement de son adversaire, ou plutôt son concurrent historique, pour plusieurs raisons. D'abord, le maintien d'un parti socialiste contre les exigences de la III^e internationale était essentiellement lié aux questions de la structure démocratique du parti, au refus de se soumettre aux vingt et une conditions de Moscou. Mais cette autonomie socialiste ne prenait pas en compte d'autres questions, celles du type de société qu'on voulait construire.

« Léon Blum », en 1920, ne se distinguait pas, ne veut surtout pas se distinguer des communistes sur les problèmes du rôle du prolétariat, de la rupture révolutionnaire avec le système capitaliste, de l'appropriation collective des moyens de production, etc. Encore en 1946, au 38^e congrès de la SFIO, au moment d'un dur débat doctrinal où il va être mis en minorité par le maximalisme de Guy Mollet — eh oui ! — Léon Blum affirme : « Nous sommes le parti socialiste et notre objet est la transformation révolutionnaire de la structure sociale, c'est-à-dire du régime de la production et de la propriété. »

Certes, l'histoire a amené la social-démocratie à des pratiques différentes. Il n'en reste pas moins qu'elle doit aujourd'hui, particulièrement en France et en Espagne, se poser des questions fondamentales. Le pragmatisme ne suffira plus. Si la social-démocratie veut continuer à se réclamer du mouvement des réformes, elle doit définir son mode d'intervention dans la société. Il ne s'agit pas de refaire Bad-Godesberg, c'est dépassé : ce serait de l'archéologie, non de la stratégie.

— Les partis sociaux-démocrates allemand, français ou espagnol ont peu de chose à voir avec la doctrine des origines. Ils ne sont plus ouvriers, mais « interclassistes », comme on dit. Donc on pourrait penser qu'ils sont à l'abri...

— En effet, ils sont « interclassistes » dans leur électorat, leurs programmes tactiques : dans leur façon de s'insérer dans le social, en somme. La question est dans leur pratique d'appareil ? En Espagne, du moins, l'appareil du PSOE est « marrane », si l'on me permet la métaphore... Il est converti à l'interclassisme et à la reconnaissance du marché, mais il conserve profondément ancré, enfoui, la foi des origines. Il suffit de voir quelques acclamations soulevées dans une assemblée d'élus, de notables, de cadres des institutions étatiques, le discours de la rupture...

— En vérité, les appareils ont fait de nécessité vertu, mais ils n'ont presque rien théorisé. Il y a un décalage, un vide lourd de conséquences, entre une pratique imposée par la réalité et une théorisation toujours en attente. Souvenez-vous de la France, en 1981, de l'échec d'une stratégie de rupture et d'union de la gauche.

— En a-t-on tiré partout, je veux dire dans tous les courants et les sommets de l'appareil du PS, les leçons théoriques ? Et cette absence de théorisation n'est-elle pas la cause d'une capitulation

devant les règles du jeu de la réalité ? Car on peut prendre en compte la réalité pour la réformer, la transformer en permanence, mais aussi pour capituler devant elle.

« L'effondrement du communisme montre que nous avons parcouru jusqu'au bout le cycle de la transcendance sociale, de l'au-delà social : l'idée que l'on peut construire une société nouvelle à partir d'une rupture révolutionnaire, et non seulement une société nouvelle mais un homme nouveau, cette idée-là, qui fut mobilisatrice et s'est révélée néfaste, sanglante, est maintenant condamnée. Elle ne fait plus rien bouger.

« Nous sommes donc aujourd'hui face à cette réalité : la société dans laquelle nous vivons est un horizon indépassable. Elle est aussi invivable pour un bon nombre de ses habitants. Il faut donc la modifier. Mais comment modifier une société dans une perspective réformatrice ? Récemment, j'ai entendu Charles Fiterman dire : les sociaux-démocrates se contentent de gérer le capitalisme ; il faut une révolution pour le changer. Malgré toutes ses velléités ou volontés de rénovation ou refondation, il en revient donc au point de départ. Une fois de plus, il ne s'agit que de la démocratie interne dans le parti, on ne va pas jusqu'au bout... »

« La gauche européenne paie le prix d'une stratégie erronée dans les relations avec l'Est »

— La grande distinction entre communisme et socialisme a quand même été celle qui sépare la révolution de la réforme. Les sociaux-démocrates se sont toujours réclamés du réformisme, et le langage d'aujourd'hui est bien entre le parti de la conservation et celui de la réforme. En quoi le fait d'être réformiste disqualifie-t-il aujourd'hui les sociaux-démocrates ?

— Mais c'est justement qu'ils n'ont pas été assez réformistes, ils ne le sont pas assez ou ils le sont sans élaboration théorique suffisante. Ils ont été réformistes dans les méthodes, dans l'orientation quotidienne de leurs politiques... Et tant mieux ! Mais ils ne l'ont pas été suffisamment dans la conception finale de leur objectif social. Donc, il faut apprendre à utiliser constamment le réel comme levier pour modifier la réalité. Il faut — sans jeu de mot — considérer le réformisme comme une révolution permanente. C'est là que se situe la faiblesse des partis sociaux-démocrates, et non dans le réformisme de leur pratique politique au jour le jour.

— Et pour revenir à Charles Fiterman, je dirais que pour les travailleurs la gestion du capitalisme vaut infiniment mieux que l'édification d'une société nouvelle qui a coûté des millions de morts et qui aura été la société la plus injuste, socialement, la plus oppressive de l'histoire mondiale...

— Comment analysez-vous le fait que l'Internationale socia-

liste ait échoué dans sa tentative de se poser, à l'Est, en modèle de secours ?

— Le modèle social-démocrate ne pouvait être un secours réel, à l'Est, en URSS en particulier, que si la réforme de la perestroïka avait eu des chances objectives d'aboutir. Or la crise était inévitable. Autant il est facile de comprendre que l'impulsion des réformes devait partir du sommet de l'appareil, autant il était clair qu'un système totalitaire n'est pas réformable, qu'il faut le démanteler, à commencer par le parti-Etat qui en forme l'ossature...

« C'est à cela que nous assistons depuis la crise du mois d'août, et cela va prendre du temps, va connaître des péripéties diverses... La réalité sociale des pays de l'Est, leur expérience du totalitarisme, ne permettent pas l'éclosion immédiate d'un socialisme démocratique. »

« D'un autre côté, il est clair que la gauche européenne en général et la social-démocratie en particulier paient aujourd'hui le prix d'une stratégie partiellement erronée dans les problèmes de l'Est européen. L'ostpolitik de la social-démocratie, en effet, s'est essentiellement fondée sur la détente et la coopération comme moyen de provoquer l'assouplissement et la modernisation politique à l'Est, à commencer par l'URSS. »

« Or c'est tout le contraire qui s'est produit, comme il était possible de le prévoir, à condition de sortir d'un certain aveuglement idéologique, d'une certaine routine de pensée. C'est la fermeté intrinsèque sur les questions de la défense, des armements stratégiques, qui a obligé l'URSS à commencer son virage historique... Ensuite, la gauche européenne en général et la social-démocratie en particulier ont tout mis sur le succès de Mikhaïl Gorbatchev, de sa perestroïka. Elles ont mis tous leurs œufs dans ce panier-là. Or s'il était évident qu'il fallait appuyer Gorbatchev, il l'était tout autant que cet appui devait être conditionné par des réalisations concrètes dans le domaine de la démocratisation économique et politique. Et, surtout, cet appui devait se faire dans la compréhension des limites inhérentes à la réforme gorbatchévienne. Dans la compréhension qu'une crise était inévitable, avec ses risques d'évolution autoritaire, ou, bien au contraire, ceux d'une marche en avant accélérée, sans doute désordonnée... »

« Dans l'histoire réelle, tout a un prix et il faudra que la social-démocratie paie ce prix-là... »

— Il n'y a donc pas de perspectives immédiates pour le social-démocrate à l'Est. A l'Ouest, la perspective est celle de l'échec électoral. Rien ne va plus ?

— La défaite électorale de la social-démocratie en Suède est réelle, mais relative. De toute façon, cette défaite est la sanction d'une crise du modèle suédois de gestion social-démocrate. Ce modèle, qui a été l'un des pôles de référence il y a des années, a cessé d'être une inspiration à l'échelle européenne. Et l'échec de ce modèle suédois est précisément celui que je dis un peu à l'emporte-pièce, d'un modèle interventionniste, dont le cours historique se termine, dont l'opérativité s'épuise. On en revient donc à l'obligation de repenser le fonctionnement, la stratégie de la social-démocratie, de remettre en question un certain type d'intervention étatique. Si elle ne change pas, la social-démocratie est vouée

à l'échec. Mais elle peut changer. Les échéances électorales, en France et en Espagne, par exemple, ne sont pas perdues d'avance.

« On en arrive par là à un autre point important : l'effondrement du système, à l'Est (qui, par parenthèse, correspond trait pour trait au schéma décrit par les marxistes de ce siècle pour le capitalisme, leur fameux *Zusammenbruchstheorie*), coïncide avec une crise du système démocratique. Ce n'est pas le lieu pour interroger les mouvements historiques profonds qui provoquent cette simultanéité des crises. »

« L'idée du parti éclairé qui conduit la société vers un avenir meilleur, doit être remise en question »

« D'un autre côté, il est clair que le système capitaliste, y compris dans ses formes démocratiques, ne peut éviter les crises. Il en vit, il s'en nourrit, c'est sa méthode — brutalement sélective, injuste, destructrice — pour créer de nouveaux dynamismes, de nouveaux équilibres sociaux et des dynamismes renoués. Avec les possibilités de nouvelles formes et opportunités d'égalité que ce processus engendre. Cependant, dans ce cadre historique général, il est certain que nous entrons dans un cycle, vraisemblablement assez long, de crise de fonctionnement du système représentatif, parlementaire, qui voit s'aggraver, parfois dramatiquement, des phénomènes latents. »

« L'augmentation de l'abstention, qui touche souvent des couches actives, urbaines, de la société : le rejet de la politique et la déconsidération des hommes politiques ; la dégradation des relations entre l'Etat et la société ; l'extension des comportements clientélistes ou corporatistes ; la diffusion de la corruption, de l'idée que celle-ci est inévitable, en sont les symptômes. »

« Pour ce qui est de la corruption, il ne suffit pas de s'en remettre, avec cynisme ou résignation, aux propos d'Alexis de Tocqueville, dans son essai toujours actuel, *De la démocratie en Amérique* : « Dans les gouvernements aristocratiques, les hommes qui arrivent aux affaires sont des gens riches qui ne désirent que du pouvoir. Dans les démocraties, les hommes d'Etat sont pauvres et ont leur fortune à faire. Il s'ensuit que, dans les Etats aristocratiques, les gouvernements sont peu accessibles à la corruption et n'ont qu'un goli très modéré pour l'argent, tandis que le contraire arrive chez les peuples démocratiques. » Il faudra rechercher aussi quelle mutation des valeurs facilite un tel phénomène. Du point de vue de la social-démocratie au pouvoir, il faudra se demander aussi si le respect quelque peu fasciné de l'argent n'est pas l'un des prix à payer pour l'insuffisante théorisation des phénomènes de l'économie de marché, qui rend plus difficiles les distanciations nécessaires. Quoi qu'il en soit, la social-démocratie est prise aussi dans cette crise plus générale du système démocratique, dont elle est partie prenante. »

— Lorsque vous dites : « Elle n'est pas vouée à l'échec si elle se transforme », que voulez-vous dire ?

— L'effondrement et la crise dont nous parlons mettent en cause l'idée même de parti politique ouvrier traditionnel, son mode de fonctionnement, sa relation avec le corps social. L'idée d'un parti éclairé, qui conduit la société vers un avenir meilleur, idée qui est un fondement des partis sociaux-démocrates (encore un point où l'effondrement du communisme ne peut être sans conséquences : la matrice des uns et des autres est la même, quelles que soient les différences de fonctionnement historiques), cette idée doit être remise en question.

« Les partis, mais je ne m'intéresse pour l'instant qu'à ceux qui se réclament du mouvement, de la réforme, courent le risque sérieux de devenir clientélistes, ils deviennent des groupements de notables, essentiellement... Ils doivent donc se réformer eux-mêmes en profondeur. Ils devraient plutôt servir à cerner, à cristalliser les aspirations de la société, plutôt qu'à imposer des programmes. Les programmes ne correspondent, largement plus aux aspirations sociales : celles-ci ont tellement changé qu'elles n'entrent souvent plus dans nos cadres de pensée. La conception traditionnelle de l'avant-garde est aujourd'hui archaïque. »

« En fin de compte, un parti qui se réclame du mouvement ne peut se passer de couches les plus actives de la société. En Espagne, par exemple, ce sont celles-là qui s'abstiennent. Les nouvelles couches urbaines se détachent de la vie publique, alors qu'elles devraient constituer les gros bataillons électoraux du PSOE, dont la politique de rigueur et de modernisation est la cause majeure de leur émergence au premier plan de la vie sociale et culturelle du pays. »

« Lorsqu'on s'attache aux aspirations de la société, et que celle-ci veut retrouver un message d'intégration, de racines ou de xénophobie, que faire ? Et comment éviter la vague populiste ? »

« En se battant, en s'attaquant à ses sources, ses racines. Il faut se battre. Quand je dis que le parti social-démocrate doit cristalliser les aspirations de la société, je ne pense pas à un rôle passif, hien entendu, à un peu d'attente. Je pense à une élaboration collective, en fonction d'un certain nombre de valeurs, de principes. Même si valeurs et principes sont constamment délogés de la gangue de la routine ou du dogmatisme. Il faut se battre, en sachant que certaines pulsions existent, qu'elles

constituent un phénomène populaire. Intolérance, racisme et xénophobie, sous leur forme actuelle en Occident, sont sans doute liés à la crise du fonctionnement démocratique, aux interrogations d'identité nationale, fortement réductrices, que provoquent la construction d'une supranationalité européenne, l'effondrement de l'empire communiste et l'intégration ou la coexistence avec une immigration qualitativement différente, même si les quantités ont peu varié, par sa spécificité culturelle. Jusqu'à présent, l'immigration posait dans nos pays la question de l'intégration du même, de l'identité de l'identique. Aujourd'hui, il s'agit de l'autre. Faut-il rappeler que la démocratie, c'est précisément cela : la reconnaissance de l'autre ? »

— Dans ce contexte, quels peuvent être les contours de la gauche ?

— La gauche, c'est d'abord l'Europe, la poursuite de la construction européenne. Il faut éviter que la désintégration de l'empire soviétique n'entraîne la dislocation de l'intégration européenne, via une explosion des nationalismes, ou bien via la stratégie perverse de l'arrondissement immédiat, non préparé, de la Communauté à un ensemble de pays qui ne peuvent tenir les exigences économiques et sociales requises. D'un autre côté, il est évident qu'il faut être inventif, qu'il faut innover : l'équilibre politique et social de l'Europe centrale et orientale dépend des capacités de la Communauté à établir des accords d'association qui jouent un rôle fédérateur des pays de l'autre Europe, à commencer par la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie.

« Dans cette perspective, il faut être extraordinairement attentif aux problèmes nationalitaires. La gauche a tendance à qualifier d'irrationalistes des mouvements qu'elle ne comprend pas parce qu'elle ne les mesure pas. Et puis, deuxième caractéristique globale de la gauche, à mon avis, celle-ci devrait convenir, sur le plan social, qu'il n'est pas possible, ni souhaitable, de sortir de l'économie de marché, tout en sachant que celle-ci est en crise en permanence, dans le cadre de son fonctionnement capitaliste, des accumulations de pouvoir, de monopoles, des poches d'inégalité, qu'il faut aussi corriger en permanence. Par une intervention sociale et non seulement étatique, bien entendu. »

« C'est autour de ces deux grands axes que devrait se renouveler et se reconstruire la gauche, autour de la social-démocratie. »

Propos recueillis par JEAN-MARIE COLOMBANI

LA FASCINATION DES FORMES PURES

ETERNA

BIJOUTERIE WEGELIN 7, place Victor-Hugo 38000 GRENOBLE Tél. : 76-40-01-10

BIJOUTERIE SOUTIF 155, FLORENTINES 38000 GRENOBLE Tél. : 76-40-01-10

ÉTRANGER

YUGOSLAVIE

Nouvelle réunion de la conférence de paix à La Haye

A la veille de la cinquième réunion plénière de la conférence de paix de La Haye, lundi 14 octobre, le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Hans Van Den Broek, a proposé au ministre yougoslave de la défense, le général Veljko Kadijevic, de négocier « un schéma équilibré de retrait de l'armée fédérale de Croatie pendant une période de transition » d'environ un mois. Selon les observateurs, cette proposition avait cependant peu de chances d'être acceptée par le « bloc serbe » de la présidence collégiale à Belgrade. Celui-ci a durci sa position ces derniers jours et l'armée subordonnée son retrait de Croatie au succès d'éventuelles négociations politiques sur l'avenir du pays.

Les discussions entre l'ambassadeur des Pays-Bas à Paris, M. Henry Wijngaerts, coordonnateur de la conférence de paix de La Haye, et les principaux représentants des communautés serbes de Croatie doivent reprendre, mercredi 16 ou jeudi 17 octobre à Paris, ont annoncé les intéressés à l'issue d'une première rencontre, samedi, dans la capitale française. « Au cours de cette première entrevue, chacun a exposé ses points de vue sur le statut spécial que devraient avoir ces communautés », a déclaré à l'issue des discussions l'ambassadeur néerlandais qui s'est aussi félicité que ses interlocuteurs aient répété plusieurs fois leur attachement au règlement du problème par des moyens pacifiques.

La délégation serbe était dirigée par MM. Milan Babic et Gordan Radjic, qui se déclarent respectivement « chefs de gouvernement » de la Krajina (arrière-pays dalmate) et de la Slavonie, Baranja et Srem occidental, deux régions de Croatie qui se sont autoproclamées régions autonomes serbes.

Lundi, un convoi d'aide humanitaire de la CEE devait, enfin, pouvoir évacuer les blessés croates de la ville de Vukovar, pionnière depuis près de cinquante jours par les forces fédérales et les irréguliers serbes. Parallèlement, les Croates devaient lever définitivement le blocus de la caserne Boranjak à Belgrade et permettre aux militaires de partir avec leur équipement.

« Ce n'est pas juste, mais... »

ZAGREB

de notre envoyé spécial

« Ce n'est pas juste qu'ils [les fédéraux] partent avec leurs armes mais c'est un moindre mal. » Vêtu d'un survêtement vert cru, elle est venue en voiture, samedi 12 octobre à 8 heures du matin, assister au départ des militaires fédéraux de la caserne de Boranjak à Zagreb. « Enfin on va pouvoir dormir » espère son mari. L'un et l'autre ne comptent plus les jours et les nuits qu'ils ont dû passer dans les ébriétés causées des combats entre les occupants de la caserne et la garde nationale croate.

Une crainte se fait jour : que l'armée se livre à des représailles, une fois partis les cinq cents à six cents soldats fédéraux de Boranjak assiégés pendant des semaines avant qu'un accord, mardi dernier, ou les « échanges » contre un convoi de vivres et de médicaments à destination d'autres assiégés, croates ceux-ci, à Vukovar, ville de Croatie orientale en voie d'être conquise par l'armée et les irréguliers serbes.

Mais ce n'est qu'à 14 heures qu'un premier convoi d'une centaine de véhicules civils et militaires a finalement pu quitter la base de Boranjak. Une deuxième colonne, déjà formée à l'intérieur de la caserne, est restée bloquée. Car, malgré trois tentatives au

moins, le vingtaine de camions d'aide aux Croates de Vukovar ont échoué dans leurs efforts, immobilisés par de très violents bombardements — en dépit du cesse-le-feu négocié par les médiateurs néerlandais — ou refoulés par les milices qui effraient avoir découvert des « munitions » dans une ambulance.

Observateurs européens

Il aura fallu pas moins de trois accords, arrachés à l'occasion de réunions quotidiennes entre autorités croates et représentants de l'armée, pour qu'enfin le convoi atteigne, dimanche soir 13 octobre, Vukovar ou ses abords immédiats. Selon les dernières informations fournies par les observateurs européens, camions de vivres et ambulances devaient passer la nuit sur place avant de décharger leur aide et évacuer, lundi matin, plus de deux cents blessés bloqués dans un hôpital régulièrement bombardé par les militaires, entassés dans des conditions dramatiques au fond d'une tranchée et manquant de médicaments depuis des jours.

Entre-temps, la première colonne de Boranjak a été autorisée par les Croates, après une demi-journée d'ordres et de contre-ordres, de s'en aller et de faire des bagages, à quitter Zagreb et à traverser Karlovac (à une cinquan-

taine de kilomètres au sud-ouest de la capitale croate) avant de passer la ligne de front deux kilomètres plus loin et se rendre — en principe — en Bosnie-Herzégovine à Bihać. En principe, car telle était la destination prévue par l'accord entre Croates et militaires : rien ne garantissait que les unités évacuées de Boranjak se rendraient bien à Bihać ou qu'elles ne retourneraient pas leurs armes, trahissant ainsi après avoir passé les lignes serbes.

Des observateurs européens ont bien été déçus pour accompagner la colonne, elle-même escortée jusqu'au front par la police croate, mais ils l'ont quittée aux portes de Karlovac, plantant là tout le monde, et se plaignent, malgré les risques de dérapages de toutes sortes qu'implique une telle opération, en un tel lieu et dans un tel climat de haine réciproque.

Crispés

sur leur volant

Malgré tout, les autorités croates ont accepté de faire le premier pas et pris le risque de laisser partir la colonne « en signe de bonne volonté », comme l'a souligné le colonel Imra Agotic, membre de l'état-major croate, qui s'est toutefois inséqué sur le fait que la deuxième colonne de Boranjak — c'est-à-dire les derniers effectifs de cette caserne — ne serait autorisée à sui-

vre qu'après l'évacuation des blessés de Vukovar.

Crispés sur leur volant, se suivant parfois à quelques centimètres les uns des autres pour être sûrs de ne pas se perdre, les fédéraux ont défilé sans gloire, samedi soir, dans un décor d'apocalypse devant les premières lignes croates qui ont assisté en silence au passage des camions et canons qui leur échappaient. Cabotant sur la chaussée trouée par les obus, ébranlés par les vibrations, ils ont longé des bâtiments aux murs criblés de balles et de poteaux télégraphiques à moitié couchés, sont passés entre les véhicules ébranlés par les bombes avant de parvenir enfin « chez eux », côté serbe.

A l'autre bout de la Croatie, deux cent vingt-cinq blessés croates attendaient toujours les secours que d'autres militaires fédéraux empêchaient de passer.

YVES HELLER

M. Bernard Kouchner à Belgrade et à Zagreb. Le secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, arrivé samedi 12 octobre à Belgrade, a indiqué que quatre camions chargés d'équipement médical, essentiellement de réanimation et d'anesthésie, destinés aux blessés serbes et croates de la guerre en Croatie, seront remis aux ministères serbe et croate de la santé et à la Croix-Rouge de Serbie et de Croatie. M. Kouchner s'est rendu, dimanche, en Croatie où il a rencontré M. Franjo Tudjman. Il devrait s'entretenir, lundi à Belgrade, avec le président serbe, M. Stobodan Milosevic.

POLOGNE : M. Rakowski pour le ministre de la Justice. Le dernier premier ministre de la Pologne communiste, M. Mieczyslaw Rakowski, sera traduit devant le tribunal d'Etat chargé de faire respecter la Constitution, pour avoir ordonné la fermeture des chantiers navals de Gdansk, berceau de Solidarité. En 1988, ont décidé, vendredi 11 octobre, les députés polonais. — (AFP, Reuters.)

BULGARIE : les élections générales du 13 octobre

Un dimanche de démocratie évidente

SOFIA

de notre envoyé spécial

La campagne électorale comme la vote lui-même se sont déroulées d'une manière si pacifique et si tolérante qu'on en venait à douter que ce même pays avait connu plus de quarante années d'une dictature rigoureuse et absurde et qu'il n'en était après tout qu'à sa deuxième élection démocratique. Vendredi 11 octobre, les principaux partis avaient organisé dans la capitale leur dernier meeting. Entre le cimetière de milliers de partisans de gauche — l'Union des forces démocratiques (UFD) — s'étirant le long du pont des Aigles et les dix mille supporters des rouges — le Parti socialiste (ex-communiste) — groupés devant le Palais de la culture, il n'y avait que quelques kilomètres d'un no man's land traversé par les uns et les autres sans agression d'aucune sorte.

Mais quelle différence entre ces deux Bulgaries ! Même si elle n'était pas transportée par le même enthousiasme et pimentée du même humour qu'en juin 1990, la foule des militants de l'UFD, composée en majorité de jeunes, dansait au son des orchestres et lançait vers le ciel des multitudes de ballons bleus. Derrière le tribune se pressait tout ce que Sofia compte d'artistes et d'intellectuels. Faisant allusion à la « cohabitation » forcée avec les communistes, un écrivain commentait : « Celui qui a été trompé par amour une première fois est un diable mais une deuxième fois c'est un niais et nous ne sommes pas des niais. »

Du côté des rouges, les danses folkloriques, enlées par quelques vieillards militants, les groupes musicaux ou les drapeaux brandis mécaniquement ne parvenaient pas à détendre une atmosphère compressée et somme toute mélancolique. Si les rares jeunes pré-

sents se félicitaient des changements intervenus dans le parti, on sentait bien que la grande majorité des personnes présentes ambulaient, au fond d'elles-mêmes, regretter malgré tout un petit peu le temps d'avant. Le troisième meeting, celui des agrariens, n'a réuni que deux à trois mille personnes, en grande majorité des paysans préparés devant la cathédrale Alexandre-Nevski.

L'organisation des cardinaux

Et pourtant quarante et un parties briguaient les suffrages des électeurs, et les panneaux devant les bureaux de vote brillaient comme de véritables écussons, chacune des formations tentant à avoir « sa » couleur. Les résultats, même provisoires, montrant que la majorité de tous ces petits partis ne laisseront pas un nom dans l'histoire de la Bulgarie. De l'Organisation des cardinaux et personnes socialement défavorisées à l'Union des garçons (de la démocratie) sans parti, en passant par les deux partis du business, les trois partis communistes (sans compter les « ex ») ou le Parti des aigles, tous ont été laissés de côté par des électeurs conscients, appliqués et efficaces.

En dépit de la complexité du scrutin — les élections législatives se déroulaient de consultations locales — les opérations de vote se sont déroulées sans encombre sur tout le territoire, alors qu'elles se sont parfois prolongées jusqu'à minuit. Tant les observateurs étrangers que les responsables des principaux partis reconnaissent que le scrutin avait été banné, même si, ça et là, quelques irrégularités, congelées ou non, avaient été constatées.

Bref, ce dimanche en Bulgarie, la démocratie était tout simplement évidente.

J.-A. F.

ESPAGNE : pour lutter contre un mal d'ampleur nationale

Le Parlement examine une législation plus répressive contre la drogue

Michel Bole-Richard a pris ses fonctions de correspondant du « Monde » à Madrid. Voici son premier article.

La drogue fait des ravages en Espagne, notamment dans les villes, et le gouvernement a déposé un projet de loi sur la « sécurité urbaine » qui vise à renforcer les moyens de la police. L'opposition en profite pour attaquer les socialistes, qui, par « leur permissivité », sont, selon le Parti populaire (PP, conservateur) de M. José María Aznar, à l'origine des problèmes et se montrent « incapables de garantir la liberté et la sécurité urbaines ».

MADRID

de notre correspondant

Depuis le 10 octobre, les députés des Cortes examinent un projet de loi du ministre de l'Intérieur, M. José Luis Gómez, qui soulève bien des passions. Dans les rangs de l'opposition, mais aussi dans les syndicats, et chez les magistrats, vivement attaqués par M. Gómez, on a vu à l'initiative aux libertés, au « retour au franquisme », à l'« anticonstitutionnalité » du texte présenté sur « la sécurité urbaine ». Pourtant, son seul objectif est de lutter contre la drogue, en permettant les perquisitions sans autorisation judiciaire et la détention des personnes dans l'incapacité de justifier de leur identité. M. Gómez s'est attiré les foudres des opposants à son projet en affirmant que les critiques provenaient « d'intellectuels peu rigoureux, qui n'entendent rien de la réalité », alors qu'il affirme vouloir redonner à l'Etat les moyens de lutter contre cette

hydre qui s'est emparée de la société espagnole.

Au-delà des polémiques, la lutte contre la vente, le trafic et la consommation de stupéfiants est devenue un problème particulièrement difficile pour le gouvernement de M. Felipe Gonzalez. La semaine dernière, quinze mille personnes ont défilé dans les rues de Madrid pour protester contre les « hypermarchés de la drogue » que sont devenus certains quartiers de la capitale. Dans d'autres villes, notamment à Valence et à Barcelone, la population n'hésite plus à faire part de son irritation, voire de sa colère.

Cette mobilisation, qui prend une certaine ampleur, se traduit, entre autres, par la formation de milices composées de commerçants, de « justiciers », comme ils se dénomment eux-mêmes, ou de simples citoyens fatigués des agissements, de la corruption et de l'inefficacité de la police. Leurs patrouilles se heurtent, d'ailleurs, aux forces de l'ordre et sont sources de bavures. Ces groupes armés ne font pas toujours de distinction entre ceux qui sont susceptibles d'être des revendeurs — les « camelots » — et ceux qui ont le malheur d'être étrangers ou simplement différents. Des tabassages, voire des lynchages se sont produits.

Les gitans en accusation

« Le « ras-le-bol » contre la drogue entraîne vite des dérapages xénophobes, à la limite du racisme, dont les gitans sont les principales victimes. Des parents les accusent d'être des paravendeurs de « cañas », refusent qu'ils côtoient leurs enfants dans les écoles, s'insurgent, comme à Villaverde, dans la banlieue de Madrid, contre la

construction de logements qui leur sont destinés. Les protestataires campent sur place pour empêcher l'édification des bâtiments destinés à abriter quatre-vingt-huit familles. Les gitans sont devenus, à leurs yeux, les vecteurs d'un mal qui a pris une telle dimension que la municipalité de Madrid a décidé, au début de la semaine dernière, d'imposer de lourdes amendes à ceux qui consomment de la drogue en public. Le maire, M. José María Alvarez del Manzano, préoccupé par l'augmentation de la consommation de drogue dans sa ville, a décidé de sévir, mais ses arrêtés ne font pas de distinction entre les produits « durs » et « doux », alors que le gouvernement avait, dès 1983, dépenalisé l'usage de la drogue, et réservé la répression au trafic. La police estime qu'il y a plus de dix mille héroïnomanes dans la seule capitale et, désormais, l'abandon d'une seringue sera puni d'une amende de 10 000 pesetas (550 francs).

L'Espagne doit faire face à un véritable drame social, qui touche pratiquement toutes les villes : de 1983 à 1990, le nombre annuel des victimes de stupéfiants est passé de 93 à 690 et les salaires pour l'an dernier se montent à 886 kilos d'héroïne, 5 382 kilos de cocaïne et 70 000 kilos de haschisch, alors que près de vingt-cinq mille personnes ont été arrêtées, selon des chiffres publiés par la justice. Si l'on songe à tout ce qui est passé entre les mailles du filet, c'est-à-dire la majeure partie de la drogue, on mesure à quel point ce mal est devenu une plaie nationale ; à quel point aussi le pays est devenu un carrefour pour des trafiquants, en provenance essentiellement d'Amérique latine.

MICHEL BOLE-RICHARD

PAUL FABRA

Revers des communistes

Suite de la première page

Par rapport au scrutin des 10 et 17 juin 1990, le Parti socialiste passerait ainsi de 47,15 % des suffrages à une fourchette comprise entre 30 % et 34 % ; l'UFD de 36,2 % à 38 % environ et le mouvement de la minorité turque en resterait à son score de 6 %. La scission intervenue au sein de l'UFD a donc eu peu de conséquences électorales.

L'UFD-centre et l'UFD-libérale, qui regroupent essentiellement les sociaux-démocrates et les « verts », ayant été boudées par les électeurs. Ces deux formations jugeaient leur mouvement d'origine trop sectaire et envisageaient une éventuelle collaboration avec le parti socialiste. Une collaboration dont le président de l'UFD, M. Filip Dimitrov, précisait, dès dimanche soir, qu'il continuerait à le refuser dans la prochaine législature. Quant au responsable du PSB, M. Alexandre Lilov, il excluait d'ores et déjà tout accord avec le parti de la minorité turque d'Ahmed Dogan.

Bipolarisation de la vie politique

Cette bipolarisation de la vie politique bulgare risque de rendre le pays difficilement gouvernable, puisque aucun des deux grands partis n'a atteint la majorité absolue et qu'ils ne veulent pas, pour le moment du moins, former ensemble un gouvernement. Entre une Union des forces démocratiques qui s'est redressée sous la pression, notamment, des leaders du syndicat Podkrepa, et un Parti socialiste qui pourrait lui aussi se durcir dans l'opposition, les affrontements risquent donc d'être de plus en plus virulents. Heureusement, jusqu'ici, les Bulgares ont montré un grand esprit de tolérance et évité la violence.

Déjà, et avant même que les résultats définitifs ne fussent connus, certains commentateurs hésitaient pas à parler... de nouvelles élections générales en juin prochain. « Pour y voir plus clair. »

JOSE-ALAIN FRALON

Le Monde

NUMÉRO SPÉCIAL

L'URSS DE LA PERESTROÏKA A L'APRÈS-COMMUNISME

Le Monde publie une nouvelle édition de l'URSS de la perestroïka (numéro paru en avril 1989), avec de nombreuses mises à jour : le putsch d'août 1991 et ses conséquences ; l'indépendance des Républiques ; les nouvelles relations politiques et économiques au sein de l'Union.

108 pages - 42 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

EUROPE

URSS

Les bombes à retardement du KGB



Le démantèlement du KGB, annoncé vendredi 11 octobre à Moscou, ne fera pas pleurer dans les détachés. D'abord parce que cette décision était attendue depuis l'échec du putsch du mois d'août. Ensuite parce qu'il n'y a sans doute pas une seule famille soviétique qui n'ait eu, en plus de soixante-dix ans, à pâtir de ce monstre inventé par Lénine, qu'il se soit appelé au fil des ans GPU, NKVD ou KGB.

Cela dit, même découpé en tronçons, le KGB risque de peser lourd pendant longtemps sur la vie politique de la nouvelle union. Les sept cent mille fonctionnaires de l'organisation et ses informateurs, dont le nombre est évalué entre cinq et six millions, ne vont pas s'évaporer comme brume au soleil. Encore moins les millions de dossiers individuels accumulés par le « pleur » et qui constituent autant de bombes à retardement capables de repousser indéfiniment l'événement de la démocratie et de la paix civile.

La divulgation de ces dossiers mettrait à feu et à sang ce qui restait de la société soviétique. Ils condamneraient en effet non seulement l'identité des victimes et la description de leurs crimes supposés, mais aussi l'identité des délateurs volontaires ou forcés. De quoi sans doute pulvériser l'événement politique de la plupart des dirigeants actuels, même lorsqu'ils se présentent sincèrement comme des réformateurs et des démocrates : le système soviétique était conçu pour engendrer que des cou-

pables ; chacun, ou presque, eût à un moment donné un moment de faiblesse, soigneusement enregistré dans les archives.

La délation, présentée comme une vertu civique, a fait des ravages, mais aussi la lâcheté, l'envie et la jalousie : combien se sont retrouvés au goulag parce que l'un des colocataires de leur appartement communautaire guignait une place supplémentaire, parce que tel autre cherchait à satisfaire une vieille rancune ?

Rumeurs et soupçons

Ce qui s'est passé dans l'ex-Allemagne de l'Est avec les dossiers de la Stasi et qui se passe encore en Tchécoslovaquie avec les archives de l'« enclenne StB » - dont le contenu est soigneusement distillé pour éblouir tel ou tel homme politique qui se trouve contraint de faire la preuve de son innocence ou de disparaître - risque de se renouveler à la puissance mille dans l'enclenne Union soviétique.

Tout de suite après sa nomination à la tête du KGB, M. Vadim Bakatine - un réformateur dont l'honnêteté n'est mise en doute par personne et qui avait été évincé de la direction du ministère de l'intérieur en décembre 1990 pour excès de libéralisme - a interdit tout mouvement d'archives pour une période de six mois.

Il avait aussi déclaré selon son premier entretien accordé aux Nouvelles de Moscou : « Je ferai l'impossible pour

empêcher la divulgation des archives concernant les agents. Je ne veux pas offrir à la société une occasion de règlements de compte qui déboucherait sur une tragédie pour des milliers de personnes. » Faisant allusion à la vague de délations en tout genre qui a succédé à l'échec du coup d'Etat, M. Bakatine avait ajouté : « La société doit comprendre qu'elle est également coupable. Pendant des années, le fonctionnement du KGB a été toléré, et tous aujourd'hui se prennent pour des héros et accusent quelqu'un. Nous devons beaucoup pardonner aux uns et aux autres. »

Encore faut-il, pour pouvoir pardonner, que le crime soit établi et reconnu par son auteur. Nous n'en sommes pas là puisque, pour l'instant, ne courent que rumeurs et soupçons. Et ces poisons, à la disposition de tous les saboteurs en puissance, ne vont pas disparaître par miracle, bien au contraire.

Lancinantes, bien des questions demeurent : où finit la vie privée des gens et où commence l'histoire, qu'on n'a pas le droit d'occuper plus longtemps ? A partir de quel seuil une ancienne lâcheté discrédite-t-elle à jamais tout candidat à une responsabilité politique ? Le droit de savoir enfin qui est responsable de son père ou de son frère, est-il prescriptible ? Les « preuves » accumulées par le bourreau sont-elles recevables ?

JACQUES AMALRIC

Le réformateur Askar Akaev plébiscité à la tête du Kirghistan

En Asie centrale, le réformateur Askar Akaev, seul candidat à l'élection présidentielle qui s'est déroulée samedi 12 octobre au Kirghistan, a été élu, dimanche 13 octobre, avec 95 % des voix. La participation au scrutin s'est élevée à 90 %. En Géorgie, le Parlement a voté le même jour en faveur d'une limitation des pouvoirs du président Gamsakhourdia.

Ex-président de l'Académie des sciences locale, M. Akaev avait pris la tête d'une transformation en douceur du Kirghistan, République d'Asie centrale qui compte 48 % de Kirghizes, 29 % de Russes et Ukrainiens et 12 % d'Ouzbeks, avec un islam en expansion et un chômage croissant, qui avait connu l'été dernier de violents affrontements interethniques. M. Akaev a su s'entourer de repré-

sentants des minorités ethniques et religieuses, se prononçant contre tout « fanatisme religieux » et pour un pouvoir fort, et vient de procéder à la suspension des activités du Parti communiste dans sa république. Dimanche, il a annoncé qu'il n'avait pas l'intention, au nom de la nécessaire stabilité, de dissoudre le Parlement.

Celui-ci est pourtant « composé à 95 % de communistes », comme l'a souligné M. Tourgounaliev, coprésident d'un Mouvement démocratique - abritant une quarantaine de groupuscules - qui avait apporté un soutien critique à la candidature de M. Akaev mais qui dénonce maintenant une « triste répétition de la tradition communiste ».

M. Akaev s'est enfin prononcé en faveur de la signature par le Kirghistan de l'accord économique inter-républicain sous la forme révisée - moins centralisée - que propose le président russe Boris Eltsine.

En Géorgie, le conflit qui oppose depuis plus d'un mois le président Gamsakhourdia à son opposition connaît une détente, alors que les affrontements entre Géorgiens et Ossètes, dans le nord de la République, redoublent d'intensité.

La détente est intervenue après plusieurs jours de débats parlementaires télévisés en direct, ce qui était une des demandes de l'opposition, et l'annonce que les journaux soviétiques pourraient à nouveau être diffusés en Géorgie. Le Parlement a finalement voté un amendement à la Constitution faisant obligation en principe d'obtenir l'approbation du Parlement pour la nomination des principaux responsables de l'exécutif. Mais il a aussi exigé le retrait de troupes soviétiques du ministère de l'intérieur qui stationnent en Ossétie du Sud, où cinq Ossètes ont été tués, vendredi, lors de bombardements. (AFP)

ALLEMAGNE : l'ancien chancelier Willy Brandt opéré d'une tumeur. - M. Willy Brandt, ancien chancelier ouest-allemand, président de l'Internationale socialiste et Prix Nobel de la paix, a été opéré d'une tumeur au gros intestin, jeudi 10 octobre à Cologne, selon une information donnée dimanche par l'un de ses proches, qui a précisé que M. Brandt « se porte bien ». (AFP)

Nouvelles violences xénophobes. - Au moins six personnes ont été grièvement blessées, depuis le vendredi 11 octobre dans plusieurs villes d'Allemagne, à l'occasion de nouvelles agressions de skinheads ou de militants d'extrême-droite contre des étrangers, notamment

turcs. Des foyers et des hôtels accueillant des immigrants ont été attaqués. Des étrangers ont également été pris à partie dans la rue ou dans le métro. (AFP, Reuters, UPI)

IRLANDE DU NORD : 60 catholiques tués à Belfast. - Un catholique de trente-trois ans, père de quatre enfants, a été tué par balle, dans la nuit du samedi 12 au dimanche 13 octobre, par des extrémistes protestants dans le centre de Belfast. Us ont tiré sur une tente de tuer au moins quatre catholiques, dans un autre secteur de Belfast, mais son arme s'est enrayée. Selon la police locale, la vague de violences qui sévit actuellement en Irlande du Nord

est d'une rare intensité. Depuis le début de l'année, trente catholiques et neuf protestants ont été tués. (AFP, Reuters)

TURQUIE : un ancien général assassiné. - L'ancien chef des services secrets turcs, le général à la retraite Adnan Ersoz, a été assassiné, dimanche 13 octobre à son domicile d'Istanbul, par trois agresseurs, dont une femme, qui l'ont tué d'une seule balle de pistolet. L'attentat a été revendiqué par le groupe d'extrême-gauche illégal Dev-Sol (gauche révolutionnaire), qui a indiqué que le général a été « puni » pour sa participation au coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980. (AFP)

PROCHE-ORIENT

IRAK

M. Saddam Hussein : « Nous pouvons vivre avec les sanctions pendant dix à vingt ans »

Le président irakien Saddam Hussein a déclaré, dimanche 13 octobre, que son pays était toujours la cible des attaques « malveillantes » des Etats-Unis par le biais de sanctions économiques. « La bataille n'est pas terminée. Ce qui est terminé, ce sont simplement les attaques des forces infidèles et infidèles menées par les Etats-Unis », a-t-il dit aux participants d'une conférence de solidarité avec l'Irak.

« Aujourd'hui [cette bataille] est dans sa phase la plus répugnante. Ce qui arrive à l'Irak n'est jamais arrivé dans l'histoire de l'humanité », a-t-il poursuivi avant d'ajouter : « Il est arrivé dans le

passé que des pays se fassent la guerre. Mais jamais il n'y a eu de telles sanctions injustes visant des enfants, des femmes et des vieillards. »

Le président Saddam Hussein s'adressait aux participants à une conférence des Forces armées populaires, rassemblement pro-irakien de syndicalistes et d'intellectuels arabes dont la réunion de trois jours s'est achevée dimanche sur des appels à la levée de l'embargo.

« Que cela soit clair pour vous : l'Irak peut vivre avec les sanctions pendant dix à vingt ans sans rien demander à quiconque », a dit Saddam Hussein, tout en demandant

aux participants venus de Jordanie, du Yémen, du Soudan, de Libye, d'Algérie et d'autres Etats d'exporter les pays arabes et islamiques à briser l'embargo.

Ceux qui croient que l'Irak a été affaibli par la guerre du Golfe et les sanctions ont tort, a encore dit Saddam Hussein aux délégués. « Nous, à Bagdad, nous croyons que cette nation arabe est plus forte qu'elle ne l'était il y a un an. » Il a cependant admis que l'Irak avait perdu « une partie de sa richesse matérielle » à cause de l'« agression » des Etats-Unis, mais il a ajouté que le moral du pays était bon. - (Reuters)

Les divergences entre les mouvements kurdes s'accroissent

Un dernier groupe de trente-six soldats américains appartenant à la Force multinationale d'intervention rapide (1), chargée de protéger les Kurdes d'Irak, a quitté jeudi 10 octobre la base de Sijopi, dans le sud-est de la Turquie, près de la frontière turque. Le retrait des troupes étrangères avait débuté le 16 septembre, les membres de la coalition ayant estimé que le composant aérien de la force d'intervention allée, basée à Incirlik, était suffisant pour assurer la protection des Kurdes d'Irak.

Paradoxalement, ce retrait suit de près les sanglants incidents qui ont opposé le 7 octobre les peshmergas (combattants kurdes) aux forces gouvernementales dans les villes de Kifri, Kalar et Souleymanieh et qui montrent que la situation dans le nord de l'Irak demeure explosive. Au cours de cette confrontation, une soixantaine de prisonniers irakiens ont été exécutés, sommairement par les peshmergas. Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) a condamné sans réserve ce massacre qu'il a attribué à des « éléments armés kurdes irresponsables », tandis que l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de M. Jalal Talabani laisse entendre qu'il pourrait s'agir d'une provocation irakienne.

L'impasse dans les négociations entre Bagdad et le Front du Kurdistan irakien, qui se poursuivent par intermittence depuis le mois d'avril, a créé un certain malaise entre les deux principaux éléments de cette alliance qui regroupe les huit formations de peshmergas irakiens. Elle a peu à peu accentué les divergences qui ont vu le jour

entre l'UPK et le PDK sur ces négociations. M. Jalal Talabani, le chef de l'UPK, vient même d'affirmer que les entretiens avec Bagdad avaient pratiquement échoué et que « les chances d'aboutir à des résultats positifs étaient presque nulles ». M. Barzani, qui souhaite l'aboutissement rapide de ces entretiens, a pour sa part souligné que « s'il y a des divergences au sein du Front du Kurdistan à propos de la signature de l'accord final avec Bagdad, le projet d'accord sera soumis à référendum ».

Les deux coprésidents du Front du Kurdistan qui mènent une lutte féroce pour le pouvoir à l'intérieur du mouvement kurde, évitent soigneusement toute déclaration intermédiaire susceptible de créer une scission à l'intérieur de l'alliance et parlent de « divergences d'approche naturelle » sur l'accord avec Bagdad. Mais il est de notoriété publique que ces divergences sont plus graves que ne veulent l'admettre les deux coprésidents du Front et certains des dirigeants du PDK soupçonnent M. Talabani de « vouloir faire passer la situation sur le terrain », afin d'obtenir une nouvelle intervention des forces alliées aux côtés des peshmergas.

Pas d'aide américaine

En réalité, les divergences qui opposent les deux chefs kurdes sont fondamentales et portent essentiellement sur l'appréciation de la situation politique qui prévaut à Bagdad. M. Massoud Barzani estime que pour l'instant Saddam Hussein est solidement installé au pouvoir et qu'en dépit des déclarations de guerre que lui lance périodiquement le président Bush, les Etats-Unis n'ont nullement l'intention, pour l'instant du moins, de se débarrasser de

le régime baasiste au pouvoir en Irak. En conséquence, il estime que les Kurdes n'ont d'autre choix que de conclure avec le « maître de Bagdad » un *modus vivendi*, quitte à accepter un accord d'autonomie qui ne donne pas entière satisfaction à leurs revendications, notamment en ce qui concerne Kirkouk. Et ce en vue d'épargner aux 600 000 réfugiés kurdes qui demeurent toujours sans toit, les rigueurs de l'hiver qui s'approche. M. Talabani estime en revanche que les jours du régime de M. Saddam Hussein sont comptés et qu'il ne faut rien entreprendre qui puisse prolonger sa survie et hypothéquer l'avenir en acceptant un nouveau statut d'estocisme baasiste.

Fin septembre, M. Barzani a conduit à Washington une délégation du Front du Kurdistan avec l'espoir d'être reçu par le président Bush ou le secrétaire d'Etat James Baker. En fait, il n'a eu droit qu'à un accueil glacial et n'a été reçu que par M. Djerejian, nouveau secrétaire d'Etat adjoint, qui s'est contenté de lui prodiguer des conseils de modération, lui faisant entendre qu'il ne devait pas compter sur une aide militaire de la part des Etats-Unis. Cette fin de non-recevoir opposée à ses demandes d'aide militaire, M. Talabani a été confondu par le département d'Etat qui, à la suite des incidents du 7 octobre et du massacre de Souleymanieh, est intervenu auprès de l'Irak et des opposants kurdes pour demander aux deux parties, placées sur le même pied d'égalité, « de faire tout leur possible pour appliquer le cessez-le-feu et aider les réfugiés à regagner leurs foyers ».

JEAN GUEVRAS

(1) Etats-Unis, Grande-Bretagne, Pays-Bas, France, Italie et Turquie.

TURQUIE

L'armée s'inquiète du développement du « terrorisme séparatiste »

Depuis vendredi 11 octobre, les forces armées turques bombardent des villages du nord de l'Irak, dans l'espoir de détruire les bases du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans la région. Auteurs de combat, hélicoptères et plus de trois mille soldats turcs et militaires sont impliqués dans cette importante opération. Bien que le PKK soit effectivement présent dans le nord de l'Irak, ses militants vivent en général dans des endroits reculés, en montagne, plutôt que dans les villes.

ISTANBUL

de notre correspondant

Dans un communiqué transmis par l'intermédiaire de son bureau de représentation, récemment ouvert à Ankara, M. Massoud Barzani, le dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan, a affirmé que les attaques, dirigées contre plusieurs villages, dont Shiladiza et Suri, ont causé « de lourdes pertes » parmi la population civile. « Nous ne pouvons pas rester inactifs à regarder le massacre sauvage de notre peuple par l'aviation turque », a-t-il déclaré, en menaçant les autorités turques de représailles.

En Turquie, le gouvernement et les forces armées gardent un silence discret sur les détails de l'opération, contredisant ainsi le thème selon

lequel les attaques avaient été lancées en prévision des élections générales qui auront lieu le dimanche 20 octobre. La frustration des forces armées face à la montée irrésistible du « terrorisme séparatiste » pourrait avoir causé ces attaques, d'autant plus que dans les cercles militaires beaucoup s'interrogent sur la politique des alliés et sur celle du président Onal - qui a choisi de se rapprocher des Kurdes irakiens, auto-proclamés eux - craignant qu'elle ne mène à la création d'un Etat kurde indépendant, que la Turquie rejette catégoriquement. Le chef de l'Etat-major, le général Dogan Gires, s'est contenté d'annoncer que l'opération, lancée après la mort de onze soldats lors d'un affrontement avec le PKK, avait été planifiée à l'avance puis approuvée par le gou-

vernement. Le gouvernement irakien a protesté contre cette « violation flagrante de l'intégrité territoriale de l'Irak » et a accusé le Turquie d'avoir utilisé du napalm au cours des bombardements. Cas raids aériens, et l'incursion des troupes turques sur le territoire irakien, remettent également en question le rôle des alliés qui ont pour l'instant pas réagi officiellement. Selon le porte-parole du commandement allié, il n'y a eu ni contact ni consultation entre les forces armées turques et celles de la coalition, avant ou pendant l'opération. Les survols de routine du territoire kurde, effectués quotidiennement par les alliés, se sont poursuivis comme à l'accoutumée, sans que les avions de l'alliance rencontrent ceux de l'aviation turque.

NICOLE POPE

LIVRES

POLONAIS

et livres français

sur la Pologne et

l'Europe de l'Est

Livres russes

Catalogues sur demande

LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4

Tél. : 43-28-61-09

PROCHE-ORIENT

La huitième tournée de M. Baker

De nombreux obstacles demeurent avant la convocation de la conférence de paix

Pour la huitième fois depuis la fin de la guerre du Golfe et pour la dernière fois peut-être avant la conférence sur la paix au Proche-Orient, le secrétaire d'Etat américain James Baker est arrivé dimanche 13 octobre au Caire, première étape de sa nouvelle tournée dans la région, qui devait le mener lundi à Amman, mardi à Jérusalem, mercredi et jeudi à Jérusalem, avant de regagner vendredi Washington, où il rendra compte de sa mission au président Bush.

Le président américain a déclaré dimanche, sur un parcours de golf de Mayland, qu'il avait « plutôt bon espoir quant à la possibilité pour le secrétaire d'Etat de faire avancer les choses ». Il n'empêche que M. Baker entame une mission difficile. Quelques heures avant son arrivée au Caire, son homologue égyptien, M. Amr Moussa, a souligné qu'il n'y avait pas de paix dans la région tant qu'Israël n'aurait pas rendu les territoires occupés, selon le principe de l'échange des territoires contre la paix. Samedi, le président syrien Hafez El Assad, arrivé inopinément au Caire, s'était entretenu avec le président Mubarak des moyens de coordonner leurs positions dans la perspective de la conférence sur la paix au Proche-Orient. Les deux chefs d'Etat avaient souligné lors de leurs entretiens la nécessité du respect des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, ainsi que du principe de l'échange des territoires contre la paix.

« Judaïser » Jérusalem

Or, Israël s'est toujours opposé à ce principe. Dimanche, lors du conseil des ministres, M. Shamir a annoncé avec satisfaction à ses collègues que « le principe des territoires contre la paix » ne figurait plus dans la nouvelle « lettre d'intention » qu'il venait de recevoir de Washington. Il a ajouté que, dans ce nouveau document, les Etats-Unis admettaient l'existence d'interprétations différentes des résolutions 242 et 338 de l'ONU, qui, dans leur version anglaise, évoquent le retrait israélien « de » territoires occupés, alors que la version française parle « des » territoires. En conséquence, Israël estime ne pas être tenu d'évacuer les territoires arabes qu'il occupe encore.

A Jérusalem, dimanche soir, de retour de Washington, les deux négociateurs palestiniens, M. Fayal Hussein et M. Hanane Ashraoui, ont déclaré que leurs dernières dis-

cussions sur les ultimes obstacles à la tenue de la conférence avaient été infructueuses, notamment en ce qui concerne la représentation des Palestiniens, leurs droits à l'autodétermination, les implantations israéliennes dans les territoires occupés, et Jérusalem-Est, annexée par Israël, mais dont les Palestiniens veulent faire la capitale de leur futur Etat indépendant. S'exprimant lors d'une visite chez les colons et députés d'extrême droite installés depuis la semaine dernière dans une maison du quartier arabe de Silwan à Jérusalem-Est, le ministre de l'habitat, M. Ariel Sharon, a déclaré dimanche que la politique du gouvernement israélien était de « judaïser » Jérusalem « en augmentant la population juive dans Jérusalem réunifiée, contribuant ainsi au renforcement de la sécurité de la ville ».

Le mouvement pacifiste israélien La Paix maintenant a, pour sa part, demandé dimanche à la Cour suprême d'ordonner l'arrêt de toute construction dans les implantations des territoires occupés. La Paix maintenant estime que la création ou l'élargissement des implantations constitue une violation du droit international, qui s'applique à la Cisjordanie et à la bande de Gaza tant qu'une loi d'annexion de ces régions occupées depuis 1967 n'aura pas été votée par le Parlement israélien. La construction d'implantations ne correspond à aucun « impératif de sécurité » et vise à transférer de façon permanente une partie de la population israélienne dans les territoires occupés, estime le mouvement.

A Tunis, le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, a vivement déploré dimanche la position de « refus » des Etats-Unis sur les modalités de la participation palestinienne à une conférence de paix, estimant qu'elle « coïncide avec l'attitude israélienne de refus ». Dans un message adressé au président du Zimbabwe Robert Mugabe, M. Arafat a affirmé que « le gouvernement américain refuse de donner une place dans l'ordre du jour de la conférence de paix à la question de Jérusalem et à une participation de ses représentants au sein de la délégation palestinienne », ajoutant que Washington « n'est pas parvenu à mettre fin ou à geler les opérations d'implantations de colonies israéliennes dans les territoires occupés ». Ces propos viennent confirmer les indications fournies samedi à Tunis par un responsable de l'OLP, M. Yasser Abdel Rabbo, selon lequel « il n'y a pas eu d'évolution positive » dans la position américaine au cours des deux rencontres que M. Baker a eues à Washington avec la délégation des Palestiniens des territoires occupés. — (AFP, AP, Reuters)

Un entretien avec le premier ministre vietnamien

Suite de la première page

« Souhaitiez-vous que le chef du gouvernement dispose de plus d'autonomie à l'égard du parti ? »

— Oui. L'une des formes politiques essentielles au Vietnam est celle du parti, la réaffirmation de son rôle. Le gouvernement doit disposer de plus d'autonomie, de responsabilités et d'efficacité. Cela — et ce n'est pas paradoxal — consoliderait le rôle dirigeant du parti. Cela me paraît même très approprié. Nous travaillons actuellement pour que le premier ministre puisse lui-même former une équipe gouvernementale qu'il soumettra à l'approbation de l'Assemblée.

— Peut-on également envisager la nomination, à des postes ministériels importants, de gens qui ne sont pas membres du PC ?

— A l'avenir, nous allons choisir les gens en fonction de leurs compétences. Donc, il ne sera pas obligatoire d'être membre du comité central du parti et peut-être pas obligatoire d'être membre du parti. Nous voudrions des gens responsables dans les domaines de leur compétence, économique, sociale, culturelle.

— Avez-vous recours à des experts étrangers ?

— Ces dernières années, nous avons fait appel aux experts au sein du parti, de la population et des communautés de Vietnamiens d'outre-mer. Nous avons également utilisé les services des organisations internationales, par exemple pour rédiger le code des investissements étrangers ou d'autres règlements bancaires ou financiers. Nous avons notamment fait appel, à plusieurs reprises, à des experts français et nous envoyons nos cadres étudier à l'ENA. Mais nous avons davantage besoin d'experts étrangers, ne serait-ce que pour assurer le lien entre le Vietnam et le reste de la région, ce qui constitue désor-



mais une priorité pour nous.

— Estimez-vous que l'accès aux crédits internationaux — dont vous prive l'embargo économique américain qui vient d'être reconduit pour un an — est une priorité compte tenu des difficultés économiques actuelles de votre pays ?

— Le Vietnam sort d'un long conflit. Son économie est réduite et faible. Nous devons donc d'abord mobiliser toutes nos ressources. Mais, compte tenu des conséquences de la guerre et de certaines erreurs que nous avons commises, un apport étranger est indispensable. Le développement du Vietnam a un besoin impérieux de sources étrangères de financement. Le taux élevé de croissance de nos voisins, qui ont bénéficié de ressources financières étrangères, le prouve. Le jour où nous bénéficierons comme les autres d'un tel apport, nous progresserons très rapidement car nous pourrions alors exploiter le fort potentiel de notre pays.

— A ce propos, qu'en est-il de vos relations avec les Etats-Unis, après la visite, la semaine dernière à Hanoi, du général Vance, conseiller du président Bush ?

— Le Vietnam, les Etats-Unis et les autres pays concernés peuvent contribuer à la stabilisation de la région. Les Etats-Unis avaient posé comme condition à la normalisation de nos relations bilatérales notre retrait du Cambodge. Nous avons retiré nos troupes en 1989 ; et, le 23 octobre, nous allons signer avec eux un accord international sur le Cambodge à Paris. Les Américains viennent pourtant de reconduire pour un an l'embargo. Certains pensent, cependant, que cette décision a un caractère technique et que, avec l'intervention d'un règlement cambodgien, il ne durera pas une année. Pour notre part, nous faisons tout pour normaliser nos relations avec les Etats-Unis car, dans notre région, cette question est justement la seule chose anormale.

— Envisagez-vous un retrait soviétique de la base vietnamienne de Cam-Ranh dans la foulée d'un retrait militaire américain aux Philippines ?

— Notre diplomatie a pour priorité le renforcement de la paix, de la stabilité et de nouvelles relations amicales dans la région. Nous ne souhaitons la présence d'aucune base étrangère, non seulement en Asie du Sud-Est, mais dans toute la zone Asie-Pacifique. Si les Américains ne disposent plus de bases militaires dans notre région, le Vietnam et l'Union soviétique se prononceraient sur le sort de Cam-Ranh.

Propos recueillis par JEAN-CLAUDE POMONTI

Un réformateur

Elu en troisième position au bureau politique par le septième congrès du PC vietnamien, en juin dernier, M. Vo Van Kiet a été désigné le 10 août comme premier ministre. Agé de 59 ans, doyen des communistes du Sud, il est considéré comme le chef de file du groupe des personnalités réformatrices au sein du PCV. M. Vo Van Kiet est ainsi l'homme-clé d'une équipe appelée à gérer un pays projeté de façon

aussi précipitée qu'inattendue dans l'ère post-soviétique. Déjà, sous son égide, a été entreprise une normalisation des relations avec la Chine (un sommet est annoncé début novembre à Pékin). En outre, une solution est en vue au brûlant problème cambodgien : Hanoi, en effet, sera partie prenante d'accord de paix qui doit être signé le 23 octobre à Paris.

o JAPON : démission du ministre des finances. — Le premier ministre a accepté lundi 14 octobre la démission de son ministre des finances, M. Ryutaro Hashimoto, qui avait offert le 3 octobre de renoncer à son poste, considérant sa responsabilité engagée dans la série de scandales financiers qui agitent le Japon depuis la fin de juin dernier — en particulier les pratiques

boursières déloyales de la maison de titres Nomura. M. Kaifu avait demandé à M. Hashimoto de rester en fonction jusqu'aux réunions du G-7 et du FMI qui ont lieu en ce moment même à Bangkok. Le chef du gouvernement, d'autre part, a décidé d'assumer lui-même le portefeuille des finances par intérim. — (AFP, Reuters)

ASIE

AFGHANISTAN

Attaque de la résistance contre Jalalabad

Quelque 2 000 moudjahidins ont, le samedi 12 octobre, attaqué des positions gouvernementales autour de Jalalabad, troisième ville d'Afghanistan, située non loin du Pakistan.

Leurs porte-parole ont assuré qu'ils s'étaient emparés de dix postes de défense adverses. Peu auparavant, les forces de Kaboul avaient pilonné des positions tenues par les rebelles islamistes, tirant un missile Scud des environs de la capitale afghane, et faisant usage de napalm, selon les insurgés.

Les moudjahidins, quant à eux, ont attaqué à la roquette, selon un porte-parole du gouvernement, un de leurs tirs a provoqué la mort de dix-sept personnes dans la ville et en a blessé soixante-sept autres.

Selon Kaboul, cette attaque est une réponse à l'échec récemment subi par la résistance devant la garnison de Gardes.

A cette occasion, le gouvernement du président Najibullah a accusé le Pakistan d'intervention dans la guerre civile d'Afghanistan.

L'ambassadeur soviétique à Kaboul, pour sa part, a souligné dimanche 13 octobre l'urgence de négociations de paix. — (AFP, Reuters)

vos relations avec les Etats-Unis, après la visite, la semaine dernière à Hanoi, du général Vance, conseiller du président Bush ?

— Le Vietnam, les Etats-Unis et les autres pays concernés peuvent contribuer à la stabilisation de la région. Les Etats-Unis avaient posé comme condition à la normalisation de nos relations bilatérales notre retrait du Cambodge. Nous avons retiré nos troupes en 1989 ; et, le 23 octobre, nous allons signer avec eux un accord international sur le Cambodge à Paris. Les Américains viennent pourtant de reconduire pour un an l'embargo. Certains pensent, cependant, que cette décision a un caractère technique et que, avec l'intervention d'un règlement cambodgien, il ne durera pas une année. Pour notre part, nous faisons tout pour normaliser nos relations avec les Etats-Unis car, dans notre région, cette question est justement la seule chose anormale.

— Envisagez-vous un retrait soviétique de la base vietnamienne de Cam-Ranh dans la foulée d'un retrait militaire américain aux Philippines ?

— Notre diplomatie a pour priorité le renforcement de la paix, de la stabilité et de nouvelles relations amicales dans la région. Nous ne souhaitons la présence d'aucune base étrangère, non seulement en Asie du Sud-Est, mais dans toute la zone Asie-Pacifique. Si les Américains ne disposent plus de bases militaires dans notre région, le Vietnam et l'Union soviétique se prononceraient sur le sort de Cam-Ranh.

Propos recueillis par JEAN-CLAUDE POMONTI

IUA

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

California State Approved University - A.C.B.S.P. - Public Benefit Corporation

220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

MBA Master of Business Administration

- Université de San Francisco spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel. ■ programme américain unique dans son concept habilité à délivrer le

Master of Business Administration
for International Management

- Filière d'admission : 3^e CYCLE
- Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises
- Programme de 12 mois à San Francisco, en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au :

M.B.A. en Management International

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25 rue de Chaillot, 75116 Paris (Métro : Iéna)
tél. : (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme associé en Asie : Pacific U. of Hong Kong

Jean-Paul II et la reconnaissance d'Israël

A l'approche de la conférence de la paix au Proche-Orient, le pape a tenu, dans l'avion qui le conduisait au Brésil (lire page 6), à rappeler sa position sur la question de la reconnaissance d'Israël : « Nous souhaitons toujours avoir des relations diplomatiques (avec Israël), mais certains problèmes doivent être résolus (...). Nos interlocuteurs doivent nous rendre la tâche un peu plus facile. » Comme préalable, le Saint-Siège réclame une attention à la question palestinienne, ainsi que des garanties sur le caractère sacré de Jérusalem pour les juifs, mais aussi pour les chrétiens et les musulmans.

« Nous savons bien que la Palestine, la terre sainte, a dit Jean-Paul II, est une terre promise par Dieu au peuple élu de l'Ancien Testament, et par l'intermédiaire de celui-ci à tous ceux qui font partie de l'héritage d'Abraham (...), pas seulement les juifs, mais aussi les chrétiens et les musulmans. »

A propos du projet américain-no-révisé de conférence de la paix au Proche-Orient, le pape a enfin déclaré : « Il y a beaucoup de problèmes qui ne peuvent être résolus que de manière globale, en particulier le problème des plus faibles du Liban et des Palestiniens. » — (Reuters)

VOL QUOTIDIEN PARIS-TORONTO

SUR UN VOL HEBDOMADAIRE VOUS MULTIPLIEZ PAR SEPT VOS CHANCES D'ATTENDRE.

SUR AIR CANADA VOUS AVEZ SEPT CHANCES SUR SEPT DE PARTIR QUAND VOUS VOULEZ.



Pour tous ceux qui détestent les contraintes d'un vol hebdomadaire, nous multiplions par sept les raisons de se réjouir. En créant un nouveau vol quotidien Paris-Toronto, après celui

inauguré sur Paris-Montreal, Air Canada innove et démontre qu'il en était encore besoin son leadership sur le marché France-Canada. Un vol quotidien ne signifie pas pour autant une division

des prestations, bien au contraire. Un Flexi-meal est servi pour la première classe et la classe affaires. Le confort, l'accueil et l'hospitalité sont toujours à la hauteur de la réputation Air Canada.

Voyager à bord d'un vol Air Canada, c'est de plus en plus une bouffée d'air frais, car nous vous rappelons que nous nous sommes non-fumeurs.

UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS
Air Canada

Le Monde des Juristes
Le Monde de la Fonction Commerciale

AMÉRIQUES

GUATEMALA : fin de la rencontre des peuples autochtones du continent

Les Indiens veulent faire de 1992 une année de « résistance populaire »

Environ huit mille Indiens ont manifesté contre « l'oppression et la répression » qu'ils subissent depuis l'arrivée de Christophe Colomb en Amérique, samedi 12 octobre, à Quetzaltenango, où a pris fin la deuxième Rencontre des peuples indiens d'Amérique. Les deux cent soixante-quinze délégués, qui se retrouveront en octobre 1992 au Nicaragua, ont lancé un appel aux pays européens et au Vatican à ne pas célébrer l'an prochain la 500^e anniversaire de la « découverte » et ont décidé de faire de 1992 l'année de « la résistance indienne, noire et populaire ».

QUETZALTENANGO

de notre envoyé spécial

Il y avait quelque chose d'un peu pathétique dans cette rencontre sans grands moyens, organisée dans un hangar qui abrite habituellement les foires de la ville de Quetzaltenango, sur les hauts plateaux au nord-ouest de la capitale du Guatemala. La pluie diluvienne qui s'est abattue sur Quetzaltenango, le dernier jour de la réunion, rendant presque inaudible la voix des orateurs, n'a pas facilité l'adoption des conclusions.

La confusion était aussi dans les esprits. De nombreuses délégations (vingt-huit pays étaient représentés) étaient venues sans trop savoir ce qu'elles attendaient de l'événement. Elles n'étaient pas venues pour autant à donner un ton trop politique à leur action. Une déléguée venue de Nouvelle-Écosse (Canada), M^{me} Catherine Martin, trouvait ainsi qu'on parlait beaucoup trop de « solidarité avec Cuba » et de « lutte populaire » et pas assez des Indiens eux-mêmes et de leur culture.

La gauche guatémaltèque, qui avait organisé la réunion, et qui

avait ainsi une rare occasion d'apparaître au grand jour, ne distingue pas son combat des revendications spécifiques indiennes. Cela n'a pas toujours été le cas, et la première guérilla, celle des années 60, avait été le fait des seuls Blancs originaires des villes. L'échec avait alors appris à cette première génération la nécessité d'une alliance avec les communautés rurales indiennes. Celle-ci s'est bien faite mais l'armée a répliqué en pratiquant une politique de la « terre brûlée », en regroupant les villages et en créant des « patrouilles d'autodéfense civile » indiennes. Cette répression, qui a été atroce et qui a fait entre soixante mille et cent mille victimes, a, pour l'essentiel, atteint ses buts.

Pratiquement absents de la vie politique guatémaltèque, les Indiens forment pourtant plus de la moitié de la population. Vetus de leur costume traditionnel, ils étaient nombreux samedi à la manifestation qui a parcouru les rues de Quetzaltenango. On les a moins entendus à la tribune, accaparée par les professionnels de la gauche latino-américaine. La délégation brésilienne, en particulier, comptait dix-sept membres, parmi lesquels un seul indien. Cinq siècles après l'arrivée de Colomb, le silence indien se poursuit.

DOMINIQUE DHOMBRES

Six trafiquants de drogue meurent dans l'accident d'un avion chargé de cocaïne. — Les autorités guatémaltèques ont indiqué, samedi 12 octobre, que six trafiquants de drogue, dont trois Colombiens, ont péri, vendredi, lorsque leur avion s'est écrasé en tentant d'atterrir sur une piste clandestine près de Quirigua (dans le nord-est du Guatemala). Plus de 2 500 kilogrammes de cocaïne ont été découverts dans les débris de l'appareil; ils ont été saisis par les services de la DEA (agence des États-Unis chargée de la lutte contre les stupéfiants). — (AFP)

BRÉSIL : la visite du pape dans le Nordeste

Jean-Paul II appelle le clergé à être plus combatif face aux sectes

Jean-Paul II devait arriver, lundi 14 octobre à Brasília et rencontrer le président Collor. Natal et São Luís, dans le Nordeste, ont été les deux premières étapes de son deuxième voyage au Brésil, dominé par un discours antisectes.

NATAL

de notre envoyé spécial

Difficile première étape pour le pape Jean-Paul II, à son arrivée, samedi 12 octobre, dans la ville de Natal, dans le nord-est du Brésil. L'après-midi, coupé de la pluie et du temps clément était la pour l'accueillir, ainsi que le ministre des affaires étrangères, M. Francisco Rezak. Mais la population, pourtant peu habituée à recevoir d'aussi prestigieuses visites, se s'est guère déplacée. Certains milliers de gens se sont pressés le long de la route qui relie l'aéroport à la ville, mais la place du Congrès était loin d'être comble et l'enthousiasme était mesuré, comme lors de la grand-messe, dimanche.

Offrant, pour quelques centaines de cruzeiros (quelques francs), le portrait du pape sur des tee-shirts et différents gadgets — jusque sur de fausses cartes de crédit — les petits vendeurs sont les premiers déçus. Ils ne cachent pas que « les ventes ne sont pas brillantes du tout ». Beaucoup commencent ici un pèlerinage qui les conduira, en voiture ou en bus, dans presque toutes les villes visitées par le pape. « Travaillant le jour, roulant la nuit », selon Veldre Venisa qui est à la tête d'une collection de 15 000 chemises frappées de la silhouette papale.

Tout est prévu : des espaces délimités par des cordes pour

contenir les fidèles, jusqu'aux « points de communion » numérotés et portant le nom de leur sponsor, la Banque du Brésil. Des fleurs décorent de l'autel et la sonorisation est confiée à des professionnels ayant déjà fait leurs preuves lors d'un concert de rock à Rio de Janeiro. Les avenues sont quadrillées par des policiers et militaires omniprésents, tandis que la presse est surveillée par une escouade de quarante agents fémmines. Rien ne manque donc. Plus, mais l'animateur a les plus grandes peines à mobiliser les fidèles, à usulifier un peu d'allégresse.

Difficiles aussi sont les premiers discours du pape qui, d'entrée, semble avoir choisi d'affroter les problèmes propres à l'Eglise catholique du Brésil : l'ont de son discours, dimanche 13 à Natal, il a affirmé que « la vocation chrétienne de milliers d'âmes se voyait menacée par le danger des sectes, par les violences de tout type, y compris celles engendrées par le trafic de drogue, par le consumérisme et par les campagnes antireligieuses pour ne citer d'autres motifs ». Il est urgent, a poursuivi Jean-Paul II, de revenir aux valeurs morales et culturelles de la tradition chrétienne.

La théologie de la libération « vide de sens »

Cette attaque contre les sectes — alors que la plus célèbre d'entre elles, l'Eglise universelle du règne de Dieu, rassemblant près de deux cent mille personnes dans le stade du Maracanã, samedi 12 à Rio de Janeiro — a été reprise par Jean-Paul II, lors de sa rencontre avec les évêques : « Leur expansion préoccupe ces dernières années au Brésil, comme dans toute l'Amérique latine, devant l'objet d'une série de prises de positions de votre part », a-t-il déclaré. Un engagement à peine voilé qu'il avait évoqué devant quelques journalistes dans l'avion le conduisant au Brésil, en estimant qu'une telle

situation s'expliquait par « l'insuffisance intrinsèque de l'Eglise et plus encore celle des agents pastoraux et des prêtres ».

Ce discours est plus offensif que celui de la plupart des évêques brésiliens, enclins à voir dans le développement des sectes « un phénomène mondial préoccupant, mais non primordial », selon les termes de l'archevêque de Rio de Janeiro, le cardinal Eugenio Sales. Jean-Paul II a insisté pour que les évêques « occupent le terrain là où les sectes agissent pour provoquer dans le peuple la joie et l'orgueil d'appartenir à l'unique Eglise du Christ ». Le pape avait aussi déclaré, dans l'avion, « qu'une l'effondrement du marxisme et du communisme en Europe centrale et orientale, la théologie de la libération, basée sur ces concepts idéologiques, se retrouve un peu vide de sens ».

La croissance des sectes et l'avènement de la théologie de la libération ne seront pas les seuls thèmes abordés par Jean-Paul II. A São Luís, capitale du Maranhão, toujours dans le Nordeste du Brésil où il est arrivé dimanche dans la soirée, le pape devait prononcer un discours sur la lutte pour la terre et la réforme agraire, avant de rejoindre la capitale, Brasília.

Son arrivée à São Luís, où l'assistance semblait plus ombreuse et plus chancelante, a coïncidé avec la publication, par le quotidien *La Folha de São Paulo*, d'un sondage assez étonnant. Selon cette enquête réalisée auprès de 2 328 personnes, 41 % d'entre elles ne savent pas qui est le pape. 59 % estiment que les prêtres vivent dans le luxe. 51 % qu'ils ont des relations sexuelles et se préoccupent plus de politique que de religion. Une image quelque peu brisée mais que, selon *La Folha*, le cardinal de São Paulo, Mgr Paulo Evaristo Arns, a trouvée « intéressante et bien faite » et qu'il s'est engagé à faire parvenir à Jean-Paul II.

DEVIS HAUTIN-GIRAULT

CUBA : le congrès du Parti communiste

Le principe de l'élection des députés au suffrage universel a été entériné

Le quatrième congrès du parti communiste cubain, qui devait se terminer lundi 14 octobre par un discours du président Fidel Castro à la nation, a adopté le principe de l'élection au suffrage universel des députés de l'Assemblée Nationale cubaine, en cours du week-end, durant lequel Raúl Castro, le dernier des dirigeants à la première place, a fait sa première apparition.

Cette modification a pour « unique objectif de perfectionner le système de gouvernement » et n'a pas été décidée pour « faire plaisir à quelqu'un », a déclaré Fidel Castro, rejetant implicitement les pressions, notamment des États-Unis, pour l'instauration d'un pluralisme politique dans l'île. Le président cubain a qualifié d'« ordure » la démocratie de type occidental, affirmant que le système cubain était « le plus démocratique du monde ». Selon l'agence cubaine Proessa Latina, certains points de cette résolution sur le « pouvoir populaire » ont été adoptés à la majorité, et non à l'unanimité comme de coutume.

Résolution sur l'économie

Absent depuis jeudi, date de l'ouverture du congrès à Santiago du Cuba, Raúl Castro, premier vice-président et ministre de la défense, a présenté les candidatures à un comité central (parlement du parti), renoué à plus de 50 p. A. l'Assemblée nationale, le nouveau comité central élira le bureau politique qui héritera, selon la résolution sur les nouveaux statuts publiée par le quotidien officiel Granma, des fonctions de gestion quotidienne de direction du parti assurées jusqu'à présent par le secrétariat du comité central. Cette dernière structure a été supprimée de l'organigramme du PCC.

Les délégués se sont par ailleurs attachés à une résolution sur l'économie, l'un des points cruciaux de ce congrès, alors que Cuba vit une profonde crise économique en raison de l'écroulement du camp socialiste et de l'URSS.

AFRIQUE

TCHAD : après une tentative de « déstabilisation »

Le numéro deux du régime a été arrêté

M. Makhadmeh Bada Abbas, ministre de l'intérieur et numéro deux du régime, a été arrêté, dimanche 13 octobre, après l'attaque par des militaires d'un dépôt d'armes et de munitions situé à proximité de l'aéroport de N'Djaména. Le couvre-feu a été instauré dans la capitale tchadienne de 22 heures à 6 heures. Plusieurs autres personnalités du régime ont été interpellées. L'ambassade de France a donné pour consigne à ses ressortissants de ne pas quitter leur domicile.

Quatre personnes — trois essayants et un soldat loyaliste — ont été tuées, selon un bilan officiel, au cours des affrontements qui ont opposé, tôt dimanche matin, un groupe de rebelles aux militaires qui gardaient l'entrepôt d'armes. Selon le ministre de l'information, M. Mebam Salih Abmat, plusieurs personnes ont été blessées, et les assaillants, qui se sont emparés de quelques armes et de munitions, sont en fuite.

Le ministre a aussi affirmé que plusieurs agressions avaient été commises contre des étrangers dans la capitale tchadienne, au cours des deux derniers jours, et que « des responsables politiques et militaires étaient impliqués » dans l'attaque du dépôt d'armes. Certaines informations circulant avec insistance, mais démenties lundi par l'ambassade du Tchad à Paris, font état de l'arrestation du premier ministre, M. Jean Aliqé Bayewou.

Affirmant que les auteurs de l'attaque avaient « cherché à bloquer le processus démocratique en cours dans le pays et à attenter à la vie du chef de l'Etat », M. Bal Zahr Papy, membre du comité exécutif du mouvement patriotique du salut (MPS), le parti au pouvoir, a indiqué qu'un conseil des ministres devait avoir lieu lundi afin de « prendre toutes dispositions pour traverser cette action ». Selon le ministre de l'information, l'attaque était l'œuvre d'un groupe armé qui vise à déstabiliser le régime.

Querelles

L'arrestation du ministre de l'intérieur laisse à penser que l'attaque du dépôt d'armes présageait effectivement un coup de force. Makhadmeh Bada Abbas, vice-président du MPS, aurait été récemment tué par le chef de l'Etat : le colonel Idriss Déby aurait critiqué l'accord conclu par le ministre de l'intérieur, au cours d'un voyage en Libye, sur la libre circulation entre les deux pays.

Depuis l'arrivée au pouvoir de M. Déby, il y a près d'un an, les relations étaient tendues entre les deux hommes, anciens compagnons d'armes, mais d'ethnies différentes. Issu de la tribu des Hadjeria, Makhadmeh Bada Abbas avait joué un rôle militaire décisif dans la chute, le 2 décembre dernier, du régime de M. Hissène Habré, le rapport de ses forces avec celles d'Idriss Déby, appartenant à l'ethnie des Zaghawa, étant pratiquement de deux pour un. Le ministre de l'intérieur, dont les hommes avaient été les premiers à entrer dans N'Djaména, s'estime lésé par le partage des pouvoirs, et revendiquait plus de postes pour les siens, victimes d'une sévère répression du temps d'Hissène Habré.

En 1986 et 1989, les États-Unis avaient déjà délivré de cette façon environ 10 000 « green cards » chaque fois, pour 1,4 million de demandes reçues, souvent à des familles en voie de réunification. Cette fois, plus de 6 millions de demandes sont attendues par la Poste, mais,

ÉTATS-UNIS : 40 000 cartes de séjour délivrées par tirage au sort

Foire d'empoigne à Merrifield

Des dizaines de milliers d'immigrants en situation irrégulière ont participé, dimanche 13 octobre, à une vaste loterie, à l'issue de laquelle 40 000 cartes de séjour (green cards) seront délivrées. Les candidats se sont rendus vers le bureau de poste du village de Merrifield, en Virginie (à 30 kilomètres de Washington), choisis par les organisateurs de l'opération pour centraliser l'ensemble des demandes.

NEW YORK

de notre correspondant

Sur le papier, ce n'est qu'une simple boîte postale : AA1 Program, PO Box 60 000, Arlington, VA 2218-0001. Mais sur place, dans le hameau de Merrifield, c'était, dans la nuit du 13 au 14 octobre, une véritable foire d'empoigne. Arrivés pour certains depuis deux jours et installés dans des campements de fortune en l'absence de centre d'accueil, des milliers d'immigrants illégaux ont fait le siège du bureau de poste local, jetant des monceaux d'enveloppes dans les poubelles pleines devant le bâtiment. A l'intérieur de ces enveloppes figure la formule qui, avec beaucoup de chances, leur permettra d'obtenir le « carte verte » tant convoitée. Cette carte donne le droit de séjourner et de travailler aux États-Unis, pour peu que l'on n'ait pas de casier judiciaire, de maladie contagieuse (dont, bien sûr, le sida), d'antécédent lié à la drogue et de penchant pour une idéologie à connotation terroriste. Elle donne enfin la possibilité d'opter pour la citoyenneté américaine, si l'intéressé le souhaite.

En 1986 et 1989, les États-Unis avaient déjà délivré de cette façon environ 10 000 « green cards » chaque fois, pour 1,4 million de demandes reçues, souvent à des familles en voie de réunification. Cette fois, plus de 6 millions de demandes sont attendues par la Poste, mais,

conformément aux dispositions de la loi de 1990 sur l'immigration applicable cette année, ces « cartes vertes » seront réservées à hauteur de 40 % (16 000 cartes) à des immigrants d'origine irlandaise. C'est la conséquence des efforts tentés par le sénateur Edward Kennedy, gouverneur démocrate du Massachusetts, visant à régulariser la situation des quelque 120 000 immigrants illégaux en provenance de ce pays dont est issu le « clan Kennedy ». Les Irlandais avaient été progressivement écartés des files d'immigrés, après avoir longtemps figuré parmi les principales composantes de la société américaine.

Le reste, soit 24 000 « cartes vertes », sera attribué à des ressortissants de l'un ou l'autre des trente-trois pays, essentiellement européens (avec quelques surprises, telles que la Guadeloupe, Gibraltar ou... la Nouvelle Calédonie) figurent sur la liste (1).

Une aubaine pour les avocats

La même procédure est prévue pour 1992 et 1993, dans des proportions identiques (40 000 cartes par an). Cette sélection des pays d'origine, après l'arrivée massive d'immigrés clandestins hispaniques et asiatiques ces dernières années aux États-Unis, vise à rééquilibrer les flux migratoires au profit de pays occidentaux, voire européens, où la qualification et le niveau d'éducation sont plus élevés. C'est ce qu'expliquait M. Claude Henry Klotfeld, un avoué américain qui a mis sur pied un véritable plan de bataille pour déposer les demandes de ses clients à l'heure dite, à raison de 100 enveloppes pour chacun d'entre eux, de façon à multiplier d'autant ses chances d'être choisi.

Le règlement, très strict, prévoyait que toute demande, sans limitation de nombre, devait parvenir à la poste de Merrifield, pour la levée de 0 heure, 1 minute, le lundi 14 octobre. Ni avant ni après. Les candidats

tirés au sort devront encore subir une enquête et présenter un affidavit de travail de plus d'un an, assorti d'un revenu supérieur à 200 dollars par semaine (environ 4800 francs par mois). Pour forcer le destin, M. Klotfeld a déposé dans la région de Washington une partie de ses cartes, chargées de poster, chaque demi-heure, des dizaines d'enveloppes sur les 25 000 adresses recensées par ses clients de New-York pour la compte de sa clientèle.

Un dévouement qui se paie. Au prix fort. Alors que le cabinet Rubenstein & Thornton, de Washington, facture 500 dollars par dossier, M. Klotfeld réclame aux candidats à la régularisation 400 dollars pour une demande individuelle (et 650 dollars pour un couple), moyennant un acompte de 250 dollars (at 400 dollars pour un couple). D'autres cabinets new-yorkais, tel Coudert Brothers, n'hésitent pas à réclamer 2 550 dollars pour l'impression d'un dossier, des démarches comprenant l'analyse, la préparation du dossier, l'immatriculation et le visa d'immigration. Installés dans un quartier moins cossu de Brooklyn, à Bensonhurst, les frères Ronald Marino se disent scandalisés. Ce prêtre qui, depuis plus de dix ans, se consacre aux problèmes d'immigration pour le compte de la plus importante communauté sicilienne et napolitaine de l'agglomération, se contente de 15 dollars, « quel qu'il soit le nombre de demandes ». Pour accomplir à peu de chose près le même rituel que ses « confrères » : un embryon d'état-civil jeté sur une feuille blanche, une adresse postale pour prévenir l'heureux élu (avant le 30 novembre prochain) et une enveloppe timbrée.

SERGE MARTI

(1) Albanie, Algérie, Argentine, Autriche, Bahamas, Tchecoslovaquie, Danemark, Espagne, Finlande, France, Allemagne, Gibraltar, Grèce, Irlande, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tunisie.

SCIENCE

Le Monde et MÉDECINE

AFRIQUE

ALGÉRIE : les craintes du FLN face au processus démocratique

Le rejet de la réforme électorale ouvre une période d'incertitude politique

Malgré un mois de négociations avec la commission juridique de l'Assemblée populaire nationale (APN) et trois tentatives de passage au vote, M. Sid Ahmed Ghazali, le premier ministre, n'a pas réussi à convaincre les députés, quasiment tous membres du FLN, l'ancien parti unique, d'adopter ses projets de réforme de la loi électorale. Dimanche 13 octobre, une très nette majorité s'est prononcée contre les textes gouvernementaux, rendant hypothétique, du moins à court terme, l'organisation d'élections législatives, sans cesse promises et régulièrement repoussées. Le sort politique de M. Ghazali, qui avait promis des élections « propres, avant la fin de l'année », devient ainsi incertain.

ALGER

de notre correspondant

Rien n'y a fait : ni la volée de bois vert distribuée par la presse locale, quasi unanime, après le report du vote de la semaine dernière, ni la manifestation du Front des forces socialistes (FFS), conduite par M. Hocine Aït-Ahmed, son secrétaire général, venu protester, avant l'ouverture des débats, contre les tentatives de l'Assemblée de bloquer la transition démocratique, ni même un discours tout miel prononcé en début de séance par M. Ghazali, dans le but évident de séduire les députés encore hésitants. Faut-il dire que les parlementaires ont rejeté l'essentiel du texte gouvernemental.

Dimanche, à l'heure du déjeuner, la direction du FFS, entourée de quelques dizaines de militants, avait organisé un « sit-in », deux heures durant, devant les fenêtres de l'APN. L'institution illégitime et rétrograde, tonnaient M. Aït-Ahmed et ses compagnons, ne demandait qu'une seule chose : une loi électorale, au plus tôt, pour aller aux urnes et disposer enfin d'une Assemblée responsable devant les électeurs.

A l'ouverture de la séance, M. Ghazali utilisait la manière douce pour tenter de rallier les députés à ses vues. Animé d'un sens élevé des responsabilités et d'une ferme volonté d'œuvrer, en commun, à la sauvegarde de la nation, dans une « ambiance fraternelle de concertation et d'émulation », l'honorable assemblée était priée par le premier ministre d'accepter ses « excuses les plus sincères » s'il avait pu, par ses déclarations antérieures, laisser douter de l'existence d'un tel engagement. L'Assemblée qui, sans doute, n'en attendait pas tant, s'entendait décerner un brevet d'institution nationale d'ovant-garde, creuset du dialogue démocratique, atelier de parachèvement de l'État algérien et lieu de préparation de la démocratie.

La suite allait pourtant montrer que les députés ne s'en laissent pas conter aussi facilement. Après plusieurs heures de débats houleux, ils refusaient, par 151 voix sur 252 votants, le découpage électoral en 377 circonscriptions proposé par le gouvernement, et se ralliaient à celui de la commission juridique en 430 circonscriptions. A une majorité encore plus forte (229 voix pour, 7 contre et 16 abstentions), ils autorisaient le mari à voter pour son ou ses époux(s) sur simple présentation du livret de famille, et fixaient l'âge de l'éligibilité à vingt-trois ans, soit trois ans de plus que ne le proposait M. Ghazali.

Seule concession au texte du premier ministre, les députés abaissent le nombre de parrains dont les candidats indépendants ont besoin pour pouvoir se présenter. Il leur en faut désormais trois cents (au lieu de cinq cents dans le texte antérieur), dont quinze, tirés au hasard, pour-

ront être convoqués devant le juge chargé de vérifier leur existence.

Pour le gouvernement, ce vote est loin d'être un succès. La veille du scrutin, au vu des sondages, plusieurs ministres se laissaient aller à l'optimisme. « Ce sera juste, mais nous passerons », assurait l'un d'eux. C'était encore et toujours sous-estimer l'emprise du système béré d'un passé pas très lointain. Réunions, négociations, missions de bons offices et compromis n'ont pas réussi à décriper des députés restés figés dans leurs convictions, autant que dans la crainte de voir leurs meilleures troupes dispersées par bataillons cotiers dans les prochaines toutes électorales. Les affrontements sur le nombre des circonscriptions et sur le vote des femmes ne s'expliquent pas autrement.

La suite dépend maintenant du président Chadli. M. Ghazali a laissé entendre qu'il demanderait au chef de l'État de soumettre l'amendement sur le vote féminin à la censure du Conseil constitutionnel. Une seconde lecture de la loi électorale, qui ne peut être décidée que par M. Chadli, serait aussi envisagée. Mais celui-ci accepterait-il le rôle que le premier

ministre aimerait lui voir jouer ? Dans la perspective de la victoire, l'entourage de M. Ghazali assurait, la veille de ces votes, que le président prendrait la parole dans la semaine pour tout à la fois soutenir la politique du premier ministre et annoncer la date des élections législatives, programmées pour le 26 décembre. Mais le dernier épisode risque de remettre tout en question.

Le président Chadli, qui manie le silence avec une rare maîtrise, sortait-il de son motifisme alors que M. Ghazali vient de subir une cuisante défaite ? Prendra-t-il le risque de proposer à l'Assemblée, en seconde lecture, un texte qui, pour être adopté, aurait maintenant besoin d'une majorité des deux tiers ? S'il s'y résout, il risque d'être désavoué et de n'avoir alors d'autre choix que la dissolution, avec toutes les conséquences qu'elle aurait pour la stabilité du fragile système politique. S'il y renonce, il ne pourra vraisemblablement pas empêcher le premier ministre d'en tirer les conclusions.

Quelle que soit la solution retenue, l'avenir ne s'annonce pas radieux et les élections législatives prennent de

plus en plus un profil d'Artésienne. L'Assemblée - et la démocratie parlementaire - en sort, aujourd'hui, un peu plus discréditée qu'hier, sous les yeux désabusés d'une population accablée par les difficultés de toutes sortes, et qui n'avait pas besoin de cette démonstration pour douter de son droit à exprimer librement ses convictions dans un isolement. Belle occasion pour les islamistes de répéter, avec plus de force que jamais, que la démocratie est « satanique ».

GEORGES MARION

Rejet de la demande de mise en liberté provisoire des dirigeants islamistes. - Le tribunal militaire de Blida a rejeté, samedi 12 octobre, la demande de mise en liberté provisoire des huit principaux dirigeants du Front islamique du salut (FIS), parmi lesquels MM. Abassi Madani et Ali Boudhadj, qui avaient été incarcérés le 30 juin. Au cours d'un grand rassemblement, la semaine dernière, à Alger, les nouveaux responsables du mouvement intégriste avaient réaffirmé leur attachement à la ligne radicale. (AFP)

AFRIQUE DU SUD

Parade militaire des nostalgiques de l'apartheid

VERENIGING

de notre envoyé spécial

Pendant quarante-huit heures, Vereninging la conservatrice, petite cité minière du Transvaal, au sud de Johannesburg, a vécu à l'heure quasi militaire. Les dirigeants de l'Afrikaner Weerstandsbeweging (AWB, Résistance africain) avaient choisi cet endroit, samedi 12 octobre, pour tenir leur congrès et faire publiquement la démonstration de leur capacité à marcher au pas. M. Eugène Terreblanche, chef charismatique de ce mouvement néo-nazi, a été reconduit, sans surprise, dans ses fonctions.

« Nous avons débattu de ce qu'il conviendrait de faire en prévision de la confrontation prochaine à laquelle nous nous attendons », a expliqué M. Piet Rudolph, alias « Piet-Skiet » (Pierre la gâchette), le porte-parole de l'organisation. Les jusqu'au-boutistes du développement aspié, nostalgiques de l'apartheid, croient à l'affrontement avec les néolibéraux blancs au pouvoir et à la guerre avec la majorité noire du pays. « Nous allons améliorer l'entraînement de nos commandos pour être prêts à affronter l'interdiction éventuelle de notre mouvement par le gouvernement de Frederik De Klerk », a ajouté M. Rudolph avant de préciser que l'AWB était d'ore et déjà « prête à entrer dans la clandestinité ».

Un chapeau de brousse vissé sur la tête, en uniforme beige, svastika stylisée sur la manche, Eugène Terreblanche, perché sur un magnifique cheval alezan, conduisait en personne la marche des commandos de l'AWB à travers la ville. Portant lui-même l'étendard rouge, blanc et noir de l'AWB, encadré de

deux cavaliers munis des drapeaux du Transvaal et de l'État libre d'Orange, les deux Républiques bords du début du siècle, l'abandonnés de temps à autre son porte pour, d'un galop rapide, aller configurer l'alignement des fantassins qui piétinaient derrière. Ils étaient quelques centaines. Venaient d'abord les membres des « sections spéciales », dans leurs uniformes noirs.

Les « commandos de choc », tenues beige et bérets rouges suivaient. Puis une clique asthmatique précédait un détachement féminin. Tous, ou presque, étaient armés, pistolet ou revolver au côté.

Indifférence

Les « Jeunesses africaines » et les familles suivaient sur les plateaux d'une trentaine de camionnettes. Le défilé, gros d'un millier de militants et de sympathisants, traversait Vereninging, escorté par des forces de police omniprésentes, dans une indifférence presque générale. « C'est une perte de temps », finissait par lâcher Abel, un mécano noir, flottant dans son bleu de travail maculé de cambouis. Près de lui, un vieux noir dément marquait le tempo de la fanfare en tapant sur un parcenbre, tandis qu'un autre, entre deux âges, se moquait ouvertement des slogans lancés depuis les camionnettes.

Le centre-ville n'était pas déserté de sa population noire, contrairement à ce qu'avaient pu penser les organisateurs la veille. La démonstration de force de l'AWB n'avait finalement pas attiré grand monde. Seules les familles des soldats d'Eugène Terreblanche étaient là pour la cloque.

FREDÉRIC FRITSCHER

Visite discrète de M. Pik Botha en Chine

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le monde communautaire s'effraie plus les Sud-Africains. Le ministre des affaires étrangères, M. Pik Botha, au terme d'une série de visites officielles dans les pays du Pacifique, s'est rendu discrètement en Chine populaire, le week-end dernier, où il a été reçu par son homologue chinois, M. Qiao Qunli. La presse dominicale sud-africaine estime qu'il s'agit d'une « percée remarquable sur la scène internationale », qui permet d'évoquer de « possibles relations

diplomatiques avec le pays le plus peuplé du monde ».

Selon le Sunday Star, M. Botha aurait eu des entretiens « constructifs » à Pékin. Mais le chef de la diplomatie sud-africaine aurait pris soin de tenir informées les autorités de Taiwan de sa visite, explique le journal. Car les liens entre Taipei et Pretoria sont étroits, notamment au plan économique. Taiwan est le sixième partenaire commercial de l'Afrique du Sud et doit accueillir officiellement le président Frederik De Klerk le mois prochain.

F. F.

CORRESPONDANCE

La vente de la propriété de M. M'Zali ancien premier ministre de Tunisie

Après la mort, dans le monde daté 29-30 septembre, d'une mise au point du gouvernement tunisien sur la mise en vente de la propriété de M. Mohamed M'Zali, ancien premier ministre, ce dernier, usant de son droit de réponse, nous a fait parvenir la lettre suivante, avec laquelle nous considérons que la controverse prend fin :

Je considère comme dérisoires les affirmations relatives à une propriété de 3 hectares que j'ai acquise, il y a vingt-six ans, alors que je n'étais pas membre du gouvernement et que j'occupais les fonctions de directeur de la radiotélévision sans aucun moyen d'exercer une quelconque pression sur quiconque. S'agissant de l'affirmation de l'ambassade de Tunisie au sujet des anciens ministres élus qui ont ajouté foi à la parole du général Ben Ali, qui sont rentrés pour régulariser leur situation, qui ont été condamnés à plusieurs années de prison avec sursis, et qui d'après l'ambassade se sont trouvés que très bien, je dirai simplement que nous n'avons pas la même conception de l'honneur.

Deux points me paraissent par contre très importants :

1) Je réaffirme que mon procès a été inconstitutionnel, car je devais être jugé par la Haute Cour. En effet, l'article 68 de la Constitution et la loi numéro 7010 du 1^{er} avril 1979 stipulent en ses articles 1^{er} et 2 :

Article premier : la Haute Cour est compétente à l'égard du crime

de haute trahison par un membre du gouvernement. - Article 2 : Constitue le crime de haute trahison de la part d'un membre du gouvernement... - Article 4 : tout acte accompli dans l'exercice de ses fonctions et qualifié crime et délit au moment où il a été accompli et qui porte atteinte au prestige de l'État... Or il résulte des énonciations de l'arrêt me condamnant que tel est précisément le cas, puisqu'il y est dit : « attendu que les actes commis par l'accusé ont porté préjudice matériel et moral au premier ministre et à l'État tunisien... Le second énoncé constitue par l'atteinte au prestige de l'État et du fait de l'un de ses plus hauts dignitaires... ». Ainsi, à l'évidence, je ne pouvais être jugé que par la Haute Cour de justice.

2) Tous les avocats tunisiens et français consultés par mes soins affirment que la condamnation par contumace est provisoire et ne peut être exécutée alors que la maison dans il s'agit est sous séquestre depuis le 20 avril 1987.

En conclusion, j'affirme que la vente aux enchères publiques prévue le 30 octobre 1991 est illégale. Elle a été décidée cinq années III après le verdict du 20 avril 1987 pour assouvir une haine politique indigne du pouvoir puisque mes enfants devaient les premiers en pâtir. Le régime de Ben Ali a-t-il réinventé le crime de « descendance » ?

L'or, l'argent, l'exploit.



"L'atmosphère de vitesse", monnaie en argent massif, 250 francs, existe en or 22 carats.



Moments d'exception où l'on retient son souffle, où les patineurs s'élancent vers la consécration. Hommage à l'art des athlètes, cadeau original et prestigieux, les Monnaies Officielles des XVI^{es} Jeux Olympiques d'Hiver sont frappées par la Monnaie de Paris en or 22 carats et en argent massif. A partir de 250 francs.

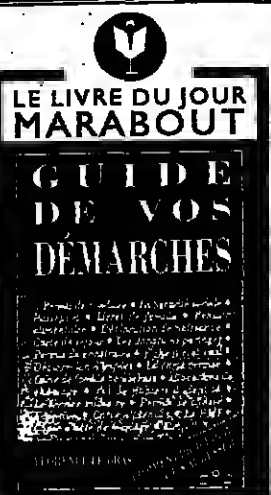
MONNAIES DE COLLECTION

MONNAIE DE PARIS

11, QUAI DE CONTI - 75006 PARIS

EN VENTE AU CRÉDIT LYONNAIS, A LA POSTE, OU PAR MINITEL 3615 MONNAIE

RENSEIGNEMENTS ET COMMANDE AU : (1) 47 00 00 00



PAUL FABRA

Le Monde des Juristes

Le Monde de la Fonction Commerciale

Le Monde des Juristes

Le Monde de la Fonction Commerciale

Le Monde des Juristes

Le Monde de la Fonction Commerciale

POLITIQUE

Le comité directeur et la convention

M. Mauroy veut aboutir dès cet automne à l'adoption d'une réforme du mode de scrutin pour les élections législatives

Le comité directeur du Parti socialiste, réuni samedi 12 octobre à la Cité des sciences de la Villette, a adopté le texte du « projet » soumis à la discussion des militants en vue du congrès extraordinaire qui se réunira, du 13 au 15 décembre prochain, à l'ère de la Défense. La convention nationale, qui s'est ouverte ensuite et terminée dimanche, a adopté les listes de candidatures aux élections régionales de mars prochain dans soixante-et-onze départements. M. Pierre Mauroy s'engage à présenter à l'examen par l'Assemblée nationale, dès cet automne, d'une réforme du scrutin pour les élections législatives.

Les socialistes avaient décidé de ne pas attiser l'attente. Il fallait être un visiteur perspicace de la Cité des sciences, ce week-end, pour s'apercevoir que l'anonyme « convention nationale » annoncée au sous-sol réunissait les dirigeants du parti au pouvoir et nombre de ministres. Cette discrétion dans les formes allait de pair avec une égale retenue politique. Il était convenu qu'on n'entendrait pas de jérémiades sur la politique économique de M. Pierre Bérégovoy ni de sous-entendus assassins sur les faux-pas de M. Edith Cresson. Personne, ou presque, ne valait le débat, à l'heure de la « décomposition » du PS, ni sur les contours du « parti du mouvement ». Il ne s'agit pas de question, ou si peu, d'une éventuelle réforme du mode de scrutin. En somme, les socialistes n'étaient réunis que pour une belle et bonne convention pré-électorale, avec discussion sur les listes de candidatures pour les élections régionales de mars prochain, choix des chefs de file, dosages, « parachutages », marchandages et maquignonnages, la palabre s'achevant, comme de tradition, à l'aube.

Au risque de n'éveiller qu'un intérêt réduit dans la salle, les considérations sur la stratégie, les alliances, l'éventuelle réforme du mode de scrutin ont été reléguées dans les conversations de couloirs, elles-mêmes languissantes faute de trouver à s'alimenter dans les propos de tribune. Quant à « projet » du parti, dont les militants sont invités à discuter jusqu'au congrès extraordinaire de décembre et qui devrait être adopté, au préalable, par le comité directeur, il a été approuvé par la majorité et « pris en considération » par une minorité. Le scénario était écrit d'avance, les trois courants dominants — fabiusien, jospiniste et rocardien —, de même que les popérenistes, ayant avalisé la version remaniée du texte rédigé par M. Michel Charzat, tandis que M. Jean-Pierre Chevènement, d'une part, la Gauche socialiste, d'autre part, déposaient chacun un amendement présenté comme un « contre-projet ».

La proportionnelle intégrale est exclue

L'examen de ce texte, dont la rédaction a été confiée par les quatre commissions du comité directeur, a été invoqué pour refuser toute digression vers d'autres sujets. « Construisons nos alliances à partir de notre projet », a dit M. Charzat, qui a invité les socialistes à « éviter de poser prématurément les problèmes stratégiques » et à refuser « les débats démolisseurs sur la configuration d'un « parti du mouvement », dont le seul ciment serait l'ontologie même ». « Le rôle unique de ce comité directeur, c'est le projet », a insisté M. Bernard Roman, membre du secrétariat national, proche de M. Mauroy. M. Henri Emmanuelli, jospiniste, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a été plus précis en expliquant : « La réflexion sur les modes de scrutin doit être une conséquence de nos choix stratégiques. Elle doit s'inscrire dans un système d'équilibres autour du projet ».

Au Parti socialiste, ne pas parler d'un sujet n'interdit pas d'en dire quelque chose. En parler, c'est en débattre. En dire quelque chose, c'est informer l'auditoire — à chacun d'en faire son profit —, sans lui demander son avis. M. Mauroy a donné l'exemple devant la convention réunissant les députés des fédérations qui, samedi soir, a pris la suite du comité directeur,

en déclarant d'abord : « Je ne crois pas que nous ayons à débattre longuement, ici, du mode de scrutin ou législatives. Ce n'est ni le journal l'heure. » Puis : « Le Parti socialiste reste attaché à une forme de scrutin majoritaire [...], ce qui exclut la représentation proportionnelle intégrale. Il est vrai, cependant, que nous avons à tenir compte de l'évolution du paysage politique ».

Observant que « l'étage du Parti socialiste n'est plus tout à fait ce qu'il était » et que « des forces politiques nouvelles émergent », auxquelles le mode de scrutin actuel ne permet pas de représentation notable », le premier secrétaire a continué : « Nous ne pouvons pas avoir de dialogue avec [les écologistes] si nous nions, par principe, leur représentation. Si vous voulez le rassemblement avec eux, le moment venu, il faudra en créer les conditions ». M. Mauroy a souligné que le texte adopté sur sa proposition, le 2 octobre, par le bureau exécutif (avec cinq refus de vote sur huit rocardiens présents) « ouvre une perspective limitée, celle d'un scrutin mixte, qui ferait une part à la représentation proportionnelle, l'essentiel du mode de scrutin restant fondé sur le scrutin majoritaire de circonscription ».

« Un système qui rassemble »

« Les choses ont été dites avec suffisamment de clarté [...] pour interdire toute fausse interprétation », a ajouté le maire de Lille. Certains feignent d'y voir une préparation psychologique vers autre chose. A ceux-là, je veux répondre avec la plus extrême clarté : en responsabilité, le Parti socialiste a pris une décision, celle d'ouvrir le débat sur une question limitée, mais pas ou-verte. Les auteurs de politique-fiction seront déçus. M. Mauroy a précisé qu'« il opportendrait ou

ministre de l'intérieur de s'assurer de la constitutionnalité et des modalités » du système mixte proposé et que le PS « pour sa part, décidera, le moment venu, de sa propre position ».

Sans débattre, puisqu'il est d'accord avec le premier secrétaire, M. Gérard Lindeberg, rocardien, membre du secrétariat national, a consacré les deux tiers de son intervention aux modes de scrutin,

faire, M. Lindeberg mettrait implicitement en cause le président de la République, opposé à la réforme voulue par le PS et proposée par M. Michel Rocard lorsqu'il était premier ministre.

Pour ce qui est des élections législatives, « il nous faut un système qui rassemble, et non un système qui organise la dispersion », a déclaré M. Lindeberg, ajoutant : « Mais la crise de la représentation



pour s'affirmer, d'abord, « convulser qu'il était possible d'obtenir une majorité à l'Assemblée en proposant des listes sur une base régionale et un système à deux tours inspiré des municipales » pour les élections régionales. M. Mauroy avait exprimé, pour sa part, le regret qu'à la décentralisation, « grande réforme qui est un acquis de la gauche », les socialistes n'aient pas été « capables d'apporter un complément par un mode de scrutin « adapté ». En déclarant qu'une majorité pouvait être trouvée à l'Assemblée nationale pour ce

politique tient, aussi, au fait qu'une proportion importante d'électeurs ne se sent pas représentée à l'Assemblée nationale. La démocratie pourrait être en péril si l'occupation de la rue par les uns, ou des gares TGV par les autres, demeurent le seul moyen d'expression de forces politiques qui ont largement dépassé le seuil de la marginalité. Cependant, pour le coordonnateur du courant rocardien, « il est nécessaire, à travers une liste nationale, élargie à la proportionnelle, de donner de l'oxygène aux écologistes et à ceux qui refusent toute compromission avec le Front nation-

La constitution des listes pour les élections régionales

La loi de l'offre et de la demande

« Cette convention, c'est le Stock Exchange », confiait un expert parisien en bourse électorale, à l'heure des ultimes négociations pour la constitution des listes socialistes aux élections régionales. En un instant, certaines valeurs montent, d'autres s'effondrent. La stratégie est très complexe : il faut tenir compte, à la fois, des individus, des courants, des sous-courants et des affinités personnelles, sans oublier les obligations électorales. « Si l'on ajoute à cela le climat général de dépression dans lequel s'est ouvert l'agitation inquiète qui régnait dans les couloirs du Centre de conférences du parc de la Villette, à Paris, samedi 12 octobre.

Seuls les chefs de file des principaux courants, MM. Pierre Mauroy, Lionel Jospin et Laurent Fabius affichaient la force tranquille des détenteurs de gros portefeuilles d'actions, souriant aux caméras ou devisant dans les couloirs. Les autres, moins connus, se chargeaient des premières négociations. M. Michel Rocard prenait, quant à lui, le parti de la discrétion, en ne laissant qu'une brève apparition d'une vingtaine de minutes, samedi en fin d'après-midi.

Mais l'angoisse de la banqueroute était visible chez les petits porteurs, menacés par les accords conclus entre les grands groupes. Les amis de M. Jean-Pierre Chevènement, affaiblis par la scission intervenue au sein de leur propre famille au lendemain de la guerre du Golfe, se montraient particulièrement susceptibles, refusant même à leurs anciens associés, désormais regroupés au sein d'Espèce socialiste, le droit d'entrer sur le marché. Les adhérents de la Nouvelle gauche socialiste, née de la fusion du courant de M. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon et de celui de M. Marie-Noëlle Lienemann s'approprièrent, pour leur part, à découvrir à leurs dépens les dures lois du capitalisme sauvage. Quant aux féministes, elles ne désespèrent pas de sauver leur mise, grâce au régime protectionniste des quotas, censé imposer aux adhérents quelques actions féminines dans leurs portefeuilles.

Vers deux heures et demie du

matin, conformément à la tradition socialiste, les membres de la commission électorale — dont les chefs de file des courants — s'accordent sur un point : le temps est venu de passer aux choses sérieuses. Le vrai bouillonnement se situe à la tête des listes départementales dans la région parisiennaise, on examine soigneusement l'offre et la demande, achetant du ministre, vendant du premier fédéral, échangeant un jospiniste contre un rocardien, négociant une femme contre un député d'Etat. Aux règles traditionnelles du respect de l'équilibre entre les courants, s'en ajoutent d'autres, de préférence inaliénables avec les premières : assurer la présence de ministres ou de personnalités connues à la tête des listes départementales dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, convoitée par M. Jean-Marie Le Pen, et dans celles de la région parisienne, conformément au vœu exprimé par M. Pierre Joxe.

Les rocardiens veulent bien soutenir le cours du très faible ministère du logement M. Marcel Debarge, candidat à la tête de liste en Seine-Saint-Denis et concurrent de M. Véronique Neiertz (motion Mermaz, Mauroy-Jospin), secrétaire d'Etat aux droits de la femme, en échange de l'abandon de la spéculation sur M. Elisabeth Guigou, ministre des affaires européennes, dans le Vaucluse. Les jospinistes sont prêts à céder une valeur précieuse de leur portefeuille familial en Charente — M. Jérôme Lambert, député et petit-neveu du président de la République — au profit d'une candidate rocardienne, M. Sylvie François, secrétaire nationale adjointe du PS, moyennant une attitude compréhensive des amis de l'ancien premier ministre à l'égard du premier secrétaire fédéral (jospiniste) de Seine-et-Marne, M. Yannick Bodin.

M. Chevènement est d'accord pour que M. Joxe conduise la liste à Paris, mais demande, en échange, la hausse de la cote de M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports. M. Yvette Roudy se bat pour maintenir le cours des actions féminines, mais les jospinistes remarquent qu'elle a une fâcheuse tendance à brader celles qui ne sont pas, en plus, estampillées

fabiusiennes, comme M. Michèle André (rocardienne) dans le Puy-de-Dôme, ou Marie-Arlette Carlotti (chevènementiste dissidente) dans les Bouches-du-Rhône. Quant aux obligations France unie de M. Jean-Pierre Soisson, chacun sait qu'il devra en acheter, mais personne ne se presse encore sur le marché.

Dimanche, en fin de matinée, après une dernière réunion de la commission des résolutions, soixante et onze des quatre-vingt-seize listes électorales étaient arrêtées. Parmi les points sensibles qui n'ont pas pu faire l'objet d'un accord et qui devront être tranchés par le bureau exécutif du PS d'ici mercredi, figuraient notamment le Vaucluse, où la fédération à majorité rocardienne refuse le parachutage de M. Guigou, la Côte-d'Or, où M. Roland Carraz (Socialisme et République) a été éliminé de la tête de liste, et la Dordogne où s'affrontent une fois de plus M. Bernard Bioulès, fabiusien, et M. Michel Suebdo, chevènementiste.

Scènes de chasse à La Villette

Chaque courant fait ses comptes. Les cours de celui de M. Jean-Pierre Chevènement se sont effondrés au-delà de ses craintes. Déjà, comble de la provocation, l'ancien ministre de la défense avait dû, dans la nuit, forcer l'entrée de la commission des résolutions que lui refusaient les membres du service d'ordre, strictement respectueux des consignes. « C'est incroyable, même au PC, on laisse entrer Flernant ! », tonne M. Chevènement.

Dans l'amphithéâtre du centre de conférences, M. Roland Carraz accuse : « Pour ce qui nous concerne, cette convention nationale se résume ainsi : Scènes de chasse à la Villette ». Dénonçant une « volonté systématique d'élimination » du courant auquel il appartient, le député de la Côte-d'Or interpelle les dirigeants du PS : « Est-il scandaleux dans ce parti de penser qu'une autre politique est possible ? »

La réponse du premier secrétaire, M. Pierre Mauroy, ne se fait pas attendre : « Tu en fais trop et tu

no », le maintien du système actuel serait préférable à « une proportionnelle intégrale qui, a-t-il dit, nous entraînerait dans des chemins où nous ne voulons pas aller et qui conduirait à une marginalisation du Parti socialiste ».

Hormis MM. Mauroy et Lindeberg, seul M. André Billardon, fabiusien, numéro deux du PS, a évoqué devant la convention la question du mode de scrutin, en une brève et désapprobative allusion. Examinant le cas de figure de la « dilution du PS dans une sorte de fédération de gauche », il a déclaré : « L'éclatement des centres de pouvoir, la nécessité de rassembler pour faire obstacle à l'extrême droite, la réflexion sur d'éventuelles modifications du mode de scrutin pour les législatives n'entraînent pas cette hypothèse. » Selon lui, elle va davantage dans le sens de la « décomposition » que de la « reconstitution ». C'est tout. Quant aux jospinistes, excepté la remarque de M. Emmanuelli au comité directeur sur le calendrier, ils sont restés silencieux. M. Jean Popere, enfin, n'a pas abordé le sujet.

Certains amis de M. Laureot Fabius, comme M. Claude Bartolone, membre du secrétariat national, partageant la crainte des rocardiens d'une dérive vers la proportionnelle intégrale, mais ils ne veulent pas s'opposer ouvertement au projet de M. Mauroy, qui semble convenir à M. François Mitterrand. Le président de l'Assemblée nationale estime que, sous réserve qu'elle soit conforme à la Constitution — ce qu'il croit —, la réforme proposée peut être votée par une majorité de députés. Les jospinistes, soucieux de ne pas aller, une fois encore, contre le vœu du chef de l'Etat et de menager le premier secrétaire, dont ils sont les alliés, ne disent rien. Les rocardiens, ayant saisi l'occa-

sion de montrer leur force et que rien ne pouvait se faire contre eux, se contentent, à présent, de rester sur leurs gardes. Tout cela a permis à M. Mauroy de se prévaloir, dimanche matin, devant la presse, d'une « décision implicite de la convention ». L'autorisation à continuer ses démarches pour obtenir l'appui des Verts, qu'il rencontre cette semaine, et le vote du PCF en faveur d'une réforme qu'il souhaite voir examinée dès la présente session par l'Assemblée nationale.

Soutien au gouvernement

Il était interdit de « mettre la charrie devant les bœufs », selon le sage précepte invoqué, à la suite de M. Mauroy, par tous : d'abord, la « coalition » en décembre, le projet, ensuite seulement, la stratégie et le mode de scrutin. Mais de ce dernier il a quand même été un peu question, on vient de le voir. Pourquoi, dès lors, ne pas parler aussi de la stratégie ? Le premier secrétaire a été laconique sur ce sujet, en récusant toute « structure qui impliquerait la dissolution » du PS, en évoquant une « fédération de progrès », un « mouvement pour la réforme », en affirmant que le large rassemblement nécessaire pour 1993 aura le PS pour « force » et « épave », selon les termes de M. Mitterrand, « à l'un l'on prête de bien belles pensées (tout de même) ». Interpellé par les références répétées de M. Mauroy à une « structure », M. Popere, ministre des relations avec le Parlement, qui avait utilisé le mot dans une lettre adressée à M. Michel Debédit (le Monde du 5 octobre), s'est autorisé un large exposé stratégique.

« Le parti d'Ephraïm s'était fait sur l'alliance à gauche, avec l'autre grand parti de la gauche, a expliqué M. Popere. Cette stratégie n'est plus. » Se demandant par quoi la remplacer, le maire de Meyzieu, « dans le sillage anti-Le Pen », car « cette confusion entre la gauche et la droite parlementaire serait le plus sûr moyen d'ouvrir une vaste espèce » à l'extrême droite. « Je ne peux avoir que méfiance vis-à-vis de formules telles que « coalition » et « alliance ». Puisqu'il n'y a plus de réponse à ces questions, alors avec qui et dans quelles conditions ? [...] L'avenir est sans doute, en ce pays, à la confrontation de deux grandes formations, de deux grandes structures : face au parti conservateur, le parti du mouvement, des progrès, des réformes, peut importe le sigle. » Pour M. Popere, le PS doit « ouvrir des aujourd'hui cet avenir », en offrant « une structure de rassemblement à toutes ces « disparates », celle des communistes en rupture de plus en plus décalée avec M. Marchais, celle des incertains du milieu de l'échiquier politique, qui refusent la dérive vers l'extrême droite à vocation fasciste, celle de tous ceux qui sont allés camper en attente dans l'écologie ».

M. Julien Dray, l'un des animateurs de la Gauche socialiste, n'a pas dit autre chose, mais il a mis en garde le PS contre le risque qu'il prendrait en attendant le lendemain des élections régionales pour discuter de ses alliances, car il pourrait bien être alors en position plus faible qu'aujourd'hui. M. Dray s'est élevé contre le fait que le PS s'efface devant M. Bernard Tapie pour combattre M. Jean-Marie Le Pen dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, alors qu'il devrait, selon lui, s'allier avec le député des Bouches-du-Rhône, mais être lui-même en première ligne face au président du Front national dans les Alpes-Maritimes. Le député de l'Essonne a surpris davantage en disant tout le bien qu'il avait pensé du discours de M. Edith Cresson à l'Assemblée nationale lors de l'examen du projet de loi sur le travail clandestin (le Monde du 11 octobre).

Il a rejoint ainsi, les orateurs qui, au comité directeur comme à la convention, ont appelé à soutenir le premier ministre, lequel n'est pas venu à La Villette. MM. Mauroy, Billardon, Popere ont été les principaux responsables qui ont ainsi exprimé la nécessaire solidarité du parti avec M. Cresson et le gouvernement ; la résolution adoptée à la fin de la convention l'affirme ; mais le Parti socialiste s'était fait si discret pendant ces deux jours que, pour un peu, on ne l'aurait pas remarqué.

PASCALE ROBERT-DIARD

PATRICK JARREAU

Le Monde des Juristes
Le Monde de la Fonction Commerciale

POLITIQUE

Après le congrès d'Angoulême

Le CDS veut être « le vaccin anti-Le Pen de l'opposition »

Pour les grands principes, les congrès centristes se suivent et se ressemblent. Lassés d'être constamment accusés d'être les mous de la vie politique française, les centristes ont trouvé à l'issue de leur 8^e congrès d'Angoulême la formule qui, pensent-ils, fera choc et résume les mieux leurs résolutions. Ils veulent incarner « un centre carré ». Ce mot était celui d'un militant. Dans son discours de clôture de dimanche, Pierre Méhaignerie se l'est très volontiers approprié.

ANGOULÊME

de notre envoyé spécial

Le centriste carré, comme l'ont clamé après Pierre Méhaignerie tous les dirigeants du mouvement, ce serait un centre n'ayant pas peur de son ombre, sûr de la force et de la pertinence des valeurs démocratiques chrétiennes et repoussant à tout jamais la perspective d'être la force d'appui de quiconque. Tous les discours entendus durant ces trois jours de congrès auront été de ce point de vue parfaits, sans fausse note sur la partition de la morale politique. Ce congrès a réaffirmé de la façon la plus nette le devoir des centristes de ne accepter jamais la plus petite concession ou la moindre dérive vis-à-vis du Front National.

Dés vendredi, avec un retard il est vrai de presque trois semaines, tous les principaux responsables CDS, à l'exception notable de M. François Bayrou, tenu - jusqu'à quand? - par ses obligations de député général de l'UDF - ont condamné les écrits de M. Valéry Giscard d'Estaing sur l'immigration. M. Baudis a regretté le mutisme centriste jusqu'à ce jour. « Je ne suis pas de ceux qui se contentent de dans l'UDF d'un CDS digne », a-t-il précisé, ajoutant : « Lorsque le CDS est absent, l'UDF oublie sa mission de formation centrale, ses valeurs, pour ne devenir qu'une variante de la droite ».

M. Bernard Stasi a le mieux résumé le sentiment général : « Que notre parole aille, s'il le faut, à contre-courant. J'ai la faiblesse de penser que des projets de complaisance à l'égard de telle ou telle catégorie d'électeurs peuvent faire gagner quelques points dans les sondages de popularité, les Français, en définitive, accordent plus de crédit et de respect à ceux qui ont le courage de déplaire ».

En prenant connaissance des propos tenus samedi par M. Michel Poniatowski, les centristes ont redoublé, le lendemain encore, leur condamnation, et prononcé une très nette mise en garde. Soupçonnant toujours M. Giscard d'Estaing de maintenir

quelques coupables relations avec son ancien ministre et confident, M. Méhaignerie a exigé que le bureau politique de l'UDF de mercredi prochain coodonne « une fois pour toutes » ce type de propos.

« L'immigration, a affirmé le président du CDS, est l'une des questions les plus sérieuses qui se posent aux Français (...). Trop nombreux sont ceux qui en font un élément de discours électoral et de promotion personnelle. Nous n'admettons pas cette exploitation et nous prévenons qu'il y a là, pour nous, une ligne de rupture. » « Nous sommes et resterons, a résumé pour sa part M. Jacques Barrot, le vaccin anti-Le Pen de l'opposition ».

Non au « parti de la réforme »

Dans le même temps, ce congrès a émis un son formel et appuyé au projet d'un « parti de la réforme » consacré dans certains chapelles socialistes. M. Stasi a jugé pathétique et dérisoire « de vouloir ainsi réunir sous l'étendard en l'ombelux du socialisme les réformistes de tous bords ». « Ces combinaisons, a estimé M. Baudis, ne sont faites que pour empêcher l'opposition de gagner. Nous regarderons les socialistes faire ».

M. Méhaignerie a expliqué à quel point il croit à la nécessité d'une coalition plus large pour mieux préparer 1993 et engager avec plus de détermination les réformes de structures qui n'ont pas été faites dans l'Élysée, l'éducation, la sécurité sociale, la maîtrise des dépenses publiques, la justice, c'est en 1988 qu'il fallait la proposer, après les présidentielles et avant les législatives sur les bases d'un contrat clair ».

Aujourd'hui, les centristes disent de plus croire en M. Mitterrand. Ses investissements « pharaoniques » dans les grands travaux, le fait qu'il apparaisse, selon M. Bosson, « culturellement dépassé » sur les urgents dossiers européens, l'idée enfin, selon M. Baudis, que « le Front National est l'une des créations les plus funestes de la république mitterrandienne », voilà autant de raisons, selon eux, pour ne plus regarder du côté de l'Élysée.

« Le régime mitterrandien est dépassé et le PS a bout de souffle », a dit M. Méhaignerie. Jusqu'en 1993, les centristes entendent donc « déjouer tous les pièges socialistes », convaincus que toute autre attitude se servirait que les intérêts du Front national. Dans l'immédiat, ils sont disposés, ainsi que l'a confirmé encore M. Méhaignerie, à répondre « à la recherche de nouveaux porteurs » entrepris par les écologistes. Pas davantage. Pour le reste, a-t-on pu comprendre à demi-mot, rendez-vous après les élections législatives.

M. Méhaignerie a affirmé qu'il n'accepterait pas non plus une éventuelle réforme du mode de

scrutin avant cette échéance. Le CDS n'est pas hostile à l'instauration d'une certaine dose de proportionnelle. Il est prêt à « nous les tours de table » souhaités par le Parti socialiste, mais il n'est pas disposé à changer la règle du jeu immédiatement pour permettre aux socialistes « d'échapper à un échec prévisible ». M. Méhaignerie estime que « le bien du pays commanderait au président de la République d'écarter ses quatre oncles ».

M. Barrot a précisé que ses amis ne seraient pas « les partenaires de n'importe quelle cohabitation ». « Mieux vaudrait, a-t-il expliqué, un véritable conflit institutionnel qu'un accommodement à mi-moitié ». M. Bayrou, réitérant à cet égard une évolution sensible de la pensée giscardienne sur le sujet, a proposé, pour sa part, qu'aux élections législatives futures les 377 candidats de l'opposition inscrivent dans leur profession de foi leur refus de toute cohabitation. « Moi, a-t-il dit, je n'ai pas changé d'avis depuis mon engagement aux côtés de Raymond Barre. La cohabitation reste une mauvaise affaire. Deux ans, c'est assez pour être impopulaire, ce n'est pas assez pour engager les fruits du changement ».

Beaucoup d'arrière-pensées

Une fois les flottilles de ce congrès éteintes, les centristes sauront-ils s'en tenir loyalement à ces grands principes du « centrisme carré »? Parviendront-ils enfin à se doter des moyens d'une telle ambition? Jusqu'aux élections législatives de 1993, dirigés par un triumvirat qui ne se présente pas, loin s'en faut, comme la panacée, ils vont devoir s'efforcer de rester groupés.

MM. Méhaignerie, Baudis et Bosson semblent partis pour une pénible cohabitation. Les votes de samedi soir confortent a priori M. Méhaignerie et Bosson au détriment de M. Baudis, mais ils recèlent beaucoup d'arrière-pensées et une grosse provision de revanches. La famille centriste a reconstruit la fidélité et le dévouement. Mais tous les sondages indiquent déjà que, en dehors de cette famille, le maire de Toulouse est le plus reconnu et le plus efficace.

Au cours de ce congrès, les centristes se sont en effet gardés de dessiner une quelconque stratégie pour les éventuelles primaires présidentielles, même si le problème est dans les esprits. Comme s'ils pensaient déjà qu'après 1993 plus rien ne serait commun maintenant. Comme s'ils attendaient aussi que M. Delors vienne leur apporter une réponse. En privé, M. Bayrou résumait ainsi, pour le déplorer, la situation : « Ceux qui sont pour le parti de la réforme ne le sont jamais. Mais ceux qui sont pour le parti de la réforme ne le sont jamais. Mais ceux qui sont pour le parti de la réforme ne le sont jamais ».

DANIEL CARTON

A la onzième fête « bleu-blanc-rouge »

Le président du Front national se déclare certain de devenir président de la République

En fin d'après-midi, samedi 12 octobre, à la onzième fête annuelle du Front national, M. Jean-Marie Le Pen a esquissé un pas de danse avec sa fille Yvonne sur fond musical de houle sonore. A l'abri des regards de la foule immense, A l'écart de ces militants et sympathisants, réunie dans un immense hall du Parc des expositions du Bourget (Seine-Saint-Denis), le chef de file de l'extrême droite s'ouvrait cet inattendu, en révéant, probablement, au jour où il pourrait laisser les fastes très typés que concède son gendre, M. Jean-Pierre Gendron, pour les oreilles plus républicaines de l'Élysée.

Cela ne fait plus aucun doute dans son esprit : le président du Front national sera le prochain hôte du palais de la rue du Faubourg-Saint-Honoré. Il l'a redit, dimanche, en s'adressant, cette fois, à la foule de ses admirateurs, évaluée par ses amis à cinquante mille personnes. En réalité, il y en avait sans doute beaucoup moins (quatre mille à cinq mille), mais beaucoup plus qu'aucun autre dirigeant politique n'est capable aujourd'hui d'en réunir avec cette payante.

Dans un silence qui avait du mal à s'établir malgré les imprécations grandiloquentes du membre du bureau politique, préposé à l'introduction théâtrale de M. Le Pen, le chef du Front national a rejoint la scène écaillée de deux vasques olympiques, et d'abord, à regret, pour y prononcer un discours d'une inhabituelle brièveté. Pendant une heure et demie, souvent interrompu par les ovations, il a évoqué, d'un mot, les prochaines élections régionales, cantonales, législatives,

« combats d'avant-garde », pour mieux mettre en valeur l'élection présidentielle, « là où se joue l'avenir de la France, là où les choix sont clairs ». Et là où M. Le Pen sera présent pour gagner.

« A droite, dit-il, l'affaire se jouera entre les vieux chevaux de retour des échecs électoraux que sont, selon lui, MM. Jacques Chirac, Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre. Ca encore « les vieux jeunes » que sont MM. Michel Noir et François Léotard. Sans parler du CDS, congrès de distribution des rôles oblige, dont les candidats détiennent des « charges républicaines héréditaires ». La salle s'amusa. « Quel que soit le candidat, assure M. Le Pen, je suis convaincu que je le battrais ». Et pour faire bonne mesure, en se réconciliant avec l'histoire, il cite le général de Gaulle pour ajouter : « Si Dieu me prête vie, et si le peuple m'écoute ».

« La France fédérative »

Persuadé que l'élection se se jouera pas au centre, contrairement à ce que pense la gauche, en espérant, au second tour, un candidat « le plus à droite possible » en face du sien, M. Le Pen proclame : « Je suis sûr que le courant de valeurs nationales et spirituelles qui a fait s'effondrer l'édifice que l'on croyait en béton armé du communisme n'aura pas grand-chose à faire pour balayer les lignes de papier de la politique française, et là, alors, il sera possible de consulter la peuple par voie de référendum pour qu'une démocratie directe et vivante s'établisse ».

Pour gagner cet « impossible défi de rendre notre pays sur ses pieds et de lui rendre sa liberté, sa fierté et sa grandeur », M. Le Pen s'en « recentre » pas moins son discours. Il tempère ses emportements sur « l'œuvre coloniale », il limite ses

jeux de mots douteux - « la France fédérative », a-t-il dit, - il se tourne vers l'électorat communiste, il s'adresse à toutes les catégories sociales et professionnelles.

Aux « vieux », il promet les « mesures qui s'imposent pour que leurs droits soient respectés », et aux « jeunes », « autre chose qu'une perspective misérable ». Il y en a aussi pour les agriculteurs, les citadins, les infirmiers, qui sont les « héritiers des bonnes sœurs ». Au bout du compte, le dirigeant de la droite extrême veut que la « France militante » vive au secours de la « France souffrante » pour que renaisse la « France triomphante ».

Cette volée d'amolodir les aspirations extrémistes apparaissait dans l'organisation même de la fête. Même si les négotiations des chambres à gaz se sentent mieux ici qu'ailleurs, les ouvrages qui les passionnent étaient moins visibles à la vente. Même si les bandes de jeunes gens à cheveux courts, blousons acryliques noirs et chaussures rangées se sentent dans leur famille, les skinheads sont priés par le service d'ordre de se faire discrets. Et quelquefois, on en vient même aux mains pour faire le ménage. Cependant, les « éminents » en ont pour leur argent et les administrateurs de Saddam Hussein ou de la division Charlemagne peuvent commander ou se procurer des pin's idoine.

À l'atout du Calvados, une mitraillette « récupérée sur la plage » protégée l'entrée; dans celui des Yvelines, on voit pour attribuer le « Grand prix de l'Intelligence » à divers hommes et femmes politiques ou même à des journalistes, dont André Fontaine, ancien directeur du Monde, etc. « Pas raison, ça défile », disait un père à son gamin. Ailleurs, un homme confiant à son épouse son bico-étire de « respirer ici un air français ».

OLIVIER BIFFAUD

Tout en dénonçant « l'occupation » de la France

M. Poniatowski suggère des « accords de gestion » avec le FN

Invité à participer, samedi 12 octobre à Moutier (Seine-Saint-Denis), au quatrième congrès de l'association France debout que préside M. Bernard, maire (div. d.) de la commune, M. Poniatowski (UDF-PR), sénateur du Val-d'Oise, a suggéré à la « droite traditionnelle » de passer des accords de gestion pour les élections » avec le Front national.

Selon l'ancien ministre de l'Intérieur de M. Giscard d'Estaing, « si les droites ne veulent pas d'accords électoraux de gestion, c'est qu'elles ne veulent pas le succès (...) et si le RPR, l'UDF et le Front national refusent de se parler, refusent le moindre accord, la France ne sera plus la France mais un boulevard africain et

socialiste livré à l'anarchie et à la décadence ». Devant quatre cents personnes et en présence de quelques députés parmi lesquels MM. Eric Raoult et Robert Pandraud (RPR, Seine-Saint-Denis), Alain Grichtoy (UDF, Val-de-Marne), et du député Ernest Cartigny (RDE), M. Poniatowski est revenu sur le terme d'« invasion » utilisé par M. Giscard d'Estaing pour y accoler ceux d'« intrusion » et d'« occupation ».

« Un million de clandestins, c'est l'effectif de cent divisions, non armées certes, mais qui pèsent lourdement sur les conditions de nos existences et de notre identité nationale », a affirmé M. Poniatowski.

En clôture de ce congrès, un débat houleux a notamment

opposé M. Jacques Tooboo, député RPR de Paris, et M. Yvan Blot, député européen du Front national, face à un public majoritairement acquis aux thèses de l'extrême droite.

MARTINE BOULAY-MÉRIC

Couscous à la fête « Black, blanc, beur »

Trois mille personnes environ ont participé, dimanche 13 octobre, à la grande journée black, blanc, beur opposée à la fête « bleu-blanc-rouge » du Front national.

Dans la foule très bigarrée, où se côtoyaient toutes les générations, on reconnaissait certains des signataires de l'Appel des 250 lancé en mai 1990 contre les thèses de l'extrême droite par les artistes et les intellectuels, ainsi que M. Camadella, député socialiste, animateur du mouvement organisé autour du Manifeste contre la Front national et la porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire, M. Alain Krivine. Après un grand « couscous de la fraternité », les représentants de plusieurs organisations de lutte, contre le racisme ont tenu une table ronde au cours de laquelle ils ont dénoncé le rôle des partis de droite comme de « gauche », qui reprennent tous, y compris le Parti communiste, les thèmes de l'extrême droite.

L'un des signataires de l'Appel des 250, M. Alain Bellot, a encouragé à « hurler contre les propos des pseudo-démocrates ». Une représentante du mouvement féministe, M. Claudine Lussier, a toutefois souligné : « Il faut construire une perspective que l'on puisse opposer à l'extrême droite ». En conclusion des débats, l'écrivain Gilles Perret a proposé d'organiser une grande manifestation, unitaire et sans exclusive, contre Le Pen et le racisme, qui pourrait avoir lieu le 1^{er} mai.

V. D.

La recherche d'une recomposition politique

MM. Raymond Barre et Charles Millon partisans d'une « conjonction des volontés » à la tête de l'Etat

Les baristes reviennent. Par un curieux hasard, M. Raymond Barre, invité dimanche 13 octobre de l'émission « Sept sur sept », sur TF 1, et l'un de ses anciens lieutenants de sa campagne présidentielle de 1988, M. Charles Millon, s'expriment le même jour au forum RMC-Express, ont plaidé pour l'émergence à la tête de l'Etat d'une conjonction des volontés, seule susceptible, à leurs yeux, de résoudre les problèmes urgents du pays.

S'appuyant tous deux sur l'exemple gaulliste de 1958, refusant par avance toute souvellée perspective de cohabitation, ne voulant pas entendre parler d'« coalition », prenant la proposition socialiste du « parti de la réforme » comme, selon les termes de M. Millon, « un cri de désespoir », l'ancien premier ministre et le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale dressent le même bilan et semblent partager la même espérance. Ne croyant plus à

un système « où un parti dominant et dominant remplace un autre parti dominant et dominant », M. Barre a souhaité que « des hommes d'orientations différentes » et « fidèles aux valeurs républicaines » joignent leurs efforts pour traiter les problèmes de la France. « Il y a aujourd'hui, a-t-il relevé, un certain nombre de problèmes sur lesquels s'accordent des gens d'orientations différentes. Il faudra qu'un jour, lorsque les esprits auront évolué, les hommes qui sont capables de s'unir sur un programme traitant des problèmes de la France et apportant des solutions qui demandent aux Français des efforts et des sacrifices se mettent ensemble ».

Selon M. Barre, il reviendra au président de la République, « quel qu'il soit », de définir « de manière claire quels sont les objectifs à atteindre ». « Ce rassemblement, a-t-il ajouté, ne concerne pas simplement Raymond Barre, des centristes et des socialistes. Il peut y avoir d'autres gens de grande qualité qui appartiennent à des opinions différentes ».

M. Millon s'est montré, sur ce point, plus précis en demandant au président de la République de bous-

culer les échéances : « Je dis au président de la République : compte tenu des manifestations qui empêchent vos ministres de s'exprimer, du climat de violence qui règne dans le pays, des échecs qui s'affirment tous les matins, vous avez sans doute une décision à prendre : demander au peuple de trancher. Il tranchera et choisira les responsables qui demain devront mener la politique française ». « Je crois, a-t-il précisé, qu'il faudra d'abord une conjonction des volontés, une mobilisation autour d'un projet, autour d'un homme qui le symbolisera. Je souhaite que cela se fasse à l'occasion d'une élection présidentielle. Si ce n'était pas le cas, cela pourrait se faire à une autre occasion. Il faut qu'il y ait des objectifs précis, des moyens déterminés, un homme qui en soit la synthèse et des hommes et des femmes qui, s'appuyant sur des valeurs, viennent collaborer à cela ».

« Plus proche de Liz Taylor »

M. Jacques Delors pourrait-il être cet homme? M. Barre a répondu qu'il se sentait avant tout « proche de lui-même », et en tous cas, a-t-il

ironisé en se rapportant à l'actualité mitterrandienne de la semaine écoulée, « plus proche de Liz Taylor ».

M. Millon a également refusé de donner un nom, indiquant qu'à cette personne il comptait prendre des initiatives.

Évoquant la situation de M. Edith Cresson, M. Barre a dénoncé « les critiques d'une grande vulgarité » qu'elle avait à « essayer et à observer qu'elle travaillait une situation dont elle n'est pas responsable ». « Elle ne fait que subir des ans de socialisme », a complété M. Millon.

D. C.

Nouvelle équipe

Le congrès du CDS a procédé samedi 12 octobre au renouvellement de ses instances. M. Pierre Méhaignerie a été pour la cinquième fois consécutivement élu à la présidence avec 688 voix (73,7 %). Le poste de président exécutif, créé la veille par une motion adoptée par ce congrès, revient à M. Dominique Baudis qui a obtenu 598 voix (65,5 %). Au poste de secrétaire général, M. Bernard Bosson succède à M. Jacques Barrot. Le maire d'Annecy a obtenu 780 voix (85,2 %).

Le reste de l'équipe centriste se compose comme suit : deux premiers vice-présidents élus par acclamation : MM. René Monory et Bernard Stasi ; six vice-présidents élus : M. Edmond Alphandery (328 voix), M. Nicole Fontaine (328), MM. Adrian Zeller (313), François Bayrou (291), M. Monique Pepin (239), M. Jean-Charles de Vincennes (230). Onze membres élus au bureau politique : MM. Yves Bozzo di Borgo (236), Pierre Letemendie (227), Claude Goeaguen (199), Jean-Marie Venlaranbarge (184), Didier Casabonne (177), Jean-Pierre Abelin (170), Jean-Luc Moudenc (167), Georges Cauvet (153), Olivier Pardo (130), M. Nicole Barrou (130).

Calomnie et «révision» de l'Histoire

Le «testament» de Klaus Barbie met en cause les époux Aubrac

Un document présenté comme étant le testament de Klaus Barbie, ancien responsable du service de renseignement de la Gestapo à Lyon durant la seconde guerre mondiale, décédé le 25 septembre, a été partiellement rendu public dimanche 13 octobre sur TF1. Dans ce texte d'une soixantaine de feuillets, Barbie met en cause Raymond et Lucie Aubrac, deux figures de la Résistance, sous-entendant que le couple serait à l'origine de l'arrestation de Jean Moulin à Caluire, le 21 juin 1943. «S'il y a eu des époux Aubrac, c'est vraiment une opération de dernier recours», déclare M. Serge Klarsfeld. C'est une vengeance de Barbie et de Vergès après la défaite qu'ils ont subie à Lyon au cours du procès de 1987.

Le testament de Klaus Barbie a au moins deux originalités. D'abord, rendu public - mais partiellement - sur une chaîne de télévision, nul ne peut véritablement en prendre connaissance pour l'instant. Une curieuse manière de cultiver le mystère, au moment où l'on prétend «réviser» avec force l'histoire de la Résistance. Ensuite, Barbie, qui fut le responsable du service de renseignement de la Gestapo à Lyon durant la seconde guerre mondiale, ne prétend pas moins que jeter l'opprobre sur Lucie et Raymond Aubrac, deux des figures héroïques de la Résistance jamais soupçonnées, l'un et l'autre aujourd'hui survivants d'une armée des ombres qu'ils organisèrent et dirigèrent à Lyon.

Les attaques de Klaus Barbie, probablement afin d'attirer un maximum de curiosité, sont naturellement centrées sur l'épisode de l'arrestation de Caluire, le 21 juin 1943. Ce jour-là, dans cette banlieue lyonnaise, une poignée de dirigeants de la Résistance dont Jean Moulin («Max»), représentant du général de Gaulle, de France, Henri Aubry, André Lacassagne, René Hardy («Didot») et Raymond Aubrac («François Vallet») se réunissent secrètement chez le docteur Frédéric Dugoujon. Or l'on sait que quelques minutes après leur arrivée, la Gestapo cerna la maison du docteur et que tous les participants à cette réunion furent arrêtés.

Depuis plus de quarante ans, les historiens ont eu le temps d'étudier témoignages et archives et de tirer leurs conclusions. Ainsi assurément dans leur immense majorité qu'un trahison fut à l'origine de l'opération de la Gestapo conduite en partie par Klaus Barbie. Et sur René Hardy («Didot»),

grand résistant, deux fois jugé après guerre pour ses faits et deux fois acquitté, pèse la totalité des soupçons.

C'est ici qu'interviennent les «révélations» du testament de Klaus Barbie. Pour mieux comprendre les arrestations de Caluire, Barbie suggère en effet qu'il faut s'intéresser à un coup de filet de la police française qui remonte au 15 mars 1943, soit quatre mois avant l'opération de Caluire. En mars, explique le responsable de la Gestapo, Raymond Aubrac, du mouvement Libération, «a accepté de collaborer avec un service sachant qu'il risquait la peine de mort qu'il était en général prononcée par le tribunal militaire». Et Barbie ajoute: «J'ai chargé mon adjoint Florent de s'occuper du cas Aubrac et je suis sûr qu'il est intervenu auprès de la justice française afin qu'il soit libéré, c'est-à-dire qu'il soit libéré d'ailleurs ce qui a été fait».

Mais c'est là une singulière manière de récrire l'histoire. Et d'accumuler contre-vérités et demi-mensonges. Contrairement à ce qu'affirme Klaus Barbie («les policiers français avaient reçu de nombreux documents touchant à la Résistance» chez Raymond Aubrac), la police ne découvre en effet aucune pièce compromettante lors de l'arrestation de Raymond Aubrac. Un document en notre possession en fait foi. Le commissaire de la police judiciaire chargé de l'opération indique, dans son procès-verbal du 16 mars: «Nous ne trouvons aucun écrit, objet ou matériel susceptible de se rapporter à des menées subversives».

«Les Allemands faisaient des sondages»

Le coup de filet lancé le 15 mars a été décidé après l'arrestation, dans l'Ain, d'un agent de liaison de la Résistance sur lequel les policiers ont trouvé un certain nombre d'adresses correspondant à des «boîtes aux lettres» où les résistants déposent leurs messages. Dès lors, l'opération ne vise précisément personne, mais consiste à «arrêter» des suspects et à étudier leur cas.

Vingt Français (dix-sept hommes, trois femmes) sont alors arrêtés. Parmi eux Raymond Aubrac, au moment où il pénètre chez un particulier au 7 de la rue de l'Hôtel-de-Ville à Lyon, pour rencontrer Maurice Kriegel Valrimont («Maurice Fouquet»), autre résistant du mouvement Libération. Les deux résistants prétendent avoir rendez-vous pour discuter de l'achat de 1 kilo ou 2 kilos de sucre au marché noir. Ils ne se quittent plus jusqu'à la libération de Raymond Aubrac.

Pour la police et la justice françaises, faute d'informations précises, les hommes et les femmes arrêtés se présentent en effet pas beaucoup d'intérêt. Dans un rapport du 30 mars 1943, le procu-

reur de Lyon écrit à l'intention du procureur général: «Étant donné le rôle secondaire qu'ils ont joué dans l'organisation, j'ai obtenu uniquement contre eux l'infraction prévue et réprimée par l'article 83 du code pénal modifié par le décret du 3 novembre 1939, me réservant de les incriminer et d'extraditer de l'État si un ou plusieurs chefs de l'organisation étaient arrêtés avant la clôture de l'information et si des faits plus graves que ceux résultant de l'enquête préliminaire étaient relevés contre eux par la suite».

Du coup, Raymond Aubrac et Maurice Kriegel Valrimont - qui se trouvent dans la même cellule que leurs camarades Serge Ravanel, futur organisateur des corps-francs, François Morio et Raymond Hego, - subissent une détention relativement paisible. Début avril, en vertu des accords Bouquies-Ober, leur compagnon Serge Ravanel est extrait de la prison Saint-Paul pour être entendu par la Gestapo à l'hôtel Terminus. «Les Allemands faisaient des sondages», nous dit-il. Ils se bornent à vérifier ce qui se trouvait dans notre dossier.

Le lendemain, c'est au tour de Raymond Aubrac, Maurice Kriegel Valrimont et Raymond Hego d'être entendus, non pas séparément mais ensemble. Les deux premiers maintiennent s'être fixés rendez-vous pour acheter du sucre. Les SS étant arrivés à la conclusion qu'ils ne se trouvaient pas en présence de résistants ayant un rôle important, nous avons été remis aux autorités françaises», indique Kriegel Valrimont, qui recevra à Paris, en août 1944, la reddition du général commandant Choltitz.

Le sort des détenus est alors rassurant. D'autant plus que le juge d'instruction Cohendet considère ce dossier comme mineur. A deux reprises, l'identité endossée par Aubrac tient bon. Ses papiers au nom de François Vallet sont d'excellente facture. Lorsque le juge demande son casier judiciaire, il le repoit. Et lorsque Aubrac affirme souffrir d'une affection pulmonaire, un examen médical le confirme. Si bien que le juge signe une ordonnance de libération le 10 mai 1943. «Il est évident qu'il nous a protégés», nous confie Raymond Aubrac.

«Il faut savoir être fou»

Mais ce qu'il ne sait pas à ce moment, c'est que sa femme Lucie Aubrac, elle aussi résistante, a en l'audace de se rendre chez le procureur pour forcer la décision judiciaire. Dans le cabinet du magistrat, Lucie Aubrac, agréée d'histoire, affirme: «Je représente ici l'autorité du général de Gaulle, qui est le chef de l'Etat. Si demain, au palais de justice, vous ne signez pas favorablement, si le 14 au matin Vallet n'est pas libre,

vous ne verrez pas le soleil se coucher le 14 ou soir». Et pour authentifier sa qualité, Lucie Aubrac annonce au procureur que la BBC, le soir même, diffusera à son intention le message suivant: «Continuez de gravir les pentes» (1).

Dans le même temps, la direction du mouvement Libération, dans l'ignorance du sort de Raymond Aubrac, a décidé de tout entreprendre pour faire évader Raymond Aubrac, Maurice Kriegel Valrimont, Serge Ravanel, François Morio et sa secrétaire Christine Denoyer. Des produits médicaux leur sont transmis clandestinement ainsi que les outils et la manière de simuler diverses maladies.

Transférés à l'hôpital de l'Antiquaille, ces résistants attendent leur évacuation. Et le 24 mai, un commando se faisant passer pour des agents de la Gestapo pénètre dans l'hôpital. Il réussira à entraîner Kriegel Valrimont, Serge Ravanel et François Morio vers la sortie. Dans la cour, à bord d'un véhicule, Lucie Aubrac préside aux opérations. Elle est accompagnée de Raymond Aubrac, quatorze jours après avoir lui-même échappé aux Allemands. «Ils ont eu le caractère d'être là», se rappelle Serge Ravanel. «Il faut savoir être fou», conclut Lucie Aubrac.

Dès lors, que reste-t-il des allégations de Klaus Barbie, dont son avocat, M. Jacques Vergès, s'était fait le porte-parole sinon l'unique héritier depuis plusieurs années? Leurs affirmations s'écroulent. Ils ignorent visiblement qu'un procès-verbal avait établi que Raymond Aubrac avait été arrêté sans aucun document compromettant, que le juge d'instruction et le procureur chargés de cette affaire l'avaient considérée comme mineure et que Maurice Kriegel Valrimont et Aubrac ne s'étaient jamais séparés durant toute la période de leur incarcération.

Au surplus, ni M. Vergès ni Klaus Barbie ne disent pourquoi Raymond Aubrac n'a pas «donné» à la Gestapo, par exemple, l'opération de la Résistance visant à faire évader ses compagnons de cellule. Ni quel résistante il aurait trahi. Car jamais Klaus Barbie ne semble préciser ses insinuations. Dans son interrogatoire de décembre 1989, devant le juge Henry à Lyon, Barbie se réfugie déjà derrière son adjoint: «Je ne puis vous dire quels sont les renseignements qu'il a fournis Aubrac Raymond, car Florent était chargé de suivre cet agent double».

Enfin, constatons simplement que jamais, avant 1989, Barbie d'avait accusé Raymond Aubrac et son épouse. Entendu dès 1948 par la police française, Barbie avait alors désigné René Hardy comme étant le «traître» à l'origine des arrestations de Caluire. Il n'avait pas depuis fait volte-face. Et

M. Vergès, qui lui avait accusé Aubrac dans les années 80, se vit condamner en première instance et en appel. Son pourvoi en cassation a été rejeté en 1990. Plus soucieux d'accuser que d'établir sérieusement les faits, M. Vergès s'était du reste abstenu de lancer ses pétards contre Raymond Aubrac lors du procès de Barbie en 1987, se bornant à lui poser quelques questions banales.

De même Klaus Barbie se garde-t-il de donner une explication aux suites de l'affaire de Caluire. Arrêté comme Jean Moulin le 21 juin, Raymond Aubrac sera libéré par un commando le 21 octobre 1943 en compagnie de treize compagnons. Au cours de cette évacuation, trois Allemands de l'escorte trouvent la mort et Raymond Aubrac lui-même reçoit une balle qui lui traverse le cou. Rien

qui ressemble à l'attitude d'un traître. Raymond et Lucie Aubrac défient tout simplement l'occupant avec une superbe rare. «C'était beau, commente Serge Ravanel. Il y avait de la grâce chez eux».

La calomnie les rattrape aujourd'hui. «Les arguments de Barbie sont grotesques et ne passent pas la rampe», déclare Raymond Aubrac. Mais, pour les hommes gens, il n'y a pas de fumée sans feu. C'est pourquoi l'ancien résistante demande avec insistance qu'une commission d'historiens «mette à plat l'affaire de Caluire» pour faire pièce à «un avocat diaboliquement médiatique» dont le but semble être de ternir la Résistance de conserve avec son ancien client.

LAURENT GRELSAMER

(1) Il partit dans l'arrestation de Lucie Aubrac, 1984, Points-Actuels.

ENVIRONNEMENT

Plus de vingt-cinq manifestations le même jour dans le Sud-Est

«Mobilisation générale» en Provence

MARSEILLE

de notre correspondant

Sur la terre comme au ciel, le temps fut à l'orange en ce samedi 12 octobre dans toute la Provence. C'est sous des trombes d'eau qu'ont eu lieu, d'Arles à la frontière italienne en passant par Sisteron et le Cannet-des-Maures, plus de vingt-cinq manifestations des défenseurs de l'environnement, organisées à l'appel de la Fédération d'action régionale pour l'environnement (FARE-Sud), émanation de la CARDE, coordination régionale créée en 1990 pour s'opposer au tracé du TGV-Méditerranée.

D'un lieu de rassemblement à l'autre, la participation a été variable. «Au total, plus de deux mille personnes se sont mobilisées», précise M. Eric Pourchier, porte-parole du mouvement. Mais notre bin était de tester le réseau, pas de rassembler des masses. Nous sommes donc satisfaits de ce premier essai».

Pour la première fois en France, des associations de défense ont manifesté le même jour dans les six départements d'une région contre des projets qui, à leurs yeux, la menacent: agression contre les paysages, attaques de la qualité de

la vie, autoroutes, golfes immobiliers, décharges sauvages, urbanisation anarchique du littoral, les motifs de mobilisation étaient nombreux. Mais c'est une fois encore le TGV qui a focalisé le plus de manifestations. A Avignon, les voies ferrées ont été barrées à plusieurs reprises. Le grand concert final du pianiste Louis Bourkoff, prévu en plein air à la gare d'Avignon-Provence, a dû se replier dans une salle de Saint-Cannat avec ses quatre cents participants.

Ailleurs, des manifestants ont investi le pont du Gard pour accrocher des slogans en lettres géantes. Au Cannet-des-Maures, un «mur de la home» a été érigé contre les menaces de l'autoroute A-8 bis. En Camargue, c'est le projet de construction du pont de Barcarin qui a mobilisé les manifestants, tandis qu'Eygues et Stenas (Bouches-du-Rhône) dirigeaient leurs actions contre les décharges. De leur côté, les «Alpins» se sont mobilisés contre le tracé de l'autoroute A-51. «Convulsées par une l'Europe, la Provence, les Alpes et la Côte d'Azur ne sont plus qu'un produit de marketing», affirme M. Gérard Perrier, président de la FARE-sud. Nous refusons d'être les «Indiens» de l'Europe».

JEAN CONTRUCCI

1^{er} vols de la journée. Paris/Madrid - Paris/Barcelone.
Pour gagner une matinée sur une journée.



Un homme d'affaires, c'est toujours pressé. Avec les 1^{ers} vols de la journée, à 7 h 25 au départ d'Orly Sud pour Madrid et pour Barcelone, vous êtes servis. Et bien servis!
Un personnel stylé, un confort de voyage parfait, vous avez tout, même l'avantage de gagner une matinée sur une journée.
Iberia, la compagnie qui va vers les hommes d'affaires.

IBERIA
LIGNES AÉRIENNES D'ESPAGNE

Pour tous renseignements, consultez votre agence de voyage ou le 3615 IBERIA.

Paris 7h25 10h30 14h05 16h40 20h15
Madrid 9h15 12h20 15h35 18h30 22h05
Paris 7h25 10h35 17h15 20h30
Barcelone 9h00 12h10 18h50 22h05

* Sauf dimanche
** Sauf samedi et dimanche
Ces horaires sont valables à partir du 27/10/91 jusqu'au 20/03/92.

notre communiqué publié par le groupe des Sept, consacré à la préparation de la session dominicale de ce comité. A propos des pays de l'Est européen.

mes de faire appel directement au marché international des capitaux et qui bénéficient de certains rapatriements.

PAUL FABRA

Le Monde
LITTÉRATURE

Le Monde des Juristes
Le Monde de la Fonction Commerciale

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Un rapport inédit de l'IGAS et la polémique sur le dépistage du sida entre 1981 et 1985

La gestion du Centre national de transfusion sanguine était entachée de nombreuses irrégularités

Demeuré jusqu'à présent confidentiel, un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) de juillet 1985 met en lumière de graves irrégularités dans la gestion financière du Centre national de transfusion sanguine (CNTS) ; au lieu d'avoir servi à financer des programmes de recherche, les bénéfices provenant de l'importation des fractions coagulantes auraient été utilisés à d'autres fins.

Très progressivement, on commence à entrevoir les circonstances exactes dans lesquelles s'est produit le drame de la contamination des hépatites et des transfusions par le virus du sida. Au fur et à mesure, il apparaît de plus en plus évident qu'hommes et femmes, très rares spécialistes personnels, jusqu'à l'été 1985, ne mesuraient vraiment la gravité de l'épidémie de sida qui depuis quatre ans frappait la France. Plus, d'une certaine manière, les très rares personnes clairvoyantes génaient (lire ci-dessus) l'intervention du professeur Jacques Roux. D'autant que leur clairvoyance ne concernait pas seulement la progression de l'épidémie de sida. Et faute de l'avoir su — ou voulu — en entendre, les responsables gouvernementaux de l'époque ont accumulé les retards et les erreurs. Plus encore, on peut se demander si cette prise en compte tardive, au plus haut niveau de l'Etat, d'un grave problème de santé publique, ne masquait pas autre chose. La lecture du rapport de l'IGAS de juillet 1985 apporte peut-être quelques débris d'explications.

Ce rapport avait été demandé à l'IGAS par M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la Santé, à la suite du conflit qui s'était développé au sein du conseil d'administration du CNTS et qui avait conduit au limogeage du professeur Jacques Roux (le Monde du 8 octobre). Il s'agit d'un document de cent trente-deux pages intitulé *Rapport sur le Centre national de transfusion sanguine*. En guise de préambule, les auteurs rappellent que, « en 1979-1980, le CNTS se trouvait dans une situation précaire », que « la qualité des produits préparés et surtout des fractions plasmiques était très médiocre (on avait même observé des décès par suite de contamination) » et qu'une inspection générale réalisée en 1980 avait constaté de graves insuffisances dans un rapport diffusé en août 1980 (1).

Cependant, la qualité des produits sanguins fabriqués par le CNTS, la teneur du rapport de juillet 1985 est plutôt rassurante. Les auteurs du rapport écrivent en effet que « si l'on a quatre ou cinq ans de réputation des produits du CNTS au vu de certains d'en-

tre eux était à juste titre médiocre, une évolution extrêmement favorable a eu lieu ». « La qualité des produits est donc satisfaisante, pouvait-on lire, même si, comme dans tous les centres, il peut y avoir par moments des imperfections que l'on doit constamment corriger. » On remarquera simplement qu'il n'était pratiquement pas fait mention d'une éventuelle contamination des concentrés de facteur VIII par le virus du sida. A propos de la qualité des stocks, on peut même lire que « les produits non conformes et non retraitables par les moyens simples (essentiellement les produits non stériles ou pyrogènes) étaient éliminés des stocks, même s'il n'était pas toujours détruits immédiatement ». Pourtant, différentes notes internes du CNTS, figurant en particulier dans le rapport Lucas sur la contamination des hépatites, ont montré qu'il n'en était rien s'agissant des facteurs de coagulation contaminés.

Mais, à dire vrai, la partie la plus énigmatique de ce rapport concerne la gestion financière du CNTS. Et plus particulièrement tout ce qui a trait aux importations de produits sanguins dont, rappelons-le, le CNTS avait le monopole. « A partir de 1982, expliquent les auteurs du rapport, le ministère a demandé au CNTS d'assurer l'importation des fractions coagulantes. Au cours d'une réunion tenue au ministère le 11 février 1982, il a été convenu que le CNTS réserverait sur un compte spécial les bénéfices réalisés sur ces opérations (en effet, les prix de cession officiels français sont fixés à un tarif supérieur au prix d'achat à l'étranger). Ce compte réservé devait servir à financer un fond de compensation à l'Etat à l'époque, puis des programmes de recherche et de transfusions. » En gros, puisque le CNTS ne pouvait faire de profits, il s'agissait donc de consacrer les bénéfices obtenus, à partir de la revente — au même prix que les produits français — des produits importés, à des activités de recherche.

Volonté de transparence ?

Au lieu de cela, les rapporteurs notent que « l'imputation comptable et la présentation au bilan sont irrégulières ». A tel point, écrivent-ils, que cette présentation « a faussé de façon importante l'état de la situation financière inscrite au bilan ». Ainsi, « pour l'exercice 1983, la lecture du bilan peut laisser penser que le découvert bancaire du CNTS atteint 24,8 millions de francs (...) alors que le chiffre réel attesté par la balance se limite à 3,6 millions de francs ». En conclusion, les rapporteurs écrivent « qu'une telle présentation, elle a permis de maintenir de façon très temporaire l'illusion d'un

compte bloqué que le ministère avait demandé initialement, a abouti à fausser toute analyse de la situation réelle de trésorerie du CNTS en créant une confusion entre l'état des soldes bancaires et l'état des dettes de l'établissement ». « Il doit être impérativement mis fin à cette pratique », concluent les inspecteurs de l'IGAS.

Ainsi donc, comme le relève le rapport, l'obligation faite au CNTS d'individualiser ces opérations sur un compte à part « n'a pas été respectée ». Le rapport précise que les bénéfices dégagés par le CNTS sur les fractions importées ont été intégralement utilisés pour atténuer le déficit de trésorerie, et que ce n'est que deux ans après la réunion du 11 février 1982 que le ministère a arrêté le programme d'utilisation de ces fonds. En réalité, selon nos informations, ces points demanderaient à être vérifiés.

En tout état de cause, notent les inspecteurs de l'IGAS, « au lieu de financer immédiatement des actions d'intérêt commun à la transfusion sanguine, les surplus tirés par le CNTS du monopole de l'importation ont donc été utilisés à d'autres fins pendant cette période ». Conséquence : « le programme d'utilisation du fonds réservé concernant la production de facteur VIII par génie génétique a été globalement arrêté à 22 466 802 francs (...). Mais, au 31 décembre 1984, seulement 25 % de ce programme avait été effectivement réalisé ».

A quoi furent utilisés exactement les sommes provenant de l'importation des produits sanguins, personne aujourd'hui ne semble être en mesure de le dire. En partant de là, les auteurs du rapport constatent, en tout cas, que les nombreuses « suggestions » figurant dans le rapport de l'IGAS sont pour beaucoup d'entre elles restées lettre morte ; et ce rapport n'est même pas cité dans celui que l'IGAS vient de consacrer à la transfusion sanguine et au sida en 1985.

La volonté de transparence du gouvernement s'arrêterait-elle là ? Comment les véritables implications politiques de cette double affaire ? Les rapports que MM. Jean-Louis Bianco et Pierre Bérégovoy ont demandé, l'un à l'IGAS, l'autre à l'Inspection générale des finances, sur la tarification des produits sanguins et la gestion de la Fondation nationale de transfusion sanguine — et qui doivent être remis dans quelques jours — permettront-ils de répondre à ces interrogations ?

J.-Y. N. ET F. N.

(1) Le rapport d'août 1980 portait le numéro 101. S'agissant du rapport de juillet 1985 (n° 850098), il avait été précédé d'un pré-rapport de l'IGAS (n° 850099) daté de mai 1985.

RELIGIONS

La polémique autour du livre de M. Jean-Claude Barreau

Nouvelles critiques contre le président de l'Office des migrations

Créé à l'initiative de M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur et des cultes, le 15 mars 1990, le Conseil de réflexion sur l'islam en France (CORIF) propose, dans une déclaration publiée, vendredi 11 octobre, contre le récent livre de M. Jean-Claude Barreau, président de l'Office des migrations internationales (OMI), intitulé *De l'islam en général et du monde moderne en particulier* (le Monde du 28 septembre).

« Les déclarations de M. Barreau contiennent des propos qui contredisent l'esprit et la lettre de la Constitution de la France », écrit le CORIF. L'un et l'autre condamnent expressément la discrimination sur des critères d'appartenance religieuse et l'enlèvement à la liberté d'exercice des cultes. Et c'est ce que l'on fait lorsque l'on déclare que « toutes les religions ne se valent pas », d'autant que la discrimination religieuse se confond en l'espèce à la faveur de la confusion intellectuelle avec la discrimination raciale. « Tenir de tels propos », poursuit le CORIF, revient bel et bien à enfreindre les lois françaises : le président de l'Office des migrations, qui est parfaitement dans son droit quand il exige que les lois de ce pays s'appliquent à tous

Un entretien avec l'ancien directeur général de la santé

« Les principaux freins à la généralisation de la prévention du sida provenaient du cabinet de M^{me} Dufoix », nous déclare le professeur Jacques Roux

Du 1^{er} novembre 1981 au 31 décembre 1985, le directeur général de la santé au ministère des affaires sociales était le professeur Jacques Roux, spécialiste de bactériologie. Dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, il rapporte les circonstances dans lesquelles son ministre de tutelle, M^{me} Georgina Dufoix, lui avait demandé de quitter ses fonctions peu de temps après qu'il eut violemment protesté contre les freins d'ordre financier qui s'opposaient à la mise en place du dépistage systématique de l'infection chez les donneurs de sang.

« Quels rapports le directeur général de la santé que vous étiez entretenait-il avec le monde de la transfusion sanguine française ?

— La direction générale de la santé possède théoriquement la tutelle de la transfusion sanguine. Mais en réalité, nous ne connaissions de ce monde que ce que ses responsables voulaient bien nous en dire. Cela se résumait en pratique le plus souvent à ce que nous pouvions lire dans les comptes-rendus des conseils d'administration. Nous avions bien la tutelle, mais la tutelle d'un monde très fermé sur lui-même. A l'époque où le professeur Soulier, grand spécialiste international de la transfusion sanguine, était directeur général du CNTS, les relations étaient bonnes. Je ne fus pas consulté personnellement favorable à la nomination du docteur Michel Garretta à la direction générale du CNTS. Les relations avec le CNTS devaient d'ailleurs changer.

« Quelle fut votre attitude lors de la fameuse réunion du 25 février 1985 (le Monde du 8 octobre) qui permit d'obtenir le départ du professeur Jacques Roux ?

— Je savais qu'elle serait importante, c'est pourquoi j'y assistais personnellement, mais je n'imaginais pas la tournure qu'elle allait prendre. J'ai très vite compris que l'on voulait « liquider » le professeur Rouffé. Puis il y eut les résultats du vote

où, sur vingt-quatre votants, deux voix seulement — dont la mienne — s'élevèrent en sa faveur. J'ai alors pensé — ce qui n'engage que moi — qu'il s'agissait d'une opération politique. Il était quand même très curieux de voir une telle unanimité groupant des tendances très diverses.

« Quelle a alors été votre attitude ?

— Dès le lendemain de cette réunion je suis allé voir M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la Santé, et je lui ai dit qu'il n'était pas obligé de suivre les conclusions de cette assemblée générale, que l'on pouvait faire revenir le professeur Rouffé sur sa décision de démissionner. Il a alors consulté M^{me} Georgina Dufoix puis m'a rappelé en expliquant que, compte tenu du vote, il valait mieux laisser faire. Voulaient-ils, à ce moment-là, écarter certaines manœuvres financières ?

— Précisément sur ce sujet, que savez-vous du compte dont l'existence est à plusieurs reprises évoquée dans le rapport de l'IGAS daté de juillet 1985 ?

— Il s'agissait d'un fonds spécial destiné à gérer l'argent provenant de la différence entre le prix de cession du sang français et le prix d'achat du sang importé. Ce dernier était en effet importé à des prix inférieurs aux tarifs français. Comme il fallait s'aligner sur celui-ci, on a créé une caisse spéciale gérée par le CNTS. L'erreur à mon sens a été là. On aurait dû demander au ministère du budget de gérer ce compte. Je n'ai pas personnellement assisté à la réunion au cours de laquelle on a décidé sa création. J'ai toutefois demandé au directeur du budget de l'époque, par ailleurs mon prédécesseur à la direction générale de la santé, s'il y avait là quelque chose d'irrégulier. Je me souviens qu'à une époque on ne savait plus comment utiliser les sommes réunies sur ce compte.

« A l'époque, quelle était votre conviction ? Pensiez-vous que les problèmes de la transfusion sanguine étaient plutôt d'ordre technique ou d'ordre financier ?

— Les deux. Le professeur Rouffé m'expliquait alors que le trou financier était en train de se creuser, que certains négociaient on ne savait qu'avec l'étranger et que, déjà, il y avait un retard technologique. Par la suite, quand on a parlé du chauffage des produits anti-hépatitiques, j'ai bien sûr répondu à tous ces propos. Il n'y a rien a priori de très grave à ce qu'un centre de transfusion sanguine soit en déficit. En revanche, à partir du moment où l'on s'oppose à celui qui cherche à y voir clair, cela peut signifier qu'il y a là quelque chose de bien plus grave. Tel a été mon raisonnement.

Des ponctions pour le centre mondial d'informatic

« Comment la situation a-t-elle, par la suite, évolué ?

— A partir de cette époque — on était en février 1985 — je me suis régulièrement heurté à mes deux ministres de tutelle. Ce fut d'ailleurs la cause de mon départ.

« Que voulez-vous dire ?

— Dans les mois qui suivirent, le premier ministre décida la mise en place du dépistage systématique de l'infection chez les donneurs de sang. Or rien n'était réglé concernant le prix du test de dépistage. On partait alors sur la base de 28 francs. Or, très rapidement, M. François Mercereau, directeur de la sécurité sociale au ministère des affaires sociales et M. Patrick Baudry, conseiller de M^{me} Georgina Dufoix, voulaient proposer aux centres de transfusion sanguine et aux laboratoires publics et privés un remboursement de 15 francs. C'était la meilleure façon pour que ce dépistage ne se fasse pas.

« Vraiment, quinze francs, c'était impossible. Il y eut alors une séance très houleuse au cabinet de M^{me} Dufoix, une séance au cours de laquelle je me suis très violemment mis en colère, notamment contre M. Baudry. Je pense que le cabinet avait des instructions émanant directement du ministère du budget. A la suite de cette algarade, M^{me} Dufoix demanda à me voir. Elle évoqua alors mes « problèmes » avec son cabinet, me dit que j'étais « libre de partir ». J'en avais assez de cette situation et, pour des raisons strictement personnelles, je lui annonçai mon départ pour le 31 décembre 1985, ce qui visiblement l'a soulagée.

« Vous n'avez jamais caché vos convictions politiques et vous étiez toujours adhérent au parti communiste français, membre du comité central. A l'époque, vous étiez l'un des derniers représentants communistes de l'union de la gauche au sein du gouvernement Fabius. Pensez-vous que vos convictions ont pu jouer dans cette éviction ?

— Peut-être, mais j'étais surtout l'un de ceux qui menaient la bagarre pour la santé publique contre le sida. J'avais, à dire vrai, déjà eu des problèmes. Ce fut notamment le cas en 1984 puis en 1985 lorsque le premier ministre, M. Laurent Fabius, avait fait effectuer des ponctions financières importantes sur le chapitre de la prévention générale, sur-chapitre qui incombait au ministère du budget, ce dernier se demandant toujours ce que nous pouvions faire de ces sommes. L'une de ces ponctions financières a été affectée au centre mondial d'informatic et ressource humaine. A cette époque, nous commencions à consacrer une partie de cet argent à la prévention du sida. La situation était absurde, invraisemblable.

« Pourquoi n'avez-vous pas lancé un cri d'alarme en évoquant publiquement les conditions de votre départ, les inquiétudes que vous nourrissiez quant à l'épidémie de sida et aux lenteurs de l'action préventive ?

— J'aurais sans doute dû le faire. En 1986, j'avais été élu député de l'Hérault et j'ai fait une intervention sur le sida à l'Assemblée nationale. Pour revenir à la question précédente, je tiens à souligner que les principaux freins à la généralisation de la prévention du sida provenaient du cabinet de M^{me} Dufoix. Il faut aussi, il est vrai, se souvenir des interrogations scientifiques de l'époque quant à la valeur à accorder à la séropositivité. Sur le fond, entre ceux qui tenaient un discours alarmiste et ceux qui disaient qu'il n'y avait là aucune urgence, les ministres pensaient avoir tout intérêt, pour des raisons financières, à n'entendre que les seconds. Si à l'époque j'avais été bien sage, on m'aurait sans doute laissé tranquille.

« Quitte aujourd'hui à pouvoir vous reprocher de ne pas avoir joué le rôle qui devait être celui d'un directeur général de la santé ?

— Peut-être.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI

EN BREF

□ M. Durieux invite les compagnies d'assurances à proposer un système d'indemnisation des hépatites et des transfusions. L'après-midi dimanche 12 octobre sur la Cinq, M. Bruno Durieux, ministre délégué chargé de la Santé, a confirmé, à propos de l'indemnisation des hépatites et des transfusions contaminées par le sida, qu'il revient « aux compagnies d'assurances de proposer un système d'indemnisation à négocier avec les associations qui représentent ces malades » (le Monde des 3 et 4 octobre). L'Etat, a précisé M. Durieux, ne se désengage pas, au contraire. Cette négociation se fera sous son égide. Nous avons beaucoup insisté pour que les malades qui souhaitent aller jusqu'au bout des procédures engagées devant les tribunaux puissent les continuer s'ils le veulent.

□ Un adolescent blessé par un policier à Strasbourg. — Un adolescent de seize ans, qui jouait en compagnie de trois camarades avec des pistolets à eau, samedi soir 12 octobre, dans un parking de Strasbourg, a été blessé à l'épaule par un policier qui se serait cru menacé. L'adolescent, qui souffrait d'une fracture à l'épaule gauche, a pu regagner son domicile dans la soirée de dimanche. Pour la préfecture de Strasbourg, il s'agirait d'un « incident de service ». — (AFP.)

□ Inondations menaçantes au Mexique et en Italie. — Des inondations ont endeuillé le Mexique et l'Italie, tuant douze personnes dans le premier pays et huit dans le second. Au Mexique, sept Etats ont subi des pluies torrentielles pendant une dizaine de jours : outre les douze morts, on déplore vingt-deux milles sans abri et des dégâts matériels importants. En Italie, de très violents orages ont tué, les 12 et 13 octobre, huit personnes en Toscane, en Sicile et en Ligurie. — (AFP, AP.)

□ Marée importante à Venise. — Une marée, accrue par un fort vent soufflant de la mer, a inondé Venise, samedi 12 octobre, noyant les zones les plus basses du centre historique de la ville. Toutefois, le niveau de la mer n'est monté « que » de 90 centimètres, alors qu'il avait atteint 128 centimètres le 10 décembre 1990 et 194 centimètres le 4 novembre 1966. — (AFP.)

ramses 92
l'actualité en question
Un nouvel ordre international insaisissable
Dix ans de références
ifri / DUNOD

Le Monde ÉDITIONS
Une histoire de la démocratie en Europe
sous la direction de Antoine de Baecque
EN VENTE EN LIBRAIRIE

ramses 92
l'actualité en question
Economie internationale : incertitudes et transitions
Dix ans de références
ifri / DUNOD

SPORTS

FOOTBALL : après sa qualification pour le championnat d'Europe

La douce euphorie de l'équipe de France

L'équipe de France de football a définitivement assuré sa qualification pour le championnat d'Europe des nations 1992 en Suède en s'imposant contre l'Espagne (2-1), samedi 12 octobre, à Séville. Les deux buts français ont été inscrits dans le premier quart d'heure de jeu par Luis Fernandez et Jean-Pierre Papin. Sur un terrain très lourd - de violentes pluies s'étaient abattues sur l'Andalousie - les joueurs de Michel Platini, vaincus depuis mars 1989, ont confirmé leurs ambitions.

SÉVILLE

de notre envoyé spécial

Où s'arrêtera-t-elle ? Michel Platini lui-même a sans doute cessé de se poser la question à propos de son équipe de France. Elle échappe tant à la logique du jeu et des hommes que toute prévision quant à ses performances à venir s'avère impossible. Victorieuse en Espagne (2-1), qualifiée pour la phase finale du championnat d'Europe des nations, vaincue depuis trente et un mois (1), cette sélection est capable de tous les exploits, y compris celui d'obliger son sélectionneur à se laisser aller, lui aussi, à une douce euphorie.

Car le discours de Michel Platini a bel et bien changé à mesure que l'équipe nationale franchissait les obstacles sur le chemin de la Suède, le pays où sera disputé l'Euro 92, du 10 au 26 juin prochain. A ses débuts de technicien (il a remplacé Henri Michel en novembre 1988), il ne prenait guère de risque dans ses promesses. Certes, il louait volontiers ses joueurs, évoquait une « génération d'avenir » mais, de peur de décevoir, s'efforçait bien souvent de modérer l'enthousiasme ambiant. Aujourd'hui que la qualification est acquise, l'ancien capitaine des Bleus doit en convenir, la France a les

moyens de décrocher un deuxième titre de champion d'Europe des nations, huit ans après celui obtenu à domicile en 1984.

Samedi soir, après le succès sur des Espagnols démotivés qui n'avaient plus aucune chance de qualification, il lançait ainsi : « Ce n'est qu'une étape. Nous irons en Suède pour gagner. J'espère qu'à l'irrigation nous serons considérés comme des favoris. » A ses côtés, le capitaine Manuel Amoros estimait que l'équipe serait « à coup sûr très compétitive ». Luis Fernandez, auteur du premier but (12), assurait qu'elle était désormais « respectée en Europe ». Et Jean-Pierre Papin, le second buteur du jour (19), promettait de « s'accrocher à l'invincibilité » qui porte sur dix-huit rencontres sept victoires en sept rencontres de qualification pour l'Euro 92 (un dernier match reste à jouer contre l'Islande, le 20 novembre à Paris).

Rien ne semble pouvoir empêcher la sélection française de poursuivre son chemin de gloire. Déconcertante de réussite, elle se joue avec insouciance de toutes les embûches, évite les pièges gués-après, à commencer par ceux de l'histoire et de la mémoire. Ainsi, l'escapade de Séville, une ville où la sélection espagnole n'avait pas perdu depuis 1923, constituait-elle un piège à n'importe quel joueur du football ? L'inventeur. La tentation était grande de voir dans cette victoire andalouse une manière d'exorcisme, neuf ans après la défaite aux tirs au but, en demi-finale du Mondial 1982 face aux Allemands.

Indifférence du passé

Pressés de venger leurs prédécesseurs et de soutenir ainsi la comparaison avec la « grande équipe de France du capitaine Platini », les joueurs français ont très vite fait comprendre que tout rapprochement entre l'équipe de 1991 et celle de 1982 n'avait pas lieu d'être et qu'il serait, quoi qu'il advienne, artificiel et mal venu. Les hommes, les équipes, les enjeux étaient différents. La ville, elle-même, était mécon-

sable. Ses faubourgs ne sont qu'un vaste échantillon de ce qui saurait être une cité « universelle » lors de l'exposition du même nom, en 1992.

Quant à Sanchez-Pizjuan, le stade des quartiers populaires où avait eu lieu le match historique, il avait été dessiné par un architecte plus intime, Villarreal, situé dans un quartier résidentiel de vieilles demeures andalouses. La météo, elle aussi, était différente. C'est par une soirée estivale et devant des tribunes bondées qu'Harald Schuster avait joué les karatéka contre Patrick Batiston. C'est sur une pelouse boueuse et devant vingt mille spectateurs que Fernandez et Papin ont inscrit les buts du succès, le but espagnol étant marqué par Fernandez Abelardo (34).

Comme pour mieux affirmer leur obsession de l'avenir et, du même coup, leur indifférence du passé, les Français ne se sont donc pas prêtés au jeu du sentiment et du souvenir. Ils avaient entre quinze et vingt ans en 1982. Ils en auront entre vingt-cinq et trente en 1992. Aujourd'hui, l'équipe de France regarde exclusivement devant elle. Cette tendance à fuir sans tenir compte de l'obstacle lui vaut désormais d'être crainte par ses rivaux européens. Aucune équipe en passe de se qualifier pour la compétition suédoise - outre la France, la Suède (pays organisateur), on devrait retrouver les Pays-Bas, l'Allemagne, l'URSS, l'Angleterre, l'Ecosse et le Danemark ou la Yougoslavie - ne lui paraît irrémédiablement supérieure.

Du propre aveu du sélectionneur néerlandais Rinus Michels, la formation de Platini n'est pas sans rappeler, par sa générosité et sa capacité à se livrer corps et âme, la grande équipe des Pays-Bas des années 70. A leur manière, bien qu'ils ne disposent pas de joueurs aussi talentueux que l'étaient Johan Cruyff ou Johan Neeskens, les Français pratiquent en effet un football total. Un défenseur tel que le Marseillais Jocelyn Angloma, excellent contre les Espagnols, vient fréquemment prêter main-forte à ses attaquants. Les équipes les plus riches du monde, comme le Bayern de Munich ou le FC Barcelone, ne peuvent que constater l'efficacité de ce jeu.

Mais, paradoxalement, cette générosité est à la fois le point fort et le talon d'Achille de l'équipe de France. A force de se donner sans compter en défense et au milieu de terrain, d'oser les actions les plus audacieuses en attaque, elle est parfois victime d'une forme d'évresse du jeu. Les attaquants oublient les consignes tactiques ou multiplient les gestes techniques inutiles (Eric Cantona). Les défenseurs se sentent des envies de dribbles et d'exploits sans en avoir la capacité (Bernard Casanova). L'ensemble de l'équipe expose ainsi à la riposte adverse. A Séville, comme un mois plutôt à Bratislava face à la Tchécoslovaquie (2-1), elle a parfois connu d'inquiétants passages à vide, des « trous noirs » dont les Espagnols, bien maladroits, n'ont pas su profiter.

D'ici le mois de juin, cinq matches devraient permettre à Michel Platini de procéder aux réglages qui s'imposent encore (2),

en particulier dans l'organisation du jeu et dans la répartition des tâches. Toute la difficulté consistera pour lui à doter son équipe d'un meilleur sens tactique sans pour autant brider son enthousiasme.

PHILIPPE BROUSSARD

(1) Le dernier revers de la sélection date du mois de mars 1989 et d'un déplacement en Ecosse (2-0) dans le cadre des éliminatoires de la Coupe du monde. Depuis, elle n'a pas été dominée une seule fois en dix-huit rencontres. Même l'équipe du capitaine Platini n'avait pas fait mieux au début des années 80 puisque son record en de quinze matches sans défaite entre octobre 1983 et mai 1985.

(2) Cinq matches sont programmés cette saison pour l'équipe de Michel Platini : France-Islande (championnat d'Europe) le 20 novembre à Paris ; Angleterre-France (amical) le 19 février 1992 à Londres ; France-Belgique le 25 mars à Paris (amical) ; Autriche-France (amical) le 27 mai à Vienne ; France-Pays-Bas (amical) le 5 juin dans une ville à désigner.

RESULTATS OFFICIELS	
MATCH DU JOUR	
ESPAGNE	FRANCE
0-2	1-0
36 148	20 F

ramses 92
l'actualité en question
U.R.S.S. : le chaos
Allemagne unifiée : les difficultés
Dix ans de références
ifri / DUNOD

"L'Etat culturel" ou le Jacklangisme en question

PHILIPPE MEYER - L'ÉVÉNEMENT DU JOUR

Il fait bon lire cette sainte colère...

ALAIN PEYREFITTE - LE FIGARO

Cette œuvre est une contribution de première importance à la réflexion nécessaire sur ce que doit être la démocratie.

PHILIPPE MEYER - L'ÉVÉNEMENT DU JOUR

"L'événement..."

"Tout le Paris qui pense semble avoir les yeux tournés vers lui. Conspué ou encoché, l'Etat culturel de Marc Fumaroli, professeur au Collège de France, est l'événement philosophique de la rentrée.

En France, constate Fumaroli, une monstrueuse synthèse, née du mariage morganatique entre le marxisme anti-bourgeois et la société de consommation, s'est mise en place au fil des années : un Etat-Providence qui a, modernité oblige, prétendu évangéliser les masses en multipliant les « espaces culturels ».

Michel Grudet
Le Soir de Bruxelles

"La mémoire..."

"Il fait bon lire cette sainte colère d'un procureur du Collège de France contre l'auto-encensement de l'Etat culturel. C'est l'œuvre d'un penseur exigeant.

Fumaroli réfute la religion culturelle, son illuminisme amnésique, la prolifération de ses fêtes. Contre cet éphémère monde nouveau, un remède certain : la mémoire.

Quel remède contre l'oubli ! La précision de ce réquisitoire brillant, bouillant, jamais brouillon, n'épargne aucun monstre sacré, s'appelle-t-il André Malraux.

Alain Peyrefitte
de l'Académie française
Le Figaro

"L'intelligence..."

"Par l'intelligence c'est un merveilleux essai, oostalgique et fécond, sur l'esprit de la France. Mais par la pénétration c'est un livre d'un moraliste profond.

Consommation et culture façonnent la religion des modernes : le "tout culturel" remplit le vide des âmes, et l'administration nous invite à prior ce commémorant.

Jean-Claude Cassanova
L'Express

"Redoutable..."

"Trop fondamental pour être réduit à un factum expéditif, trop historique pour être suspect d'opportunisme politique, trop désespéré pour être l'objet de je ne sais quel règlement de comptes, trop inspiré pour être oégligé, ce livre o'eo est que plus redoutable."

Jérôme Garcin
L'Événement du Jeudi

"La démocratie..."

"La montée en puissance de l'Etat culturel est révélatrice d'un affaissement grave de la vitalité intellectuelle et artistique de la démocratie française et elle contribue à l'aggraver."

Pierre Manent
Le Figaro

"Hochets et gadgets..."

"Ce livre courageux et presque solitaire, tant il prend d'idées admises à rebrousse-poil, ne se complait jamais dans la provocation.

Son auteur risque d'être mis à mal par la gauche comme par la droite, tant il est vrai dans cette "religion d'Etat" qu'est devenue la culture le clergé bas et haut abandonne ses petites différences pour faire front un contre tous ceux qui mettent en doute le caractère sacré de sa mission.

Fumaroli nous invite à nous détourner des hochets et des gadgets dont on nous flatte sous le nom de modernité, miroir aux alouettes que l'on pourrait définir avec Baudelaire comme le paganisme des imbéciles."

Philippe Meyer
L'Événement du Jeudi

"Un maître livre..."

"Comment la culture, synonyme jadis à la fois d'épanouissement individuel et de civilisation universelle, est-elle devenue en France un moyen d'uniformiser les masses dans ce qu'elles ont de moins original et de glorifier le pouvoir dans ce qu'il a de plus personnel ?

Un maître livre, comme on disait à l'époque où la culture était conçue non comme l'immersion dans un torrent anonyme, mais comme la conquête d'un jugement et d'un goût personnels."

Jean-François Revel
Le Point

• L'Etat culturel, par Marc Fumaroli, De Fallois, 312 p., 125 F.

AUTOMOBILISME : le Rallye des Pharaons

Christian Tarin grièvement brûlé

Le Finlandais Ari Vatanen (Citroën) et l'Américain Danny Laporte (Cagiva) étaient en tête de leur catégorie, dimanche 13 octobre, à l'issue de la huitième étape du dièdème Rallye auto-moto des Pharaons qui doit s'achever mercredi 16 octobre. Samedi 12, l'équipier de Jacky Ickx, Christian Tarin, avait été transporté grièvement brûlé à l'hôpital interarmes Percy de Clamart.

ABOU-SIMBEL

de notre envoyée spéciale

Une voiture brûle ce samedi 12 octobre dans le désert égyptien. Elle s'est enflammée dans une vallée encaissée, entre Abou-Simbel et Assouan. Hier encore, le désert empruntait des formes marines, comme en souvenir du bon vieux temps où l'océan s'y risquait. Il se faisait banquise, pain de sucre, mer de sable, les rochers se penchaient pour des tourterelles et le soleil couchant, sur un horizon parallèle à la piste, pour un conquérant. Mais ce matin, le désert s'est enlaidi : un gros couillon noir, il s'est fait cratère, il s'est fait volcan. Et il est même devenu moche, comme la réalité lorsque rien ne va plus et que les jeux sont faits.

Une voiture brûle ce samedi au kilomètre 136 de la septième étape. Ce n'est pas le premier accident de cette dixième édition du Rallye des Pharaons. A mi-parcours, il manque un tiers des concurrents. Un chef d'entreprise de travaux publics de Saint-Denis-le-Roi (Cher), François Lepelletier, cinquante et un ans, s'est tué en franchissant une dune cassante. Un jeune employé d'une société de gardiennage, Fabrice

Leroux, vingt-trois ans, est mort sur une route de liaison un quart d'heure après qu'on lui ait confié un volant qu'il connaissait mal. Depuis que Ari Vatanen s'est fait voler sa voiture à Bamako, les sociétés de vigiles sont aussi des voyages salaires.

Mais cette voiture en flammes est celle de Jacky Ickx et Christian Tarin. Au sortir d'une caravane de petites bosses abordée à 145 km/heure - Jean Todt, le patron de Peugeot-Talbot, Spéa, se trouvait justement dans l'hélicoptère qui survolait alors la Citroën ZX et Vatanen avait déjà pris plus de trente minutes d'avance - la voiture a fait plusieurs tonneaux et elle a pris feu presque instantanément. Hier encore, Christian Tarin, quarante ans, pilote instructeur de 737 en Belgique, plaisantait au bord de la piscine à Abou-Simbel. Il y a une demi-heure à peine, au passage du temple de la vallée des Liens, il répondait à des spectateurs, malgré la difficulté de sortir un bras d'une voiture privée de fenêtre coulissante. Et soudain, une forme grise allongée sur le sol, brûlée à 90 %. L'oséopathe et l'équipier, Jacques Bonnier, est effondré. Déjà il était un peu fatigué de ces épreuves où l'esprit d'adventure se perd dans la mesure. Ce qu'un concurrent, un motard, appellera les « rallyes poignants ».

Parce qu'il a tant gagné

Sur les cailloux noirs, le kevyar, la fibre de verre, le néon, l'huile des amortisseurs flambent à cœur joie, et le magnésium des joints, dans une lumière blanche, électrique. Ce matin encore Christian Tarin offrait l'une de ses combinaisons de course à un journaliste. Une combinaison légère, une plume à côté de celle mieux ignifugée des pilotes de formule 1. Mais il ne viendrait pas à l'esprit des constructeurs de climatiser les voitures destinées au désert. Là à celui des concurrents de se plaindre. Certains conduisent en T-shirt. « Inch Allah », comme dit Jacky Ickx.

La voiture surgante sous l'effet d'une explosion. Jacky Ickx, lui, a réussi à enlever son harnais et s'enfermer à temps du véhicule. Le champion belge a quarante-six ans. Il a gagné huit Grand Prix et six éditions des Vingt-Quatre Heures du Mans. Il court encore et « justement », dit-il, parce qu'il a tant gagné. Peut-être moins à la poursuite de la gloire que du plaisir. Et l'après-midi, après la course, il lui arrive de fumer l'opium et d'aller se réfugier sur une falaise avec son coéquipier, Christian Tarin, l'ami Bourvil. Les deux amis manœuvrent des dents de requin et des coquilles

d'oursins fossilisés. L'hélicoptère va décoller vers l'hôpital d'Assouan. Jacky Ickx marche seul dans la plaine noire. « Il est fou, il est fou », répète-t-il, selon Fenouillet, l'organisateur, qui s'est brûlé le bras au seul contact de celui de Christian Tarin en l'aidant à se dégager du véhicule.

Mais là-bas, la forme allongée, la silhouette de cadre répond à son ami : « Ça va, ça va ». Une heure plus tard, quand passe le concurrent 229, la voiture n'est plus qu'un recroquevillement écaillé. Jacques Boissonnet, lui, est plutôt content de sa journée. L'an dernier, il a englouti une part d'héritage pour ce rallye. Cette année, il se baigne pour figurer dans les vingt premiers. Henri Pescarolo, un miracle, détaille de son côté, un défilé de dévotion, min, toutes les sensations d'un grand brûlé. L'expérience, les grands professionnels savent que le plaisir et la mort sont inséparables. Comme dit d'ailleurs, un ancien pilote, le mot : « C'est un jeu, tout ceci est un jeu ».

CORINE LESNES

ECHECS

La Coupe du monde

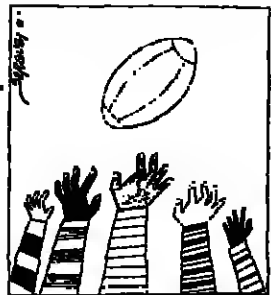
Karpov et Ivantchouk inséparables

Dans la quinzième et dernière ronde du premier tournoi de la Coupe du monde d'échecs qui s'est tenue, dimanche 13 octobre, à Reykjavik, Karpov et Ivantchouk avaient chacun les Noirs. Si le jeune grand maître soviétique a partagé assez rapidement le point avec Seirawan, Karpov a lutté jusqu'au bout - cent dix-neuf coups ! - avant d'accepter la nulle contre Speelman. Ainsi les deux champions ont terminé premiers ex aequo du tournoi, largement détachés de la paire yougoslave Lubojevic et Nikolic, à laquelle est venu se joindre le jeune Khalifman, qui, avec les Noirs, a battu Elisevi.

Classement final

1. Karpov et Ivantchouk, 10,5, sur 15 possibles ; 3. Lubojevic, Nikolic et Khalifman, 9 ; 6. Seirawan, 8 ; 7. Beliavsky et Portisch, 7,5 ; 8. Hjarstam et Salov, 6,5 ; 13. Chandler, 6 ; 14. Andersson et Timman, 5,5 ; 16. Goulko, 3.

هنا من التحصيل



LA COUPE DU MONDE DE RUGBY

POULE 4 : la France bat le Canada 19 à 13

Le choc des cultures

Huit équipes dont celles des Samoa occidentales et du Canada participeront aux quarts de finale de la Coupe du monde de rugby, les 19 et 20 octobre, après avoir obtenu leur qualification lors des matches de poule qui devaient prendre fin lundi 14 octobre après le rencontre Zimbabwe-Japon, sans incidence sur la suite de la compétition. La Nouvelle-Zélande, la France, l'Ecosse, et l'Australie, qui ont terminé chacune en tête de leur poule, ont réussi un premier tour parfait en remportant leurs trois matches. Parmi les seconds qualifiés de chaque poule, qui se sont tous imposés à deux reprises, l'Angleterre et l'Irlande étaient attendus. En revanche, les Samoa occidentales qui disputaient leur première Coupe du monde et le Canada ont créé une certaine surprise. Ces deux équipes devront réaliser de véritables exploits pour accéder aux demi-finales. Les joueurs des îles du Pacifique rencontreront l'Ecosse, à Edimbourg, et les Canadiens seront opposés aux All Blacks, champions du monde en titre, à Lille. La pari s'annonce également difficile pour l'Irlande qui sera confrontée aux Wallabies au stade de Lansdowne Road à Dublin. Le quart de finale le plus incertain sera joué au Parc des Princes, à Paris, avec un classique du Tournoi des cinq nations mettant aux prises la France et l'Angleterre.

Poule 1
Nouvelle-Zélande b. Angleterre 18-12
Italie b. Etats-Unis 30-9
Nouvelle-Zélande b. Etats-Unis 46-6
Angleterre b. Italie 36-6
Angleterre b. Etats-Unis 37-9
Nouvelle-Zélande b. Italie 31-21
Classement : 1. Nouvelle-Zélande, 8 pts ; 2. Angleterre, 7 pts ; 3. Italie, 6 pts ; 4. Etats-Unis, 3 pts.

Poule 2
Ecosse b. Japon 47-9
Irlande b. Zimbabwe 55-11
Irlande b. Japon 32-16
Ecosse b. Zimbabwe 51-12
Ecosse b. Irlande 24-15
Classement : 1. Ecosse, 8 pts ; 2. Irlande, 7 pts ; 3. Zimbabwe, 2 pts ; 4. Japon, 2 pts.

Poule 3
Australie b. Argentine 32-19
Canada b. Pays de Galles 16-13
Australie b. Samoa 9-3
Pays de Galles b. Argentine 16-7
Australie b. Pays de Galles 38-3
Samoa b. Argentine 35-12
Classement : 1. Australie, 8 pts ; 2. Canada, 7 pts ; 3. Pays de Galles, 5 pts ; 4. Argentine, 3 pts.

Poule 4
France b. Roumanie 30-3
Canada b. Fidji 13-3
France b. Fidji 33-9
Canada b. Roumanie 19-11
Roumanie b. Fidji 17-15
France b. Canada 19-13
Classement : 1. France, 8 pts ; 2. Canada, 7 pts ; 3. Roumanie, 5 pts ; 4. Fidji, 3 pts.

Quarts de finale
Samedi 19 octobre
Ecosse/Samoa à Edimbourg (Canal Plus, 12 h 50)
France/Angleterre à Paris (TF1, 14 h 50)
Dimanche 20 octobre
Australie/Irlande à Dublin (Canal Plus, 12 h 50)
Nouvelle-Zélande/Canada à Lille (TF1, 14 h 50)

Le Quinze de France a terminé premier de la poule 4 de qualification de la Coupe du monde de rugby : après avoir battu les Roumains et les Fidjiens, les équipiers de Serge Blanco se sont imposés dimanche 13 octobre à Agen face aux Canadiens. Toutefois cette victoire laborieuse, errachée sur le score de 19-13, n'est pas pleinement rassurante dans la perspective du quart de finale contre l'Angleterre, samedi 19 octobre au Parc des Princes.

Mondialement connue pour ses prouesses, Agen a aussi un peu tendance à se prendre pour le nombre du rugby. La préfecture de Lot-et-Garonne se veut experte dans ce jeu dont elle pense tirer quelques ficelles. Elle puise cette arrogance dans le fait d'avoir l'un des surs pour diriger la Fédération française et beaucoup d'autres portant le maillot bleu de l'équipe nationale. Une telle attitude réserve souvent de mauvaises surprises. En tout cas, Agen a failli en avoir une dimanche 13 octobre. Elle est allée au stade Armandie comme on va à l'opéra, en sifflant le grand air de la victoire française. Et elle en est sortie abasourdie ; ce n'était pas le livret promis, une drôle de scie canadienne lui avait vrillé les tympans.

Ce fut une véritable cacophonie dans le camp français après l'exécution parfaite des dix premières minutes. Celles-ci furent conclues par un essai marqué de l'ailier Jean-Baptiste Lafond : une fixation du troisième ligne Eric Champ, une feinte de l'arrière Serge Blanco, puis une autre de Lafond. Mais après cela, plus rien

de construit ou presque. A tel point que les Canadiens furent menacés au score (13-10) jusqu'à vingt minutes du coup de sifflet final. Cinq jours après avoir subi battu les Fidjiens (33-9), les Français ont raté leur match, ne réussissant le danger que grâce à deux coups de pied de pénalité bottés par Thierry Lacroix sans le moindre souci de panache.

Des joueurs interchangeables

Agen l'aquiltaine aurait dû consulter un atlas pour s'épargner pareils désagréments. Car tout est affaire de géographie. Le Canada est vingt fois plus grand que la France, et les rugbymen y sont trois fois moins nombreux que dans l'Hexagone. Apparemment, cela n'est guère favorable à la constitution d'une équipe nationale de rugby performante, d'autant que les meilleurs athlètes du pays n'ont rien à gagner : hockey sur glace, football américain et base-ball leur offrent des fortunes. Mais en y regardant de plus près, on constate que l'essentiel des joueurs canadiens habitent dans l'ouest du pays, surtout en Colombie britannique.

Contrairement au rugby américain qui n'est pas parvenu à surmonter le problème des distances pour mettre sur pied une compétition nationale permettant de faire émerger une élite, le rugby canadien a ainsi réussi à se structurer efficacement : on le joue en vrai championnat, on pratique génération après génération. Si l'on ajoute à cela que le jeu est enseigné dans les collèges, comme naguère en Grande-Bretagne, on comprend mieux pourquoi il fallait se méfier de cette équipe de types aux physiques de bûcherons et aux curriculum vitae de cadres

dynamiques : elle est composée de grosses têtes qui ont des gros bras. Agen l'orgueilleuse était forte de ses certitudes. Elle a été bluffée par une autre culture. En Amérique du Nord, le taylorisme se pratique au plus haut degré dans les sports d'équipe. Dans une partie de football, certains joueurs ne rentrent sur le terrain que pour des phases de jeu qui n'existent pas quelques secondes. Les règles du rugby ne l'autorisent pas, mais les Canadiens se sont inspirés de ces principes fonctionnels pour composer leur équipe.

Ligne par ligne, les vingt-six joueurs sélectionnés pour la Coupe du monde sont pratiquement interchangeables en fonction de l'adversaire qui leur est proposé. Après avoir visionné les matches de l'équipe de France, les «coachs» canadiens, Mike Luke et Ian Birrell, ont ainsi décidé d'augmenter le tonnage de leur ligne qui est passée à 853 kilos. Il s'agissait de bloquer les avants français sans rien perdre en tonicité. Ce plan a largement réussi.

La faute de Pascal Ondarts

Excepté pendant les dix premières minutes, les Hadley, Robertson, Jackart et Evans ont fait jeu égal avec les avants français dans la longue partie de tamponnage que fut le match. Les deux camps y ont perdu des plumes, mais les Français un peu plus peut-être avec les sorties de l'ouvreur Didier Camberabero (blessé aux côtes) et du centre Philippe Sella (contracture à la cuisse), qui risquent de manquer sérieusement dans la suite de la compétition.

Agen la futile se berçait d'illusions. Elle était persuadée que les Canadiens avaient aussi peu

d'imagination et d'inspiration que leurs maîtres anglais. Elle fut estomaquée quand Thierry Lacroix, rentré à la mi-temps pour remplacer Didier Camberabero, fut intercepté à quelques mètres de l'en-but canadien par son homologue Gareth Rees, qui avec un culot insoupçonnable fila comme un diable vers la ligne française et ne fut arrêté qu'après 70 mètres de course.

C'est le même Rees qui, juste avant la mi-temps, a lancé à l'arrière Marc Wyatt après une troupe du troisième ligne Gordon McKinnon, et qui «enquill» un drop de 30 mètres à l'heure de jeu. Avec une carrure de tonnerre et des jambes d'acier, le bonhomme a du talent. Il en a eu plus en tout cas pendant cette partie de la Coupe du monde où il a été nommé capitaine français habituellement préposé aux «exploits» : Serge Blanco accumule les maladrotes comme s'il avait du mal à suivre le «film».

Agen l'acariâtre a néanmoins trouvé une raison à tant de malheurs. C'était la faute à l'arbitre : l'Irlandais Stephen Hilditch a sifflé à tort et à travers. En particulier lorsqu'il a refusé au centre Sadoury, à peine entré sur le terrain à la place de Sella, un essai qui conduisait un superbe mouvement des trois-quarts avec Blanco intercalé deux fois dans l'action. Cet arbitre a eu le mauvais goût de relever une faute du pilier Pascal Ondarts sur un adversaire pendant le développement de l'action.

Cela a permis de détourner l'attention de l'essentiel : finalistes de la première Coupe du monde, les Français, qui ont été perturbés par de nombreuses crises intestinales, auront besoin de beaucoup de chance pour faire aussi bien dans cette deuxième édition.

ALAIN GIRAUDO

CADRAGE

Avantages et inconvénients

«Le rugby est fait d'un tel tissu de fautes que sans la règle 8, nous serions obligés de siffler un pénalité à chaque faute. Cela donnerait un jeu affreux. La «règle d'or» dont parle René Hourquet, l'un des deux arbitres français de la Coupe du monde, c'est celle de l'avantage».

Elle donne droit à l'arbitre de s'abstenir de siffler quand il juge que cela pénaliserait l'équipe non fautive, qui est soit en train de gagner du terrain, soit en possession du ballon.

«En gros, cela fonctionne comme au football, explique René Hourquet. Avec cependant une différence énorme : nous pouvons revenir sur notre décision et nous voyons que l'avantage n'a pas été produit».

Ce que le public a parfois du mal à comprendre, quand il voit une équipe reculer de 30 mètres après un beau mouvement offensif pour tenter une pénalité à l'emplacement de la faute initiale.

«La difficulté, ajoute René Hourquet, c'est que pratiquement tout repose sur la subjectivité de l'arbitre. Nous sommes seuls juges pour faire jouer l'avantage ou pour l'interrompre, et notre conception du jeu intervient alors forcément. La règle huit est d'ailleurs au centre des débats sur la future révision du règlement».

En schématisant, deux écoles s'opposent. Les Britanniques, très pointilleux sur l'application des lois du rugby, l'utilisent avec une parcimonie toute anglaise. Plus libéraux dans la pratique du jeu, les pays de l'hémisphère sud, rejoints par la France, n'hésitent pas à l'employer fréquemment.

Faire vivre le jeu

René Hourquet fait partie de cette école. «La règle nous permet de faire vivre le jeu, de respecter sa continuité. Mais il faut faire attention. Elle peut devenir la pire des choses si un certain ordre ne régit pas sur le terrain, si l'arbitre laisse les fautes s'enchainer et que plus personne ne sait à laquelle il faut revenir. Imaginons qu'un événement se mette à genoux dans un mail pour briser le mouvement de l'équipe adverse. Celle-ci progresse quand même : je peux donc lui laisser l'avantage. Mais en passant, l'un de ses joueurs se change de pour le faitif. Je sanctionne la brutalité, et l'équipe qui avait l'avantage peut légitimement se plaindre que je n'ai pas sifflé la première faute, qui est à l'origine de la seconde. J'essaie donc de punir tout de suite les fautes d'anti-jeu et les brutalités qui pourraient donner lieu à des représailles. Tout en sachant que pour que la règle de l'avantage soit vraiment efficace, il me faut la complicité des deux équipes».

J. Fé.

POULE 3 : Les Samoa occidentales battent l'Argentine 35 à 12

Les All Blacks contrefaits

Les Samoa occidentales se sont qualifiées pour les quarts de finale de la Coupe du monde de rugby en battant l'Argentine 35 à 12, dimanche 13 octobre à Pontypridd (pays de Galles). Après un début difficile, les Samoa, équipe surprise de la compétition, ont dominé une deuxième mi-temps émaillée de quelques brutalités, inscrivant six essais contre un aux Argentins. Ils rencontreront l'Ecosse en quarts de finale, samedi 19 octobre à Edimbourg.

PONTYPRIDD de notre envoyé spécial

Les Samoa ont eu raison de ne pas passer au jeu à trois. En 1987, ils avaient sérieusement envisagé de faire sécession, pour marquer leur déception de ne pas avoir été invités à la première Coupe du monde. Le monde de l'ovale y aurait sans doute survécu. Eux se seraient privés de la plus douce des revanches : une qualification pour les quarts de finale de la deuxième édition. Après avoir assommé les Gallois dans leur antre de l'Arms Park, ébranlé les favoris australiens et laminé les Argentins, sous les yeux de ceux qui leur avaient préféré le Tonga à l'époque, ils auraient aussi privé les amateurs du plus beau des spectacles : trois vraies parties de rugby, intenses, loin des petits calculs et des grands coups de pied d'autres équipes aux longs palmiers.

Les Samoa aux visages mats n'ont, eux, d'interminables que leurs noms. Pour le reste, ce sont de parfaits inconnus venus d'un

minuscule archipel d'à peine 150 000 habitants, dont moins de 5 000 rugbymen. D'un pays (1) si isolé, à plus de 3 000 kilomètres de la Nouvelle-Zélande, que l'ovale y a longtemps tourné en rond. «Notre fédération est très pauvre et nous sommes loin de tout, explique le manager de l'équipe, Tate Simi, sourire vissé sur une bouille joviale. Avant les éliminatoires de la Coupe du monde, nous n'étions pratiquement pas sortis du pays. Nous avons fait deux tournées en Europe, et seul le pays de Galles nous avait rendu visite en 1986». Les Gallois s'étaient alors facilement imposés à des Samoa aux qualités physiques évidentes, mais brouillons et très limités tactiquement.

Expérience et discipline

Tout a changé lorsqu'en vue de la Coupe du monde les dirigeants de la fédération ont réalisé que l'île au trésor se trouvait à leur portée : la Nouvelle-Zélande, dont la capitale Auckland est la première ville polynésienne du monde. Là, des joueurs samoans émigrés se frottaient aux meilleurs rugbymen du monde tous les samedis. Certains arrivaient même à pousser la porte des All Blacks, comme Michael Jones - né à Auckland mais d'origine samoane - ou le demi de mêlée Graeme Bachop, dont le frère Stephen est l'ouvreur de l'équipe des Samoa. «En rappelant ces joueurs, dit Tate Simi, nous avons gagné en expérience internationale et en discipline. La sélection contrôle bien mieux le ballon, à l'image des Blacks. Notre seul défaut, c'est que nous ne pouvons jamais rassembler tout le monde pour des sessions d'entraînement : il y a toujours des joueurs retenus en Nouvelle-Zélande». Les progrès ont été d'autant plus rapides que les sélectionneurs n'ont pas lésiné sur la quantité : seuls deux des membres de l'équipe qui a battu les Gallois à Cardiff jouent sur leur île natale.

N'allez pas dire pour autant à Tate Simi que sa sélection - dont les entraîneurs sont deux anciens Blacks - c'est que la formation de réserve, l'équipe B de la Nouvelle-Zélande. C'est le meilleur moyen de figer son sourire. «Nous sommes l'équipe A des Samoa, et nous avons nos propres qualités. Il suffit de nous regarder sur un terrain...» Il suffit même d'observer un seul des joueurs pour compren-

dre : les Samoans ne sont pas élanés comme les Fidjiens, dévotement d'espaces. Ils sont plus trapus, plus larges d'épaules et de jambes. Et leur jeu découle entièrement de cette puissance physique.

Savoir «raffiner»

La rigueur des plaquages d'abord. Pratiqués par le troisième ligne Apollon Perelini, lancé comme la fusée qui lui vaut son prénom, ils deviennent un spectacle à eux seuls.

«C'est quelque chose qui vient naturellement à la plupart de nos joueurs, explique Bryan Williams, le entraîneur. Ils aiment le contact physique. Et un plaquage réussi peut être une excellente arme offensive : vous obligez l'adversaire à lâcher la balle et en reprenez possession». Le arme de destruction aussi. Le bleu des maillots samoans semble étrangement contagieux sur les corps meurtris de leurs adversaires. A Pontypridd, deux Argentins ont rejoint à l'hôpital les trois Gallois du premier match. L'un d'eux est sorti du terrain K.O. debout. Et les dirigeants argentins se sont plaints à juste titre de quelques plaquages à retardement.

Pour ce dernier match de poule,

les Samoans ont surtout montré qu'ils savaient jouer à la main. Et dans ce domaine, le «samoan flair» n'est pas loin de valoir celui des Français. Avec une énorme différence : les trois-quarts samoans semblent indéfinissables. Ils savaient aussi bien «raffiner» - repousser un adversaire avec le bras - que plaquer. Que pouvait faire dimanche un Martin Tean, 72 kilos, face à l'auteur de deux essais, l'ailier Timo Tagaloa, 97 kilos, aussi rapide que lourd ? S'accrocher au bulldozer lancé, et le suivre jusque dans l'en-but.

Dans leur hôtel de Cardiff, les murs de la salle de réunion de l'équipe sont recouverts de lettres de félicitations. C'est qu'à Apia, la capitale, Perelini, Tagaloa et le capitaine Pita Fatulofa sont devenus des héros nationaux. La ville converge au beau milieu de la nuit vers le stade municipal pour suivre la rencontre sur écran géant. Puis la fête commence.

JÉRÔME FÉNOGLIO

(1) Les Samoa occidentales, ancienne colonie allemande, ont été placées sous mandat de la Nouvelle-Zélande - qui y a d'ailleurs implanté le rugby - par la Société des Nations en 1919. Elles ont obtenu l'indépendance en 1962, tandis que les Samoa orientales restaient sous administration américaine.

Les autres résultats sportifs du week-end

ATHLÉTISME

Vingt Kilomètres de Paris
Déjà vainqueur de l'épreuve en 1989, le Portugais Antonio Pinto, 24 ans, a gagné dimanche 13 octobre pour la deuxième fois la course sur route des vingt kilomètres de Paris, le Dijonnais Ahmed Salhi, vice-champion du monde de marathon à Tokyo et favori de l'épreuve ayant déclaré forfait avant le départ. Pinto s'est imposé en 59 m 28 s devant le Soviétique Oleg Sotnikov (59 m 53 s), le Dijonnais Youssef Boukhal (59 m 58 s), et les Français Depiret (1 h 1) et Chavallier (1 h 0 m 13 s). La première femme a été la Soviétique Natalia Anisimova en 1 h 9 m 37 s. Quelques vingt-cinq mille concurrents ont participé à la course.

BASKET-BALL

Nationale 1 A (division tour à aller)
Grenoble b. Saint-Quentin... 68-58
Pau-Orthez b. Antibes... 94-82
Dijon b. Villeurbanne... 74-89

Rouanne b. Racing Paris... 77-73
Limoges b. Châteauroux... 104-80
Mulhouse b. Tours... 73-71
Montpellier b. Lyon... 95-89
La Mans b. Reims... 84-75

Classement : 1. Limoges, Pau-Orthez, Cholet, 11 points ; 4. Gravelines, Antibes, Lyon, Mulhouse, Montpellier, Rouanne, 10...

CYCLISME

Paris-Tours (Coupe du monde)
Le Belge de l'équipe olympique TWM, Johan Capot, âgé de 27 ans, a gagné au sprint la seizième et dernière édition de Paris-Tours, onzième manche de la Coupe du monde, devant l'Allemand Olaf Ludwig et le Néerlandais Nico Verhoeven au terme de 286 kilomètres de course qui ont été marqués par une échappée du Français Bruno Cornillet, celui-ci ayant compté jusqu'à 27 minutes d'avance avant d'être rejoint dans les derniers kilomètres.

TENNIS

Tournoi ATP de Berlin
Le Tchèque Petr Korda a gagné dimanche 13 octobre le tournoi de Berlin, doté de 300 000 dollars, en battant en finale le Français Arnaud Boesch 6-3, 6-4.

Tournoi ATP de Tokyo
Numéro un mondial, le Suédois Stefan Edberg a gagné dimanche 13 octobre, un troisième tournoi consécutif (soit dix-sept matches) en remportant la finale du tournoi de Tokyo aux dépens de l'Américain Derrick (6-3, 1-6, 6-2), vingt-deuxième mondial, qui avait éliminé auparavant l'Allemand Boris Becker, puis le Tchèque Ivan Lendl.

Tournoi WTA de Zurich
L'Allemande Stefri Graf a gagné dimanche 13 octobre, pour la cinquième fois, le tournoi de Zurich, doté de 350 000 dollars, en battant la Française Nathalie Tauziat, 6-4, 6-4.

INSEE
la référence au bout des pages...

ETC 1990
Série INSEE Cadrage

• 150 pages - Prix 80 F

En librairie et dans les Observatoires Economiques Régionaux de l'INSEE

• Pour enseigner la comptabilité nationale. S'exercer à la macro-économie et travailler sur des cas concrets.

هنا من الأخبار

CULTURE

MUSIQUES

Marcus Roberts, piano nouveau

D'une nouvelle génération talentueuse, quelque chose doit surgir, mais quoi ?

Bien évidemment, il est né à Jacksonville, Floride, comme Blind Blake (1890-1930). Evidemment, sa mère était chanteuse. Bien entendu, elle ne chantait pas *Viens poupoule...*, mais du gospel dans les églises baptistes de Jacksonville (Oh lord). Evidemment, il est aveugle. Voilà pour le type.

Marcus Roberts a vingt-cinq ans. Dès qu'il rencontre Wynston Marsalis, sa carrière est toute trouvée. On le remarque immédiatement au côté du trompettiste. Une nouvelle génération de pianistes se lève un peu partout (Kenny Kirkland, Joey Calderazzo, Laurent de Wilde, Bert Van Brink, Niels Lan Doky). Marcus Roberts est le phare noir.

De côté des références, rien à attendre de bien trébuchant. Comme ses contemporains, il traite sa musique en répertoire, en savoir et en savoir-faire. Noms tutélaires obligés, on le devinerait dans le lire, Duke Ellington et Thelonious Monk. Tout le monde en est là aujourd'hui.

Un rebelle d'époque et un signe

Le reste est affaire de dossier de presse, cette comédie tragique du discours contemporain. Les choses vont vite et des attachées pressées voudraient nous faire croire que Marcus Roberts parle de Wynston Marsalis comme Montaigne le faisait de La Boétie, dans un manuel à l'usage des simples d'esprit : « J'avais tant

d'amour et de respect pour lui que j'étais prêt à faire tout ce qu'il me disait. » En réalité, les choses sont plus simples et plus nécessaires.

La question, la vraie question, brutale et sèche, est celle même que se pose Wynston Marsalis, c'est celle de tous les nouveaux leaders : que faire de la tradition que plus personne ne connaît aux États-Unis ? Comment traiter le passé ? Que faire de ce passé qu'ils ont à cœur de vivre, de dépasser, alors qu'on n'est plus dans un temps particulièrement tendre avec l'histoire ? Et comment le travailler, pour le reprendre sans revivification, sans répétitions, sans ressassements ? Les jeunes musiciens ont aujourd'hui la partie moins belle qu'on ne le croit. Ils disposent de structures de diffusion, d'organes de connaissance et de techniques que leurs prédécesseurs n'ont pas connus, mais pour en faire quoi au juste ?

En un sens, ce devait être plus motivant de faire le pianiste approximatif, 52^e Rue, en 1949, qu'aujourd'hui où les tournées s'organisent comme des courses à étapes. Le jazz ne se confond plus souvent qu'avec son image idéologique. Choisir le territoire dans cette voie n'est pas simple. Rien, ni dans la mémoire en charpie d'un public espéré, ni dans le mésoïsme de sa propagation, encore moins dans le rôle actuel dévolu aux musiques populaires « idéologique » serait faillible : il s'agit d'un rôle strictement militaire, rien d'est de nature à pousser un jeune homme doué à se

faire musicien de jazz. Certains le font néanmoins.

Marcus Roberts a une technique complète. Sa main gauche le prouve. Un instrumentiste aujourd'hui n'a d'autre choix que celui d'une technique identifiable. Marcus Roberts ajoute à une fertilité d'idées assez convenues, le mouvement ordinaire des références et la valse des hommages. Indéfinissable ! Il présente plusieurs formules, en une sorte de géométrie variable et très adaptable. On peut voir là la confusion héritée d'une époque sans direction ferme, quelque chose comme un néo-académisme (ou alors la forme polyvalente du post-modernisme).

Allons plus loin. Marcus Roberts est comme Wynston Marsalis. Ils fonctionnent à la fois comme des rebelles d'époque et comme des signes. Quelque chose d'autre va surgir de cette accumulation de talents et de possibles. Nous sommes au temps des accumulateurs et des condensateurs. *Something Else* fut un de titres les plus ouverts d'Ornette Coleman. Quelque chose va naître, mais quoi ? Chaque concert de Marcus Roberts, plein, abondant, gai, porte en sourdine cette question. On la sent, on la pressent.

FRANCIS MARMANDE

► Marcus Roberts à Narney Jazz Pulsations, la 15 (Tél. : 86-87-83-79) ; Au Hot Club de Lyon, la 16 (Tél. : 78-35-54-74) ; Au Dajazat, le 20 (Tél. : 42-74-20-50) ; Au Festival de Clermont-Ferrand, le 23 (Tél. : 73-62-66-09).

DANSE

Confidences chorégraphiques

Les compagnies Artefact et Arcor ont dansé à Paris : pour « happy few »

La compagnie Artefact - à Beaubourg - les chorégraphes Christine Gérard et Daniel Dobbels - au Théâtre 18 - qui présentent ce week-end leurs dernières créations, sont des artistes confidenciers, et apparemment heureux de l'être. Ils ont en commun de pratiquer une danse qui se situe hors champ, loin des circuits commerciaux : une danse qui se veut expérimentale et qui revendique l'écriture chorégraphique stricto sensu.

Ainsi, de la compagnie Artefact, dirigée par Jeannette Dumer et Marc Vincent, est une pièce où sont privilégiés l'ébauche, la recherche et le mouvement qui s'évoquent. Tandis que sur scène trois guitaristes jouent fortissimo. A force d'être esquissée la chorégraphie perd son fil et se dilue. L'espace, les rapports entre danseurs, la relation à la musique, autant de paramètres qui, pour n'être pas assez créés, laissent les intentions trop vides au détriment de la maîtrise. Travailler sur l'inachèvement demande plus d'audace.

On pourrait dire la même chose de *Charlot*, solo écrit et interprété par Christine Gérard. Très belle danseuse, ses déplacements, sur scène, ont le poids de l'évidence, mais ils deviennent la simple illustration d'un texte amphigourique qui, à force de jouer sur les mots, les glissements de sens et les à-peu-près, tombe à plat. Il s'agit d'une sorte de catalogue à la Prévert des années 60 sur des aires de Richard Anthony et de Sylvie Vartan.

En revanche *Le ciel reste intact* de Daniel Dobbels s'impose par l'authenticité du propos. Ecrivain, critique d'art, Dobbels chorégraphie suit d'un décor avec un rien : deux matras rouges à même le sol gris, des lumières blanches superbement modulées suffisent à faire surgir un monde clos entièrement dévoué à la femme. La volupté des poses et leur ambiguïté, l'obsession des gestes qui courent le corps et qui le dévoilent, la lenteur même du mouvement prennent un relief particulier à se développer sur les *Sept Paroles* de Christ de Hayda. Le chorégraphe porte un regard esthétique amoureux sur les figures d'homme et de femme, cinq péchés, ressuscités, auxquelles il sera beaucoup pardonné parce qu'elles sont belles, gracieuses dans l'interprétation, dociles à suivre les manipulations de celui qui les fait émerger de ses songes.

DOMINIQUE FRÉTARD

VENTES

Succès pour Sotheby's à Monaco

La collection de Boris Koccho (Le Monde daté 13-14 octobre), dispersée par Sotheby's à Monaco, a atteint un total de plus de 21,1 millions de francs, bien au-dessus de l'estimation haute (15 millions de francs). Sur les 546 lots, 98 % ont été vendus, un score qui n'atteint actuellement que les ventes spécialisées. Parmi les enchères principales, un portrait de Christian Bérard par Jean-François Bérard, acheté 1,5 million de francs à un particulier étranger, le portrait de Françoise par Picasso (1943), cédé 1,3 million de francs, ainsi que les projets de costumes de Miro estimés entre 150 000 et 200 000 francs et vendus 440 000 francs.

Quarante-deux ans après sa mort, Christian Bérard, peintre, illustrateur et décorateur de théâtre, qui partagea la vie de Boris Koccho, continue d'intéresser le public. Ainsi, ses dessins pour la *Bonne Vie*, estimés entre 10 000 et 15 000 francs, ont atteint 120 000 francs. Quatre des onze prémisses de la Bibliothèque nationale concernent Bérard. La principale monnaie en a effectué trente-huit et ce en vue de l'ouverture de la salle consacrée à l'Opéra de Monte-Carlo dans le futur musée des beaux-arts : parmi elles les projets de maquettes, de costumes et de décors pour *Cottillon*, les gouaches des *Clowns* (tous jours de Bérard), des caricatures de Bérard par Cocteau, le portrait au fusain de Boris Koccho signé Bérard, la collection d'autographes sur Diaghilev et les Ballets russes (180 000 francs), la correspondance Koccho-Diaghilev (100 000 francs).

Enfin, les meubles et les objets contemporains rassemblés par Karl Lagerfeld et également dispersés par Sotheby's à Monaco ont atteint un total, lui aussi inespéré, de 1 593 000 F.

LAURENCE BENAÏM

CINÉMA

Biblrique Amérique

David Morse et Viggo Mortensen, deux frères dans une petite ville



Viggo Mortensen, le mauvais frère.

THE INDIAN RUNNER de Sean Penn

Le coureur indien est un personnage de légende : c'est celui qui, à pied, poursuit jusqu'à la mort un daim, dont il doit inhaler le dernier souffle. Il est alors devenu adulte. Pour son premier film en tant que réalisateur, Sean Penn plonge franchement dans les racines du folklore à l'ère des biblriques, met en scène une histoire symbolique, des caractères exemplaires.

Il y a le bon frère - David Morse, - marié, fils impeccable dans cette bourgade de l'Amérique profonde, où la délinquance est minime. Il n'est pas réellement heureux : il aurait voulu pouvoir garder la ferme familiale et rester paysan. Il y a le mauvais frère - Viggo Mortensen, - le révolté, le hors-la-loi qui revient du Vietnam, met la pagaille dans la ville, dans la famille. Pourtant il aime son frère, ses parents. Il voudrait se faire entendre. Tout ce qu'il voudrait, finalement, c'est respirer, se sentir libre. Chaque frère représente pour l'autre ce qu'il déteste en lui-même, c'est pourquoi ils ont tant besoin l'un de l'autre. Le film se construit sur les péripéties de

leur histoire d'amour et de haine, comme une ballade de Bruce Springsteen, comme une chanson ancienne au refrain obsédant, avec ses lenteurs, ses redites et aussi une vraie puissance, quelque chose de viscéral - en dépit d'imitations ralenties poétiques. Autour des deux frères, dans une ambiance oppressée, - un étouffement au milieu des grands paysages - gravitent des stéréotypes profondément américains, belles figures lisses qui peu à peu se lézardent. Denis Hopper, diabolique patron de bistro, cabotinant à rendre jaloux Jack Nicholson, Charles Bronson à contre emploi, en père lésivé, amoral... Les femmes existent, mais dans ce monde puritan et viril, ce monde d'hommes fermés sur eux-mêmes, leur espace est singulièrement confiné.

Le meilleur de ce film attachant, concentré de mythologie américaine, est dans la présence forte des comédiens, la restitution d'une société à bout de souffle, qui patine sur place, en attente de courir indien - le bon, le mauvais frère, ou un composé des deux ? - qui, lui ayant pris son dernier souffle, repartira, enfouit, édifier une nouvelle vie.

COLETTE GODARD

PHOTO

Autobiographie à Montréal

Quelques révélations assurent le succès de ce deuxième Mois de la photo

MONTRÉAL

de notre envoyé spécial

Pour sa deuxième édition, le Mois de la photo de Montréal consacre l'une de ses trois sections au thème de l'autobiographie traité par trente-cinq photographes canadiens et étrangers, réunis en onze expositions, dont le plus importante, intitulée « Le corps vacant »,

se tient au Musée d'art contemporain, sur les bords du Saint-Laurent. La principale révélation de cet ensemble, basé sur l'identité et la sexualité, est le peintre norvégien Edvard Munch, l'auteur du célèbre *Cri*. Celui-ci réalisa quelques films et faisait de la photo en amateur. Il développait et tirait lui-même ses tirages de petit format, affirmant que « l'appareil photo ne pouvait se mesurer au peintre et à la palette tant qu'on ne pourrait prendre de photos au paradis ou en enfer ». C'est bien son enfer personnel qu'il transcrit, dans une atmosphère tourmentée, mélancolique, où il apparaît méditatif, assis dans son atelier de Berlin en 1902, dans un cimetière, lors d'une exposition à Blomqvist, tout au dans un jardin, à la plage ou naviguant sur un voilier.

Soudain de voir avec d'autres yeux (d'où ces curieux effets de transparences et des superpositions involontaires), Munch voulait capter la durée. On le retrouve trente ans après, exhibant son beau profil altier sous un chapeau, menton levé, posant devant une nature morte où en extériorité sur le veranda de sa résidence, toujours en plans serrés. Dans ces clichés qui ont une perspective identique à celle de ses toiles, Munch utilise son appareil Kodak avec un long temps de pause comme une extension de lui-même. Il se livre ainsi à une sorte d'auto-analyse. On aimerait voir en France ces autoportraits angossants, échelonnés jusqu'à sa mort en 1944, qui se rapprochent des expériences, peu connues elles aussi, d'August Sander, dont Munch était l'ami.

Personnage énigmatique, l'Autrichien Rudolf Schwarzkogler s'est suicidé en 1969, à vingt-huit ans. Associé au courant de l'art corporel, il se met en scène dans des actions statiques nées d'un film. Automutilations et dissections inspirent le rituel effrayant où il apparaît castré, enrobé de pansements, lardé de lames de rasoir. Expression d'un climat terrifiant proche du *Chien andalou* de Bunuel et de *Le baiser* de David Lynch, ce rapport autobiographique à l'identité se retrouve chez Brian Pittz.

Né à Toronto, Pittz, âgé de quarante ans, traite la représentation du corps en explorant sa propre féminité et adopte des postures classiques empruntées à l'histoire de l'art. Pittz exhibe donc de dos, assis, vautre, déployant sans pudeur poils et boutons dans une pantomime lascive et obscène. Ce travail trouble, sans pudeur et absolument original, trouve son complément dans une installation de l'italienne Doris Cypis, interrogeant l'identité du corps de la

féminité dans le rapport sensoriel. Et surtout dans la mosaïque d'autoportraits réalisés durant quinze ans par Sander Sander, qui conte les souvenirs tragiques de sa vie familiale qu'elle restitue sur un même plan à la manière d'un journal.

La violence des rapports hommes-femmes est au cœur du travail de George Steeves, une autre révélation. Sur une période de douze ans, cet ancien dessinateur d'avions, né en 1943, fait le récit de sa vie en une suite de séquences narratives chacune sur un événement précis. Dans des visions métaphoriques, Steeves décrit l'effacement d'émotions juvéniles qui d'abord traduisent la brutalité. Ses autoportraits où il apparaît nu ou travesti, commentés par un texte, alternent avec des vues quasi pornographiques de femmes. Impudique et provocant, poussé par le désir manifeste de provoquer la censure, à la fois voyeur, exhibitionniste et confesseur, Steeves se livre à un véritable exorcisme photographique. Il n'épargne personne, surtout pas lui. Ce travail sans pitié en France est parfaitement présenté par Martha Langford, du Musée canadien de la photo contemporaine.

PATRICK ROEGERS

► Mois de la photo de Montréal, jusqu'à fin octobre.

Vox populi

Créé en 1989 et dirigé par Marcel Blon, le Mois de la photo à Montréal est l'unique biennale de ce type au Canada. Sa caractéristique est de privilégier les liens entre l'Europe et l'Amérique, de présenter sans exclusive les diverses tendances de la photographie contemporaine et de promouvoir la création québécoise et canadienne. Cinquante expositions présentant sont réparties dans l'ensemble de la ville. La collection Vox Populi, qui vient, par ailleurs, de fonder sa propre galerie - Vox - coordonne l'ensemble et assure la commissariat des dix-neuf expositions. Le budget global de cette manifestation, de 500 000 dollars canadiens (environ 2 500 000 F), est alimenté par les différentes gouvernements (fédéral, provincial) et la Communauté urbaine de Montréal. En 1989 la première édition de ce Mois de la photo s'est vue par cent mille personnes.

PAUL FABRA

responsabilités. Autrement il s'agit de savoir qui fait quoi « cadre » et d'avoir l'assurance des crédits s'inscrivent dans

que l'autre communique ainsi par le groupe des Sept, consacré précisément à la préparation de la session dominicale de ce comité. A propos des pays de l'Est européen,

des courants de nouveau capables de faire appel directement au marché international des capitaux et qui bénéficient de certains rap-

PORTUGAL

Le Monde
INITIATIVES

Le Monde des Ressources Humaines
Le Monde des Juristes
Le Monde de la Fonction Commerciale

Si ça continue je me casse

L'AUTRE JOURNAL

MAIRIE DE PARIS

Festival de Jazz de Paris

22 OCTOBRE - 5 NOVEMBRE 91

jazz

12^{es}

France Inter



THEATRE LE REX

JEUDI 22 OCTOBRE A 20 H 30

MINGUS EPITAPH

DIRIGE PAR GUNTHER SCHULLER

THEATRE DES CHAMPS ELISEES

SAMEDI 24 OCTOBRE A 20 H 30

MARTIAL SOLAL TRIOS

MARTIAL SOLAL - MAX ROACH - GARY PEACOCK
MARTIAL SOLAL - JERRY BERGONZI - DANIEL HUMAUR

RADIO FRANCE

DIMANCHE 27 OCTOBRE A 20 H 30

ORCHESTRE NATIONAL DE JAZZ

DIRECTION : DENIS BADAULT

JEANEN 31 NOVEMBRE A 20 H 30

FE AND MALE

DIRIGE PAR MATHIAS RUEGG

CASINO DE PARIS

JEUDI 25 OCTOBRE A 20 H 30

JOACHIM KUHN

JUBILEUM ORCHESTRA

en exclusivité française

THEATRE DE LA VILLE

MERcredi 30 OCTOBRE A 18 H

MARTIAL SOLAL

TOOTS THIELEMANS DDO

MERcredi 30 OCTOBRE A 20 H 30

BILL FRISSELL GROUP

EGBERTO GISMONTI GROUP

JEUDI 31 OCTOBRE A 18 H

RAY ANDERSON QUARTET

JEUDI 31 OCTOBRE A 20 H 30

KEVIN EUBANKS,

DAVE HOLLAND

ET MINO CINELU

JEAN-MARIE MACHADO

V i b r a c o r d e s

AVEC NANA VASCONCELOS

ZENITH

SAMEDI 2 NOVEMBRE A 20 H 30

ART ENSEMBLE

OF CHICAGO

25^e ANNIVERSAIRE

LESTER BOWIE'S

BRASS FANTASY

THE AMABUTHO

MALE CHORUS

AUDITORIUM CHATELET

JEUDI 4 NOVEMBRE A 20 H 30

MASAHIKO SATOH/J. - E. JENNY CLARK

LAUREN NEWTON/FRITZ HAUSER

ERIC WATSON/JOHN LINDBERG

CHATELET

MERcredi 5 NOVEMBRE A 20 H 30

STEVE LACY/MASAHIKO TOGASHI

PHIL WOODS AND THE EUROPEAN

RYTHM MACHINE

AVEC GORDON BECK,

HENRI TEXIER, DANIEL HUMAUR

MANIFESTATIONS ASSOCIEES

LES ALLIATIONS "Paris des Chans" à 6 concerts, 20h30 concert de jazz de Roger Vogt et de Jacques Lecoq, 22h30 concert de jazz de Jacques Lecoq et de Roger Vogt, 24h30 concert de jazz de Jacques Lecoq et de Roger Vogt, 26h30 concert de jazz de Jacques Lecoq et de Roger Vogt, 28h30 concert de jazz de Jacques Lecoq et de Roger Vogt, 30h30 concert de jazz de Jacques Lecoq et de Roger Vogt.

LES ALLIATIONS "Paris des Chans" à 6 concerts, 20h30 concert de jazz de Roger Vogt et de Jacques Lecoq, 22h30 concert de jazz de Jacques Lecoq et de Roger Vogt, 24h30 concert de jazz de Jacques Lecoq et de Roger Vogt, 26h30 concert de jazz de Jacques Lecoq et de Roger Vogt, 28h30 concert de jazz de Jacques Lecoq et de Roger Vogt, 30h30 concert de jazz de Jacques Lecoq et de Roger Vogt.

LES ALLIATIONS "Paris des Chans" à 6 concerts, 20h30 concert de jazz de Roger Vogt et de Jacques Lecoq, 22h30 concert de jazz de Jacques Lecoq et de Roger Vogt, 24h30 concert de jazz de Jacques Lecoq et de Roger Vogt, 26h30 concert de jazz de Jacques Lecoq et de Roger Vogt, 28h30 concert de jazz de Jacques Lecoq et de Roger Vogt, 30h30 concert de jazz de Jacques Lecoq et de Roger Vogt.

LES ALLIATIONS "Paris des Chans" à 6 concerts, 20h30 concert de jazz de Roger Vogt et de Jacques Lecoq, 22h30 concert de jazz de Jacques Lecoq et de Roger Vogt, 24h30 concert de jazz de Jacques Lecoq et de Roger Vogt, 26h30 concert de jazz de Jacques Lecoq et de Roger Vogt, 28h30 concert de jazz de Jacques Lecoq et de Roger Vogt, 30h30 concert de jazz de Jacques Lecoq et de Roger Vogt.

RENSEIGNEMENTS 01 46 36 00 00

place du Trocadéro, 122 - 75016 Paris

18 et 19. Le débat sur la politique
économique du gouvernement.21 à 24. Champs économiques
26. Dernier bilan coté à Paris27. Bourses de Paris
30. Communication.

Avant l'ouverture des conférences du FMI et de la Banque mondiale à Bangkok

Les armes
et l'épargne

Au fil des ans, le champ de compétence du groupe des Sept s'est considérablement étendu. Alors que les pays riches avaient au départ, en 1975, décidé de se réunir informellement pour discuter essentiellement de questions monétaires, ils abordent aujourd'hui, lorsqu'ils se rencontrent, un ensemble de sujets très vastes. Depuis un an, leurs réunions ont été dominées par l'Union soviétique. A Bangkok, ce week-end, les grands argentiers ont tenu à distinguer l'URSS de leur agenda traditionnel, allant jusqu'à publier deux communiqués séparés.

Leurs discussions avec la délégation soviétique ne les ont pas empêchés de débattre des questions primordiales pour l'économie internationale : les taux d'intérêt, dont ils réclament une poursuite de la baisse ; le dette du tiers-monde, dont ils demandent une nouvelle réduction ; la libéralisation des échanges commerciaux. Fort heureusement pour eux, les taux de change sont jugés actuellement satisfaisants (à l'exception d'un yen un peu faible), et leur laissent quelque répit.

Un agenda chargé, donc, mais sur lequel deux thèmes paraissent avoir été négligés. Le premier est celui de la réduction des dépenses militaires. Cette question a provoqué de vives discussions au sein des pays du tiers-monde ces derniers jours : ils redoutent de se voir imposer une limitation de leurs dépenses d'armement par les riches, alors que, de leur point de vue, le climat politique n'est pas forcément devenu plus pacifique.

Un engagement concerté des Sept sur ce thème n'aurait-il aucune force de persuasion ? Le communiqué se borne à évoquer la nécessité de diminuer les « dépenses improductives ». La seconde question, évoquée elle aussi de manière laconique par les Sept, concerne l'épargne. Face aux énormes besoins de financement dans le tiers-monde, à l'Est, et aussi dans les pays industrialisés, les Sept ont simplement, comme à leur habitude, souligné le besoin de réduire les déficits budgétaires. Un objectif essentiel, mais pour lequel les progrès sont extrêmement lents. N'est-il pas temps de réfléchir plus à fond, voire de consacrer une rencontre internationale de haut niveau uniquement à l'épargne ?

Le monde s'est engagé dans une « course au capital », a rappelé le gouverneur de la Banque de France, M. Jacques de Larosière. La recherche d'une épargne supplémentaire, mais aussi l'allocation optimale des fonds existants sont essentielles. Et cette tâche figure clairement au centre de la mission que s'était fixée le groupe des Sept lors de sa création.

FRANÇOISE LAZARE

Le groupe des Sept veut entretenir
un « dialogue continu » avec l'Union soviétique

Annnonce d'un « dialogue continu » entre le groupe des Sept (Etats-Unis, Japon, Allemagne, Grande-Bretagne, France, Italie, Canada) et les représentants de l'Union soviétique, envoi dans les prochains jours à Moscou d'une mission composée des suppléants des ministres des finances des Sept pour examiner sur place la situation des paiements extérieurs de l'URSS « et des Républiques », les résultats de la longue session, pendant le week-end, du G7, dont plusieurs heures consacrées à s'entretenir avec les membres d'une délégation soviétique dirigée par M. Grigori Alexievitch Iavlinsky, ont été jugés « fructueux » par ce dernier.

BANGKOK

de notre envoyé spécial

M. Iavlinsky, auteur d'un rapport élaboré en collaboration avec l'Université Harvard, occupe les fonctions de président du Comité pour la gestion de l'économie nationale consultant M. Mikhail Gorbachev. Parmi les autres délégués se trouvaient notamment M. Victor Gerchenko, président de la Banque d'Etat (Institut d'émission), M. Yuri Moskovski, président de la Banque du commerce extérieur, les vice-ministres des affaires étrangères et des finances, ainsi que plusieurs représentants des Républiques : un membre du Soviet suprême, de la Fédération de Russie, les ministres des finances de la Biélorussie et du Kirghizistan.

Rédigé en accord avec les représentants soviétiques, le communiqué du G7 sur l'Union soviétique, publié dimanche 13 octobre, décrit cette rencontre comme « une occasion unique d'échanges de vue directs » avec eux « sur la situation économique actuelle et l'état d'avancement de leurs efforts de réforme ». L'impression

dominante, ce n'est pas une nouveauté, est l'extrême désordre de cette situation. Les participants se sont félicités de la lucidité et de l'ouverture d'esprit dont faisaient preuve les exposés soviétiques, tous dédiés à l'immense tâche de la conversion à une économie de marché. C'est le même sentiment qu'a exprimé, à la suite des Sept, le président en exercice du comité intermédiaire du FMI, le ministre espagnol des finances, M. Carlos Solchaga.

Les Occidentaux, devant la double incertitude, à la fois économique et constitutionnelle — le traité d'Union instituant un « espace économique » commun et signé par dix Républiques — se sont interrogés sur l'avenir de l'URSS, voulant laisser entendre qu'il convenait de se donner le temps de la réflexion. M. Nicolas Brady, secrétaire américain au Trésor et Alan Greenspan, président du système fédéral de réserve, se sont, devant la presse, référés à la notion de « processus en cours ». Ce parti pris un peu forcé contrastait avec l'urgence exprimée par le partenaire soviétique. Les membres de la délégation s'étaient visiblement partagés les rôles.

60 milliards
de dollars

M. Gerchenko, le président de la Banque d'Etat, a déclaré tout simplement que, dans les deux mois à venir, l'URSS pourrait sans problème faire face à ses obligations de paiement ; que, au-delà, aucune assurance ne pouvait être donnée. Mais à aucun moment, comme M. Pierre Bérégovoy, ministre français de l'économie, devant le dire aux journalistes, les Soviétiques ne demandèrent un « effacement » d'une partie de la dette accumulée, laquelle, d'après les estimations les plus courantes, se monte à quelque 60 milliards de dollars. Les Soviétiques ne pouvaient ignorer quelle était, sur ce point, la position de leurs principaux créanciers — sur lesquels ils comptent pour de nouveaux crédits, — à savoir les Européens.

Pour les Allemands, les plus gros bailleurs de fonds jusqu'à ce jour, les chiffres sont connus : 37 milliards de

deutsche marks dus aux banques commerciales, dont 26 milliards garantis par l'Etat fédéral (à travers Hermes, la « Coface » allemande), soit respectivement l'équivalent de 28 et 15,4 milliards de dollars. La partie non garantie s'élève donc à un peu plus que 11 milliards de DM, soit un peu plus de 5 milliards de dollars (presque entièrement provisionnés). Quant aux banques françaises, la partie non garantie de leurs engagements s'élève à 20 milliards de francs (3,6 milliards de dollars environ) non garantis et représente une fraction plus importante d'un total qu'en Allemagne. Autres créanciers en première ligne : les banques italiennes.

Sans doute pour des raisons politiques et parce que leur engagement est moindre, les Américains étaient disposés non pas, bien sûr, à consentir un « échelonnement » en bonne et due forme, mais à accepter

des reports pour les remboursements du principal de la dette soviétique. Les Européens ne l'ont pas entendu de cette oreille. « Ce ne serait pas rendre service à l'URSS que de porter ainsi atteinte à sa crédibilité », devait dire M. Bérégovoy, rappelant que le ministre des finances avait tenu à ce que la filiale parisienne de la Banque d'Etat soviétique, la Banque pour l'Europe du Nord (laquelle, en d'autres temps, inventa littéralement le marché de l'euro-dollar), puisse continuer à donner toute garantie à ses déposants. Reste à savoir si, sur les délais de paiement, les intéressés sont aussi pointilleux.

Le communiqué prend bien soin de distinguer nettement, d'une part, ce qu'il appelle « l'assistance humanitaire », qui s'agit de l'aide alimentaire ou de la fourniture de médicaments » (paragraphe 3 du document officiel) et, d'autre part, « la situation des paiements exté-

rieurs [de l'Union soviétique] » visée au paragraphe 4. Les représentants soviétiques « se félicitent des décisions en voie d'être prises par le G7 et les autres pays dans le domaine de [cette] assistance humanitaire ». Il faut croire que les besoins de financement de l'URSS sont pressants pour que ses représentants se déclarent ainsi satisfaits. En fait d'aide humanitaire, il s'agit plutôt, pour reprendre l'expression d'un banquier allemand, de « charité à crédit ». M. Bérégovoy a confirmé qu'il s'agissait d'une « enveloppe » globale de quelque 7,5 milliards de dollars, à laquelle Européens, Américains et Japonais doivent contribuer à raison d'un tiers environ chacun.

PAUL FABRA

Lire la suite page 19

Croissance, taux d'intérêt, marché des changes...

Fait inhabituel, le groupe des Sept a publié, à l'issue de ses réunions de samedi 12 et dimanche 13 octobre, deux communiqués, l'un consacré aux questions économiques immédiate, l'autre à l'Union soviétique. Voici les principaux extraits du premier communiqué.

Croissance. « Au sein du G7, la croissance a été faible en 1991 (...) Les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales ont noté que la reprise était proche au Royaume-Uni et déjà en cours aux Etats-Unis et au Canada. Ils ont aussi noté que l'on s'attendait à une accélération de la croissance en Italie et en France. Au Japon et en Allemagne, la croissance rapide en 1990, s'est ralentie et a rejoint un rythme plus tenable. Les pressions infla-

tionnistes ont baissé dans la plupart des pays, en particulier dans les pays en récession (...) ».

Taux d'intérêt. « Ces derniers mois, reflétant des situations économiques différentes, les taux d'intérêt ont baissé au Japon, au Royaume-Uni, au Canada, aux Etats-Unis, en France et en Italie, alors qu'ils restaient globalement inchangés en Allemagne. Les ministres et les gouverneurs ont souligné qu'il était important de conduire des politiques budgétaires et monétaires qui, tout en prenant en compte la situation propre de chaque pays, créent les conditions d'une baisse des taux d'intérêt réels et d'une croissance solide, dans la stabilité des prix, le tout dans une perspective de moyen terme. »

Marché des changes. « Ils ont

conclu que l'évolution récente du marché des changes était, de manière générale, conforme à la poursuite de l'équilibre des déséquilibres externes. Ils ont ainsi réaffirmé leur engagement de coopérer étroitement sur le marché des changes. »

Dette. « Pour les pays les plus pauvres et les plus endettés, ils ont reconnu la nécessité d'adopter des conditions de restructuration de la dette plus concessionnelles, à l'appui de mesures d'assainissement économique. Ils ont donc invité le Club de Paris à poursuivre ses discussions sur la manière de mettre en œuvre rapidement, au cas par cas, des mesures complémentaires d'allègement de la dette, allant bien au-delà de l'allègement déjà consenti dans le cadre des conditions de Toronto. »

Grâce à un assouplissement de la position française

Les Douze acceptent une relance des négociations de l'Uruguay Round

Réunis samedi 12 octobre à Amsterdam, les ministres du commerce extérieur des Douze ont donné leur accord à la relance des négociations commerciales multilatérales, l'Uruguay Round. La veille, M. Arthur Dunkel, directeur général du GATT, avait fait accepter à Genève un programme de travail retenu comme hypothèse d'un accord global avant la fin de cette année.

BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant

L'Uruguay Round, ces négociations commerciales multilatérales

engagées en 1986 dans le cadre du GATT (l'Organisation mondiale du commerce international), entre dans sa dernière ligne droite. Les « parties contractantes » ont accepté le programme de travail qui leur était présenté vendredi 11 octobre à Amsterdam par M. Arthur Dunkel, le directeur général du GATT, et qui retient comme hypothèse d'un accord global avant la fin de l'année.

Samedi, les ministres du commerce extérieur des Douze, réunis à Amsterdam, ont avalisé le feu vert ainsi donné par la Commission, leur porte-parole dans les négociations. Celles-ci ont abouti, lors de la conférence ministérielle qui s'est tenue à Bruxelles en décembre 1990, sur les modalités d'une libéralisation du commerce agricole, les offres de la CEE étant considérées comme satisfaisantes par les autres pays producteurs et en particulier par les Etats-Unis.

Rendez-vous
en novembre

Une relance des pourparlers implique, chacun en est conscient, une ouverture supplémentaire de la Communauté sur le terrain agricole. L'Allemagne est prête à y consentir, elle l'a confirmé samedi. Va le contexte intérieur actuel, les Français peuvent sans doute difficilement se montrer aussi explicites. « La tonalité de l'intervention de M. Dominique Strauss-Kahn n'a convaincu tout le monde que la France se place, elle aussi, dans l'optique qu'il faudra conclure avant la fin de l'année », a constaté un fonctionnaire bruxellois. M^{me} Yvonne Van Rooy, la ministre néerlandaise qui présidait les travaux, ainsi que M. Frans Andriessen, vice-président de la Commission chargée des relations extérieures, qui est de ce fait le principal porte-parole de la CEE, ont estimé que la

Commission disposait désormais d'une marge suffisante de manœuvre pour pouvoir aller de l'avant. Cela suppose que les Français sont, jusqu'à un certain point, prêts à la laisser faire.

Vendredi, M. Dunkel a invité les présidents des quinze groupes de travail de l'Uruguay Round à accélérer les débats afin de lui soumettre, chacun d'eux, des conclusions. A la lumière de ces rapports, soit M. Dunkel estimera que les positions sont trop éloignées et constatera l'échec, soit il rédigera, à partir de ces textes, un projet de compromis global sur lequel les parties contractantes seront alors amenées à « plancher » d'ici à la fin de l'année. Un tel scénario implique, M^{me} Van Rooy l'a admis, une réunion spéciale des ministres du commerce extérieur des Douze, probablement à la mi-novembre, pour apprécier le compromis qu'aura mis au point le directeur général du GATT. Il n'est pas évident, étant donnée la sensibilité du dossier, qu'un tel rendez-vous suffise et certains n'excluent pas à Bruxelles que le conseil européen (les chefs d'Etat et de gouvernement) ait à être saisi.

Sur quelles bases peuvent maintenant être relancés les pourparlers agricoles ? Les Français affirment, en sachant que c'est là une position intenable, que le mandat confié à la Commission en novembre 1990 reste inchangé. Il prévoyait, pour l'échéance 1996 par rapport à 1986, une réduction de 30 % du soutien accordé par la Communauté à ses agriculteurs ; étant entendu que la CEE pourrait procéder à cette réduction du soutien comme bon lui semble, et qu'elle n'aurait pas, par exemple, à s'engager à diminuer ses subventions à l'exportation, la bête noire de ses concurrents.

La Commission, au contraire,

considère que ce mandat est dépassé ; après l'échec de la conférence ministérielle de Bruxelles, les pourparlers n'ont pu reprendre en avril, moyennant la promesse faite par toutes les parties d'accepter des engagements spécifiques sur chacun des trois grands chapitres de la négociation agricole : la diminution du soutien offert aux agriculteurs, un meilleur accès au marché (c'est-à-dire, dans le cas de la CEE, un allègement de sa protection aux frontières extérieures), une réduction des subventions aux exportations. Elle ajoute que les Français avaient pertinemment que c'était là la condition requise par M. Dunkel pour faire redémarrer le processus, et qu'ils l'ont en fait accepté, même s'ils ne l'ont pas dit explicitement. Paris peut peut-être contester cette analyse, mais, au point où en sont les choses, cela signifierait probablement faire échouer l'Uruguay Round, avec les risques qu'impliquerait, y compris à l'intérieur de la CEE, un tel échec.

Que signifie négocier des engagements spécifiques sur les trois chapitres agricoles ? « C'est une question de chiffres », répond un expert bruxellois. Autrement dit, s'agissant par exemple des céréales, la Communauté devra accepter de plafonner soit les quantités exportées chaque année grâce à des subventions, soit les crédits affectés par le budget européen à de telles subventions. Ce sont là assurément des perspectives qui ne séduisent guère le gouvernement français, soucieux de préserver la capacité exportatrice de notre agriculture (autour de 40 milliards de francs d'excédents en 1991) et qui ne pourraient que davantage déprimer les producteurs. Les Français, qui ont beaucoup attendu avant de faire preuve d'un minimum de mobilité, se trouvent aujourd'hui bien coincés entre la colère des paysans et l'impatience

de la très grande majorité de nos partenaires, qui estiment important pour la CEE de conclure par un accord l'Uruguay Round.

On attend avec impatience de voir comment MM. Bérégovoy, Dumas, Mermaz et Strauss-Kahn vont s'employer pour sortir de ce qui est bien une impasse. Une voie possible est peut-être de jouer sur la réforme de la politique agricole commune (PAC). La proposition mise sur la table par la Commission implique un aménagement des organisations communes de marché, et en particulier des baisses sensibles des prix (compensées par des versements directs aux producteurs). Cela rapprocherait la réglementation communautaire de celle des Etats-Unis et pourrait par là même faciliter un rapprochement des positions. On en saura davantage à ce sujet lors de la prochaine réunion des ministres de l'Agriculture des Douze, puisque c'est à cette occasion que M. Louis Mermaz a promis de présenter ses propres propositions sur la réforme de la PAC.

PHILIPPE LEMAITRE

Accord de principe d'une taxe européenne pour 1993 sur l'énergie. — Les ministres de l'environnement des Douze se sont accordés, samedi 12 octobre, sur l'introduction dès 1993 d'une taxe européenne sur l'énergie pour lutter plus efficacement contre l'effet de serre. Les ministres, qui étaient réunis en conseil informel à Amsterdam, se sont tous déclarés « partisans » de l'introduction d'une telle taxe, a précisé M. Van Giezen, porte-parole du ministère néerlandais de l'environnement. La Commission européenne envisagerait d'imposer une taxe de 6 % sur les produits pétroliers et de 38 % sur le charbon, dont la combustion affecte davantage l'environnement.

Les pays du tiers-monde rejettent les propositions
de réduction des dépenses militaires

Le G24, l'instance réunissant huit pays de trois continents (Afrique, Amérique latine et Asie), a réaffirmé, samedi 12 octobre à Bangkok, un accord de principe pour une réduction accélérée de l'aide aux pays en développement, rendu possible selon eux par la fin de la guerre froide. Alors que M. Michel Camdessus, directeur général du FMI, ainsi que M. Rudolf Hommes, ministre colombien des finances et actuel président du G24, s'étaient prononcés pour une réduction générale des dépenses militaires, les pays du tiers-monde ont exprimé de vives réticences

à cet égard. Ils redoutent en effet de voir l'aide financière du FMI et de la Banque mondiale désormais soumise à de nouvelles conditions en matière d'armements.

La G7 ne doit pas selon eux sortir du domaine de ses compétences strictement économiques et financières. Les pays en développement ont aussi déploré le renforcement des tendances protectionnistes dans les pays industrialisés, qui ne tiennent pas compte de l'effort de libéralisation commerciale des pays du tiers-monde.

«... s'agit de savoir qui fait quoi... » (cadre) et d'avoir l'assurance que les crédits s'inscrivent dans

que l'autre communiqué publié par le groupe des Sept, consacré à la préparation de ce comité. A propos des pays de l'Est européen,

«... désormais de nouveau capables de faire appel directement au marché international des capitaux et qui bénéficient de certains rap-

PAUL FABRA

Le Monde
INITIATIVES

Le Monde des Ressources Humaines
Le Monde des Juristes
Le Monde de la Fonction Publique

هك ان النحل

ÉCONOMIE

Le débat sur la politique

Washington lance une enquête sur les pratiques commerciales de la Chine

Les États-Unis ont décidé, jeudi 10 octobre, d'ouvrir une enquête sur les pratiques commerciales de la Chine, afin de déterminer si celles-ci ne constituent pas un obstacle à l'entrée des produits américains sur ce marché. Cette enquête vise des mesures considérées comme déloyales : les restrictions quantitatives, les quotas à l'importation et les interdictions affectant certains produits ; la pratique des licences sélectives ; les tests de conformité aux normes sanitaires ; enfin, la non-publication des lois réglementant ces restrictions à l'importation.

Au terme des négociations d'août dernier à Washington, les États-Unis avaient demandé à la Chine de prendre des mesures effectives avant le 30 septembre. Se plaçant à cet ultimatum, le gouvernement de Pékin a accepté une diminution de ses tarifs douaniers ainsi que la suppression de certaines licences à l'importation. Or, ces propositions ont été jugées insuffisantes par M^{me} Carla Hills, représentante spéciale du président Bush pour le commerce. Pour le président américain, la décision de lancer une enquête en Chine, légalement fondée sur l'article 301 de la loi sur le commerce de 1974, répond en outre à des motifs d'ordre politique.

Cette démarche s'inscrit dans le débat en cours aux États-Unis sur l'éventuel renouvellement en juin prochain du statut de la nation la plus favorisée. Ce statut garantit aux pays concernés une tarification douanière normale, et la Chine était traditionnellement le seul régime communiste à en bénéficier. Or, pour le Sénat comme pour la Chambre des représentants, le renouvellement de ce statut devra être assorti de garanties sur le respect des droits de l'homme.

Partenaire privilégié des États-Unis, dont la part dans le commerce extérieur de la République atteignait 16 % en 1989, la Chine voit remises en cause des pratiques que les Américains estiment être à l'origine de leur déficit commercial avec ce pays, qui sera de l'ordre de 10 à 15 milliards de dollars pour l'année 1991.

POINT DE VUE

Le retour des faux prophètes

par Jacques Mistral

FAUT-IL changer de politique économique ? Quelles sont les marges de manœuvre budgétaires ? Une relance permet-elle de lutter plus efficacement contre le chômage ?

Trois arguments sont mis en avant pour critiquer l'actuelle politique budgétaire. Tout d'abord, la relance de l'économie allemande désestimerait la contrainte extérieure qu'elle faisait peser sur ses voisins européens. Ensuite, la conjoncture mondiale ne se remet que lentement du choc psychologique causé par la guerre du Golfe, et il serait dangereux d'aggraver ces forces négatives par une rigueur budgétaire exagérée. Enfin, en ce qui concerne la France proprement dite, la dette publique y est moins élevée que chez ses partenaires : pourquoi se priver d'un levier que d'autres utilisent ? Tout cela est loin d'être faux. Qu'en déduire quant aux marges de manœuvre qui nous sont offertes ?

Premièrement, ces marges de manœuvre sont, dans les faits, déjà exploitées, ce dont témoignent clairement l'exécution de la loi de finances 1991 et le déficit prévu dans le projet de loi de finances 1992.

Deuxièmement, ces marges de manœuvre sont étroites et ténues. Il suffit, pour s'en convaincre, de rappeler que la dégradation de notre commerce extérieur à laquelle conduirait toute relance artificielle ne manquera pas d'appeler une rigueur accrue — moins de dépenses, plus d'impôts — conformément à ce qu'on connaît, à des moments divers, les Britanniques, les Allemands eux-mêmes, les Belges ou nos concitoyens en 1982.

Le déficit est pourtant, malgré ces expériences concordantes, à nouveau présenté comme une solution positive aux difficultés que connaît notre pays : Alain Coty a, par exemple, avancé le chiffre de 150 milliards. C'est faire là un usage bien sommaire de la pensée

keynésienne ! Il y a en effet dans la répartition de ce débat comme un parfum de celui mené il y a quinze ans autour d'une thèse approximative suivant laquelle l'effort d'investissement aurait été la responsable principale de l'accélération des hausses de prix. Pour lutter contre l'inflation, expliquait-on, il fallait ralentir la formation de capital. Cinq ans plus tard, le dynamisme des prix était inchangé, bien sûr, mais le vieillissement de notre appareil productif était, en revanche, bien engagé. Méfions-nous des faux prophètes.

Aujourd'hui, le déficit n'offre aucune réponse aux déséquilibres du marché du travail ; et cela nous le savons non seulement en fonction d'expériences répétées, mais aussi des connaissances économiques récentes. Il convient à cet égard de bien articuler trois raisonnements très différents.

Il y a tout d'abord, effectivement, des circonstances où l'accroissement du déficit budgétaire améliore l'emploi : c'est l'enseignement le plus connu du keynésisme simplifié, le célèbre « multiplicateur » qui constituait, durant les années 60, le socle de la macroéconomie. Mais cette thérapeutique n'est adéquate qu'à la solution d'une forme particulière de chômage, celle qui tient à l'insuffisance de la demande globale. Or, il est clair que le sous-emploi et des causes plus profondes, comme l'insadéquation des formations ou l'excès des coûts salariaux. Face à de telles situations, la dépense publique perd de son efficacité.

Notre pays se trouve précisément, aujourd'hui, dans une situation où les causes du chômage tiennent à bien autres choses que l'insuffisance de la demande. L'arrivée des jeunes sur le marché du travail révèle par exemple l'insadéquation de leur formation aux besoins des entreprises, c'est un indice significatif de chômage structurel. Surtout, le déficit de notre com-

merce extérieur prouve qu'une demande importante est là, alors que l'appareil productif n'est pas en état de la satisfaire. Augmenter encore la demande, ce serait surtout dégrader un peu plus le commerce extérieur : la présomption de chômage « classique » — et non pas « keynésien » — est forte.

Mais le raisonnement doit être poussé plus loin. Dans le monde où nous vivons, en effet, non seulement les frontières économiques se sont estompées, mais les frontières financières, elles, ont disparu. Les décisions des gouvernements sont en permanence scrutées sur les marchés de capitaux, et l'évaluation qui est faite des politiques économiques est devenue très subtile. L'annonce d'un déficit, et plus encore la manière dont il est expliqué, ce n'est pas, ce n'est plus seulement l'injection de quelques milliards dans les circuits économiques.

« Carré magique »

Le jugement psychologique — et peu importe, malheureusement, qu'il soit fondé ou non — est, en la matière, beaucoup plus important que l'arithmétique. Pourquoi ? Parce que la manière dont un gouvernement surmonte les obstacles d'aujourd'hui est une information très précieuse, la seule dont on dispose, sur ce qu'il fera demain face aux nouvelles difficultés qu'il rencontrera inévitablement.

Voilà pourquoi, à l'opposé des idées traditionnelles, la relation entre le déficit et l'emploi peut être négative. Lorsqu'un gouvernement s'engage dans la voie de la facilité, lorsqu'il perd sa « crédibilité », les marchés anticipent immédiatement les conséquences mêmes lointaines, mais facilement prévisibles, d'un tel changement d'attitude : la première conséquence est instantanée, les taux d'intérêt augmentent, d'où il résulte un affaiblissement de l'investissement et finalement un recul de

l'emploi. La conclusion s'impose d'elle-même, le keynésisme simplifié est, aujourd'hui, disqualifié. Les attaques récentes contre la politique économique et financière ont, dans ce contexte, des effets pervers. La politique économique menée avec continuité depuis plusieurs années avait acquis une grande crédibilité parce qu'elle a tout simplement permis à ce pays de renouer avec les créations d'emplois, de redonner son dynamisme à l'investissement des entreprises, de restaurer la compétitivité, y compris par rapport à l'Allemagne, d'assurer l'amélioration du pouvoir d'achat, de réduire le déficit public, tout en allégeant la fiscalité.

Il n'y a pas si longtemps, on désignait par le terme de « carré magique » la réalisation simultanée de ces objectifs. Aujourd'hui, alors même que personne ne croit véritablement à la réalité d'une politique économique et financière alternative, agiter de faux débats, c'est jeter le doute sur la continuité de ces orientations. Et cela se paie.

Cela se paie d'abord sur les marchés : la prime de risque sur notre monnaie a disparu, après des années d'efforts, et il est raisonnable d'espérer, à un moment où à un autre, que nos taux d'intérêt passent sensiblement au-dessous des taux allemands. Empêcher cela, c'est le plus sûr moyen de restreindre nos marges de manœuvre.

Cela se paie ensuite face à l'opinion publique, qui voit resurgir le mythe éculé du trésor caché : le déficit, c'est la part du rêve dans le débat. Mais le réveil est toujours douloureux et demain, l'espoir artificiellement éveillé mais une nouvelle fois déçu, il ne sera pas surprenant de voir le morosité gagner. Car l'opinion sait bien que l'accroissement du déficit aujourd'hui, c'est celui de l'impôt demain. A moins que ce ne soient les coupes budgétaires, comme le prouve aujourd'hui l'exemple américain où les charges

d'intérêt, devenues le premier poste budgétaire, évincent les autres dépenses publiques, pourtant si nécessaires. Cela se paie enfin dans les entreprises : car c'est un bien fâcheux concours de circonstances qui voit resurgir, à l'automne, à côté du débat budgétaire, la question des entraves à la mobilité de l'emploi ou celle d'un retour à l'indexation des salaires. Faut-il rappeler que notre appareil productif a lourdement subi à cet égard, après les chocs pétroliers, le poids de politiques inappropriées ? Que ces menaces se précipitent, alors s'accroîtraient dans le pays l'ajustement des effectifs et la révision en baisse des investissements.

Bref, semer aujourd'hui le doute sur la politique économique, c'est clairement marquer contre son camp ! Est-ce à dresser l'acte de décès du keynésisme ? Est-ce à refuser le débat de politique économique ? Certes pas ! Keynes, en effet, nous a apporté deux choses. Dans le contexte des années 30, face à un chômage lié à l'insuffisance dramatique de la demande, il a d'abord préconisé le recours à la dépense publique (creuser des trous s'il le faut, les reboucher si besoin, peu importe) parce que la survie de la démocratie était en jeu.

Cela était juste, mais cela est clairement inadéquat au contexte actuel. Observer le fonctionnement du capitalisme concurrentiel, il a, par ailleurs, plaidé pour limiter l'intervention de l'État, seul garant, dans une économie de marché, d'un certain nombre de valeurs et d'équilibres socio-économiques. Cela reste fondamentalement juste. Le vif débat, aujourd'hui, celui sur lequel peuvent germer les réformes d'avenir, c'est celui qui porte sur l'efficacité de l'État.

► Jacques Mistral est maître de conférences à l'École polytechnique, ancien conseiller économique de M. Michel Rocard lorsque ce dernier était premier ministre.

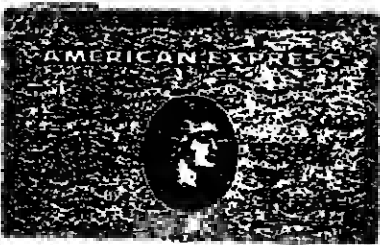
Partez en Amérique avec les meilleurs.

Tous les hommes d'affaires rêvent de voyager aux U.S.A. sans encombre. Avec American Airlines et American Express, vous êtes sur la bonne voie.

Un service reconnu dans le monde entier. Vous comprendrez pourquoi à bord de nos vols transatlantiques, notre service international Flagship a été primé. Repas et vins délicieux y sont servis par un personnel attentif et chaleureux. Si vous choisissez de voyager en Première Classe ou en Classe Affaires, vous bénéficierez de nombreux avantages réservés aux V.I.P. L'extrême confort de nos fauteuils recouverts de cuir et de laine d'agneau est un exemple parmi d'autres.

Un service international 24 h sur 24. Acceptée quasiment partout dans le monde, votre carte

American Express est une compagnie inestimable lors de vos voyages. En cas de perte ou de vol, une assistance permanente vous permettra de la remplacer en toute urgence sur un simple coup de fil. Où que vous soyez dans le monde, il y aura toujours un bureau American Express tout proche.



Un réseau de correspondances inégalé. American Airlines assure 200 vols hebdomadaires au départ de l'Europe vers les États-Unis.

Mais qu'en est-il une fois arrivé aux U.S.A. ? Aucune autre compagnie aérienne ne dessert chaque jour autant de villes américaines. Grâce à un réseau de correspondances très important, American Airlines relie plus de 250 destinations en Amérique du Nord, au Canada, au Mexique, aux

Caribbes, en Amérique Centrale, en Amérique du Sud et dans le Pacifique. Partout où va American Airlines, la carte American Express sera la bienvenue. Elle est reconnue dans les meilleurs restaurants, les plus grands hôtels et magasins sur tout le territoire américain.



American : le N°1 du voyage. Lors de votre prochain voyage d'affaires, choisissez le bon numéro ! American Airlines et American Express.

American Airlines Cards

économique du gouvernement

La reprise n'aurait pas lieu avant le printemps prochain

A la veille de l'examen du budget de 1992 par le Parlement, le débat est lancé sur la politique économique de M. Pierre Bérégovoy. Les pressions se multiplient pour que le gouvernement l'infléchisse sinon la modifie. Les syndicats demandent - dans le désordre - que de plus amples crédits budgétaires soient consacrés à l'emploi et aux salaires de la fonction publique. Ils sont relayés par certains socialistes. Ainsi M. Henri Emmanuelli, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, demande dans les *Echos* du lundi 14 octobre, « une relance sectorielle » qui ne creuserait le déficit budgétaire que de 2 milliards de francs, selon ses estimations.

M. Raymond Barre estime qu'il faut éviter « tout dérapage budgétaire » (lire page 10) et l'opposition s'apprête à censurer le gouvernement sur cette question. M. Jacques Mistral, économiste proche de M. Rocard, critique de son côté les partisans d'une relance (lire page 18).

Le contexte, si l'on en croit les prévisions de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), est sombre : la reprise en France ne se produira pas vraiment avant le printemps prochain.

Une accélération possible de l'activité pourrait venir, en France, de l'exportation à travers une reprise de la croissance économique dans les pays étrangers. Mais, à part la Grande-Bretagne, cette reprise ne semble pas sur le point de se produire dans l'immédiat, en tout cas pas franchement : « Il semble qu'une certaine croissance puisse être retrouvée dès l'hiver ou l'automne. Mais qu'elle ne se produira guère avant le printemps dans les pays très dépendants de l'Allemagne (Pays-Bas, Belgique) ainsi qu'en Italie et

en Espagne », écrit l'Observatoire français des conjonctures économiques. Ce qui signifie, ajoute l'Observatoire, que jusqu'au milieu de l'année prochaine l'augmentation des débouchés extérieurs de la France sera aussi lente qu'au premier semestre 1991 dans un contexte de taux d'intérêt allemands aussi élevés qu'à l'été 1991.

C'est là que le bât blesse : le ralentissement de la croissance économique engagé outre-Rhin va rendre nos exportations plus difficiles. Comme le redémarrage de l'activité aux Etats-Unis (qui sera probablement confirmé par l'évolution du PIB au troisième trimestre) restera lent jusqu'à l'été 1992, la seule reprise outre-Manche ne compensera pas le ralentissement allemand.

Il faudra en fait attendre le printemps 1992 pour que la Bundesbank (la banque centrale allemande), rassurée par la détente probable des tensions inflationnistes en Allemagne, annonce une baisse des taux d'intérêt à court terme, commençant au même coup à faire disparaître ce qui empoisonne les économies occidentales depuis la réunification allemande.

Investissements et pouvoir d'achat

Six mois donc avant de voir l'Allemagne participer à une baisse générale des taux d'intérêt. Si accélération de la croissance économique il doit y avoir en France dans l'immédiat, celle-ci devrait se fonder dans un premier temps sur des moteurs internes : l'investissement, la consommation des ménages.

L'investissement d'abord. Les dépenses qui lui ont été consacrées par l'industrie auront reculé en 1991 après sept années de progression. Ce recul, que l'OFCE estime de l'ordre de 1 % en volume pour l'ensemble des sociétés (il a été plus fort encore pour la seule industrie), a une explication objective : les capacités de production nouvelles, mises en place ces dernières années, sont moins utilisées qu'auparavant. « Compte tenu des efforts passés, un flux d'investissement en recul de 6 % cette année, occasionnerait encore les capacités disponibles de l'ordre de 2,3 % », souligne l'OFCE. On peut donc s'interroger sur la stratégie des chefs d'entreprise français : le mieux

pour les firmes dont ils ont la responsabilité n'est-il pas d'abord d'utiliser davantage leurs équipements avant d'en acheter de nouveaux ? L'avantage d'une telle stratégie serait d'autofinancer plus largement les dépenses d'investissement et donc d'avoir moins recours à un endettement fort coûteux.

L'OFCE ne tranche pas vraiment, considérant que l'utilisation des capacités de production restera à peu près la même, hypothèse qui le conduit à envisager une croissance de l'investissement des sociétés de 3,1 % l'année prochaine après le recul de cette année (-1 %) et une croissance de 5,3 % en 1992. Il est clair que cette hypothèse moyenne peut être démentie dans un sens plus favorable à la croissance ou, au contraire, nettement moins favorable.

La consommation des ménages ensuite. La masse des salaires distribués va être affectée par la réduction des emplois. Après avoir stagné au premier trimestre de cette année, les effectifs salariés du secteur privé ont commencé à reculer au second, cela pour la première fois depuis 1985. Cette baisse devrait se poursuivre au moins jusqu'à la fin de l'année, estime l'OFCE qui ajoute que, pour la seule industrie, le recouvrement à été plus précoce et plus ample, qu'il devrait s'aggraver jusqu'en décembre et se prolonger au début de l'année prochaine. Et pour justifier cette analyse assez noire en termes d'emplois, l'OFCE note « qu'en réalité, toute période de ralentissement économique révèle les restructurations qui restent à opérer. La productivité qui s'est fortement dégradée depuis deux ans, ne pourra se redresser que si les effectifs industriels sont comprimés ».

Du coup, l'OFCE estime que 120 000 emplois industriels auront été détruits cette année et que 30 000 le seront encore au début de 1992, même dans l'hypothèse d'une reprise de la production. Les effectifs du bâtiment devraient eux aussi connaître de se réduire. Le tertiaire - c'est-à-dire les services et le commerce - a continué de créer des emplois mais à un rythme très ralenti qui ne s'accroîtrait que l'année prochaine.

C'est ce mouvement général de contraction des effectifs au travail et donc des salaires distribués qui

va peser sur la consommation des ménages. D'autant plus peser que la hausse des salaires individuels du secteur privé reste modérée. Le pouvoir d'achat du revenu disponible (qui prend en compte le prélèvement fiscal et les revenus sociaux) aura progressé d'environ 1,8 % cette année après + 3,3 % en 1990. Une certaine accélération - et c'est ce qui est important - devrait tout de même se produire l'année prochaine, l'OFCE prévoyant une hausse du pouvoir d'achat du revenu disponible de 2,2 %. Cela grâce notamment au ralentissement de la hausse des prix et malgré les prélèvements sociaux « qui vont s'élever pour stopper le creusement des déficits sociaux » (en clair malgré une hausse en 1992 des cotisations sociales). Finalement, la consommation des ménages s'accroîtrait et progresserait de 2,8 % en volume (+1,9 % cette année) du fait d'une baisse du taux d'épargne, autre hypothèse fondamentale qui demandera à être vérifiée.

Tous comptes faits, la croissance économique devrait s'accroître au printemps prochain et atteindre en moyenne pour l'année 1992 un taux de 2,4 %, contre environ 1,3 % cette année. Cette reprise n'empêcherait pas 80 000 emplois salariés et non salariés de disparaître à nouveau l'année prochaine, prix, on l'a vu, d'un redressement de la situation financière des entreprises et de leur productivité.

C'est dire que le chômage continuera d'augmenter. L'OFCE estime qu'il pourrait atteindre 2,8 millions fin 1992. Encore cette prévision postule-t-elle que les pouvoirs publics intensifient le traitement social du chômage et qu'une partie de la population active renonce à se présenter sur le marché du travail.

ALAIN VERNHOLLES

INDUSTRIE

Bull vaut moins cher que le Printemps

La commission d'évaluation des entreprises publiques, qui vient d'auditer la Compagnie des machines Bull (CMB), la maison mère du groupe informatique, a livré son verdict, dimanche 13 octobre, dans un avis publié au *Journal officiel*. Selon les experts, le CMB vaut 5,6 milliards de francs, ce qui valorise à 260 millions de francs la participation de 4,7 % que s'approprie à y prendre le japonais NEC, conformément à l'accord conclu en juillet.

Cette appréciation s'est réalisée « en prenant en considération le caractère très minoritaire de la participation en cause, l'état de la conjoncture et les spécificités de l'industrie informatique », précise la commis-

sion. Autant de facteurs qui, conjugués à la situation financière du groupe informatique (Bull a perdu 8,7 milliards de francs en 1990 et 2 milliards sur les six premiers mois de 1991), ont tiré le prix à la baisse.

Et 5,6 milliards, c'est peu pour le holding qui contrôle le fleuron de l'informatique française. L'Etat s'est engagé à apporter 4 milliards de francs en dotations en capital réparties sur deux ans, 1991 et 1992. La CMB vaut un tout petit milliard et demi de plus. Elle vaut, en tout cas, bien moins que le Printemps. Le groupe de distribution, qui n'opère pas à proprement parler dans un secteur stratégique, était tout récemment estimé à 7 milliards de francs.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE D'INVESTISSEMENTS FRANÇAIS IMMOBILIERS « COGIFI »

Réuni le 10 octobre 1991, le conseil d'administration a examiné la situation provisoire des comptes au 30 juin 1991.

Le résultat d'exploitation, après amortissements et provisions et avant impôt, s'établit à 53,1 millions de francs pour le même semestre de l'année précédente attestant les conditions satisfaisantes dans lesquelles se poursuit l'activité de la société.

Le montant des ventes régularisées au cours du premier semestre 1991 s'est élevé à 18,4 millions de francs contre 20,6 millions de francs au 30 juin 1990. La commercialisation des appartements se poursuit au rythme des libérations.

Compte tenu notamment des plus-values nettes réalisées sur les ventes, le bénéfice net au 30 juin 1991 ressort à 63,6 millions de francs, soit une augmentation de plus de 7 % par rapport au chiffre comparable de l'exercice précédent.

La société est attentive aux opportunités d'investissements que peut offrir le marché et que ses disponibilités lui permettront de saisir.

Le groupe des Sept et l'Union soviétique

Suite de la page 17

La contribution de la Communauté européenne se décompose en un don de 250 millions d'euros, mais pour le reste, de deux prêts, dont l'un de 500 millions et l'autre de 1,25 milliard d'euros (le tout faisant bien 2,5 milliards de dollars). La part du don est sans doute encore plus faible pour les Etats-Unis et le Japon. Le mode de présentation choisi est hypocrite (sans doute veut-on se donner le beau rôle vis-à-vis du public soviétique) et financierement détestable.

Il paraît qu'on veut accablant l'idée de capitalisme en URSS. Que penser des ministres de finances des plus grands pays industrialisés du monde à économie de marché qui admettent l'idée qu'on puisse s'endetter pour payer des dépenses courantes ? On dira : mais l'hiver approche et rien ne serait pire qu'un début de famine ! Evidemment, mais ces crédits baptisés aide alimentaire ou pharmaceutique ne sont pas autre chose que des crédits à la balance des paiements (le *Monde* du 11 octobre). L'objection porte sur le déguisement.

En attendant, le communiqué pose les conditions pour l'accès « aux nouveaux crédits » que pourrait rendre nécessaire « la situation des paiements extérieurs ». A cet égard, les Sept « soulignent fermement l'intention des autorités de l'Union soviétique et des autorités des Républiques de résoudre certaines questions fondamentales qui sont essentielles pour le maintien de leur crédibilité financière internationale ». Parmi ces conditions, figure « l'introduction de programmes de réformes d'ensemble » et « la mise au point d'un cadre opérationnel permettant au « centre » et aux Républiques d'assumer leurs responsabilités ». Autrement dit, il s'agit de savoir qui fait quoi (le « centre ») et d'éviter l'assurance que les crédits s'inscrivent dans

une politique économique définie. A cela s'ajoute une autre condition : « la publication de la totalité des données économiques et financières soviétiques ».

Consécration internationale

Sans que jamais les demandes d'éclaircissement tournent à l'égard, les Sept avaient été étonnés par les évaluations fournies par les Soviétiques au sujet du stock d'or. Ils avaient cité le chiffre de 240 tonnes. Ce tonnage est inférieur à la production annuelle de l'Union soviétique, trois fois inférieure aux réserves métalliques de la France (lesquelles, il est vrai, arrivent au troisième rang, parmi les pays membres du FMI, après les Etats-Unis et l'Allemagne).

Les Soviétiques ont insisté pour qu'une allusion soit faite au traité d'union entre le « centre » et les Républiques, comme pour lui conférer une sorte de consécration internationale. Satisfaction leur fut donnée, sans que soient pour autant passées sous silence les énormes difficultés de la tâche. Si les Sept « se félicitent » des « évolutions » constatées (le traité), ils « notent qu'elles ont lieu dans un contexte d'incertitudes financières croissantes ». Les Soviétiques demandaient aussi l'ouverture d'un dialogue « permanent » avec les Sept. « Les représentants soviétiques », est-il écrit dans le texte officiel, ont demandé un dialogue continu avec les principaux pays industrialisés pour les aider à traiter leurs problèmes économiques et financiers dans le cadre des dispositions du paragraphe 4 » (celui qui a trait aux conditions).

L'affaire soviétique a quelque peu éclipsé les travaux traditionnels du comité intermédiaire ainsi que l'autre communiqué publié par le groupe des Sept, consacré précisément à la préparation de la session dominicale de ce comité. A propos des pays de l'Est européen,

le comité intermédiaire écrit dans son communiqué : un meilleur accès aux marchés des pays industriels est indispensable pour la réorientation et la renaissance de leurs économies.

Les Sept avaient insisté notamment sur la nécessité de réduire les « dépenses improductives ». Ce point a été repris dans le communiqué du comité intermédiaire rendu public lundi 14 octobre au matin et commenté par M. Carlos Solchaga. Les pays membres sont invités à réexaminer (et non pas à réduire) « comme il est dit de façon ambiguë dans la version française, bêtement traduite » les dépenses de défense ainsi que les subventions « destinées tant au secteur industriel qu'au secteur agricole », devait dire M. Solchaga dans sa conférence de presse.

Autre point fort du communiqué : la nécessité de relancer les négociations du GATT et le risque que pourrait encourir l'économie mondiale si de nouveaux retards devaient intervenir. Le secrétaire général du GATT, M. Arthur Dunkel, estime que le coup d'envoi décisif pour la relance devrait être donné dès novembre. On pourra voir à ce moment-là si les intentions exprimées correspondent à une volonté politique réelle.

Au sujet de l'endettement international, les communiqués officiels tant du groupe des Sept que du comité intermédiaire estiment nécessaires des décisions en faveur des pays les plus pauvres. Il est indispensable que ces pays bénéficient d'un allègement « qui aille bien au-delà de celui qu'on leur a déjà accordé » en vertu des décisions prises à Toronto il y a six ans. Cet engagement solennel a été pris par le sommet des Sept à Londres, en juin de juillet. Il s'agit maintenant de tenir les promesses. La France, pour sa part, propose un allègement au cas par cas de 50 % à 80 % pour ce groupe de pays. Le comité se félicite des résultats déjà obtenus dans un certain nombre de pays (il agit notamment du Mexique, du Venezuela, etc.) qui sont désormais de nouveau capables de faire appel directement au marché international des capitaux et qui bénéficient de certains rapatriements.

PAUL FABRA

EMPLOI Le mardi, c'est tout un Monde...



... AVEC 8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI DANS LE SUPPLÉMENT "LE MONDE INITIATIVES" (MARDI DATÉ MERCREDI)

Le Monde du Premier Emploi

Le Monde des Cadres

Le Monde de l'Informatique

Le Monde des Secteurs de Pointe

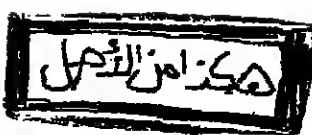
Le Monde de la Gestion et des Finances

Le Monde des Ressources Humaines

Le Monde des Juristes

Le Monde de la Fonction Commerciale

Le Monde INITIATIVES



Préparer l'avenir

Comme je l'avais envisagé dans le message que je vous avais adressé en avril dernier dans le rapport annuel, l'année 1991 est une année de récession, plus ou moins forte sur la plupart de nos marchés. Particulièrement prononcée en Ontario et dans le reste du Canada (-25% en volume), elle est sensible aux Etats-Unis (-10%), moins marquée en France (-5%) et en Espagne (-1%). Seuls échappent à la tendance générale les pays en développement : Turquie, Vénézuëla, Maroc et même Brésil. L'Allemagne réunifiée est dans une situation particulière, avec un bon niveau à l'Ouest et une remontée très progressive à l'Est.

Du fait de cette conjoncture, et des fortes concurrences dans certaines de nos activités, les résultats semestriels que nous avons publiés il y a quelques semaines sont en recul sensible : -31%. Les principaux groupes internationaux de matériaux de construction enregistrent des baisses comparables, parfois sensiblement plus fortes.

S'il est toujours malaisé dans notre secteur d'extrapoler à l'ensemble de l'année les résultats du premier semestre, nous ne nous attendons pas à ce que la tendance de l'année soit très différente. En effet, la reprise espérée ne s'est pas encore amorcée, et ses effets ne peuvent guère se faire sentir avant 1992.

Nous nous étions préparés à affronter ces temps difficiles et nous disposons de trois atouts :

- un endettement contenu dans de strictes limites, qui ne représente que 38% des fonds propres du groupe, malgré l'ampleur du programme de développement de ces dernières années. Cette flexibilité que nous devons à la rigueur de nos politiques financières nous permet de faire face en gardant le cap ;
- une stratégie industrielle de croissance fermement poursuivie en privilégiant des acquisitions à bonne rentabilité ainsi que les investissements industriels de productivité et d'amélioration du service aux clients ;
- un équilibre d'activités et de marchés fortement amélioré, afin de mieux répartir les risques et de nous mettre en bonne position sur les marchés d'avenir. Lafarge Coppée vient ainsi de se renforcer dans le bassin méditerranéen et dans l'Europe de l'Est, tout en poursuivant son développement par étapes en Asie Pacifique.

Nos positions sont donc solides, et nous avons la volonté et la capacité de poursuivre notre développement. Pour réussir, nous avons continué à préparer les ressources humaines dont nous avons et aurons besoin dans notre déploiement international. Toutes les unités du groupe ont ainsi mené des politiques actives de recrutement. En France, nous avons doublé notre embauche de cadres depuis trois ans.

Le progrès technologique et la protection de l'environnement sont d'autres facteurs clés de succès sur lesquels nous nous appuyons.

Nous menons cette action au service de nos 150 000 actionnaires qui nous font confiance pour valoriser leur patrimoine sur le long terme.

Notre secteur retrouvera la croissance, mais il est encore difficile de prévoir à quelle date et à quel rythme. C'est pourquoi, en gérant au plus juste mais sans rien sacrifier de la préparation de l'avenir, nous maintiendrons notre flexibilité financière et conserverons intactes nos marges de manoeuvre. Nous pourrions ainsi retrouver, le moment venu, la croissance de nos résultats et, sur un groupe élargi, le niveau de rentabilité que nous avons obtenu au cours des dernières années. C'est notre objectif prioritaire, pour le bénéfice des actionnaires, des salariés et des autres partenaires de Lafarge Coppée.

Bertrand Collomb
Président-directeur général



LAFARGE
COPPÉE

leader mondial des matériaux de construction

CHAMPS ECONOMIQUES

Tristes matières premières

Le marasme des produits de base a été aggravé par la récession mondiale et l'effondrement soviétique

CAFFÉ, cacao, coton, cuivre et autres « fruits du Congo » chers à Vialatte, pourris sur la branche des indépendances africaines, les tropiques sont tristes. L'année des matières premières. La baisse succède à la hausse et, en termes réels, les boissons du Sud ont vu leurs prix diminuer de moitié entre 1970 et 1990. Pour les minerais et métaux, que produit aussi le Nord développé, la dépréciation a atteint dans le même temps près de 30 %.

Les années 80 – la décennie perdue pour le développement – ont vu s'accomplir les scénarios les plus sombres pour les produits de base : la constitution d'excédents souvent monstrueux ; la fuite en avant des exportateurs du tiers-monde renouant à toute discipline de l'offre pour compenser par les volumes ce qu'ils perdaient sur les prix ; le démantèlement des accords internationaux sur le cacao, l'étain, le café ; la course à la substitution qui a progressivement déplacé les sources des matières premières de la mine ou la plantation vers les laboratoires de l'industrie chimique.

Un marasme aggravé par l'entrée de l'économie mondiale dans la récession, par l'incapacité aussi des grandes puissances à s'entendre sur les échanges commerciaux dans le cadre du GATT, et de laisser aux produits du tiers-monde un accès satisfaisant. L'effondrement de l'économie soviétique et la dislocation de l'Union ont ajouté à la confusion générale. Moscou écoule ses matières premières minérales de façon anarchique dans une épuisante course aux devises.

Le London Metal Exchange (LME) ne sait plus où entreposer ce métal venu du froid : ses stocks de non-ferreux atteignent des niveaux records (1,5 million de tonnes). Pour l'étain, le zinc, le plomb et l'étain, les cours officiels de Londres sont inférieurs aux coûts de production, seuls le nickel et le cuivre (grâce aux troubles du Zaïre et aux tensions sur la production), bien que déprimés, offrent une certaine résistance. Une exception à cette morosité minérale : le cobalt dont 42 % de la production provient d'est vrai du Shaba zaïrois,

et dont dépendent fortement les États-Unis, l'Europe de l'Ouest et le Japon.

La nouvelle stratégie soviétique fondée sur ce qu'on pourrait appeler la « vente panique » est à même de bouleverser durablement l'équilibre mondial des matières premières en raison de son caractère à la fois massif et imprévisible. L'URSS compte parmi les premiers producteurs de minerais non ferreux et de métaux précieux (aluminium, nickel, platine, or). Elle détient une sorte de monopole sur de nombreuses substances avec l'Afrique du Sud, l'économie, elle aussi, fortement amoindrie et avide de monnaie forte.

Les temps ont bien changé : les années 70 avaient vu monter la caine des échanges. Ce sont aujourd'hui les exportations à tout-va de Moscou et Pétersbourg que les opérateurs redoutent. Les chiffres sont éloquents : entre 1986 et 1990, les ventes soviétiques de cuivre à l'Ouest sont passées de 30 000 à 180 000 tonnes, progressant même au premier semestre 1991 à un rythme annuel de 230 000 tonnes.

Dangerouses solutions

Les ventes d'aluminium ont, dans le même intervalle, augmenté de 170 000 à 270 000 tonnes, atteignant, pendant les six premiers mois de 1991, un rythme annuel de 520 000 tonnes. Toujours entre 1986 et 1990, Moscou a accru ses ventes de nickel de 35 000 à 83 000 tonnes. Et si le marché mondial du platine est en déclin, la Russie a pour la première fois depuis 1984, c'est-à-dire le fait de l'URSS, qui a exporté 700 000 onces l'an dernier contre 500 000 en 1989.

Dans leur précipitation, les Soviétiques oublient cependant à une véritable logique : parer par tous les moyens au besoin de devises, échanger les métaux contre les biens de consommation occidentaux les plus divers, des chaussures à la bière, conserver intactes les plus longtemps possibles les réserves du pays en or dans la perspective de l'adhésion au Fonds monétaire international et aussi parce que le métal jaune est « un joyau de la couronne » que les Russes

ne cèdent guère volontiers, même contre des dollars ou des lignes de crédit.

Ironie du sort, c'est au moment où la conjoncture sur les métaux se retournait, alourdie par les apports soviétiques et le déclin de la croissance, que l'Occident enregistrerait une production record d'aluminium en décembre 1990 (1,3 million de tonnes). Hésitant devant le coût d'une interruption de certaines unités d'électrolyse, les industriels n'ont pas sensiblement ralenti leurs activités.

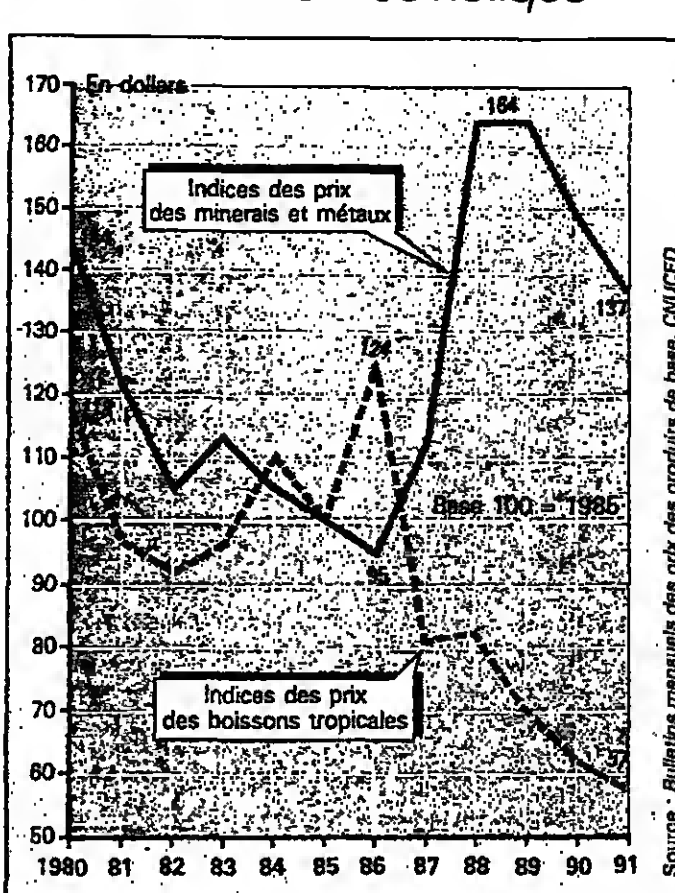
Les stocks s'accumulent chez les producteurs comme chez les consommateurs de demi-produits et l'utilisation globale de non-ferreux a tendance à stagner, en attendant les signes clairs d'une relance de l'automobile et le bâtiment principalement. Pour l'heure, c'est l'expectative.

Les pays du tiers-monde endettés ou exsangues – comme Cuba – contribuent à accentuer la déprime. Moscou pratique le dumping sur le chrome, les Chinois sur le tungstène et la mine d'or de Salsigne (Aude), la plus grande d'Europe occidentale, se maintient doucement, à moins que le groupe sud-africain Gencor parvienne, avec le Bureau de recherches géologiques et minières, à redresser sa rentabilité.

La physiologie des denrées tropicales n'est pas meilleure. C'est par exemple le trop-plein qui domine. Les stocks de café sont du plus haut (au moins 40 millions de sacs de 60 kilos, soit sept mois de consommation environ). Les prix sont presque à leur plus bas niveau de ces seize dernières années. Et le différentiel se creuse entre les arabiques (autour de 88 cents la livre à New-York) et les robustas d'Afrique (autour de 56 cents la livre).

Le Parlement européen de Strasbourg, le 8 octobre, demandé à la Commission de Bruxelles de mettre « tout en œuvre » pour obtenir la restauration du système des quotas d'exportation suspendus depuis juillet 1989. Une requête qui traduit une inquiétude réelle sur le sort des petits planteurs de café du tiers-monde.

La baisse des prix des denrées tropicales provoque plus d'inquiétude que de solutions d'urgence pour la communauté internationale, comme la culture du pavot ou de la coca. En



persistant, la crise des matières premières crée un risque véritable de déstabilisation pour les économies du Sud, trop dépendantes de produits dévalués incapables de les placer sur la voie du développement. Naguère tenues pour des richesses, les ressources naturelles sont devenues des fardeaux qui collent à la peau des pauvres. Pour un pays comme l'île Maurice – qui a su s'affranchir du « diktat » de la canne à sucre – combien restent encore englués dans l'archaïsme, le café, le coton ou le cacao.

S'agissant de ce dernier produit, les professionnels veulent croire à un prochain déficit de l'offre sur la demande (en 1991-1992). Après sept campagnes successives d'excédent, ce mieux intervient à la faveur d'une forte baisse de la récolte brésilienne endommagée par la sécheresse. Mais, là encore, un semblable tableau exagérément sur un accroissement concomitant de la demande soviétique qui, en deux ans, est tombée de 200 000 à 70 000 tonnes de fèves. Moscou n'en finit pas de jeter le trouble soit en

vendant trop, soit en achetant trop peu.

Trois hypothèses permettraient de relancer les marchés sans qu'aucune soit pour l'heure réalisable : une reprise de la consommation mondiale ; la constitution de cartels de producteurs disciplinés et dotés de capacités financières ; le réveil d'une solidarité internationale qui s'exprimerait à travers des accords de stabilisation révoqués, tenant compte du poids des matières premières dans la stabilité économique, mais aussi politique des pays du Sud.

Un sursaut de la consommation reste improbable, surtout pour les denrées tropicales dont le débouché occidental est saturé, les pays de l'Est montrant par ailleurs leur insolvabilité. Si les États-Unis ont les moyens d'octroyer des crédits à Moscou pour écouler leurs céréales, les exportateurs africains ou asiatiques ne disposent pas d'une pareille souplesse financière. Quand bien même la demande repartirait, on ne peut occulter le niveau des stocks.

Les cartels de producteurs sont une chimère. La désunion régnant au sein du tiers-monde pour l'élaboration de stratégies commerciales communes, c'est le chacun pour soi qui l'emporte. On l'a vu sur le café où le projet du Brésil et de la Colombie de soutenir les cours par une rétrocession de marchandises s'est heurté aux intérêts africains.

Enfin, les accords de produits butent toujours sur la définition d'un juste prix, puis sur les moyens de le défendre (stocks réguliers ou quotas). Il faut aussi ne pas oublier les subsides nécessaires pour chaque action visant à soutenir artificiellement des marchés orientés à la baisse.

La dégradation des termes de l'échange, vieux débat entre économistes, trouve son illustration réelle sur le tableau noir des matières premières. Un monde qui s'effrite comme la craie sans qu'aucune issue – hormis la diversification, mais dans quelle direction ? – ne vienne éclairer la piste étroite menant au développement.

ÉRIC FOTTORINO

(Lire page 23 l'article sur la stratégie minière en Australie.)

Les craintes caraïbes

La constitution d'un marché commun nord-américain inquiète les responsables des îles qui redoutent aussi un désintérêt européen

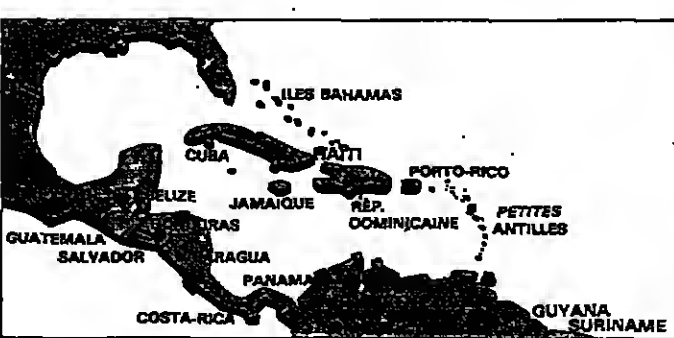
« **T**ROIS entreprises américaines qui avaient prévu de créer 900 emplois en République dominicaine viennent de suspendre leur décision. Elles attendent d'en savoir plus sur le traité de libre commerce en négociation entre les États-Unis et le Mexique », raconte Frédéric Emsw-Zadé, directeur du Centre dominicain de promotion des investissements.

Les plus clairvoyants des responsables de la Caraïbe s'interrogent : quel est l'avenir de l'économie régionale face aux rapides bouleversements des années 90 et plus précisément face à la constitution d'une zone de libre-échange nord-américaine associant les États-Unis, le Canada et le Mexique ?

Pour Frédéric Emsw-Zadé, il ne fait pas de doute que la constitution d'un marché commun nord-américain aura des répercussions négatives sur les exportations de la région : « Les avantages comparatifs dont bénéficient vingt-quatre pays de la Caraïbe et d'Amérique centrale au titre de l'initiative pour le bassin des Caraïbes (Caribbean Basin Initiative, CBI) vont disparaître », souligne-t-il.

Plusieurs pays centro-américains partagent l'inquiétude des îles. Lors d'une réunion le 11 août dernier à San-José, au Costa-Rica, le Guatemala, le Honduras, le Salvador et le Nicaragua ont demandé aux États-Unis l'ouverture immédiate de négociations pour un accord de libre-échange sur la base de « concessions asymétriques ».

Chris Hills, la représentante du président Bush chargée du commerce international, a sèchement répondu par une fin de non-recevoir, du moins à court terme. Elle a souligné que l'accord avec le Mexique était prioritaire et que les autres pays latino-américains devaient libéraliser leurs politiques économiques et commerciales



avant de pouvoir prétendre négocier sérieusement avec Washington.

Pour la première fois, en août, un organisme officiel américain, la Commission chargée du commerce international (International Trade Commission, ITC), a reconnu que l'accord de libre commerce nord-américain pourrait avoir des conséquences défavorables sur les pays bénéficiaires du CBI.

Au terme d'une enquête réalisée en juin dernier en Jamaïque, en République dominicaine, en Haïti (1) et aux Bahamas, les fonctionnaires de la Commission notent que « les responsables publics et privés sont en général pessimistes quant à la compétitivité des produits de la Caraïbe sur le marché nord-américain après la signature d'un accord de libre commerce entre les États-Unis et le Mexique ».

Parmi les arguments invoqués figurent des coûts de transport moins élevés à partir du Mexique et une main-d'œuvre moins coûteuse que dans la plupart des pays bénéficiaires du CBI. Ils soulignent que l'élimination des droits de douane américains sur les importations mexicaines de melons ou de petits équipements électriques portera un coup sévère aux exporta-

teurs installés au Costa-Rica, en République dominicaine ou en Haïti.

L'enjeu est important pour les pays qui ont le plus bénéficié du CBI. C'est au début des années 80 que le président Ronald Reagan pour lutter contre l'influence des révolutions cubaine et sandiniste, l'initiative pour le bassin des Caraïbes se proposait de favoriser la création d'emplois en ouvrant le marché américain aux produits de la région. Le Costa-Rica et la République dominicaine sont les deux pays qui ont le plus profité de l'élimination des barrières douanières.

Depuis l'entrée en vigueur du CBI, en 1984, les exportations du Costa-Rica vers les États-Unis ont été multipliées par trois tandis que celles de la République dominicaine doublaient. En six ans, quatre cents entreprises employant 110 000 personnes se sont installées dans les zones franches industrielles dominicaines, dont les exportations ont atteint 825 millions de dollars l'an dernier.

La République dominicaine est devenue l'un des principaux fournisseurs d'articles textiles aux États-Unis, ou dérivés de producteurs asiatiques. En fait, les industriels coréens et taïwanais ont indirecte-

ment maintenu leurs parts sur le marché nord-américain en investissant dans les parcs industriels de la Caraïbe.

Selon l'ambassadeur de Corée du Sud à Saint-Domingue, Yun Park, vingt-neuf entreprises coréennes ont investi plus de 1 330 millions de dollars dans les zones franches industrielles dominicaines. Les Chinois de Taïwan ont pour leur part créé de toutes pièces un parc industriel à San-Pedro-de-Macoris, à l'est de Saint-Domingue.

Le boom des zones franches dominicaines n'est pas menacé seulement par le futur accord de libre commerce nord-américain. Lors d'un séminaire, début septembre à Saint-Domingue, le président du conseil de promotion des investissements, Antonio Caceres Troncoso, a averti que l'effondrement du système énergétique dominicain constituait le danger le plus immédiat.

Critique depuis plusieurs années, la fourniture de courant électrique a pris depuis trois mois des allures de catastrophe nationale. La Campagne dominicaine d'électricité ne parvient à fournir ses clients que trois ou quatre heures par jour. « Le groupe électrique de secours s'est transformé en seul recours capable de garantir la production, à un coût du kilowatt-heure bien supérieur à celui de la concurrence », déplore Antonio Caceres Troncoso.

Le tourisme, autre grand espoir de diversification de la Caraïbe, est une activité fragile. Au cours des derniers mois, le taux d'occupation des hôtels de la région a chuté sous les effets conjugués de la guerre du Golfe et de la récession aux États-Unis. La tendance à la baisse des prix du pétrole, qui n'a une furtive incidence sur les tarifs aériens, et les efforts de promotion sur le marché européen ont cependant permis une reprise de ce

secteur. Mais il demeure très sensible aux soubresauts de l'actualité : les grèves générales qui se sont succédé au cours des derniers mois en République dominicaine ont entraîné l'annulation de plusieurs vols charters.

Que peuvent espérer les pays de la Caraïbe de l'initiative pour les Amériques lancée il y a quinze mois par le président George Bush ? « Nous n'avons pas le choix, nous ne pouvons nous permettre de rater le train de l'intégration économique », répètent les orateurs au cours des colloques qui se multiplient dans la région sur ce thème.

de Saint-Domingue
JEAN-MICHEL CAROIT

Lire la suite page 22

(1) Bien avant que l'Organisation des États américains ne décide, le 8 octobre, un embargo commercial à l'encontre de Port-au-Prince, suite au coup d'État du 30 septembre.

Plus vite, moins cher !
1000 véhicules en stock permanent.
Ne commandez pas votre PEUGEOT sans nous avoir rendu visite !

NEUBAUER
vend et loue des PEUGEOT

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎ 42.93.59.52
• 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42.61.15.68 • 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

CHAMPS ECONOMIQUES

Les craintes caraïbes

Suite de la page 21

Face à l'Europe unie et au puissant bloc asiatique, face au blocage des négociations sur le commerce international dans le cadre du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), les petites nations de la Caraïbe n'ont d'autre choix que d'accepter l'offre du président Bush. L'exemple de Cuba, que la disparition du Comecon, les difficultés de l'Union soviétique et le blocus de plus en plus sévère des Etats-Unis condamnent à l'autarcie et au retour à l'âge pré-industriel, n'incite personne à l'isolement.

Des trois « piliers » de l'initiative Bush : la libéralisation du commerce, le développement des investissements et la réduction de la dette, c'est le troisième qui suscite le plus d'intérêt dans la zone. La République dominicaine et la Jamaïque figurent parmi les pays qui devraient le plus bénéficier de la proposition de Washington : leurs dettes publiques vis-à-vis des Etats-Unis constituent un pourcentage élevé de leur endettement global.

Les Etats-Unis ont, le 23 août dernier, annulé 217 millions de dollars, le quart de ce qui doit la Jamaïque au Trésor américain. La signature imminente d'un accord entre le Fonds monétaire international et la République dominicaine devrait également favoriser la réduction de la dette publique à l'égard des Etats-Unis, qui totalise 783 millions de dollars, un peu moins de 20 % de la dette extérieure dominicaine.

« Comme son nom l'indique, la proposition du président Bush n'est encore qu'une initiative, de présenter des amendements ou des contre-propositions », souligne Lancelotti. Le ministre dominicain des finances, qui suggère d'ajouter « deux piliers supplémentaires ».

« La proposition américaine est fondée sur la libre circulation des

biens, des services et des capitaux. Il nous paraît nécessaire d'y ajouter la libre circulation de la main-d'œuvre, si nous voulons vraiment parler d'une Amérique sans frontières », explique-t-elle. Sa deuxième suggestion est encore plus audacieuse : « Pourquoi se limiter à demander des réformes de politique économique aux pays latino-américains, et ne pas souligner l'importance de réformes aux Etats-Unis mêmes, particulièrement dans le sens d'une réduction des déficits budgétaire et commercial. »

En dépit de leur logique, ces propositions ont peu de chance d'être entendues à Washington, car ils touchent à l'une des contradictions fondamentales de l'initiative Bush : à la différence de la Communauté européenne, qui associe des nations ayant atteint des niveaux de développement comparables, le projet de marché hémisphérique américain relève des rapports Nord-Sud, entre une superpuissance économique et des pays qui se sont enfoncés dans le sous-développement au cours des dix dernières années.

Un regroupement régional

La recette du développement proposée par les Etats-Unis n'est pas négociable. L'initiative pour les Amériques est fondée sur l'idée que la clé du décollage économique n'est pas l'aide, mais la libéralisation des échanges et la privatisation à tout prix. Et les Etats-Unis exhortent au nom de la démocratie leur non-respect des règles de conduite qu'ils voudraient imposer à leurs partenaires latino-américains : si les grands équilibres macro-économiques ne sont pas respectés aux Etats-Unis, c'est que le système démocratique, par ailleurs présenté comme le modèle à suivre, implique un jeu d'équilibre défectueux où l'exécutif n'est

pas maître des décisions du Congrès. Washington a clairement indiqué qu'il ne souhaitait pas négocier avec chaque Etat de la zone, et incite à la constitution de regroupements régionaux dans le cadre de l'initiative pour les Amériques. La Caraïbe est à cet égard désavantagée par sa balkanisation. Ses 33 millions d'habitants sont répartis en vingt-sept Etats et territoires où l'on parle l'espagnol, l'anglais, le français, le néerlandais et diverses formes de créole.

A la diversité des ethnies, s'ajoute celle des revenus : l'écart, en termes de PIB par habitant, va de 1 à 30 entre Haïti, l'un des « pays les moins avancés », et les Bahamas – et des systèmes politiques : tout oppose Cuba, l'une des dernières forteresses du socialisme, à Porto-Rico, modèle du « capitalisme dépendant ». Le marché commun des Caraïbes (Caricom), seule structure régionale, ne regroupe que les Etats anglophones et a bien du mal à se doter d'une structure douanière unifiée.

Les candidatures d'Haïti – avant le coup d'Etat – et de la République dominicaine n'avaient toujours pas été acceptées par les pays membres du Caricom et, loin de progresser sur la voie de l'intégration, les relations entre ces deux républiques qui se partagent l'île d'Hispaniola s'étaient dégradées au cours des derniers mois, particulièrement depuis que le président dominicain Joaquín Balaguer avait ordonné l'expulsion des immigrants haïtiens en situation irrégulière.

Autre motif d'inquiétude, souvent exprimé dans les milieux dirigeants de la Caraïbe : l'Europe, en plein bouleversement, ne va-t-elle pas se désintéresser de la région ? Henry Gill, un économiste originaire de Trinité-et-Tobago, souligne une conséquence de l'initiative du président Bush pour les pays de la zone signataires de la convention de Lomé : « En vertu de la clause de la nation la plus favorisée, les pays membres de la convention de Lomé devront accorder le même traitement aux produits européens qu'aux produits américains. »

Cette appartenance aux deux blocs économiques, européen et américain, peut se convertir en atout pour la Caraïbe, si les chefs d'entreprise européens comprennent que les îles et leur réservoir de main-d'œuvre bon marché constituent un tremplin ou direction du marché nord-américain. En dehors du secteur touristique, seuls jusqu'à présent les investisseurs venus du Sud-Est asiatique ont su tirer profit de la situation géographique, des faibles coûts de production et des avantages tarifaires du bassin caraïbe.

de Saint-Domingue
JEAN-MICHEL CAROIT

BIBLIOGRAPHIES

Du tournesol au pavot...

Il y a un demi-siècle, on disait volontiers le monde entre les détenteurs et les non-détenteurs de matières premières, certains auteurs voyant dans les visées impérialistes du III^e Reich la manifestation de cet appât pour les « richesses enfouies ». D'autres, liges de partage se sont plus tard dessinées, séparant les substances dites stratégiques des autres, les matières premières minérales des végétales, les terpènes des tropicales, celles du Sud et celles du Nord, les russes et les sud-africains. La crise mondiale des produits de base qui perdure depuis dix ans aura provoqué une nouvelle fracture dont les nations ne sont pas prêtes de se remettre entre les matières premières licites et illicites, la bon grain – dévalé – et l'ivraie, interdite mais si fructueuse.

Pour la cinquième année consécutive le rapport « Cyclope » (1) établi par le professeur du CNAM (Conservatoire national des arts et métiers), Philippe Chalmir, et son équipe, propose une plongée concrète et limpide dans l'univers coloré des matières premières « autorisées », celles qui, de l'antimoine au zirconium, du blé au sisal, font l'objet de transactions florissantes observables pour qui veut se donner la peine de consulter les marchés et les marchés à terme. La lecture de ce document unique et en constante amélioration – malgré l'annexion forcée de l'art ou de la pâte à papier à la famille des matières premières – montre surtout que l'honnêteté n'a pas.

Les métaux non ferreux ont subi le contre-coup du ralentissement généralisé des économies et on ne saurait se réjouir de la brève flambée des substances sensibles (germanium, palladium, cobalt), due à la « boulimie de Bagdad » pendant les préparatifs à la guerre du Golfe. « Alors, que depuis deux ans la majorité des non-ferreux à usage militaire étaient déprimés

par le détenteur qui s'installait entre Américains et Soviétiques, la demande tous azimuts de l'Irak », à sa manière, permis à nombre de ces petits métaux de limiter leur déclin », note le « Cyclope ».

Le retour des excédents en 1990 et l'échec des négociations du GATT ont accéléré la chute des marchandises agricoles. Quant aux denrées tropicales, considérées naguère comme des moteurs du développement, elles ont confirmé leur caractère nocif pour les Etats du Sud dépendants. « Des pays endettés découvrent, soudain que, sans matières premières, sans recettes externes quasi miraculeuses comme celles du pétrole, ils n'ont plus rien pour se nourrir, pour occuper leurs villes démesurées. »

Une illusion de richesse

« Les plus pauvres semblent alors dans l'ultime déchéance, celle de la drogue qui, de la Birmanie à la Colombie, marque la dernière étape du quart-monde. L'image de la drogue est d'ailleurs juste : utilisant les recettes liées à l'exportation de matières premières comme dopage artificiel, les économies de ces pays se sont habituées à des pirogues de plus en plus fortes les laissant à chaque fois plus exsangues », écrit Philippe Chalmir dans le « Cyclope ».

Face à une « concertation internationale en panne », en l'absence d'une volonté commune de restaurer l'efficacité des accords internationaux de stabilisation des prix, la voie est ainsi toute tracée pour les productions illicites, ces « fleurs du mal » – pavot, coca, cannabis, – qui poussent sur les ruines du sous-développement, se mêlent au blé et au maïs, soutiennent les économies défilantes du tiers-monde et donnent aux paysannes folles par la cété ou le cacao l'illusion d'une

richesse facile, d'un juste prix rémunérateur.

Dans son ouvrage éditant la Droque, l'Argent et les Armes (2), Alain Labrousse trace d'une main ferme et précise ces plates supérieures, du Pakistan où le haschisch sèche dans les peaux de chèvre à la Colombie, où la coca empêche l'économie de s'effondrer, l'Afghanistan, Liban, Birmanie, Bolivie ; économies de crise et de guerre, luttes ethniques, rébellions tribales. Partout la drogue irrigue ces tiers-mondes déliqués, pareille à un mauvais sang.

A travers les témoignages recueillis par Alain Labrousse transparaissent l'échec des politiques de développement, l'incapacité des grandes puissances à éliminer les cultures illicites (n'ont-elles pas au contraire, à certaines époques, encouragé la production et la consommation d'opium en Indochine), le discours désincarné sur les cultures de substitution, comme si les oignons pouvaient remplacer le pavot, comme si le tournesol valait le cannabis.

« Les efforts en vue de l'éradication et la répression n'auront de résultats significatifs pour réduire la production birmane que s'ils sont associés à un développement économique dans les régions productrices et à une politique pour résoudre les problèmes ethniques », rapporte un document américain cité par Alain Labrousse. Mais une issue fatale guette aujourd'hui le tiers-monde : que les cultures illicites se substituent aux cultures licites et non l'inverse, dans une stratégie de survie qui éloignerait pour longtemps l'espoir d'un essor économique fondé sur des échanges équitables et pacifiques.

E. F.

(1) Rapport « Cyclope » sur les cycles et les orientations des produits et des échanges. Economica, 412 p., 400 F.
(2) Fayard, 485 p., 140 F.

GUIDE DE L'ANGLAIS MODERNE ECRT

Christiane Tricot

COFORMA et les Editions François-Robert
18, rue Théodore-Deck, 75015 PARIS
Tél. : 40-60-05-01 Fax : 45-57-29-41

CE SIMPLE NUMÉRO



VOUS PERMET DE CONNAÎTRE
LE BILAN DE VOS CLIENTS,
LE REGISTRE DU COMMERCE
DE VOS FOURNISSEURS,
LE CHIFFRE D'AFFAIRES
ET LE RÉSULTAT NET
DE VOS CONCURRENTS.



Sur votre minute, en un instant, vous pouvez visualiser tous les éléments vous permettant de vous faire une idée claire sur les Entreprises :

- extraits du Registre du Commerce et des Sociétés,
- bilans et comptes annuels (S.A. et S.A.R.L.),
- chiffres-clés (chiffre d'affaires, résultat net, effectifs),
- renseignements sur les défaillances d'entreprises, notamment les déclarations de cessation des paiements.

Vous pouvez aussi commander copies des bilans, ainsi que les états de privilèges, et les payer par carte bancaire. Vous pourrez recevoir un extrait Rbis sans écrire un cent de papier, sans frais particuliers. Pour prévenir difficultés et impasses, consultez systématiquement le 36 29 11 11.



INFOGREFFE

CIE INFOGREFFE TELEMATIQUE 1, quai de Corne 75191 PARIS Cedex 04 Tél. (1) 43 20 06 73

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

WORMS et Cie

Résultats du 1^{er} semestre 1991

Le Conseil de Surveillance de WORMS et Cie, réuni le 10 octobre 1991, a pris connaissance des résultats, présentés par la Gérance, de la société et de ses principales filiales pour le 1^{er} semestre 1991.

ATHENA

Le chiffre d'affaires s'élève à 6.482 MF, en progression, à périmètre constant, de 7,4 % sur celui du 1^{er} semestre de 1990. Avec une croissance de 16,5 %, l'activité d'assurance-vie, en France, continue à se développer à un rythme soutenu ; l'évolution de la branche dommages est en ligne avec celle du marché.

Du fait de l'importance des plus-values réalisées en début d'année, notamment dans le domaine immobilier, le résultat net consolidé progresse fortement (710 MF contre 552 MF au 1^{er} semestre de 1990).

SAINT LOUIS

Le résultat net courant consolidé de SAINT LOUIS (356 MF) est en légère progression par rapport à l'année précédente.

COMPTES CONSOLIDÉS

Le résultat net total s'élève à 1.113 MF, en progression de 56 % par rapport à celui de PECHELBRONN au 1^{er} semestre 1990.

Du fait des opérations d'apport et de fusion qui sont intervenues avec effet rétroactif du 1^{er} janvier 1991, les comptes semestriels ne sont comparables avec ceux de PECHELBRONN qu'au niveau des résultats par action.

Rapportée à une action, la progression du résultat des opérations de gestion s'élève à 36 %.

En millions de F	WORMS et Cie		PECHELBRONN	
	1 ^{er} semestre 1991	Progression %	1 ^{er} semestre 1990	Exercice 1990
• Résultat des opérations de gestion	844	+ 26 %	867	1.142
• Résultat exceptionnel	269		45	38
Résultat net total	1.113		712	1.180
Par action (en F)				
• Résultat des opérations de gestion	26,9	+ 36 %	19,7	33,8
• Résultat exceptionnel	6,6		1,3	1,1
Résultat net total	33,5		21,0	34,9

Compte tenu des éléments exceptionnels, les résultats de l'année ne peuvent être extrapolés à partir de ceux du 1^{er} semestre, le montant final des profits exceptionnels étant susceptible d'évoluer, si la situation des marchés nécessitait des ajustements de la valeur du portefeuille de titres de placement au-delà de ceux pratiqués sur la base des cours au 30 juin 1991.

Il apparaît cependant, d'ores et déjà, que l'augmentation des dividendes de filiales encaissées par WORMS et Cie et les perspectives de résultat net total du groupe permettent d'envisager une nouvelle progression du dividende à verser au titre de l'exercice 1991.

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

DANS son rapport annuel sur le développement dans le monde publié il y a quelques mois, la Banque mondiale posait une question passée en général sous silence : perdue qu'elle met en doute un préjugé tenacement entretenu dans tous les pays par l'Université, par le gouvernement et ses administrations économiques et financières, par les médias, préjugé auquel de très puissants intérêts acquis sont donc liés.

Est-ce que la mesure des phénomènes économiques, au moyen des statistiques sur le PNB, sur la production industrielle, sur l'investissement et l'épargne, sur la pauvreté, l'analphabétisme, la consommation de calories, etc., renseigne vraiment les décideurs politiques ? Autrement dit, se demandent les économistes de la Banque mondiale, grande consommatrice elle-même de chiffres de ce genre, les informations qu'elles contiennent sont-elles de nature à guider l'action, à inspirer les bonnes décisions à ceux qui conduisent la politique ?

La remarque ne porte pas seulement sur la fiabilité des chiffres. Il s'agit là d'un aspect évidemment essentiel de la question, mais des progrès sont possibles, et, du reste, constamment réalisés. Sur les cent cinquante-cinq pays membres qui comptent la FMI et la Banque mondiale, une trentaine seulement sont aujourd'hui capables de fournir des explications dignes de foi sur l'espérance de vie des habitants, ou le taux de rentabilité, sans parler des autres informations dont il a été fait mention ci-dessus. On est en droit d'espérer que leur nombre s'élargisse en même temps que les méthodes d'évaluation continueront à se perfectionner. Il convient toutefois dès ce premier stade d'observer que la recherche de l'exactitude sa hauteur d'autres obstacles, dont l'imperfection de la collecte des données et de leur traitement.

Comme le rappellent les auteurs du rapport, certaines grandeurs ne sont pas directement appréhendées par la comptabilité nationale. Tel est le cas pour plusieurs de celles qui ont été citées plus haut : l'épargne, l'investissement, auxquelles il convient d'ajouter la consommation. Les statistiques qui s'y réfèrent sont étiolées, comme disent les spécialistes, « implicites ». Elles résultent de la différence

entre deux autres grandeurs (l'épargne par exemple est ce qui reste une fois qu'on a soustrait la consommation du revenu). Toute erreur en amont se répercute donc sur l'aval. Le grand thème du jour, repris imperturbablement dans tous les discours politiques et les réunions internationales, comme celle qui se tient actuellement à Bangkok, c'est l'insuffisance de l'épargne. On en parle comme si on pouvait tirer des conclusions pratiques de cette insuffisance, à supposer qu'elle corresponde à la réalité. Or c'est cette utilisation qui est la plus contestable.

Pour que l'anage du débat soit clairement identifié, essayons d'abord de mettre en évidence le détour inutile que représente le recours à la notion d'insuffisance de l'épargne. Il semble bien que lorsqu'un Pierre Bérégovoy ou un Michel Camdessus mettent en avant cet argument, c'est pour mieux montrer à quel point il importe de contenir la dépense publique, pour empêcher que l'épargne finance des déficits plutôt que des investissements productifs. Ils ont tout à fait raison, à ceci près que leur préoccupation devrait les conduire à s'intéresser au détournement de l'épargne, et non pas à son montant global idéal. La vérité est que le volume de l'épargne n'est pas une grandeur qui peut exister indépendamment des débouchés qui lui sont ouverts par le marché.

Il est donc sage de se donner pour objectif – si on est capable de l'atteindre – la diminution graduelle des émissions du Trésor. C'est à terme la seule manière de changer le comportement des épargnants et de les amener à s'intéresser à d'autres placements, car c'est bien des épargnants ou des investisseurs qu'il s'agit, pas de l'épargne, qui n'est qu'une catégorie des comptes de la nation. Aborder le problème par le biais de cette abstraction, c'est s'exposer, à propos d'une cause en soi très recommandable, à répéter de graves erreurs du passé. C'est ici que le rapport de la Banque mondiale peut nous aider à comprendre pourquoi. Ce docu-

Le PNB ou l'individu

ment, intitulé « Le défi du développement », analyse l'extraordinaire changement qu'a connu la doctrine du développement, sous-jacente aux politiques de développement des pays pauvres.

Il n'est question aujourd'hui, pour les institutions internationales, que d'appuyer par leur concours financier et leur assistance technique des programmes d'ouverture économique, de suppression des contrôles de prix et des changes, d'introduction des marchés boursiers, bref de libéralisation. Sur tout cela, on jette naguère l'anathème, c'est avec allégresse qu'on en redonne maintenant ce qu'on brûlait avec mépris. Inutile d'épiloguer sur les préjugés du passé. Ce n'est pas eux qui déterminent l'avenir, même s'ils avaient pour origine les théories élaborées par les économistes les plus réputés de l'époque, les Jan Tinbergen et Gunnar Myrdal, Prix Nobel l'un et l'autre, les François Perroux et Raoul Prebisch, Sir Arthur Lewis et Paul Rosenstein-Rodan.

L'idée dominante était que les solutions de marché étaient totalement inadéquates pour les pays les plus pauvres cherchant à accéder au développement. Il était en particulier entendu que le commerce international était pour eux un marché de dupes car on considérait que les termes de l'échange leur étaient constamment défavorables. Crédit de la Banque mondiale à l'appui, on encourageait dans ces pays les programmes visant, non pas, comme aujourd'hui, à favoriser les activités exportatrices, mais à substituer des productions nationales aux importations. Cela impliquait des politiques hautement protectionnistes. Plus le secteur public était important, plus les chances de succès paraissaient grandes.

Ce qu'il est intéressant encore aujourd'hui au plus haut point de noter, c'est non pas le caractère idéologique de la plupart de ces propositions – chaque époque a ses engagements –, mais le fait que, au-delà des diagnostics sur lesquels elles reposaient, il y avait eu départ deux ou trois idées-forces impossibles à contester sans outre-

forme de procès. Comment, en partant de constatations et de principes justes, les experts du développement des années 50 et 60 ont-ils pu venir à recommander des politiques qui, par tout, se sont révélées désastreuses ? Voilà la question qui mérite d'être posée. Qui peut assurer que ce genre de déviation n'aura pas de nouveau lieu ?

Frappée par la surpopulation des zones rurales en Asie, en Afrique, en Amérique latine, les économistes qui préconisaient le développement agricole ne se rendaient nullement d'un axiome : les villes où l'on créait progressivement des emplois industriels. Notons qu'on ne parlait guère, à l'époque, des services, suspects parce que rendus par des individus isolés ou par de petites entreprises. Le constat de départ concernant la surabondance de la main-d'œuvre dans les villages n'était pas faux. Mais les conséquences qu'on en tirait étaient littéralement horribles. Aux gouvernements de ces pays, on conseilla de taxer l'agriculture afin de financer les plans d'industrialisation. L'argument de la productivité maintenue dans l'agriculture partait d'une conception erronée qui continuait, malheureusement, à avoir cours, y compris dans nos pays.

On croit pouvoir mesurer la productivité globalement. A partir du moment où la production est maintenue, et le nombre de bras diminué, on conclut que la productivité s'accroît. Dans la réalité, ce genre de raisonnement est hautement contestable. C'est seulement dans les comptes de la nation que les phénomènes économiques se présentent sous la forme d'agrégats ou de phénomènes globaux. Supposons une entreprise où l'on licencie la quart du personnel. En première approximation, on pense que la production est à peu près maintenue et que, en conséquence, la productivité a augmenté. Si on y regarde de plus près, on s'aperçoit peut-être que plusieurs tâches auparavant remplies sont aujourd'hui plus ou moins négligées. La qualité de

la production moyenne s'en ressent. Pour mesurer la productivité, il conviendrait d'identifier le quotient de capital qui est mis en œuvre par chaque travailleur.

Pour en revenir au pseudo-programme de développement des années 50 et 60, les entreprises agricoles furent souvent condamnées, du fait d'une taxation abusive, à la ruine, tandis que l'idée juste que le développement dépendait de la formation du capital servait d'alibi pour créer de toutes pièces des industries lourdes de style stalinien.

Il reste, et c'est la meilleure garantie qu'on ne pourra plus, par dogmatisme, commettre des erreurs aussi grossières. Il n'empêche qu'on a moins abandonné une certaine attitude volontariste qu'on pourrait le croire. L'idée que la révolution ne soit pas le résultat de décisions a priori d'être véritablement admise. Qui dit que demain, sous couvert d'une prétendue insuffisance de l'épargne, on ne se lancera pas dans la même politique d'encouragement sous azimuts des marchés financiers ? La commerce extérieur est un autre domaine où l'action des pouvoirs publics risque de préparer de graves distorsions en favorisant systématiquement les grands groupes exportateurs.

Il reste, et c'est la meilleure garantie pour l'avenir, qu'au-delà des aberrations du vingtième siècle (planification, subventions massives à des secteurs entiers) la nouvelle doctrine du développement renouveau avec les principes traditionnels. Après la seconde guerre mondiale, les experts de la Banque mondiale des Nations unies jugeaient que le climat et les ressources naturelles étaient des atouts essentiels pour le développement. Cette illusion est revenue il y a quelques années avec le mythe du pétrole. On redécouvre que la richesse d'une nation vient uniquement du travail de ses habitants (Adam Smith) et donc de leur formation, de leur habileté, de leur savoir, etc. On s'élève que la première condition, pour que les hommes et les femmes produisent, est la sécurité juridique accordée aux contrats et au droit de propriété. Cela est aussi écrit noir sur blanc dans le rapport de la Banque mondiale.

A TRAVERS LES REVUES

MICHEL BEAUD

Chômage et corporatisme sociétal

« EN Europe de l'Est, 1990 a été une année d'événements dramatiques et de merveilles certaines, où les mots comme « démocratie » ou « marché » ont eu une telle résonance qu'ils ont éveillé des espoirs sociaux et économiques démesurés. L'année 1991, en revanche, est celle de l'affermissement, celle où un débat de fond s'est engagé au sujet des modèles de démocratie industrielle, participative, économique – et des formes de marché qui sont souhaitables et réalisables. »

Au cœur de ce débat figure le concept de « marché du travail » sous ses multiples aspects. Guy Standing et György Szirmai, du Bureau international du travail, ouvrent ainsi ce numéro de la revue du BIT, dans lequel des économistes polonais, hongrois, tchécoslovaques et un vice-ministre de l'Union soviétique analysent les tendances et les caractéristiques de l'emploi, du chômage, des salaires dans leurs pays respectifs (1).

En Pologne, où la transition vers

l'économie de marché a été entamée à la fois plus rapidement et plus radicalement qu'en début de 1990, touchait, en décembre, 6 % de la main-d'œuvre et paraissait devoir augmenter encore. Il coexistait en effet avec l'existence de suréléments dans les entreprises, qu'il illustre le fait que, dans les industries d'Etat, la production a baissé de 25 % tandis que la réduction de l'emploi était de 5,8 % (2).

En Hongrie, le taux de chômage officiel est passé de 0,2 % fin 1988 à 0,6 % début 1990 et à 2 % début 1991 – mais il est prévu qu'il va encore monter. En Tchécoslovaquie, le chômage, qui était pratiquement nul au début de 1990, a atteint 2,5 % au premier trimestre 1991 et pourrait se situer entre 9 % et 13 % en 1993 (3).

Les responsables des économies de l'Est vont donc avoir à réfléchir sur les expériences de l'Ouest – sauf ceux, bien sûr, qui, après avoir cru que l'Etat peut tout faire, se rallient main-

tenant à l'idée que le marché peut tout régler. Il est vrai que les économistes de l'Ouest ne vont pas forcément leur apporter des réponses claires et unanimes, d'autant moins qu'il y a pluralité théorique.

C'est ainsi que, s'interrogeant sur les relations entre le salaire minimum et l'emploi, des économistes canadiens arrivent à des résultats à la fois hésitants et divergents : deux modèles, d'inspiration « orthodoxe », indiquent l'un que l'effet du salaire minimum sur l'emploi est, conformément à la théorie de référence, néfaste, et l'autre, que cet effet demeure incertain. Un modèle d'inspiration post-keynésienne indique, lui, que les effets du salaire minimum sont plutôt positifs pour la productivité, mais indétectables pour l'emploi (3).

Dans la diversité des théories et des interprétations, une hypothèse mérite attention : celle de l'incidence sur l'emploi, et donc sur le chômage, du système de relations établi entre partenaires économiques et sociaux. Michel Lallemand, de l'université Paris-X, la formule en termes de « corporatisme sociétal » (4). « Sans chercher à nier le poids des multiples variables économiques (compétitivité, poids des secteurs, dynamique de la croissance...), il souligne le rôle également déterminant des compromis sociaux qui se nouent, ou non, dans les divers espaces nationaux » – que des auteurs anglo-saxons interprètent en termes de « corporatisme » – avec en particulier « la stratégie des acteurs sociaux (Etat, patronat, syndicats) et leurs conséquences économiques ».

Trois pays ont, au cours de l'histoire et chacun selon son génie propre, su constituer un « corporatisme sociétal » qui s'est révélé source de cohésion sociale et d'efficacité économique : l'Autriche, la Suisse et le Japon. Tous trois ont réussi, dans les années 1980, à maintenir bas le niveau de chômage et le rythme d'inflation. Les économistes avertis ont déjà traduit que l'indice d'Okun (somme du taux de chômage et du taux d'inflation) est faible.

Dans les pays qui n'ont pas su construire le « corporatisme sociétal » adapté aux caractéristiques de chacun, l'indice d'Okun est élevé : il s'agit de l'Italie, du Royaume-Uni, de la

France, de la Belgique et de la Finlande. Enfin, un certain nombre de pays – Norvège, Suède, États-Unis, Allemagne fédérale, Canada, Danemark, Pays-Bas – se trouvent dans une situation intermédiaire tant en ce qui concerne le degré de « corporatisme sociétal » qu'en ce qui concerne le niveau de l'indice d'Okun.

Ainsi, les pays « néo-corporatistes », au sens anglo-saxon, ont pu produire des politiques économiques efficaces pour conjurer, in fine, désinflation et maintien de l'emploi. A l'inverse, les pays non corporatistes se seraient vus parvenir à limiter les tensions inflationnistes qu'au prix d'un accroissement du chômage (4).

La mise en place, ou non, d'un tel « corporatisme sociétal » est l'aboutissement d'un long processus historique et de l'apprentissage qu'ont fait, ou non, dirigeants d'entreprise, salariés, pouvoirs publics, de penser et de négocier ensemble les principaux aspects du processus productif, et cela aux différents niveaux : de l'établissement, de l'entreprise, de la branche et de l'économie globale.

Cette analyse rejoint les thèses défendues par deux auteurs québécois, Diane Bellemare et Lise Poulin-Simon, dans deux ouvrages publiés l'un en 1983, le *Plein-Emploi : pour quoi ?*, et le second en 1986, le *Défi du plein-emploi*. Elle rejoint aussi les positions que soutenait en 1982, pendant la préparation du IX^e Plan, l'Intergroupe Emploi : face à la perspective, qui s'était alors clairement dégagée, des trois millions de chômeurs, celui-ci préconise « une stratégie économique et sociale cohérente ».

Il fallait rompre avec l'attitude traditionnelle qui fait de l'emploi le résultat fatal de décisions premières concernant la dynamique industrielle, l'investissement et les choix technologiques. Il fallait, dans les décisions publiques comme dans les négociations entre partenaires sociaux, prendre en compte ensemble

les aspects liés que constituent l'organisation et la durée du travail, l'emploi, la formation, la productivité, l'investissement, les rémunérations.

Certes, la démarche n'est pas simple et son apprentissage aurait demandé du temps ; mais, engagée au début des années 80, elle commencerait maintenant à porter des fruits. Quo les responsables de l'Est y songent : ce n'est pas que le marché qui dépendent l'emploi et le chômage. C'est au moins autant de la capacité qu'ont les partenaires économiques et sociaux à traiter dans leur globalité les multiples aspects de toute stratégie et de toute dynamique économique.

Comme le rappellent Guy Standing et György Szirmai, « il a fallu des décennies aux économies industrielles de marché pour mettre en place les institutions de leurs marchés du travail et formuler leurs politiques en la matière. L'année 1990 et le premier semestre de 1991 ont été marqués, en Europe de l'Est, par l'adoption d'un nombre exceptionnel de nouvelles lois, par la création d'un nombre exceptionnel d'institutions nouvelles et par des tentatives non moins nombreuses pour s'engager pour de bon dans la pluralité économique (1) ».

Puissent ces processus de recomposition être, pour chaque pays, l'occasion d'inventer ses formes propres de cohésion sociale et d'efficacité économique – l'un en devant pas être dissocié de l'autre – qui permettront de franchir sans trop de dommages la passe difficile des années 90.

(1) « Les marchés du travail en transition en Europe de l'Est et en URSS », *Revue internationale du travail*, 1991, vol. 130, n° 2 (Publications du BIT, CH-1211, Genève 22).

(2) Mark Goss, « Théorie de choc pour le marché du travail polonais », *Revue internationale du travail*, 1991, vol. 130, n° 2. Sur le même sujet, voir « MOST-MOST », *Economic Journal*, en *Eastern Europe and the Soviet Union*, 1991, n° 3 (44 Strada Maggiore, Bologne, Italie).

(3) « Symposium sur le salaire minimum et l'emploi », *Revue internationale du travail*, 1991 (Ecole des hautes études commerciales, 5255, Deschêles, Montréal, P.Q. H3T 1V6, Canada) ; dans ce numéro, un article de Gilles Dostaler sur les premiers travaux économiques de Guy Standing.

(4) Michel Lallemand, « Corporatisme sociétal et emploi », *CEPII* (L'Institut de la statistique), 1991 (4, bd de la Villette, 75935 Paris Cedex 19) ; l'ensemble du numéro s'intitule « Emploi et marchés du travail ».

Kaléidoscope

— Les crises économiques et les origines de la Révolution française, *Annales-Economies, sociétés, civilisations*, juillet-août 1991.

— Croissance en Amérique latine : conversion des industries de défense en URSS ; risque d'un troisième choc pétrolier, *Economie prospective internationale*, 3^e trimestre 1991.

— Le pétrole à l'horizon 2000, *Revue de l'énergie*, juillet-août 1991.

— URSS : quinze Républiques vers l'économie de marché ; les sociétés à capital mixte en Tchécoslovaquie, *Le Courrier des pays de l'Est*, juillet-août 1991.

— Surendettement et stratégies d'ajustement des pays en développement, *Revue d'économie politique*, juillet-août 1991.

— Population et structures agraires au Maghreb ; l'économie

tunisienne ; emploi et ajustement en Afrique subsaharienne, *Mondes en développement*, 1990, n° 71 (Mars de printemps).

— Evolution des techniques et innovation dans les industries liées à l'agriculture, *Economie et sociologie rurales* – *Actes et communications*, n° 6, 1991.

— Régulation, régime d'accumulation – *Annales de l'économie de Barcelone, Economies et sociétés*, n° 12 – R 5, 1990 (Mars de printemps).

— Individualisme méthodologique : convention du travail, retour à l'approche classique, *Economie appliquée*, 1991, n° 2.

— Trois conférences des récipiendaires du prix à la mémoire de Nobel 1990, *Journal of Finance*, juin 1991.

— Assurance, santé, environnement : l'économie des risques et de la responsabilité, *Journal of Economic Perspectives*, été 1991.

DECLARATION DE SYBEL AUX COMPTABLES

SYBEL-COMPTA EST SUPÉRIEUR

PLUS DE 23.000 ENTREPRISES ONT PLEBISCITE LA SUPERIORITE DE SYBEL-COMPTA
ET L'ONT ADOPTE POUR LEUR GESTION...

VOICI QUELQUES-UNES DES FONCTIONS UNIQUES DE SYBEL-COMPTA.

- 1 - PLAN COMPTABLE LIBRE ALPHANUMERIQUE
- 2 - LONGUEUR DES COMPTES PARAMETRABLES (6 A 16 POSITIONS)
- 3 - FERMETURE/OUVERTURE SECURISEE DES COMPTES
- 4 - PLAN COMPTABLE AVEC 8 NATURES DE COMPTE
- 5 - SECURITE COMPLETE PAR JOURNAL (COMPTES INTERDITS)
- 6 - REPRISE AUTOMATIQUE COMPTABILITE EXISTANTE
- 7 - GESTION DES DEVISES ET DES QUANTITES
- 8 - BUDGETAIRE ET ANALYTIQUE
- 9 - UNITE D'ŒUVRE ANALYTIQUE - DOUBLE IMPUTATION
- 10 - 11 BELLES LIBRES COMPLEMENTAIRES
- 11 - ZONES UTILISATEURS LIBRES EN ECRITURES COMPTABLE (20)
- 12 - SCHEMAS DE SAISIES AUTOMATIQUES (TOUTES ZONES)
- 13 - IMPORTATION CONTROLEE D'ECRITURES EXTERNES

- 14 - ECRITURES D'ABONNEMENT
- 15 - NATURES D'ECRITURE (CONTROLE ET ANALYSE)
- 16 - AUDIT COMPTABLE AUTOMATIQUE
- 17 - TURBO-ANALYSEUR (PERFORMANCE ET CONTROLE)
- 18 - FENETRE DE RECHERCHE ECRITURES (8 CRITERES)
- 19 - OUVERTURE TOUT TABLEUR TOUTES DONNEES
- 20 - GESTION ET PROVISION CLIENTS DOUTELUX
- 21 - GESTION CONSOLIDATION MULTI-SOCIETES
- 22 - TVA SUR ENCAISSEMENT (TAUX MULTIPLES)
- 23 - MENU PERSONNALISABLE PAR UTILISATEUR
- 24 - CONTROLE ET SECURITE RESEAU ET MULTIPOSTE
- 25 - GAMME IDENTIQUE EN DOS, OS/2, UNIX
- 26 - LIAISON GAMME HOMOGENE 20 LOGICIELS SYBEL

■ SYBEL-INFORMATIQUE, 31, RUE ANATOLE FRANCE
92300 LEVALLOIS-PERRET. TÉL. : 46 39 58 00

Demande d'informations complémentaires

Précisez-moi ce que Sybel-Compta peut apporter immédiatement et concrètement à mon entreprise.

Je désire :

- ☐ Une Documentation sur les fonctions de Sybel-Compta
- ☐ Une Documentation sur la gamme des 20 logiciels Sybel
- ☐ Une Présentation Personnalisée de Sybel-Compta
- ☐ Le Nom de 10 entreprises de mon secteur d'activité, parmi les 23.000 Clients Sybel.

Nom _____

Fonction _____

Société _____ CA _____

Secteur d'activité _____

Adresse _____

Tél. : _____

A retourner à Didier NOMINE, Directeur Conseil,
SYBEL-Informatique, 31, Rue Anatole France, 92300 Levallois-Perret

SYBEL

LES LOGICIELS DE LA GESTION SUPERIEURE

هكذا من الأفضل

MARCHÉS FINANCIERS

Premier groupe industriel allemand

Daimler-Benz sera bientôt coté à la Bourse de Paris

FRANCFORT

correspondance

Le groupe allemand Daimler-Benz sera coté à la Bourse de Paris avant le 10 novembre. Effectuée par la Société générale, le Crédit lyonnais et la Deutsche Bank Paris, cette introduction sur le marché à règlement mensuel portera sur une valeur nominale minimale de 100 millions de francs (environ 40 000 actions). Elle sera, selon M. Gerhard Lienner, membre du directoire du groupe chargé des finances, un pas supplémentaire vers l'introduction de l'action Daimler-Benz AG sur les principales places financières mondiales pour élargir et internationaliser son actionnariat. Ces dernières années, en effet, l'action Daimler-Benz a été introduite en Bourse à Bâle, Genève, Zurich, Tokyo, Londres et Vienne.

Depuis le rachat du géant aéronautique MBB (Messerschmitt-Bölkow-Blohm) en 1989, Daimler-Benz est devenu le premier groupe industriel en Allemagne avec, en 1990, un chiffre d'affaires consolidé de 85,5 milliards de deutschemarks (290 milliards de francs) et

376 785 employés. Au terme du premier semestre 1991, le volume d'activité a augmenté de 9 % pour atteindre 44 milliards de DM, grâce aux très bonnes performances de Mercedes-Benz en Allemagne. Les résultats dans les autres pays ont, en revanche, souffert de la faible activité aux États-Unis et dans les principaux pays de la Communauté européenne.

L'évolution favorable de la conjoncture en Allemagne a aussi permis au résultat consolidé après impôt du groupe d'atteindre 880 millions de deutschemarks, un montant supérieur à celui de 1990. Grâce au plan d'économies adopté en mai dernier (le Monde du 16 mai), le bénéfice 1991 devrait être du même ordre de grandeur que celui de l'an dernier, notamment grâce aux gains de change. Si le plan d'économies se révélait insuffisant, le groupe réduirait toutefois le nombre de ses employés en ne remplaçant pas les départs naturels. Sa filiale Deutsche Aerospace pourrait, elle, procéder à des licenciements dans le cas où elle n'obtiendrait pas le contrat du nouvel avion de chasse de l'armée allemande.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Réseaux
et systèmes
d'information

Bull

MM. Les actionnaires de la Compagnie des Machines Bull sont convoqués pour le mercredi 30 octobre 1991 en Assemblée Générale Extraordinaire qui se tiendra à 15 heures 30 au siège social, 121, avenue de Molakoff, 75116 Paris.

L'avis de convocation comportant l'ordre du jour détaillé est publié dans le BALO du 14 octobre 1991 et dans les "Petites Affiches" de même date.

GENEFIM

PREMIER SEMESTRE 1991
RÉSULTATS EN HAUSSE

Le Conseil d'Administration de GENEFIM, réuni le 3 octobre 1991, a arrêté les comptes du 1^{er} semestre 1991.

Ce semestre s'est caractérisé pour GENEFIM :

- par une activité satisfaisante puisque, dans une conjoncture plus défavorable que l'année dernière, la production de crédit-bail est du même niveau que celle du 1^{er} janvier 1990, alors que, dans le même temps, les engagements nouveaux de crédit-bail de l'ensemble de la profession sont en baisse,

- par une ouverture sur le marché européen, GENEFIM a en effet acheté son premier immeuble patrimonial de bureaux à LONDRES,

- par des recettes locatives qui s'élèvent à 261,4 MF marquant une progression de 19,5 % par rapport à celles du 1^{er} septembre 1990,

- par un bénéfice net de 72,5 MF, en hausse de 48 % sur le résultat semestriel de l'année dernière, après 1,4 MF de plus-value de cession et 2,4 MF d'impôt sur les sociétés. Ces bons résultats confortent les prévisions de bénéfice net de l'exercice 1991, dont la progression devrait être cependant de moindre importance que celle du 1^{er} semestre 1991.

Depuis le 30 juin 1991, GENEFIM a poursuivi sa politique d'investissement patrimonial en Europe en acquérant un immeuble de bureaux au centre de MADRID. Par ailleurs, les opérations de crédit-bail actuellement à l'étude permettent d'estimer que les objectifs de production fixés pour l'exercice 1991 seront atteints dans des conditions de rentabilité satisfaisante.

BILAN HEBDOMADAIRE
DE LA BANQUE DE FRANCEPrincipaux postes sujets à variation
(en millions de francs)

3 octobre 1991

Total actif	637 093
Or	122 747
Disponibilités à vue à l'étranger	333 425
Écart	59 122
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 272
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	60 988
Concours au Trésor public	28 440
Titres d'État (bons et obligations)	45 350
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	378
Effets papiers	70 919
Effets en cours de recouvrement	23 896
Total passif	637 093
Émissions en circulation	254 909
Comptes courants des établissements extérieurs à la constitution des réserves	47 740
Comptes courants du Trésor public	14 787
Reprises de liquidités	9 062
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	8 722
Écarts à l'actif du Fonds européen de coopération monétaire	59 470
Reserve de réévaluation des avoirs publics en or	196 074

TAUX DES OPÉRATIONS

- Taux de la dernière opération sur appel d'offres	9 %
- Taux des pensions de 5 à 10 jours	10 %
- Taux des avances sur titres	12 %

LONDRES

Scandale sur les marchés à terme

La Bourse londonienne des marchés à terme et des options, le Futures and Options Exchange (FOX), a confirmé, vendredi 11 octobre, avoir versé des dédommagements de 228 055 livres au total au titre de versements à ces courtiers.

Ce scandale est apparu au terme d'une enquête menée par la Fox lui-même après la fermeture, mercredi dernier, de son marché à terme sur l'immobilier (le Monde du 8 octobre) et a eu pour première conséquence la démission, samedi 12 octobre, du président du Fox et de son directeur général, MM. Saxon Tate et Mark Blundell.

FAITS ET RÉSULTATS

La Ciba-Geigy, une autre culture et des réserves substantielles. Le groupe suisse Ciba-Geigy, l'un des plus grands fabricants mondiaux de substances chimiques destinées à soigner les hommes et les plantes, annonce un changement de stratégie, qui doit l'amener à se décentrer de tous les niveaux afin de « stimuler l'innovation » et d'améliorer ses résultats et son développement.

« Nous étions un super-tanker, nous sommes une flotte de navires suffisamment autonomes pour s'adapter à un monde ouvert et en pleine mutation », a notamment déclaré M. Hans Philipp, président du directoire de Ciba-Geigy France. Décentralisation du pouvoir, remise en cause des hiérarchies traditionnelles, autonomie des filiales, transparence à l'intérieur et à l'extérieur du groupe, c'est une autre culture à laquelle va se vouer la vénérable société bâloise. Quand pour le premier semestre, le groupe annonce une augmentation de 10 % de sa marge brute et une progression de 4 % de son chiffre d'affaires, M. Philipp juge ces résultats insuffisants. Il estime que le groupe doit radicalement changer de philosophie et de stratégie pour améliorer sa productivité. Pour accroître son fonds de roulement, la filiale française va mettre pour 400 à 700 millions de francs de billets de trésorerie.

■ Total : introduction le 25 octobre en Bourse de New-York. L'admission du titre Total à la Bourse de New-York est prévue le 25 octobre prochain. Le groupe pétrolier avait annoncé mercredi dernier qu'il avait demandé son admission à la cote de New-York, mais précisé la date. Le groupe avait précisé que cette opération s'accompagnerait d'une augmentation de capital de 2,9 milliards d'actions nouvelles, dont 1,3 millions seraient réservées à une tranche américaine, le reste se répartissant entre une tranche française et une tranche luxembourgeoise (le Monde du 5 octobre). Le prix d'émission sera arrêté le 21 octobre par le Conseil d'administration.

■ Rhône-Poulenc vend une participation en Grande-Bretagne. Le groupe Rhône-Poulenc a vendu une participation de 60 % qu'il

LES INDICES HEBDOMADAIRES
DE LA BOURSE DE PARISINSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUESIndices hebdomadaires de base 100 :
28 décembre 1990

4-10-11-10-91

Indice Coteaux, à rev. variable	112,7	113,2
Indice Coteaux, à rev. fixe	125,6	126,1
Indice Coteaux, à rev. fixe, non indexé	116,1	116,6
Indice Coteaux, à rev. fixe, non indexé, non corrigé	135,7	140,1
Indice Coteaux, à rev. fixe, non indexé, non corrigé, non révisé	127,6	128,1
Indice Coteaux, à rev. fixe, non indexé, non corrigé, non révisé, non réajusté	124,2	124,7
Indice Coteaux, à rev. fixe, non indexé, non corrigé, non révisé, non réajusté, non réajusté	112,7	113,2
Indice Coteaux, à rev. fixe, non indexé, non corrigé, non révisé, non réajusté, non réajusté, non réajusté	122,6	123,1
Indice Coteaux, à rev. fixe, non indexé, non corrigé, non révisé, non réajusté, non réajusté, non réajusté, non réajusté	122,1	122,6
Indice Coteaux, à rev. fixe, non indexé, non corrigé, non révisé, non réajusté, non réajusté, non réajusté, non réajusté, non réajusté	122,6	123,1
Indice Coteaux, à rev. fixe, non indexé, non corrigé, non révisé, non réajusté, non réajusté, non réajusté, non réajusté, non réajusté, non réajusté	116,6	117,1
Indice Coteaux, à rev. fixe, non indexé, non corrigé, non révisé, non réajusté, non réajusté, non réajusté, non réajusté, non réajusté, non réajusté, non réajusté	107,4	107,9
Indice Coteaux, à rev. fixe, non indexé, non corrigé, non révisé, non réajusté, non réajusté, non réajusté, non réajusté, non réajusté, non réajusté, non réajusté, non réajusté	121,6	122,1
Indice Coteaux, à rev. fixe, non indexé, non corrigé, non révisé, non réajusté, non réajusté, non réajusté, non réajusté, non réajusté, non réajusté, non réajusté, non réajusté, non réajusté	100,6	101,1
Indice Coteaux, à rev. fixe, non indexé, non corrigé, non révisé, non réajusté, non réajusté, non réajusté, non réajusté, non réajusté, non réajusté, non réajusté, non réajusté, non réajusté, non réajusté	36,6	37,1
Indice Coteaux, à rev. fixe, non indexé, non corrigé, non révisé, non réajusté, non réajusté, non réajusté, non réajusté, non réajusté, non réajusté, non réajusté, non réajusté, non réajusté, non réajusté, non réajusté	108	108,5

هذه امس الذخيرة

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 14 OCTOBRE

Cours relevés à 10 h 12

Company	VALUES				%	Réglement mensuel					VALUES					%	VALUES					%
	Values	Cours précéd.	Prémier cours	Dernier cours		Values	Cours précéd.	Prémier cours	Dernier cours	Values	Cours précéd.	Prémier cours	Dernier cours	Values	Cours précéd.		Prémier cours	Dernier cours				
4051 CNE 3%	4051	4100	4100	4100	+0.42	Compan-	4051	4100	4100	...	4051	4100	4100	...	4051	4100	4100	...				
4052 BAP. T.P.	4052	4100	4100	4100	+1.94	Compan-	4052	4100	4100	...	4052	4100	4100	...	4052	4100	4100	...				
4053 CQJays. T.P.	4053	4100	4100	4100	-0.57	Compan-	4053	4100	4100	...	4053	4100	4100	...	4053	4100	4100	...				
4054 Saint-Gobain T.P.	4054	4100	4100	4100	-0.18	Compan-	4054	4100	4100	...	4054	4100	4100	...	4054	4100	4100	...				
4055 Rhône-Poul.	4055	4100	4100	4100	-0.26	Compan-	4055	4100	4100	...	4055	4100	4100	...	4055	4100	4100	...				
4056 Saint-Gobain T.P.	4056	4100	4100	4100	+0.23	Compan-	4056	4100	4100	...	4056	4100	4100	...	4056	4100	4100	...				
4057 ACCOR.	4057	4100	4100	4100	-0.10	Compan-	4057	4100	4100	...	4057	4100	4100	...	4057	4100	4100	...				
4058 AL Aléria.	4058	4100	4100	4100	+0.10	Compan-	4058	4100	4100	...	4058	4100	4100	...	4058	4100	4100	...				
4059 Alcan-Alcan.	4059	4100	4100	4100	+0.04	Compan-	4059	4100	4100	...	4059	4100	4100	...	4059	4100	4100	...				
4060 A.O.P.	4060	4100	4100	4100	+0.06	Compan-	4060	4100	4100	...	4060	4100	4100	...	4060	4100	4100	...				
4061 Arlon.	4061	4100	4100	4100	+1.14	Compan-	4061	4100	4100	...	4061	4100	4100	...	4061	4100	4100	...				
4062 AIF-Sol Canada.	4062	4100	4100	4100	...	Compan-	4062	4100	4100	...	4062	4100	4100	...	4062	4100	4100	...				
4063 Avanti H. Média.	4063	4100	4100	4100	...	Compan-	4063	4100	4100	...	4063	4100	4100	...	4063	4100	4100	...				
4064 Avon Co Média.	4064	4100	4100	4100	...	Compan-	4064	4100	4100	...	4064	4100	4100	...	4064	4100	4100	...				
4065 B&W.	4065	4100	4100	4100	...	Compan-	4065	4100	4100	...	4065	4100	4100	...	4065	4100	4100	...				
4066 Bell Canada.	4066	4100	4100	4100	...	Compan-	4066	4100	4100	...	4066	4100	4100	...	4066	4100	4100	...				
4067 Bell Invest.	4067	4100	4100	4100	...	Compan-	4067	4100	4100	...	4067	4100	4100	...	4067	4100	4100	...				
4068 B&W H.V.	4068	4100	4100	4100	...	Compan-	4068	4100	4100	...	4068	4100	4100	...	4068	4100	4100	...				
4069 B&W H.V.	4069	4100	4100	4100	...	Compan-	4069	4100	4100	...	4069	4100	4100	...	4069	4100	4100	...				
4070 B&W H.V.	4070	4100	4100	4100	...	Compan-	4070	4100	4100	...	4070	4100	4100	...	4070	4100	4100	...				
4071 B&W H.V.	4071	4100	4100	4100	...	Compan-	4071	4100	4100	...	4071	4100	4100	...	4071	4100	4100	...				
4072 B&W H.V.	4072	4100	4100	4100	...	Compan-	4072	4100	4100	...	4072	4100	4100	...	4072	4100	4100	...				
4073 B&W H.V.	4073	4100	4100	4100	...	Compan-	4073	4100	4100	...	4073	4100	4100	...	4073	4100	4100	...				
4074 B&W H.V.	4074	4100	4100	4100	...	Compan-	4074	4100	4100	...	4074	4100	4100	...	4074	4100	4100	...				
4075 B&W H.V.	4075	4100	4100	4100	...	Compan-	4075	4100	4100	...	4075	4100	4100	...	4075	4100	4100	...				
4076 B&W H.V.	4076	4100	4100	4100	...	Compan-	4076	4100	4100	...	4076	4100	4100	...	4076	4100	4100	...				
4077 B&W H.V.	4077	4100	4100	4100	...	Compan-	4077	4100	4100	...	4077	4100	4100	...	4077	4100	4100	...				
4078 B&W H.V.	4078	4100	4100	4100	...	Compan-	4078	4100	4100	...	4078	4100	4100	...	4078	4100	4100	...				
4079 B&W H.V.	4079	4100	4100	4100	...	Compan-	4079	4100	4100	...	4079	4100	4100	...	4079	4100	4100	...				
4080 B&W H.V.	4080	4100	4100	4100	...	Compan-	4080	4100	4100	...	4080	4100	4100	...	4080	4100	4100	...				
4081 B&W H.V.	4081	4100	4100	4100	...	Compan-	4081	4100	4100	...	4081	4100	4100	...	4081	4100	4100	...				
4082 B&W H.V.	4082	4100	4100	4100	...	Compan-	4082	4100	4100	...	4082	4100	4100	...	4082	4100	4100	...				
4083 B&W H.V.	4083	4100	4100	4100	...	Compan-	4083	4100	4100	...	4083	4100	4100	...	4083	4100	4100	...				
4084 B&W H.V.	4084	4100	4100	4100	...	Compan-	4084	4100	4100	...	4084	4100	4100	...	4084	4100	4100	...				
4085 B&W H.V.	4085	4100	4100	4100	...	Compan-	4085	4100	4100	...	4085	4100	4100	...	4085	4100	4100	...				
4086 B&W H.V.	4086	4100	4100	4100	...	Compan-	4086	4100	4100	...	4086	4100	4100	...	4086	4100	4100	...				
4087 B&W H.V.	4087	4100	4100	4100	...	Compan-	4087	4100	4100	...	4087	4100	4100	...	4087	4100	4100	...				
4088 B&W H.V.	4088	4100	4100	4100	...	Compan-	4088	4100	4100	...	4088	4100	4100	...	4088	4100	4100	...				
4089 B&W H.V.	4089	4100	4100	4100	...	Compan-	4089	4100	4100	...	4089	4100	4100	...	4089	4100	4100	...				
4090 B&W H.V.	4090	4100	4100	4100	...	Compan-	4090	4100	4100	...	4090	4100	4100	...	4090	4100	4100	...				
4091 B&W H.V.	4091	4100	4100	4100	...	Compan-	4091	4100	4100	...	4091	4100	4100	...	4091	4100	4100	...				
4092 B&W H.V.	4092	4100	4100	4100	...	Compan-	4092	4100	4100	...	4092	4100	4100	...	4092	4100	4100	...				
4093 B&W H.V.	4093	4100	4100	4100	...	Compan-	4093	4100	4100	...	4093	4100	4100	...	4093	4100	4100	...				
4094 B&W H.V.	4094	4100	4100	4100	...	Compan-	4094	4100	4100	...	4094	4100	4100	...	4094	4100	4100	...				
4095 B&W H.V.	4095	4100	4100	4100	...	Compan-	4095	4100	4100	...	4095	4100	4100	...	4095	4100	4100	...				
4096 B&W H.V.	4096	4100	4100	4100	...	Compan-	4096	4100	4100	...	4096	4100	4100	...	4096	4100	4100	...				
4097 B&W H.V.	4097	4100	4100	4100	...	Compan-	4097	4100	4100	...	4097	4100	4100	...	4097	4100	4100	...				
4098 B&W H.V.	4098	4100	4100	4100	...	Compan-	4098	4100	4100	...	4098	4100	4100	...	4098	4100	4100	...				
4099 B&W H.V.	4099	4100	4100	4100	...	Compan-	4099	4100	4100	...	4099	4100	4100	...	4099	4100	4100	...				
4100 B&W H.V.	4100	4100	4100	4100	...	Compan-	4100	4100	4100	...	4100	4100	4100	...	4100	4100	4100	...				

COMPTANT (sélection)

SICAV (sélection)

11/10

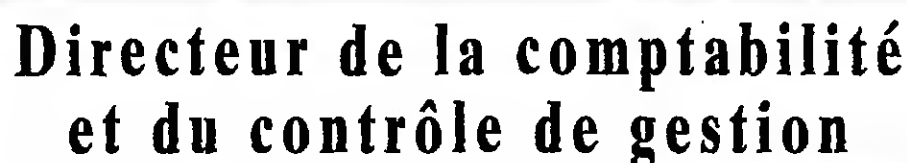
[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements
46-62-72-67**

a : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

Dirigeants



Le Monde



Directeur Comptable et Fiscal

CONSEIL
arpe
EN RECRUTEMENT

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

3^e arrdt
PROPRIÉTAIRE VEND
dne bel imm. GRAND
STUDIO, Pch. belin, + 4 P.
23 000 000 F. 45-04-23-16

5^e arrdt
SQUARE ST-MÉDARD
Imm. pierre de t. rénove,
sacré, Pch. belin, + 4 P.
2 belins possible
2 300 000 F. 45-04-24-30

PANTHÉON CHARM
+ 3 ch/maison, 65 m. ch. Ct.
Poutres, 43-35-17-39

appartements ventes

PARIS 13^e
EXCEPTIONNEL
2 P. Étage élevé, P. aud.
Lumin. Immeuble Pch.
3 143 000 F.

BREQUET
47-58-07-17

16^e arrdt
AVENUE PAUL-DOUMER
PROPRIÉTAIRE VEND
Dernier étage sans
GRAND 2^e REPART.
45-04-24-30

appartements ventes

13^e arrdt
Limite V^e arrond
PARIS 13^e
Avenue de la Scar-Picardie
6 P. duplex, 100 m. Pch.
3 P. 2 597 000 F

BREQUET
47-58-07-17

14^e arrdt
Puits vend 2 pces
et ch/ refait 42-45-24-30

appartements ventes

PARIS 13^e
Quartier Marais, part. vel
Quartier Marais, part. vel
5/5 ch, + 3 belins,
4 100 000 F. 45-04-24-30

BREQUET
47-58-07-17

AV. EYLAH, prest. vel
45-04-24-30, 45-04-24-30
com. sans cuisine, sacré, gd
balcon. Pch. 4 350 000 F.
Tél. 45-04-35-77

appartements ventes

TRACADRO, 180 m².
3 ch/5 P. 3 ch/maison, part.
45-04-24-30, 45-04-24-30
Tél. 45-04-35-77

14^e arrdt
Bel imm. ch. m. bel. ent.
1 290 000 F. 45-04-23-71

appartements achats

92
Hauts-de-Seine

BOULOGNE
Quartier République
4/5 P. Livraison 21 m. 92
Pch. 2 870 000 F

BREQUET
47-58-07-17

appartements achats

PARIS
Rech. pour CLIENTS
ÉTRANGERS APPARTE-
MENTS DE HAUTE CLASSE
PARIS RESIDENTIEL.
Tél. : (1) 45-62-16-40

Rech. URGENT 100 P.
200 m² Pch. 100 m²
14, 18, 19, 12, 5, 3e arr.
COMPTANT, 48-73-48-07.

appartements achats

locations
non meublées
demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
8, av. de République 75008 Paris
de GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
HOTEL PARTI PARIS
ET VILLAS PARIS-QUEB
Tél. : (1) 45-62-30-08

appartements achats

MASTER GROUP
recherche pour ventes
de meubles de studio en 7 P.
100 m² Pch. 100 m²
DE SOCIÉTÉS ET BANQUES
47, rue Vaneau Paris-7
45-04-24-30, 45-04-24-30
Tél. 45-04-35-77

appartements achats

locations
meublées
demandes

Paris

RÉSIDENCE CITY
URGENT rech. pour dirigeants
étrangers d'importants groupes
anglais et américains
APPARTEMENTS MEUBLES
100 m² Pch. 100 m²
LOYERS GARANTIS.
Tél. : (1) 45-27-12-19

maisons individuelles

CHATENAU-MALABRY
Ligne Seneval, maison 1820
rénovée 100 m² habitables
+ 500 m² Jardin, combles
rénovés 2 200 000 F.
FONCIA, 44-61-38-00

ROUBAIX
A vendre maison à usage
commercial de 2 étages
M. LUDAN, 32330 Courmoulin
Tél. 0462-06-36-29

maisons individuelles

locations
meublées
demandes

Paris

RÉSIDENCE CITY
URGENT rech. pour dirigeants
étrangers d'importants groupes
anglais et américains
APPARTEMENTS MEUBLES
100 m² Pch. 100 m²
LOYERS GARANTIS.
Tél. : (1) 45-27-12-19

maisons individuelles

locations
meublées
demandes

Paris

RÉSIDENCE CITY
URGENT rech. pour dirigeants
étrangers d'importants groupes
anglais et américains
APPARTEMENTS MEUBLES
100 m² Pch. 100 m²
LOYERS GARANTIS.
Tél. : (1) 45-27-12-19

maisons individuelles

locations
meublées
demandes

Paris

RÉSIDENCE CITY
URGENT rech. pour dirigeants
étrangers d'importants groupes
anglais et américains
APPARTEMENTS MEUBLES
100 m² Pch. 100 m²
LOYERS GARANTIS.
Tél. : (1) 45-27-12-19

maisons individuelles

locations
meublées
demandes

Paris

RÉSIDENCE CITY
URGENT rech. pour dirigeants
étrangers d'importants groupes
anglais et américains
APPARTEMENTS MEUBLES
100 m² Pch. 100 m²
LOYERS GARANTIS.
Tél. : (1) 45-27-12-19

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de sociétés,
déclarations et ca services.
Formalités réglementaires.
43-55-17-50

SIÈGE SOCIAL
Bureaux disponibles à service.
Déclaration P.C. - RM
SARL - RC - RM
C.F.P.S - C.F.P.S - RM
NATION 43-41-81-81

bureaux

locations
meublées
demandes

Paris

RÉSIDENCE CITY
URGENT rech. pour dirigeants
étrangers d'importants groupes
anglais et américains
APPARTEMENTS MEUBLES
100 m² Pch. 100 m²
LOYERS GARANTIS.
Tél. : (1) 45-27-12-19

bureaux

locations
meublées
demandes

Paris

RÉSIDENCE CITY
URGENT rech. pour dirigeants
étrangers d'importants groupes
anglais et américains
APPARTEMENTS MEUBLES
100 m² Pch. 100 m²
LOYERS GARANTIS.
Tél. : (1) 45-27-12-19

bureaux

locations
meublées
demandes

Paris

RÉSIDENCE CITY
URGENT rech. pour dirigeants
étrangers d'importants groupes
anglais et américains
APPARTEMENTS MEUBLES
100 m² Pch. 100 m²
LOYERS GARANTIS.
Tél. : (1) 45-27-12-19

bureaux

locations
meublées
demandes

Paris

RÉSIDENCE CITY
URGENT rech. pour dirigeants
étrangers d'importants groupes
anglais et américains
APPARTEMENTS MEUBLES
100 m² Pch. 100 m²
LOYERS GARANTIS.
Tél. : (1) 45-27-12-19

bureaux

locations
meublées
demandes

Paris

RÉSIDENCE CITY
URGENT rech. pour dirigeants
étrangers d'importants groupes
anglais et américains
APPARTEMENTS MEUBLES
100 m² Pch. 100 m²
LOYERS GARANTIS.
Tél. : (1) 45-27-12-1

COMMUNICATION

L'audiovisuel et la politique des quotas

« Nous devons protéger notre culture »
déclare M. Georges Kiejman

« Nous avons un devoir de protection de notre culture : je ne veux pas que, demain, mes filles (...) aient un comportement de vie façonné par le chewing-gum, le Coca-cola et une certaine forme de violence : je veux qu'elles s'intéressent encore à ce qui fait le patrimoine français », a déclaré, dimanche 13 octobre à l'émission « Le grand jury RTL-le Monde », M. Georges Kiejman, mioiâtre délégué à la communication.

« Je suis porteur d'un régime équilibré qui permet aux télévisions privées et bien sûr publiques, de trouver l'équilibre financier et d'assurer des programmes », a expliqué l'ancien avocat, ce assurant que « le ministre est parfaitement fondé à fournir des orientations : maintenir en France la diffusion d'un nombre suffisant d'œuvres qui traduisent la culture française ». « C'est ce qu'exprime la fameuse politique des quotas (...) : les quotas littéraires sont une manière d'imposer une diminution de la production ; pour la télévision, les quotas sont au contraire une manière d'imposer un minimum d'émissions d'un certain genre ».

S'expliquant longuement sur les critiques qu'il a adressées, lors du MIP-Com (le Monde daté 13-14 octobre), à M6 - chaîne dont la Compagnie luxembourgeoise de télévision (CLT), qui contrôle RTL, est l'un des principaux actionnaires -, le ministre a expliqué son attitude à Caen : « Je pense que dans le cadre des négociations sur les quotas, les dirigeants des chaînes doivent montrer leur bonne volonté, par exemple en ne donnant l'assurance que, sans arriver au plafond de quotas que souhaitait le gouvernement, ils étaient prêts à accroître singulièrement leurs investissements », a noté M. Kiejman, dont le rôle est toujours ouvert ; si les dirigeants des télévisions ne devaient pas demain, nous verrons. En n'excluant pas « des assouplissements » de cette réglementation

sur le respect des quotas aux heures de grande écoute, le ministre a indiqué qu'il appartenait au Parlement de décider d'introduire une deuxième coupure publicitaire dans les téléfilms (mesure réclamée par les télévisions privées), et que « le gouvernement n'en fera pas une maladie ». Pour autant, assure M. Kiejman, « ce n'est pas en permettant demain une deuxième coupure publicitaire que les recettes à se partager suffiront à faire vivre toutes les chaînes », car « tout le monde aime qu'il y ait une chaîne de trop sur le marché (...) ». J'essaie de faire admettre aux chaînes le bien-fondé de mon souci de protéger les œuvres françaises et

de me plier aux nécessités de leur économie », a expliqué le ministre de la communication, en se défendant d'être un « libéraliste ».

Une thèse qu'il avait développée à propos de la loi de 1981 sur la presse, ce citant, samedi 12 octobre, le douzième congrès national de la presse française à Montpellier. « Le président de la République lui-même a dit qu'on ne toucherait pas à la loi de 1981. Cette loi est excellente dans son architecture générale », a déclaré M. Kiejman au « Grand Jury ». En évoquant cette loi, qui a notamment pour objet de protéger les journalistes mais aussi de définir

les abus qu'ils peuvent éventuellement commettre (comme la diffusion ou l'infirmité), le ministre de la communication a indiqué qu'il n'existait « aucun projet de réforme législatif, ni dans les cartons du ministre de la communication ni dans ceux de la chancellerie ».

Mais « la presse aujourd'hui a beaucoup plus de pouvoirs, parce qu'elle est diffusée plus largement, en particulier grâce à la télévision et à la radio », a fait remarquer le ministre. « Loistez-moi espérer qu'un jour tout le monde sera d'accord, non pas pour bouleverser la loi de 1981, mais pour en faire la loi de 1991 », a-t-il conclu.

Les présidents de chaîne renouvellent
leurs critiques contre le projet de loi

CANNES

de notre envoyé spécial

La culture, vrai ou faux problème ? Dimanche 13 octobre, au MIPCOM (Marché international des programmes de télévision), M. Patrick Le Lay, PDG de TF1, a tranché. Il a estimé qu'il était « ridicule » de croire que les quotas de production que le gouvernement entend imposer aux chaînes « allaient sauver la culture ». « Le problème est avant tout politique », a-t-il ajouté. Pour le patron de TF1, le pouvoir politique (qu'il soit de droite ou de gauche) « arrive pas à renouer avec l'idée de contrôler la télévision ». Si M. Georges Kiejman, ministre de la communication, a violemment pris à partie M. Jean Drucker, PDG de M6 lors de son discours d'inauguration du marché (le Monde daté 13-14 octobre), a estimé M. Le Lay, c'est parce que « la petite chaîne qui

monte » refuse de se regrouper avec la Cinq. « Ils refusent d'obtempérer, alors on leur rend des coups ».

Le PDG de TF1 affirme qu'il n'appartient pas à l'Etat de contrôler l'information ou de produire des documentaires. « C'est un mouvement inéluctable : les programmes marginaux des télévisions publiques », a déclaré M. Silvio Berlusconi, PDG du groupe Fininvest, fait sienne. En « Homme de l'année » lors du MIPCOM, le magnat de la télévision italienne a profité lui aussi de la mort commerciale des télévisions publiques. « Avant la fin de la décennie, la télévision sera dans les mains d'exploitants et de groupes privés », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse.

Bien décidé à ne pas céder sous la pression, M. Hervé Bourges, PDG d'Antenne 2 et FR3, a profité de cette manifestation pour réclamer, lui aussi, une simplification de la règle des quotas. Le mécanisme pourrait être remplacé par une obli-

gation unique, celle de « produire des œuvres originales françaises à hauteur d'un pourcentage situé entre 15 et 20 % du chiffre d'affaires », a-t-il déclaré. Bien que les parlementaires n'aient pas à se prononcer sur le problème des fictions et de la seconde coupure publicitaire, M. Bourges a toutefois rendu public quelques revendications. Après avoir exprimé son scepticisme sur la capacité de la Cinq et de M6 à produire plus d'œuvres originales si l'autorisation d'introduire une double coupure publicitaire leur était accordée, « Une seule gestion ne conduira-t-elle pas à l'abandon de ces recettes pour réaliser leur équilibre financier ? », il a réitéré que des interruptions publicitaires multiples puissent être effectuées aux heures de la soirée, voire les séries étrangères qui ont été coupées dans ce but.

Y. M.

CARNET DU Monde

Naissances

Gilbert LENOIR
et Véronique, née TRILLET,
ont la joie d'annoncer la naissance de
Paul,
le 7 octobre 1991.
46, rue Saint-Jean,
69005 Lyon.

Décès

On nous prie de faire part du décès de :
M^{me} Berthe BORTSCHEFF,
mère de Catherine Bortscheff,
survenue le 2 octobre 1991 à son domicile.
M^{me} Madeleine Savoyant,
3, rue Louis-Rolland,
92120 Montrouge.
Tél. : 42-53-28-60.

La Société des amis de l'île d'Aix
à la profonde tristesse de faire part de la mort de son président,
le baron COUDEIN,
placément décédé le 8 octobre 1991.

La cérémonie religieuse a été célébrée à Fouras, le 12 octobre, en l'église Saint-André, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière de l'île d'Aix.

M^{me} Michel CYMAN,
son épouse,
M. et M^{me} Pierre CYMAN,
M. et M^{me} Albert-Guy Chokroun,
ses enfants,
Frédéric, Laurence, Charlotte et Caroline,
ses petits-enfants,
et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Michel CYMAN,
survenue le 12 octobre 1991 à l'âge de quatre-vingt-six ans, à Paris.

Les obsèques auront lieu mardi 15 octobre.
On se réunira à 11 h 30, à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux.

Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Bernard FORT,
née Madeleine FACHON,
La messe de funérailles sera célébrée le mardi 15 octobre 1991, à 10 h 30, en l'église Saint-Bruno-des-Chartroux, Lyon-1^{re}.

Michelle Hubert,
son épouse,
Martin et Nicolas,
ses fils,
sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de
Jean-Claude HUBERT.

Les obsèques auront lieu le mardi 15 octobre 1991, à 14 heures, au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14^e.

3, rue Campagne-Première,
75014 Paris.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 40-65-29-94
Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 92 F
Abonnés et actionnaires : 88 F
Communications diverses : 95 F
Thèmes étudiants : 50 F

GUY BROUTY

Le Monde
Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :

Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappet, directeur de la rédaction
Jacques Guhl, directeur de la gestion
Manuel Luchet, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amable, Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenczi, Philippe Herremann, Jacques-François Simon
Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1959), Jacques Fauvet (1959-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
7, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-60-30-70

M. et M^{me} Bernard Josien,
M. et M^{me} Jean-Pierre Josien
et leurs enfants,
M^{me} veuve René Josien,
ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Marie-Louise JOSIEN,
professeur,
directeur de recherche au CNRS (E.R.),
chevalier de la Légion d'honneur,
commandeur des Palmes académiques,
survenue le 15 septembre 1991, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Une messe de requiem sera dite à son intention, le vendredi 18 octobre, à 18 heures, en l'église Saint-Pierre-et-Saint-Paul de Clamart (Hauts-de-Seine).
La défunte ayant fait don de son corps à la science, il n'y a pas eu d'obsèques.

Les nombreux collègues et amis
des universités de Bordeaux-I et de
Paris-VI ainsi que du CNRS font part
du décès de

professeur Marie-Louise JOSIEN,
qui s'est éteinte à l'âge de quatre-vingt-six ans à la Maison Saint-Joseph de Clamart, où elle s'était retirée.

Il s'agit pour un dernier hommage à une personnalité religieuse qui aura été en l'église Saint-Pierre-et-Saint-Paul de Clamart (Hauts-de-Seine), le vendredi 18 octobre 1991, à 18 heures.

La mère,
Le frère,
Jean-Michel,
Et tous les amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Pierre LESPINE,
qui sera inhumé le 16 octobre 1991 au cimetière de Méry-sur-Seine, à 11 heures.

M^{me} Christiane Mauve,
son épouse,
M. et M^{me} Raymond Servière,
ses parents,
Catherine, François et Nelly,
ses enfants,
sa famille,
ont la très grande douleur de faire part
du décès de

Michel SERVIÈRE,
survenue subitement le 7 octobre 1991.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité le vendredi 11 octobre au cimetière d'Authent.

Ses amis ont la grande tristesse de faire part du décès de

Michel SERVIÈRE,
survenue le 7 octobre 1991.

L'université de Rouen (Haute-Normandie).
Le personnel enseignant, technique, administratif, de service, de la faculté des lettres et sciences humaines,
ont la profonde tristesse de faire part
du décès de

Michel SERVIÈRE,
agréé de philosophie,
maître de conférences,
survenue le 7 octobre 1991.

Remerciements

M^{me} Michel Barba,
ses enfants et petits-enfants,
très touchés des marques de sympathie
qui leur ont été témoignées lors du
décès brutal de

Michel BARBA,
présentent leurs sincères remerciements.

M^{me} Claire Blanchet-Buis
Et sa fille Marie-Mathilde,
Le général et M^{me} Georges Buis,
Ainsi que leurs familles,
dans l'impossibilité de répondre à tous
les témoignages de sympathie qui leur
ont été manifestés, prient de trouver ici
leurs sincères remerciements.

Communications diverses

Société des études romaines :
mardi 22 octobre 1991, à 17 h 15,
salle VI du Collège de France, conférence
de M. Jean Guillemin, professeur
émérite à l'université Paris-IV, sur
« Romain et M^{me} de Staël ».

« La thèse de Voltaire » :
conférence de M. J. Solson, Cercle
Erasme-Renaud, Société des gens de
lettres, Hôtel de Massa, 38, rue du
Faubourg-Saint-Jacques, Paris-14^e, le
mercredi 16 octobre 1991, de 17 heures
à 19 heures. Entrée libre.

Pour toutes vos
commandes de fleurs
Naissance, baptême,
fiançailles, mariage et décès

Le fleuriste de
Vaugirard

Livraisons à domicile, Paris,
banlieue et grande banlieue.

131, rue de Vaugirard,
75015 PARIS
Tél. : 47-34-56-09

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-80-30-10
Tél. : 261.311F

Edité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
630 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimé au
« Le Monde »
12, rue M.-Gautier
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 47 437
ISSN : 0395-3037
PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les abonnements
et index du Monde au 11 40-65-29-33

Le Monde

Jacques Lesourne, président
François Hugot-Duvall, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue de Colonne-Pierre-Arès
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Tél. : MONDPUB 634 128 F
Tél. : 46-62-72-72. Société filiale
de la SARL Le Monde et de l'Union des journaux SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Compagnie 36-36 - TAPES LE MONDE
ou 36-15 - TAPES LM
Reproduction interdite de tout article
sans accord avec l'administration

ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie aéro-mat-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 630 F	2 096 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

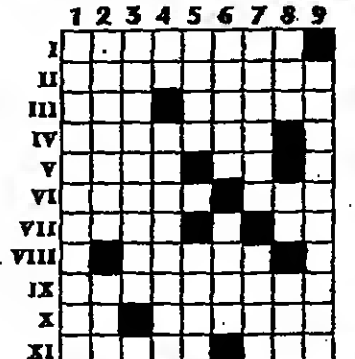
PP Paris TP
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____
Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5628



HORIZONTALEMENT

I. Ne s'occupaient pas de la bagatelle. - II. Un meuble qui ne fait pas le mois. - III. Se dore au soleil. Qui a pris de mauvaises pils. - IV. Serait inutile si l'on n'avait pas de besoins. - V. Mot évitant une répétition. Coule en France. - VI. Fut un grand port. Est généralement réservé pour les grands événements. - VII. Physicien français. Vieille ville. - VIII. Nous donne son duvet. - IX. N'est pas une femme de ressources. - X. Le dieu de la Bible. Peut être évoqué quand on parle de la retraite. - XI. Qui ne désire pas. Un point d'union.

VERTICALEMENT

1. Utilisés par ceux qui veulent se cachier pour écrire. - 2. Un nouvel essor. Saint-Louis, par exemple. - 3. Complètement dis-

persés. - 4. Possessif. Peut être rendu tout ce qui est piqué. - 5. Pays. Touffus. - 6. Donnera de la force. Tiennent bien le logis. - 7. Se livre quand on va commencer à jouer. Fit le matin. - 8. Coule dans le Bocage. Lettre. Titre anglais. - 9. Bien essées.

Solution du problème n° 5627

Horizontalement
I. Alpinistes. Bois. - II. Harpes. Orages. - III. Avions. Notaires. - IV. St. Simon. Tiers. - V. Ver. Montales. - VI. Err. Sisal. Orme. - VII. Cl. Basoin. Est. - VIII. Unis. Ego. Unus. - IX. Dons. Rues. Is. - X. Mito. Elders. - XI. Devancer. Erre. - XII. Qui. Naser. Ger. - XIII. Ile. Elève. Draps. - XIV. Geta. Mus. Poire. - XV. Enter. Gondeles.

Verticalement

1. Achevé. Dolt. - 2. Lavier. Meule. - 3. Pro. Récidiviste. - 4. Iels. Isola. An. - 5. Nénies. Nonne. - 6. Iso. Ibs. Calme. - 7. Sa. Gâteau. - 8. Ton. Masser. Rave. - 9. Erotologue. Ré. - 10. Sotin. knie. Pô. - 11. Gélion. Edredon. - 12. Bekam. Uzer. Rie. - 13. Qyralen. Regard. - 14. Ise. Essais. Epée. - 15. Sas. Tus. Eris.

GUY BROUTY

SOLDES

Tous les jours
du lundi 14 octobre
au vendredi 18 octobre
inclus.
9 h à 12 h / 14 h à 18 h.



HERMÈS
PARIS

24, FAUBOURG SAINT-HONORÉ, PARIS 8^e
PRÊT-À-PORTER, VACHOUINERIE,
CARRÉS, CRAVATES,
GANTS, CHAUSURES, ÉPONGE.

MÉTÉOROLOGIE

[illegible]

Sur le reste du pays la matinée sera souvent grise et brumeuse puis des éclaircies se développeront toute la journée sur les régions de l'Est. Au contraire le soleil sera généreux sur le Sud-Ouest.

Les températures seront comprises au lever du jour entre 5 et 8 degrés en général, jusqu'à 11 degrés près des côtes. L'après-midi, elles atteindront 13 à 17 degrés sur le motif nord, jusqu'à 19 degrés sur le sud du pays.

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale
 moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
 (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Lolita sur l'escarpolette

qu'en doit envier le talent du créateur.

La publicité à la télévision est partout, vieille ennemie familière, mariée sans cesse montante qui s'impose, s'insinue, corrompt parfois, corrode souvent. La publicité est en terrain conquis, elle est partout, elle est la pompe à finances, patronne tyrannique des chaînes et de l'Audimet. Elle dicte les programmes et les choix, volant toujours au secours du succès d'audience, quel qu'en soit le prix, quel qu'en soit le résultat. Elle est la fille indigne du cinéma, qu'elle entend saucissonner et vampiriser.

Mais le publiciste est aussi, et

lette, et prendre le risque de rompre avec la tradition des femmes raffinées et parfumées de naissance.

Vanessa Paradis, Titi ou Lolita, comme l'on voudra, est venue chez Elkebach. Comme elle fera demain, ou fait déjà, le 10 novembre, pour les femmes. Elle avait cette mine un rien boudeuse, ce charme un peu trouble des femmes-enfente qui, dans certaines attitudes, rappellent irrésistiblement Brigitte Bardot à l'ère du tissu Vichy. Elle avait, excusez du peu, débarrassé ses épaules de la robe derrière elle, et bien des sous d'adulte. Même que Grosminat Elkebach en fut tout paternel.

Lundi 14 octobre

NEW-YORK 1997

CE SOIR 22 H 15

CONCERT PETER GABRIEL

CE SOIR 23 H 50

CANAL JIMMY

James
Jimmy

SUR LE CABLE

20.45	Téléfilm : <i>Piège pour femme seule. Une dangereuse ressemblance...</i>	
22.20	Magazine : <i>Combien ça coûte ?</i> Invité : Philippe Bouvard.	
23.30	Magazine : <i>Ve y avoir du sport.</i> Rugby ; Gymnastique rythmique sportive	
0.25	Journal, Météo et Bourse.	
A2 - - -		
20.45	Téléfilm : <i>L'Alerte rouge.</i> (2 ^e partie) <i>Invité de radio le soir du bal du 14-Juillet</i>	
22.40	Cinéma : <i>Le Richelieu</i> Film américain d'Alfred Hitchcock (1961) Avec Paul Newman, Julie Andrews, L. Kedrova.	
0.45	Journal et Météo.	
1.15	Magazine : <i>Caractères.</i> Sondage Claude Lévêque. Diffusé sur FR3 le 11 octobre.	

FR 3
20.45 Cinéma : La Jument verte. ■

16.15 Feuilletton : Riviera.
16.40 Club Dorothée.
17.30 Sérif : 21 Jump Street.
18.25 Jeu : Une famille en or.
18.50 Feuilletton : Santa Barbara.
19.20 Jeu : Le Roule de la fortune.
19.30 Divertissement : Pas folles les bêtes.
20.00 Journal, Tiercé, Météo et Tapis vert.
20.45 Cinéma : Au revoir les enfants, m.m.
Régis Fréchet, le fils de Louis Malle (1987)
Avec : Gaspard Manesse, Raphaël Fejtó,
Francine Racette.
22.40 Magazine : Ciel, mon mardi !
0.30 Journal, Météo et Bourse.

A 2

18.10 Série : Drôles de dames.
17.00 Magazine : Giga.
18.10 Jeu : Des chiffres et des lettres.
Demi-saison à 2 heures.
18.35 Magazine : Défendez-vous.
18.45 Série : Mister T.
19.15 Jeu : Question de charme.
19.40 Dérivatissement : Le Caméra indie
crée.
20.00 Journal et Météo.
20.45 Mardi soir
Les Sorcières d'Eastwick. ■■
Film américain de George Miller (1987)
Avec Jack Nicholson, Cher, Susan Sarandon.
22.00 Débat : Les Bonnes Affaires du
Diable.
1. 2. 3. Théâtre.
0.15 Le 25e Heure.
0.45 Journal et Météo.

FR 3

15.00 Magazine : Musicales (rediff.).
18.00 Magazine : Zapper n'est pas jouer.
17.30 Jeu : *Le 19-12*.
18.15 Magazine : Une pêche d'enfer,
Invité : William Sheller
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
18.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
20.00 Un livre, un jour.
Follegot, de Nicolas de Crécy et Alexis
Tjoaya.
20.10 Divertissement : La Classe.
20.45 Téléfilm : Femme de vovou.
Une jeune femme amoureuse d'un voleur.

Film franco-italien de Claude Autant-Lara
1959). Avec Bouvri, Sndre Mllo, Frncs
Blanco.
22.20 Journal et Mém.
22.45 Magazine : Océaniques.
► Pierre Schaeffer, de Michel Huillard,
Mémoire 1-ingénieur et/ou artiste?
23.55 Magazine : Minuit en France.
Saint-Pétersbourg, pour qui sonne le glas-
nost?
0.50 Musique : Carnet de notes.
Sonets K 331 (2^e mouvement), de Mozart.

20.33	Cinéma : Young Guns. ■ Film américain de Christopher Cain (1988). Avec Emilio Estevez, Kiefer Sutherland, Lou Diamond Phillips.
22.15	Flash d'informations.
22.20	Cinéma : Vertigo l'édifiant. ■ Film français de Pierre Marboeuf (1990). Avec Françoise Arnoul, Jean-Marc Thibault, Bernard Menez.
23.40	Cinéma : Le Wagon-lit de la mort. ■ Film français de Yves Dogenès (1989). Avec David Naughton, Judie Aronson, Kevin McCarthy.
1.05	Cinéma : Les Amours célèbres. ■ Film français de Michel Boisrond (1981). Avec Brigitte Bardot, Philippe Noiret, Alain Delon.

20.50 Magazine : Les absents ont toujours tort.
Thème : Faut-il dialoguer avec le Front national ?

23.00 Cinéma : Les Malheurs d'Alfred. ■
Film français de Pierre Richard (1971). Avec Pierre Richard, Anny Duperey, Pierre Mondy.

0.45 Le Club du télé-achat.

M6
Cinéma : Project X. ■

Mardi 15 octobre

arrêté, trouve dans le journalisme un moyen
de « tenir ».

22.20 Journal et Météo.

22.45 Mardi en France.

23.40 Magazine : Océaniques.
Pierre Scheffer, de Michel Huillard. 2.
Mémoire 2-le recherche.

0.50 Musique : Carnet de notes.

15.55 **Cinéma : Young Guns.** ■
Film américain de Christopher Cain (1988).

17.40 **Dessin animé : Les Simpson.**
18.00 **Canaille peluche.**

En clair jusqu'à 20.33

18.30 **Ca cartoon.**
18.50 **Le Top.**
19.20 **Magazine : Nulle part ailleurs.**
20.30 **Le Journal du cinéma.**
20.33 **Cinéma : Tuer n'est pas jouer.** ■
Film britannique de John Glen (1987). Avec
Timothy Dalton, Maryam d'Abo, Jeroen
Kraaije.

22.35 **Flash d'Informations.**
22.45 **Cinéma : Docteur Petiot.** ■■
Film français de Christian de Chateaufort
Avec Jean-Pierre L  aud, S  r  n  e Seruloff, Pierre
Romans, Zdzislaw Horo  k.

0.25 **Cin  ma : H  ta  caine,**
l'enfant des terrasses. ■■
Film franco-tunisien de Ferid Boughedir
(1990).

15.50 Série : L'Enquêteur.
18.50 Youpi! L'école est finie.
18.15 Série : Shérif, fais-moi peur.
18.05 Série : Kojak.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Journal des courses.
20.50 Cinéma : Le Jour de gloire. □
Film français de Jacques Beunard (1978).
22.40 Magazine : Ciné Cinq.
22.55 Téléfilm : Délire oriental.
0.25 Le Club du télé-achat.
0.45 Le Rallye des pharaons.
0.55 Journal de la nuit.

15.50 Magazine : Accusé de réception.
16.50 Série : L'Homme de fer.
17.40 Jeu : Zygomusic.
18.05 Série : Mission impossible.

Film américain de Jonathan Kaplan (1987).
Avec Matthew Broderick, Helen Hunt, 91 min.
Sadler.

22.25 Série : L'Heure du crime.
23.20 Magazine : Vénus.
23.50 Six minutes d'informations.
23.55 Magazine : Dazibao.
0.00 Magazine : Jazz 6.
2.00 Rediffusions.

20.00 Documentaire : Joseph Brodsky, poète russe, citoyen américain.
21.00 Cinéma : Le silence est d'or. ■■■ Film français de René Clair (1947).
22.25 Court-métrage : L'Apparition.
22.45 Court-métrage : La Joconde.
23.05 Documentaire : Salsa Opus 3.

FRANCE-CULTURE

20.30 **L'Histoire en direct.** 17 octobre 1961 : la guerre d'Algérie en plein Paris. Avec Pierre Vidal-Naquet, Mourad Oussedik, Jean-Luc Eneudi, Jean-Paul Brunet, Mehdi Laïlaoui.

21.30 **Avignon 91.**
La voix de Robert Denais.

22.40 **La Radio dans les Yeux.**
L'actualité de l'art plastique.

0.05 **Du jour au lendemain.** Avec Lorenz Eise-
ner (Sérialité, et télé-son éternel).

0.50 **Musique :** Coda. Necromes et noc-
tuelles ; après le signe de Gioia le bruisse-

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de Lausanne) : Sérénade n° 6 en ré majeur K 239, Concerto pour piano et orchestre n° 22 en mi bémol majeur K 482, de Mozart; Symphonie n° 103 en mi bémol majeur, de Haydn.

23.37 Poussières d'étoiles. Renseignements sur Apollon. Poèmes des rivages, de d'Indy.

19.00 **Série : Le Petite Maison**
dans la prairie.

19.54 **Six minutes d'informations.**

20.00 **Série : Cosby Show.**

20.35 **Téléfilm : L'île aux pirates.**
Quatre adolescents dans de folles aventures.

22.20 **Documentaire : 60 Minutes.**
► *Dieperus.*

23.15 **Magazine : Le 6^e Dimension.**

23.45 **Six minutes d'informations.**

23.50 **Magazine : Dazibao.**

LA SEPT

18.25	Documentaire : Living Music. The Berlin Documentary.
17.25	Documentaire : Les Tambours d'hiver.
19.00	Documentaire : Matisse voyage.
20.00	Documentaire : Cinémémo. 3. La fin de la guerre.
20.40	Série : Portraits d'Alain Cavalier. 3. La Romancière.
21.00	Théâtre : Le Soulier de satin.
23.55	Documentaire : Tambours battants.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science. Le nouvel Airbus.

21.30 Les Mots pour le dire. De la difficulté de la question. Débat avec Philippe Bouquet, Françoise Cartier, Pierre Carasso, Alice Dujovne-Ortiz, Michel Lebrun, Bernard Simeone.

22.40 Les Nuits magnétiques. Echos de province (1).

0.05 Du jour au lendemain. Avec Hubert Haddad (Saintes beuveries).

0.50 Musique : Code. Nocturnes et nocturnes : sous le signe de Glono le lustré.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 19 août lors du Festival de La Roque d'Anthéron) : Children's Corner, suite bergamasque pour piano, de Debussy ; Sonate pour piano n° 8 en ut mineur op. 13 de Frédéric Chopin ; piano n° 23 en mi bémol op. 57, de Beethoven ; Mazurka en si mineur op. 17 n° 4, de Mazurka en si mineur op. 33 n° 4, de Chopin, par Ivan Moravec, piano.

23.07 Possessions d'étoiles, Plain et claud Stille 1984. Répertoire : Sous le regard d'un soleil noir, de Chomani.

Accord de principe sur le transit des camions dans les Alpes

M. Hanja Maj-Weggen, ministre néerlandais des transports et représentant de la CEE, et ses homologues autrichien et suisse sont parvenus, le 12 octobre, à un accord au sujet du transit des poids lourds à travers l'Autriche et la Suisse. Ces deux pays ont en effet une politique très restrictive à l'égard du trafic des camions, qui a explosé au cours de ces dernières années et a sérieusement aggravé la pollution. Ce protectionnisme a provoqué la colère des routiers, notamment italiens. D'autre part, certains pays de la Communauté européenne se refusent à accepter un « espace économique européen » commun à la CEE et à l'Association européenne de libre-échange (AELE), à laquelle appartiennent l'Autriche et la Suisse, tant que ces deux pays n'auraient pas accepté un compromis. M. Maj-Weggen a refusé de divulguer les termes de l'accord auquel elle est parvenue afin d'éviter de réserver le primat aux ministres des transports des Douze, qui se réuniront pour l'approuver le 21 octobre.

Le prix Nobel de la paix à M^{me} Aung San Suu Kyi dirigeante de l'opposition birmane

Le prix Nobel de la paix 1991 a été attribué, lundi 14 octobre, à M^{me} Aung San Suu Kyi, dirigeante de l'opposition birmane, pour son engagement en faveur de la démocratie et des droits de l'homme. Elle avait récemment été lauréate du prix Sakharov du Parlement européen (le Monde du 11 juillet).

M^{me} Aung San Suu Kyi n'est pas assurée de pouvoir venir en décembre recevoir son prix Nobel de la paix. Elle est en effet en résidence surveillée depuis le 19 juillet 1989. Cette fille de l'un des fondateurs de la Birmanie indépendante, le général Aung San, assassiné peu de jours avant la proclamation officielle de l'indépendance, en 1947, est la bête noire des militaires de son pays qui, ayant confisqué le pouvoir en 1962, sous la houlette du général Ne Win, ne l'ont guère lâché depuis lors, même après les

élections qu'ils avaient accepté d'organiser en mai 1990. En peu de mois, cette femme de quarante-six ans était parvenue à devenir le symbole des aspirations à la démocratie de ses compatriotes birmans.

Née en 1945 à Rangoon, Aung San Suu Kyi a suivi ses études secondaires aux Indes, où sa mère avait été nommée ambassadrice. Elle a complété par des études de sciences politiques et économiques à Oxford, avant de travailler de nombreuses années, aux Nations unies, à New-York, puis de passer une année au Bhoutan comme expert auprès du ministre des affaires étrangères de ce pays. M^{me} Aung San Suu Kyi, enfin, avait travaillé comme universitaire à Tokyo (1985-1986) puis à Singapour (1987).

De retour pour des raisons familiales à Rangoon, en avril 1988, elle découvre, en même temps que ses compatriotes stupéfaits, son pouvoir charismatique, inspiré de celui de son père. Les militaires, cependant, se lassent vite de ses

meetings. Lorsqu'elle fonde, en août 1988, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), les forces armées multiplient à son égard les vexations et finissent par la consigner chez elle. Elle ne pourra donc pas participer aux élections de 1990, emportées de façon massive par la LND (82 % des suffrages), et que les militaires ont refusé de reconnaître.

■ INDE : menaces de mort contre un diplomate romain. — Le groupe d'indépendantistes sikhs qui, le 9 octobre, a enlevé M. Liviu Radu, chargé d'affaires roumain à New-Delhi, a menacé, samedi 12 octobre, d'exécuter son otage. Une photo de la victime était, pour la première fois, jointe au communiqué. Le président Ion Iliescu a, pour sa part, fait parvenir dimanche de Bucarest un « message chaleureux » à son homologue indien afin que tout soit mis en œuvre pour « obtenir la libération immédiate » du diplomate. — (AFP, Reuters)

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Croisière ordinaire

Vous ne devinez jamais où j'ai passé le week-end. Entre Naples et Palerme, à bord de l'Achille Lauro. Une croisière ordinaire. Du 1^{er} décembre au 31 janvier, cet énorme paquebot flottant promène ses clients de Gênes à Tahiti, en passant par Casablanca et Sydney. Sur la passerelle, le commandant De Rosa, héros malgré lui du détournement de ce bateau en octobre 1985 par un commando palestinien dont, à ma honte, j'aurais complètement oublié les circonstances. Non, je n'ai pas vu le film avec Burt Lancaster dans le rôle de la victime... quand il est passé à la télé.

Chavirée par un léger mal de mer, déboussolée par ce labyrinthe de couloirs, de cabines, de ponts, d'escaliers et de cour-sives, tourmentée par une cascade d'activités strictement chronométrées : 7 heures, petit déjeuner sur le pont ou en salle à manger ; 8 heures, rassemblement des groupes 9 à 14 pour départ en excursion ; 8 h 30, messe à la chapelle, 8 h 45 mise en forme au salon Arazzi. Et je t'enchaîne tournoi de ping-pong sur conférence, leçon d'italien sur thé dansant, Trivial Pursuit au

salon Scarabeo sur spectacle de variétés pour les groupes de 1 à 7 et Bingo sur bal musette jusqu'au buffet de minuit... Arrive le premier soir, soir de gala, j'étais à ramasser à la petite cuiller.

Ça tombait bien ! S'agissait justement de serrer celle du capitaine, en grand uniforme blanc, qui sautait, c'est de tradition, l'interminable file de ses invités avant de passer à table. Je me présente, je dégage, je me retourne et qui je vois là tendre la main ? Étonnant remake un charmant vieux monsieur dans un faux-tout roulant. Là, ça été le flash ! L'autre s'appelle Léon, Léon Klinehoffer, le juif américain ébétu et jeté à la mer par ses quatre terroristes qui ont mitraillé le bateau à la kalachnikov et menacé, le doigt convulsif sur la détente, enroulé l'Égypte et la Syrie, équipage et passagers.

Il en avait les larmes aux yeux, en m'en repartant, le commandant. Et pourtant, sorti du carré des officiers, où on est prêt de l'oublier, tout a été fait, vous pensez bien, pour en effacer jusqu'au souvenir. Remarque, ça ne risque pas de se reproduire : c'est des Israéliens qui sont chargés de la surveillance à bord. On est jamais si bien servi...

L'ESSENTIEL

SECTION A

- Débats**
Un entretien avec M. Jorge Semprun 2
- La crise yougoslave** 3
- Le voyage du pape au Brésil**
Un appel de Jean-Paul II contre les sectes 6
- Rejet de la réforme électorale en Algérie**
Une période d'incertitude politique 7
- La convention nationale du PS**
M. Mauroy veut modifier le mode de scrutin législatif 8-9
- Les relations entre la droite et l'extrême droite**
Le CDS veut être le « vaccin anti-Le Pen de l'opposition »
M. Poniatowski prône des « accords de gestion » avec le FN 10
- De la « décomposition » à la « recomposition »**
M. Raymond Barre plaide pour une « conjonction des bonnes volontés » à la tête de l'État 10
- Sports**
La Coupe du monde de rugby : le Rallye des Pharaons ; l'équipe de France de football qualifiée pour le championnat d'Europe des nations 14
- Jazz : le piano nouveau de Marcus Roberts** 15

SECTION B

- Le débat sur la politique économique du gouvernement** 18-19
- Bull vaut 5,6 milliards de francs**
L'avis de la commission d'évaluation 19

CHAMPS ÉCONOMIQUES

- Tristes matières premières
- Les craintes caraliennes
- L'Australie ou la certitude des mines
- La chronique de Paul Febra : « Le PNB ou l'individu »
- A travers les revues : « Chômage et corporatisme social »

Le débat sur l'audiovisuel
M. Klejmen au « Grand Jury RTL le Monde » et M. Le Lay à Cannes, deux avis opposés... 30

Services

- Abonnements 30
- Annuaire classé 28
- Carnet 30
- Loto sportif 13
- Loto 16
- Marchés financiers 26-27
- Météorologie 31
- Mots croisés 30
- Radio-Télévision 31
- Spectacles 29

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 13-14 octobre 1991 a été tiré à 514 824 exemplaires.

Manifestation nationale samedi à Paris

Les enseignants minés par leurs divisions

Environ quinze mille enseignants et nonenseignants de l'éducation nationale, auxquels s'étaient joints parents d'élèves, étudiants et lycéens, ont manifesté, samedi 12 octobre à Paris, pour réclamer « des moyens pour le service public ».

« Ce ne doit pas être une démonstration de force, c'est un aversissement », avait prévenu, en tête du cortège, M. Guy Le Néouanic, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale (FEN). De fait, la mobilisation fut assez faible, malgré l'appel de la plupart des organisations syndicales de gauche, la Fédération de l'éducation nationale en tête, suivie par le SGEN-CFDT, la CGT, la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), les syndicats étudiants (les deux UNEF), et les lycéens de la FIDL. Il est vrai que les mots d'ordre de la direction de la FEN, réclamant « des moyens pour réussir » et « la

défense du service public », mais écartant le problème des salaires et égarant la politique du gouvernement, n'étaient guère de nature à mobiliser les enseignants, à trois jours de la reprise des négociations dans la fonction publique.

Le discours qualitatif cependant ne résista pas plus de quatre cents ou cinq mètres. Pas plus que les apparences unitaires du cortège. Si tous les syndicats étaient dans la rue, tous n'y étaient pas pour les mêmes raisons. Au carrefour des Gobelins, les syndicats minoritaires de la FEN — quelque trois mille enseignants du syndicat national des enseignants de second degré (SNES) en tête — attendaient le gros de la manifestation aux cris de « Indépendance nos salaires ».

Pour bien marquer sa différence, le SNES avait choisi d'accueillir ses propres troupes, le matin à la grande halle de La Villette, où étaient organisés plusieurs forums sur des thèmes sensibles : crise du recrutement, réforme des lycées, zones d'éducation prioritaires, enseignement technique, etc. L'assistance, un peu morne et indifférente à l'urgence de ces grands débats, s'était surtout réveillée avec l'arrivée, à La Villette, de M. Guy Le Néouanic, secrétaire général de la FEN.

Accueilli par des coups de

troupe et par des sifflets, aux cris de « Nos salaires ! Nos salaires ! », « Non à Jospin » et « A bas la réforme », M. Le Néouanic s'est efforcé de prêcher l'unité du mouvement syndical en déclarant : « Prenons garde, a-t-il dit, par nos conflits internes, de ne pas affaiblir la FEN, puis de la détruire en ne soulignant que les divergences ». A quoi Monique Vuillat, secrétaire générale du SNES, a immédiatement riposté : « Notre fédération ne s'effondre pas, elle s'oppose à une réforme de la réforme des lycées. Vous ne pouvez pas rendre la rétrogradation de l'indexation de nos salaires... »

Ces divergences anciennes, qui minent l'unité de la FEN, ont nourri, tout au long du parcours, la cacophonie des slogans. Inter-caté tout bien que mal dans le flot des délégations, le SNES continuait à marquer sa différence, surtout par les militants de la CGT.

Perdu sous une banderole d'unité défilait persistante, M. Jean-Pierre Mailles, président de la FCPE, refusait le refus opposé par le secrétaire général de la FEN de le laisser prendre la parole au début de la manifestation.

JEAN-MICHEL DUMAY
et CHRISTINE GARIN

Paul Teitgen est mort

Paul Teitgen, conseiller d'Etat honoraire, est mort à son domicile parisien, le 13 octobre à son domicile parisien, il était âgé de soixante-deux ans. Ancien député, commandeur de la Légion d'honneur, il avait occupé puis quitté les fonctions de secrétaire général pour la police en Algérie pour protester contre la torture, utilisée pendant la bataille d'Alger en 1957.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 14 octobre
Indécision
La Bourse de Paris était indécise lundi matin. En hausse marginale de 0,02 % dès le début des transactions, les valeurs françaises abandonnaient 0,1 % au bout d'une heure de transactions. Baisse de Sotat Avionique, Métrologie, Inter-technique. Hausse de SCOA, Chargeurs, Au Printemps.

Demain

Deux suppléments ;
INITIATIVES
IMMOBILIER D'AFFAIRES
Le Monde publiera avec son édition de mercredi 16 octobre son supplément hebdomadaire « Initiatives », dont l'enquête principale est consacrée à l'emploi des travailleurs frontaliers et qui comprend 16 pages d'offres d'emploi. Avec ce cahier, distribué séparément, un supplément exceptionnel consacré à l'immobilier d'affaires.

FABRICATION A L'ANCIENNE AVEC « PLASTRON VOLANT »
NON THERMOCOLLÉ POUR GARDER LE GÂLE MORPHOLOGIQUE
DES ÉPAULES • DE LA POITRINE • ET LE ROULANT DES REVERS

UN VRAI COSTUME (ENFIN) A 1500 F C'EST LE NOUVEAU S. DE STEPHANE MEN'S DISCOUNT DE LUXE EN TISSUS CERRUTI • DORABEUR SUPER 120S ET LE PRET-A-PORTER DES GRANDS COUTURIERS T. LAPIDUS • L. FERAUD • P. BALMAIN A DES PRIX ETONNANTS

3 RUE WASHINGTON M. DE PARIS GEORGES V 130 80 ST GERMAIN M. DE PARIS GEORGES V

QUELQUES AUTRES EXEMPLES : VESTES CACHEMIRE 50 % (5 coloris) : 1.000 F et en 100 % cachemire : 2.200 F (4 coloris) ; 685 F : CHEMISES T. LAPIDUS ET P. BALMAIN : 200 F ; LES VRAIS DUFFEL-COATS ANGLAIS • GLOVERALL : 1.082 F ; PANTALONS DE LUXE PURE LAINE : 350 F EN TISSU CERRUTI OU SUPER 100S : 500 F.

RODIN, STAR DE LA MODE !

« OUI, nous sommes, dans notre genre, parmi les « Stars de la Mode » (et de la Découverte), modestie mise à part... Les femmes se déclarent séduites et même passionnées par nos tissus. Malgré ces succès flatteurs, nous restons raisonnables et abordables. Après tout, ce n'est pas notre faute si nous, et nos tissus, plaisons à ce point ! (depuis 30 F le mètre)

RODIN 36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

On gagne toujours à être précis

Introduction générale au droit

François Terré

DALLOZ - LES INDISPENSABLES